



Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010028676

TA 8785



C. LUGON

LA  
RÉPUBLIQUE  
COMMUNISTE  
CHRÉTIENNE  
DES GUARANIS

1610-1768



LES ÉDITIONS OUVRIÈRES  
ÉCONOMIE ET HUMANISME

77 8785



LA RÉPUBLIQUE  
COMMUNISTE CHRÉTIENNE  
DES GUARANIS

(1610-1768)



C. LUGON

LA RÉPUBLIQUE  
COMMUNISTE CHRÉTIENNE  
DES GUARANIS

(1610-1768)



LES ÉDITIONS OUVRIÈRES  
ÉCONOMIE ET HUMANISME

12, avenue Sœur-Rosalie, Paris (13<sup>e</sup>)

TA 2386



## PRÉFACE

**L**E livre de Clovis Lugon porte un titre que d'aucuns jugeront paradoxal, *La République Guaranie a-t-elle pu être une expérience simultanément communiste et chrétienne ? Et si on la prétend telle, que loge-t-on sous les mots ?*

Dans la mesure où, d'une part, le communisme impliquerait non seulement un mode d'existence collectiviste mais aussi une forme de conscience atbée ; dans la mesure où, d'autre part, le christianisme impliquerait non seulement la foi en Dieu, au Christ, à l'Église mais aussi une position économique individualiste et libérale, dans cette même mesure il est bien évident que l'accouplement des deux qualificatifs ne saurait s'accomplir sans contradiction. C'est dire qu'ils sont pris ici dans une acception différente de cette acception monolithique.

Cela n'entraîne pas que l'expérience de la République Guaranie ait été purement et simplement une expérience spirituellement chrétienne et temporellement communiste. Cette étanchéité, commode pour la théorie, s'accommode mal de la pratique. Elle s'en accommode d'autant moins que, ici, les facteurs en présence restent historiquement à l'état naissant : l'inspiration chrétienne s'adressant à des groupes de néophytes ne trouve pas plus ses conditions de maturité subjectives que la structure communiste, reposant sur des bases techniques encore rudimentaires, n'y trouve ses conditions de maturité objectives. De là ces aspects d'une part de paternalisme religieux, d'autre part de collectivisme élémentaire et parfois cette promiscuité de l'un à l'autre. Raison d'une expérience qui fut une anticipation.

Car elle demeure une anticipation et à un double titre : anticipation d'une foi qui se prend assez au sérieux pour « ne pas rester inerte au milieu des ruines » (Pie XII) et pour animer historiquement la réalisation d'un monde où l'homme soit le frère de l'homme ; anticipation d'une structure économico-politique que, malgré leur ignorance ou leur sévérité, des historiens socialistes comme Karl Kautski n'ont pas hésité à ranger dans la pré-histoire du communisme.

Comme il est de règle dans cet ordre de phénomènes, c'est une pré-histoire qui avance sur l'histoire ; dans le sens où Marx déclarait que la guerre est

*toujours en avance sur la paix ; dans le sens aussi où, par exemple, l'égalitarisme et l'économie distributive de la période insurrectionnelle à la fois retarde et avance sur la différenciation sociale et l'économie de secteurs propres à la période de la construction socialiste. C'est dans cette perspective — et dans cette perspective seulement — que des confrontations peuvent être établies entre le contenu de l'expérience guaranie et la définition de la société communiste. La confrontation n'en sera pas moins instructive et curieuse pour le lecteur qui voudra par ailleurs se reporter à la définition d'une société communiste telle qu'elle a été établie classiquement : société où*

1° les outils et les moyens de production au lieu d'appartenir à des particuliers seront propriété collective sociale;

2° les classes et l'État seront abolis, où les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture formeront une association libre de travailleurs s'administrant économiquement elle-même;

3° l'économie nationale organisée d'après un plan sera basée sur une technique perfectionnée tant dans l'industrie que dans l'agriculture;

4° il n'y aura pas d'opposition entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture;

5° les produits seront répartis selon la règle des vieux communistes français : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »;

6° la science et les arts seront placés dans des conditions suffisamment favorables pour arriver à leur plein épanouissement;

7° la personnalité humaine exempte des soucis de l'existence quotidienne et de la nécessité de complaire aux puissants de ce monde deviendra réellement libre <sup>1</sup>.

*Au lecteur qui comparera d'établir lui-même, — il y sera maintes fois aidé par l'auteur, — le bilan de ces avances paradoxales ou de ces retards inévitables.*

*La vie en commun est une expérience géante dont l'humanité fait lentement l'apprentissage dans le risque, les tâtonnements, les aberrations, les impasses et trop souvent le sang. Dans ce douloureux inventaire, quelques tentatives se dégagent, audacieuses et bienfaisantes. Faites pour l'histoire dans laquelle elles s'inscrivent, elles demandent à être comprises à l'intérieur de cette histoire. Mais la manière dont elles s'y sont prises pour s'inscrire à l'intérieur de cette histoire passée est une leçon précieuse pour la manière dont*

1. Définition donnée par Staline dans une interview à des travailleurs américains, citée dans *Cours de Marxisme*, première année, 1935-1936, Bureau d'Éditions, Paris, p. 119.

*d'autres expériences doivent ou ne doivent pas s'y prendre pour s'inscrire à l'intérieur d'une histoire présente ou à venir, elle-même subjectivement ou objectivement différente.*

*L'expérience de la République communiste chrétienne des Guaranis, telle que Cl. Lugon en renouvelle la description dans son travail, nous a semblé être de celles-là. C'est dans ce sens et pour cette raison que nous lui souhaitons la bienvenue dans cette collection.*

HENRI-CHARLES DESROCHES



## INTRODUCTION

*La République Guaranie était sans doute trop communiste pour les chrétiens bourgeois et trop chrétienne pour les communistes de l'époque bourgeoise.*

*C'est pourquoi elle fut mise sous le boisseau.*

*Dès qu'on veut bien l'en retirer sans chercher à voiler sa double lumière, elle apparaît dans l'histoire comme la plus fervente des sociétés chrétiennes et comme la plus importante et la plus originale des sociétés communistes réalisées jusqu'à l'U. R. S. S.*

*A vrai dire, après une trentaine d'années d'existence, l'U. R. S. S. elle-même n'a pas pu établir une société vraiment communiste. « Nous n'y sommes pas encore », a déclaré récemment Joseph Staline. « La société soviétique n'est pas encore parvenue à réaliser le communisme dans sa phase supérieure, où le principe dominant sera la formule : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. » (Rapport présenté par J. Staline au VIII<sup>e</sup> Congrès extraordinaire des Soviets de l'U. R. S. S. réuni pour voter la nouvelle Constitution.)*

*Le communisme qui était en vigueur dans le vaste empire des Incas souffrait d'une tare décisive. Il reposait sur la domination et l'exploitation de la classe des travailleurs par les classes dirigeantes. La propriété était divisée en quatre sections. Un quart appartenait à l'Inti, ou caste des prêtres du Soleil ; un second quart à l'Inca et à sa tribu ; un troisième quart au reste de la noblesse. Le dernier quart seulement était réparti annuellement aux familles des travailleurs à qui il revenait d'arroser de leur sueur les quatre quarts à tour de rôle. — La Constitution du Pérou promulguée en 1920 reconnaît expressément la civilisation communiste incaïque et s'engage à la protéger. Dans la plupart des quelque quinze cents communautés indigènes, la terre cultivable est distribuée périodiquement selon les besoins de chaque famille. Les Indiens échappent à l'expropriation de la part des Blancs grâce au régime de la propriété commune.*

*Dans le mir russe du temps des tzars, on sait que les paysans possédaient la terre, de façon plus stable que chez les Incas, selon un régime de*

propriété commune avec attribution de lots analogues à ceux des *kolkhozes* actuels. Mais, comme les travailleurs incaïques, les paysans russes étaient exploités plus ou moins par les classes dirigeantes. Le mir ne formait du reste qu'une organisation de type rudimentaire. Il mérite d'être mentionné à cause de l'étendue du territoire occupé plutôt que pour la qualité de son communisme, presque primitif.

Dans l'extrême Nord, aux îles Tonga, en Océanie, et ailleurs, les missionnaires rencontrent des sociétés communistes, sans classes dirigeantes. Ces sociétés sont encore moins évoluées que le mir tzariste et leur signification pratique est fort mince pour nous.

Seules les communautés de l'Amérique du Nord se rapprochent de notre conception d'une société fraternelle organisée au service de tous ses membres.

Les unes furent créées par des socialistes utopistes comme Owen, Cabet, Fourier surtout qui, à lui seul, donna naissance à trente fondations, dont la plus solide dura, paraît-il, douze ans ! Il faut noter que le succès économique fut partout très satisfaisant. La dissolution fut amenée régulièrement par des motifs plutôt psychologiques qu'économiques. Telle « phalange », par exemple, décidait sa propre suppression après l'incendie de son moulin, alors que les fonds nécessaires pour reconstruire étaient à disposition.

Tout cela était par trop artificiel et en dehors de la vie réelle. On s'ennuyait, même lorsque la morale du plaisir était la règle.

Les communautés à base religieuse se montrent un peu moins éphémères. La communauté suédoise « Bishop Hill » se maintint trente-trois ans. De même, à Oneida, les Shakers, que les presbytériens firent expulser à cause de leur liberté de mœurs. « Amana », dans l'État d'Iowa, existe depuis 1843. W. Liefmann, qui la visita en 1921, souligne que le succès économique apparaît d'emblée et qu'il fut constant depuis un siècle, quoique les membres ne recherchent pas la richesse. Le statut officiel déclare qu'Amana est une communauté religieuse qui ne poursuit aucun but terrestre, mais seulement l'amour de Dieu et de ses commandements. La vie est austère à Amana. Le groupe comprenait sept villages avec un total de quinze cents personnes en 1926. Les communautés « hutériennes » dans le Dakota-Sud sont également modestes. Elles subsistent depuis quatre cents ans, avec quelques interruptions dues à la persécution au temps où elles se trouvaient encore en Europe. Elles pratiquent le communisme le plus absolu. C'est un petit monde étroit et fermé qui ne cherche nullement à rayonner.

Tous ces minuscules îlots communistes, d'inspiration religieuse ou simplement idéaliste, sont intéressants, admirables parfois, du point de vue de l'effort moral des hommes. Ils font suite aux mouvements analogues surgis et disparus en série du Moyen Âge à la Réforme et aux anabaptistes. Leur multiplication n'indique pas nécessairement un progrès de l'histoire de l'humanité, car ces créations sortent de l'histoire en grande partie ; elles s'en évadent. On n'y voit pas un peuple entier dont toute la vie soit engagée

dans l'aventure. Ce sont plutôt des individus plus ou moins privilégiés poursuivant une expérience, ou bien des groupes mystiques volontairement séparés du monde, analogues à des convents.

Il est possible que les communautés juives établies de nos jours en Palestine participent du caractère artificiel des communautés nord-américaines. Elles ont bénéficié comme elles de facilités financières appréciables. A bien des égards elles sont plus avancées que le monde soviétique. Une serre présente mieux qu'un vaste champ de plein air.

Aux expériences sympathiques du genre des communautés Barbu à Valence et ailleurs en France, on ne peut que souhaiter assez de vitalité pour durer jusqu'au moment où des transformations d'ensemble leur permettraient de s'intégrer et de vivre dans un milieu naturel.

La République Guaranie ne se classe pas parmi les tentatives artificielles et fragiles des idéalistes religieux ou laïques.

Si son développement fut arrêté brusquement en plein essor après plus d'un siècle et demi de vie harmonieuse et prospère, ce ne fut pas par des obstacles internes. La République Guaranie succomba sous la pression des forces espagnoles et portugaises, sous l'hostilité acharnée du monde colonial ligé dès le début contre elle, tout comme l'U. R. S. S. chancela deux fois et aurait pu succomber, vers 1920 et vers 1940, sous des assauts extérieurs, sans que la portée sociale du système en eût été affaiblie.



Il serait injuste de faire grief aux communistes de notre temps d'avoir ignoré la place unique occupée par la République Guaranie dans l'histoire à peine naissante des sociétés communistes. Ils n'avaient pas les mêmes raisons que nous de vouloir la découvrir derrière l'épais rideau que nous nous sommes donné la tâche de soulever.

Le gendre de Karl Marx, Paul Lafargue, a consacré à la République Guaranie quelques chapitres de la vaste histoire du socialisme publiée en collaboration avec Bernstein, Kautsky, Plechanow, etc.

« La république chrétienne des jésuites, écrit P. Lafargue, intéresse les socialistes à un double point de vue. D'abord elle donne un tableau assez exact de la société que l'Église catholique s'efforce de réaliser. Ensuite, elle constitue une expérience sociale et, en vérité, l'une des plus intéressantes et des plus extraordinaires qui aient jamais été faites. » (Geschichte des Sozialismus in Einzeldarstellungen, 1<sup>er</sup> tome, 2<sup>e</sup> partie, p. 721).

Lafargue a suivi essentiellement le bourgeois colonialiste et anticlérical qu'était Azara et, à l'occasion, sans le citer, le pamphlétaire Pombal. Malgré un certain nombre de remarques favorables, Lafargue donne un tableau peu engageant et souvent grossièrement injuste de l'organisation sociale de la République Guaranie.

Un autre socialiste, l'Écossais Cunningham Grabam, a bénéficié d'une information approfondie, puisée sur place, au Paraguay, dans les archives de Madrid et les meilleurs ouvrages anciens. Cunningham Grabam se désintéresse de l'élément religieux qui animait tout dans la République Guaranie. Il ne considère que les effets économiques et sociaux du système. Dans son étude, intitulée « *A vanished Arcadia* », parue en 1901, les accusations d'Azara recueillies par Lafargue sont abandonnées. Cunningham Grabam se prononce de façon absolument positive et favorable soit à la République Guaranie, soit aux Jésuites, ses fondateurs et législateurs.

\* \* \*

« Nous n'y sommes pas encore », nous pouvons en faire l'aven nous aussi. Après vingt siècles, le christianisme est-il, socialement, réalisé ?

A la recherche d'une société fraternelle, l'esprit remonte d'un trait, à travers le Moyen Age, aux premières communautés chrétiennes. « Tous ceux qui croyaient étaient unis ensemble, et ils avaient tout en commun. Ils vendaient leurs possessions et leurs biens et les distribuaient à tous selon que chacun en avait besoin... En outre, nul n'était indigent parmi eux » (*Actes des Apôtres*, II, v. 44, 45 et IV, v. 34).

L'exemple des frères de Jérusalem luit comme l'étincelle initiale, l'expression spontanée du message de fraternité laissé par Jésus : « A cela on reconnaîtra que vous êtes mes disciples, si vous vous aimez les uns les autres. » Tout était commun entre eux.

Les premières communautés chrétiennes ne formèrent cependant jamais une société au plein sens du mot. Elles n'étaient pas organisées pour assurer de façon stable la production et la répartition des biens par elles-mêmes, par le simple fonctionnement de leurs institutions. De plus, les biens de production restaient propriété privée aussi longtemps qu'ils n'étaient pas transformés par la vente en biens de consommation. Les communautés chrétiennes se manifestèrent donc plutôt comme des groupes d'amitié et d'entraide à base de détachement individuel, au sein d'une société foncièrement égoïste.

La République Guaranie fut, elle, une société fraternelle organisée selon les principes chrétiens, en ce sens que la fraternité était inscrite pratiquement dans sa structure, son régime de propriété, ses modes de production et de distribution, dans toutes ses institutions.

Le jour où le savant Muratori eut connaissance de l'organisation établie chez les Guaranis et de la ferveur religieuse qui régnait parmi eux, il laissa ses travaux archéologiques pour consacrer sa plume et son prestige à la mise en lumière de ce véritable « Nouveau-Monde ». Il écrivit, d'après les renseignements des Jésuites, *Il cristianesimo felice nel Paraguay*, « Le christianisme heureux au Paraguay » (Naples, 1749). Dans l'introduction de son ouvrage, Muratori déclare : « J'ai cru ne pouvoir rien faire de plus

glorieux pour l'Église romaine qu'en donnant une idée de ces missions... Il est important pour l'édification du monde chrétien et pour la gloire de l'Église romaine qu'un si bel établissement et que tant de vertus dignes de notre admiration, soit dans les missionnaires, soit dans les néophytes, ne demeurent pas inconnus. »

Un jésuite français, Charlevoix, qui publia, en 1747, une histoire en six volumes des Réductions guaranies, pense également qu'elles constituent un modèle de société chrétienne sans précédent.

« Je parle, dit-il, de ces Républiques chrétiennes, dont le monde n'avait point encore vu de modèle, et qui ont été fondées dans le centre de la plus féroce barbarie, sur un plan plus parfait que ceux de Platon, du chancelier Bacon et de l'illustre auteur de Télémaque, par des hommes qui n'en ont cimenté les fondements que de leurs sueurs et de leur sang, qui, animés du seul glaive de la parole et l'Évangile en main, ont affronté la fureur des sauvages les plus intraitables, les ont civilisés et en ont fait des chrétiens qui, depuis un siècle et demi, font l'admiration de tous ceux qui les ont vus de plus près. »

Vers le même temps, une revue missionnaire internationale, dirigée par les jésuites, « Les Lettres Édifiantes et Curieuses », comparait les Guaranis aux premiers chrétiens et dépeignait leurs communautés comme la réalisation idéale du christianisme...



Bientôt cependant, la République Guaranie n'existait plus. Elle n'avait censément jamais existé.

Dans les collèges les plus religieux, désormais et jusqu'à nos jours, l'étude des sociétés païennes de l'antiquité allait s'imposer comme la plus noble. Les régimes esclavagistes, les tyrannies babyloniennes et autres créations de la sagesse antique meublèrent nos esprits. Mais notre culture de jeunes chrétiens ignora paisiblement l'existence de cette république chrétienne, « triomphe de l'humanité », à bien des égards, selon la parole de Voltaire lui-même.

Un jour, par hasard, je découvre un paragraphe curieux sur une étrange communauté établie au Paraguay dans les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. — C'était en 1934, dans un numéro spécial de la revue « Esprit » consacré au problème de la propriété. — Je consulte un dictionnaire historique. L'intérêt est éveillé. Dix ans plus tard, lassé des discussions dans l'abstrait, des prises de position tremblantes sur les confins de la propriété « communautaire », je me dis : Voyons enfin de plus près cette République Guaranie. Son histoire réelle pèserait éventuellement autant que les spéculations hasardeuses tendant à nous révéler l'application que Saint Thomas d'Aquin donnerait aujourd'hui de tel article de la Somme théologique.

Le souvenir et l'exemple me revenaient d'un livre courageux publié en 1929 à Barcelone, par un confrère, l'Abbé A. Carbonell, homme d'œuvres, pas plus écrivain que moi-même, qui avait été poussé à écrire par le spectacle de l'indicible misère de la banlieue rouge de Barcelone et par la générosité, la force et la convergence des aspirations de l'élite ouvrière : *El colectivismo y la ortodoxia catolica*. Dans ces pages ardentes, dédiées à Saint François d'Assise, l'Abbé Carbonell, pour éviter toute confusion, n'envisageait que ce qu'il appelait le « collectivisme spontané », c'est-à-dire un communisme réalisé pacifiquement, ou légitimé ultérieurement par une prescription suffisante. A ce collectivisme humaniste, disait l'Abbé Carbonell, ne s'opposeraient ni la morale naturelle, ni la tradition doctrinale, ni les enseignements des papes. La thèse, bien étayée pourtant de textes autorisés, fut combattue comme l'on pense. Des théologiens respectés, le P. Guítart, S. J., le Chanoine Llovera, prirent sa défense du point de vue doctrinal, sans se déclarer personnellement partisans du régime envisagé. La thèse ne triompha pas. Elle ne fut pas démolie ni ébranlée.

Cette thèse, que l'Abbé Carbonell rattachait à une hypothèse projetée dans l'avenir, plausible, mais théorique pour l'instant, le fait vécu de la République Guaranie ne l'éclairerait-il pas quelque peu ?

Je me mis en quête.

Il faut le dire, je n'avais pas prévu que le terrain pût être à tel point encombré de contradictions parfois inextricables, de polémiques serrées, de vraies lignes fortifiées, tenues depuis trois siècles par des adversaires incrustés. Je songai un instant à m'en tenir à mon premier projet : livrer un simple récit, une description directe, sans m'embarrasser de citations ni de références.

C'eût été peut-être plus agréable pour le lecteur et certainement plus aisé pour un homme absorbé par d'autres tâches, qui conserveraient par principe la priorité.

Mais les graves auteurs qui ont pris position fermement dans un sens opposé tout au long de copieux ouvrages n'auraient pas admis d'être traités par préterition. Un document, quelques extraits de vieux textes et le petit récit coulait à pic. En ce sujet disputé, il ne suffisait donc pas de vouloir être simple comme la colombe, il fallait être... savant avec les savants.

La littérature suscitée par la République Guaranie est relativement très abondante. On s'en rendra compte en parcourant la bibliographie reportée à la fin du volume. La République Guaranie avait éveillé dans les divers pays d'Europe, presque dès sa naissance, un intérêt passionné, qui ne s'éteignit jamais complètement.

Mettons en première ligne les relations des voyageurs qui visitèrent les Guaranis du temps des jésuites, comme l'Évêque Faxardo, Florentin de Bourges, ou après la ruine, comme Martin de Moussy, d'Orbigny, Bonpland, tous observateurs sereins, remarquablement objectifs, donnant des

aperçus extrêmement fragmentaires à la vérité, mais directs. Les choses vues, les faits concrets conservent du reste une valeur, même au travers de préjugés éclatants, comme, par exemple, chez notre compatriote suisse, le Dr. Rengger (Reise nach Paraguay).

Classons ensuite dans la littérature du sujet la liste des ouvrages de seconde main dont les auteurs n'ont fait que reprendre, avec plus ou moins de bonheur, des matériaux tout prêts, des positions toutes faites, sans étudier directement les sources.

Aujourd'hui, après la publication de l'œuvre monumentale de Pablo Hernandez, *Organisacion social de las Doctrinas Guaranies*, l'intérêt de tels ouvrages semble périmé. Il s'agit maintenant de repenser et de confronter les sources elles-mêmes, que Hernandez met à notre disposition, soit qu'il les reproduise in-extenso — 300 pages compactes de documents souvent inédits ou introuvables ailleurs — soit qu'il nous aide à les découvrir par ses indications.

Au premier abord, on est surpris et déconcerté à la lecture des écrits des anciens missionnaires jésuites concernant la République Guaranie. Presque partout, même en des ouvrages méthodiques, tels que la *Relacion historial de las misiones*<sup>(1726)</sup> du Père Juan Fernandez, le merveilleux surgit à chaque pas. On se voit introduit dans un monde d'apparence légendaire, un monde irréel, inconsistant, situé hors du temps et de l'espace. La vie concrète de la population échappe. Les Guaranis demeurent de génération en génération les plus purs primitifs. Un siècle et demi de vie sociale riche et complexe s'écoule. Rien ne change. Tout est candide, saint, sublime ou, sur le plan temporel, modeste, mesquin, pitoyable. Les jésuites des siècles passés étaient-ils donc naïfs? On ne comprend pas. Plus d'un chercheur a dû être rebuté par ce contact décevant.

Espère-t-on trouver la lumière auprès des adversaires des jésuites, certains évêques coloniaux, le gouverneur Barua, Ibanez, Pombal? Ceux-ci vous décrivent un pays fabuleux de mines d'or et de maharadjab-jésuites. Selon le résumé convaincu de Lafargue, les Guaranis deviennent des esclaves soumis « à la domination despotique de deux ecclésiastiques », les Réductions, de vastes camps « où les bêtes étaient tenues prisonnières comme les hommes ». Le communisme, dit-on aussi, n'était maintenu par les jésuites que comme moyen d'exploiter plus aisément toutes les ressources du pays à leur profit.

Pablo Hernandez, qui aurait eu en mains mieux que personne les éléments d'une présentation objective, ne renouvelle pas le débat. Sa position personnelle est purement défensive et apologétique. Il vaut la peine de s'y arrêter, pour l'analyser et la critiquer, puisqu'elle s'est imposée à d'autres auteurs et qu'on présente volontiers les deux tomes des *Doctrinas Guaranies* comme le traité définitif.

Face aux anciennes accusations et calomnies des coloniaux esclavagistes, toutes les argumentations et réfutations des jésuites de l'époque sont rééditées

telles quelles. Les Guaranis eux-mêmes sont inexistantes comme hommes dans ce vaste travail consacré à leur propre histoire. Ils ne paraissent, comparses muets, dénués d'intérêt en eux-mêmes, que pour les besoins du plaidoyer en faveur de la Compagnie attaquée. Celle-ci est le véritable et unique objet de l'œuvre de Hernandez, et non pas la République Guaranie, ni son organisation sociale, malgré la promesse du titre.

Hernandez se soucie également peu des relations réelles, vivantes, spontanées, hélas ! si rares, du genre de celles du P. Sepp, missionnaire allemand qui résida pendant une trentaine d'années au milieu des Guaranis. On croirait qu'à ses yeux le langage calculé des textes officiels exprime les choses avec plus de vérité, alors que le plus souvent ces textes étaient destinés à travestir la réalité. Hernandez a l'air d'oublier que la République Guaranie, au XX<sup>e</sup> siècle, n'est plus en danger et que nous ne possédons plus les motifs qui forçaient les jésuites à taire beaucoup de choses, à dresser un rideau de protection devant la curiosité des ennemis mortels de la liberté des Guaranis. A cause des réticences maintenues ainsi vainement, l'aspect irréel et mesquin subsiste chez lui, en plus d'un point accentué.

N'obtiendrait-on pas une apologie plus vraie et plus efficace de la conduite des Pères en ne la recherchant que par surcroît, en s'efforçant d'abord de reconstituer et de révéler leur œuvre magnifique en toute franchise et indépendance, hors des préoccupations d'une défense qui se justifiait seulement en face des coloniaux esclavagistes ?

L'ambition du présent ouvrage va dans ce sens.

Je me suis efforcé de réunir les éléments d'une information honnête. Plusieurs œuvres importantes, à commencer par celle de Hernandez, n'avaient pas été mises à profit jusqu'ici dans les travaux publiés en français. De même, le lecteur français rencontrera pour la première fois des extraits des sources précieuses découvertes ou publiées par Hernandez. La Breve Relacion de Cardiel a un prix tout particulier, malgré son intention avant tout défensive. Elle fournit des détails concrets sur la vie quotidienne des Guaranis, comblant ainsi en partie la grosse lacune de la plupart des autres écrits missionnaires. Le P. Sepp était également inédit en français et ignoré. Une seule lettre de lui avait paru dans les « Lettres édifiantes et curieuses ». Moins riche que Cardiel, et nullement méthodique, Sepp est néanmoins le plus intéressant des missionnaires allemands du Paraguay.

Les hommes avertis apprécieront la sécurité qu'ont pu me fournir les documents d'archives publiés ou résumés par le P. Pastells, jésuite espagnol, dans son Historia de la Compania de Jesu en Paraguay dont le premier tome avait seul paru lorsque Hernandez fut édité.

Les milliers de documents classés par Pastells m'ont convaincu encore plus fortement que les actes officiels, principalement les cédules royales, les lettres des gouverneurs et des supérieurs jésuites, sont en effet d'un intérêt capital pour l'histoire de la République Guaranie, mais aussi que les plus

officiels sont d'ordinaire les plus suspects. La vérité ne peut pas être déterminée autrement que par le recoupement de textes plus ou moins contradictoires, car, du premier au dernier jour et bien au delà, les écrits publiés constituèrent l'une des armes principales de la lutte serrée et ininterrompue menée autour de la « République des jésuites ».

Il est significatif que le plus sérieux des historiens anciens de la République Guaranie, le P. Nicolas du Toict, de Lille, connu sous le nom de del Techo, ne fasse pour ainsi dire aucune mention des cédulas royales dans son *Historia Provinciæ Paraquariæ* parue à Liège en 1673. Pastells le reconnaît ouvertement. Selon une déclaration du P. Herran, en tête de l'édition de 1726 de la « *Relacion historial de las Misiones* », l'histoire du P. du Toict reste, à l'époque, la mieux informée et la plus sûre. Le P. du Toict était Supérieur Général de la République Guaranie. Il fut aussi recteur du Collège d'Assomption. Français, et non Espagnol, le P. du Toict conservait l'esprit plus libre vis-à-vis du pouvoir espagnol et des cédulas royales « en vertu desquelles », écrit Pastells, s'exécutaient les entreprises des missionnaires.

Non, les Italiens, les Français, les Allemands, les Belges, les Écossais, les jésuites de toutes les nations d'Europe qui créèrent la République Guaranie et la développèrent, de concert avec les Pères espagnols, n'eurent jamais l'idée d'agir en vertu des ordonnances royales. Ils agirent en vertu de la mission de Jésus, en s'aidant ou en s'accommodant au mieux de la protection royale.

Ce fut une idée inconsciemment cruelle de vouloir subordonner au souci de la défense du régime colonial espagnol la mise en lumière de l'histoire d'une république créée précisément pour soustraire les Indiens à la colonisation espagnole. Les points de vue sont opposés. Rien n'était plus propre à fausser l'image de la République Guaranie.

Au demeurant, la conduite pratique des missionnaires espagnols témoigne heureusement, mieux que certains écrits, d'un esprit chrétien identique à celui des Pères étrangers. Leur œuvre révèle assez de courage et d'indépendance pour qu'ils n'aient, pas plus qu'elle-même, besoin de défenseurs complaisants. Les adversaires non aveuglés se sont inclinés devant la « République des Jésuites ».

Le « philosophe » Raynal, soucieux d'objectivité à travers sa passion anticatholique, n'a pas pu taire, dans son *Histoire politique et philosophique des Indes*, son sentiment d'admiration. « Lorsqu'en 1768, écrit-il, les Missions du Paraguay sortirent des mains des Jésuites, elles étaient arrivées à un point de civilisation le plus grand peut-être où on puisse conduire les nations nouvelles, et certainement fort supérieur à tout ce qui existait dans le nouvel hémisphère. On y observait les lois, il y régnait une police exacte, les mœurs y étaient pures, une heureuse fraternité unissait les cœurs, tous les arts de nécessité y étaient perfectionnés, et on y en connaissait quelques-uns d'agréables. L'abondance y était universelle. »

*L'exemple n'a aucune valeur peut-être pour notre société capitaliste où l'abondance est un fléau équivalent à la disette.*

*Mais, dans le cas assez vraisemblable où les hommes du XX<sup>e</sup> siècle désireraient se débarrasser de la société capitaliste, la pureté de la formule sociale appliquée par la République Guaranie brillerait d'une lumière presque exemplaire.*

*Le chemin est encore long et difficile vers la réalisation d'un monde fraternel. L'expérience de l'U. R. S. S. le prouve. Il n'est pas nécessaire d'être prophète pour savoir que l'humanité passera par d'autres tentatives partiellement réussies avant d'approcher du but.*

*La République Guaranie avait eu le privilège de construire sur un terrain vierge. La vie économique et sociale s'y était enrichie et différenciée progressivement à un rythme étonnant, sans que le principe de communauté se fût altéré. La foi chrétienne avait entretenu l'esprit d'amitié, d'unité et d'égalité dans le corps social, réduisant au minimum le sentiment de contrainte.*

*La République Guaranie a eu la grâce des enfants, une pureté candide.*

*La société de demain aura un caractère adulte. Elle sera plus complexe, plus évoluée. Elle pourra représenter un accomplissement plus parfait et plus digne de l'homme, pourvu qu'elle n'ait pas d'abord méprisé la leçon élémentaire de la République Guaranie.*

## PREMIÈRE PARTIE

### CHAPITRE PREMIER

# LES GUARANIS AVANT L'ARRIVÉE DES JÉSUITES

Les explorateurs espagnols pénétrèrent au Paraguay, la patrie des Guaranis, pour la première fois en 1516, sous la conduite de Jean Diaz de Solis. La conquête fut laborieuse et sanglante. Elle n'était pas achevée à la fin du siècle. En 1590, cependant, cinquante « villes » et places fortes étaient fondées.

Parmi les hommes de guerre, héros ou criminels, qui se distinguèrent, on mentionne, outre Diaz de Solis, Sébastien Cabot, Vénitien au service de l'Espagne; Jean de Ayolas, qui s'avança jusqu'au point où Gonzalès de Mendoza fonda le 15 août 1536 la ville d'Assomption demeurée capitale du Paraguay; Alvarez Cabeça de Vaca, dont les excellents projets de réforme furent enterrés par Martinez de Irala.

Irala mena seul l'œuvre à bonne fin, à travers toutes les révoltes, par son courage, son intelligence et sa férocité.

Aux environs de Buenos-Aires, les plus braves guerriers d'une tribu, retirés dans une petite forteresse, tuèrent eux-mêmes leurs femmes et leurs enfants et se précipitèrent du haut des rochers pour ne pas tomber aux mains des Espagnols. En 1557, un seul des lieutenants d'Irala asservit au Paraguay 40.000 Guaranis; l'année suivante, Chavez, un plus grand nombre encore.

L'esclavage, pour les Indiens, c'était la mort à brève échéance par les mauvais traitements. Hernandez rapporte qu'en deux cent cinquante ans, soit jusqu'à 1597, la population indigène du Paraguay tomba de un million à huit mille deux cents, mis à part les Guaranis de la République des Jésuites.

Les envahisseurs avaient aussi souffert. Une bonne partie d'entre eux étaient morts massacrés lors d'un soulèvement contre Irala. Selon un dénombrement d'Irala lui-même, 30.000 conquérants avaient

débarqué à Buenos-Aires dès 1526. Or, « de tant de milliers d'Espagnols accourus dans la Plata, en une douzaine d'années, il ne demeurait en 1538 que six cents hommes »<sup>1</sup>.

Les métis par contre s'étaient multipliés. Après les batailles qui avaient précédé la fondation d'Assomption, chaque combattant espagnol avait reçu deux jeunes filles, tandis que le chef, Jean de Ayolas, s'en était attribué six. Le mélange rapide des races facilita la conquête, tout en accélérant la décadence morale des Indiens comme des Européens.

La race guaranie n'occupait pas seulement le Paraguay, mais toute l'étendue comprise depuis les confins de l'Équateur au Rio de la Plata, presque tout le Brésil, où elle fut décimée par les Portugais, de plus, l'Uruguay et les provinces de Corrientes et d'Entre-Rios en Argentine.

On dit d'ordinaire simplement qu'elle occupait le Paraguay parce que le mot Paraguay désignait au XVI<sup>e</sup> siècle tout le bassin des trois grands fleuves qui convergent vers la Plata, jusqu'aux Andes, du Chili au Pérou, assez loin à l'intérieur de la Bolivie, du Brésil et de l'Uruguay, et même les Pampas au sud de Buenos-Aires jusqu'à la « Terre Magellanique ».

Plus tard, l'administration coloniale établit une province plus restreinte sous le nom de Paraguay. Cette province était encore bien plus vaste que le Paraguay actuel.

Quand on parle de la « République des Jésuites au Paraguay », l'expression trompe, car la plus grande partie de la République Guaranie se situait en dehors du territoire qui constitue le Paraguay moderne.

Des groupes compacts de Guaranis s'échelonnaient jusqu'à la Cordillère des Andes. « Il n'est pas douteux, écrit le Dr. Rengger, que cette nation n'ait été la plus nombreuse de l'Amérique du Sud<sup>2</sup>. » Les Guaranis formaient une race de plusieurs millions d'âmes répandue de façon plus ou moins dense sur la moitié du continent.

Rien de plus remarquable d'ailleurs, au point de vue ethnologique et philologique que l'existence des peuplades guaranies « sur un espace de 45 degrés en latitude et plus de la moitié de ce chiffre en longitude... espace supérieur à celui de l'Europe entière. Ces peuplades, qui n'ont pas d'histoire, qui nulle part n'ont formé un corps de nation, dont la civilisation à peine ébauchée n'a en nul endroit

1. Martin de Moussy, *Description géographique et statistique de la Confédération argentine*, t. II, p. 221. — Pour l'histoire détaillée de la conquête, voir Charlevoix, *Histoire du Paraguay*, t. I, II et III.

2. Rengger, *Reise nach Paraguay*, p. 101.

jamais fait d'elle-même aucun progrès, — toutes cependant, sans aucun lien apparent entre elles, sans liaison d'amitié, sans croyances communes, sans traditions quelconques, portent dans leurs traits, dans leur couleur, dans leurs instincts, les traces d'une origine commune qui reste ignorée et, chose inexplicable, parlent la même langue. — Ce phénomène est d'autant plus extraordinaire qu'au milieu d'elles se trouvent une foule d'autres nations, souvent réduites à quelques individus, parlant une tout autre langue »<sup>1</sup>.

Malgré toutes les hécatombes, les Guaranis ont subsisté jusqu'à nos jours avec leur caractère propre et leur langue. En 1934, nos compatriotes suisses, M. et Mme Ad. Ferrière, de passage au Paraguay, notent que « si les citadins sont de souche espagnole, la population rurale est guaranie. Cette race est bien distincte et originale. Elle a conservé sa langue, ses coutumes, son caractère. Au physique, elle est ramassée, solide, souple, de taille plutôt petite — 1 m. 62, dit d'Orbigny — la peau cuivrée, olivâtre, le visage large, aux pommettes souvent saillantes, le nez un peu écrasé, les yeux noirs, parfois bridés; fruste, primitive, et d'une endurance qui effare notre pusillanimité de civilisés amollis »<sup>2</sup>. Dans un port, nos voyageurs ont remarqué « les Guaranis râblés, forts comme des Turcs et agiles comme des singes ».

La description correspond à celle, plus développée et plus technique, du savant voyageur français, l'ethnologue Alcide d'Orbigny, dans l'« Homme américain ». Pour le Dr. Rengger, « les traits de la figure sont ceux de la race mongole... Les femmes ont les cheveux longs et lisses. Dans les deux sexes, les cheveux ne deviennent gris qu'à un âge très avancé »<sup>3</sup>.

Les rares éléments de description que l'on peut trouver chez les auteurs anciens sont peu flatteurs pour les Guaranis. C'était une attitude commune de présenter tous les Indiens sous les couleurs les plus repoussantes, afin de justifier mieux les crimes des conquérants. On prétend, par exemple, que la plupart des tribus guaranies étaient « naturellement stupides, féroces, inconstantes, perfides, anthropophages, extrêmement voraces, adonnées à l'ivrognerie, sans prévoyance et sans précautions, d'une paresse et d'une indolence passant tout ce qu'on peut dire »<sup>4</sup>. L'amour du brigandage et la passion de la vengeance les rendaient « furieuses plus que braves ». Le nom « Guarani » qui signifie « guerrier » était célèbre au loin, jusqu'au Marañon, et il était bien mérité !

1. Moussy, *ibid.*, t. II, p. 153-154.

2. Is. Ferrière, *De l'Équateur aux Pampas*, p. 198.

3. Rengger, *ibid.*, p. 106.

4. Charlevoix, t. 1, p. 8.

Tout cela est de la caricature.

Parce que deux ou trois tribus immolaient, rituellement, après le combat, un unique prisonnier, on n'a pas le droit de décrire la race guaranie en général comme anthropophage. Les Pères Montoya et Du Toict ont noté des cas d'anthropophagie parmi les Tupis, branche guaranie belliqueuse, qui attaqua plus d'une fois les Guaranis convertis par les Jésuites.

Charlevoix relève par ailleurs, comme tous les auteurs contemporains, le côté spécialement doux et sociable des Guaranis, qui frayaient avec les Européens plus volontiers que tous les autres peuples d'Amérique.

On peut reprendre l'explication de d'Orbigny : Si on nous décrit les Guaranis « souvent sombres, tristes, abattus, cette manière d'être tient chez eux moins à des habitudes de caractère qu'à la manière dont on les traite, car il en est beaucoup de fort gais, qui même poussent l'enjouement jusqu'à la bouffonnerie »<sup>1</sup>.

Le double aspect du caractère des Guaranis est illustré par le fait que leurs caciques, ou chefs, étaient choisis soit parmi les plus braves au combat, soit, aussi souvent, parmi ceux qui excellaient dans l'art de la parole.

Chaque tribu était soumise à un cacique dont l'autorité était presque absolue, quoique fragile et à la merci d'une réaction collective de la tribu. Les caciques étaient indépendants les uns des autres. Charlevoix cite l'exemple de cinq cents familles sur les bords de l'Uruguay : elles étaient dirigées par plusieurs caciques, tous vassaux de Niezu, cacique plus puissant. Le cas était exceptionnel. « Il aurait été plus facile, dit Pedro Gay, de découvrir mille caciques que de découvrir un cacique ayant mille sujets. »

Les relations de tribu à tribu étaient quasi nulles. Elles se réduisaient aux rapports de voisinage, pacifiques ou belliqueux. C'est bien pourquoi des Européens s'étonnent que ces milliers de peuplades, vivant ainsi dans un isolement social complet, aient pu conserver la même langue sur un territoire plus vaste que l'Europe.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle encore, Martin de Moussy observe que « dans la province brésilienne de Saint-Paul, au Paraguay, et dans la province de Corrientes, le peuple, et les femmes surtout, ne parlent que le guarani, très mêlé sans doute de mots espagnols et portugais, mais qui n'en est pas moins la langue générale qui se parle de la Guyane aux Andes et dans le voisinage de la Plata »<sup>2</sup>.

Un catéchisme, une grammaire et un dictionnaire guaranis avaient été composés avant l'arrivée des Jésuites, par le P. Luis Bolanos,

1. D'Orbigny, *Voyage dans les deux Amériques*, p. 210.

2. Moussy, t. II, p. 155.

franciscain, assisté de son confrère, saint François Solano. La tâche des Jésuites au début fut grandement facilitée par ces publications. Eux-mêmes éditérent dans la suite des ouvrages de valeur en guarani ou sur la langue guaranie. « Je vous assure, écrit le P. Chomé, Français, qu'après avoir pénétré un peu le caractère de cette langue, je suis étonné d'y découvrir une telle majesté et une telle force... Je n'aurais jamais pensé que l'on parlât, au milieu de la forêt vierge, une langue qui, selon mon sentiment, n'est surpassée par aucune langue européenne en finesse et en harmonie <sup>1</sup>. »

Les Guaranis menaient une vie plus ou moins nomade. La chasse, la pêche et une agriculture primitive étaient leurs seules ressources. On cultivait le maïs, le manioc, les patates. Pour le temps des semailles et de la récolte, la tribu se fixait près des cultures et s'entassait dans des sortes de hangars où régnait la promiscuité la plus complète.

Certaines tribus admettaient la polygamie. Dans le Guayra, où les Jésuites allaient fonder les premières Réductions, seuls les caciques possédaient plusieurs femmes.

Les Guaranis croyaient en un seul Dieu, à qui ils n'offraient aucun culte extérieur, ni aucun sacrifice. Il n'existait pas de prêtres.

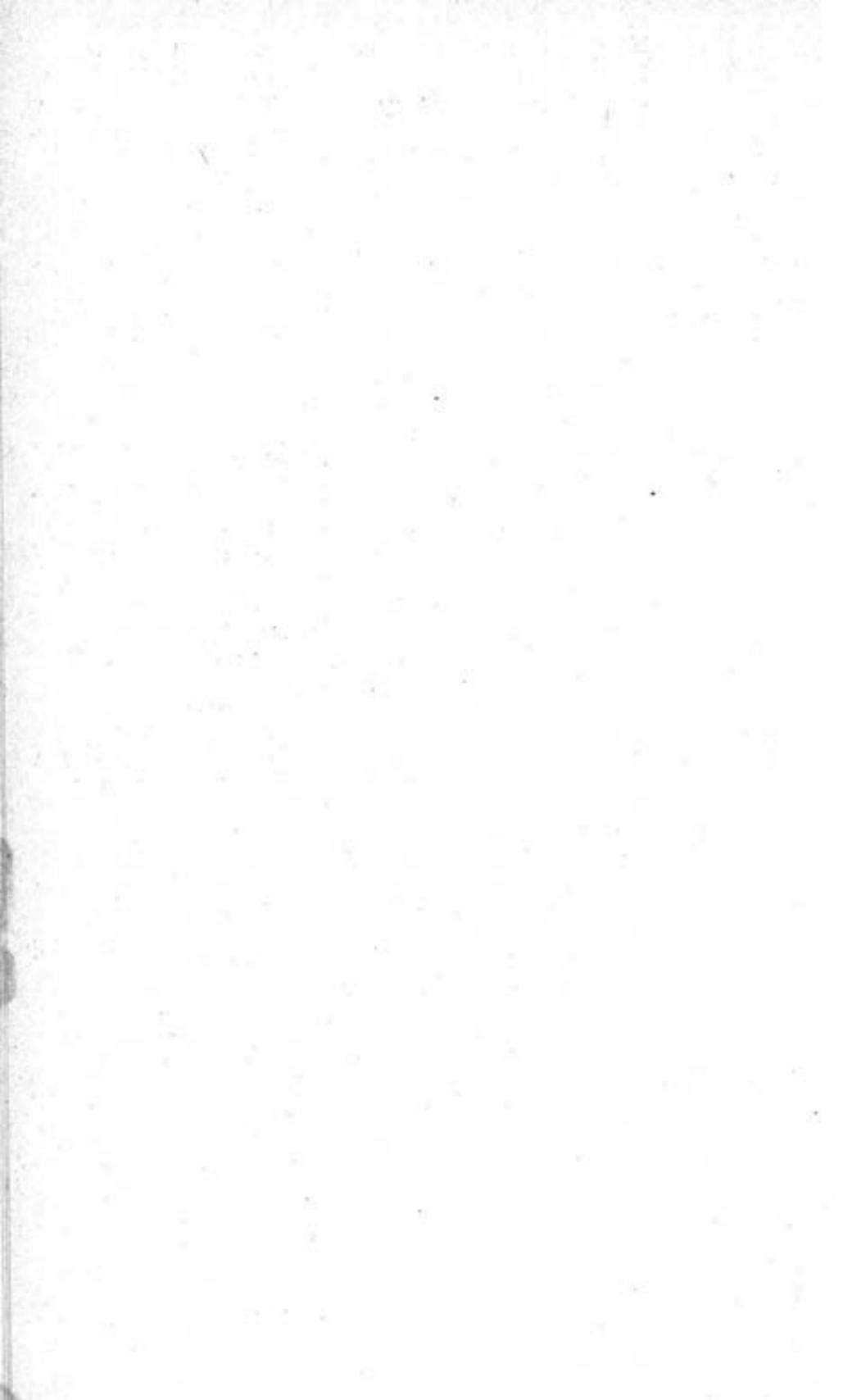
Des médecins-magiciens appliquaient, dit-on, invariablement le même traitement : ils suçaient la partie malade « d'où ils faisaient semblant de tirer quelque chose qu'ils avaient auparavant mis dans leur bouche, et qu'ils assuraient être la cause du mal. S'ils ne guérissaient point les malades, ils ne les tuaient point » <sup>2</sup>. Ils interprétaient aussi le chant des oiseaux et se chargeaient de prédire l'avenir. Des sorciers redoutés prétendaient jeter de mauvais sorts. L'un d'eux annonça publiquement, à sa propre confusion, qu'il ferait mourir le Père de Montoya par ses prestiges.

Tels étaient les « bons primitifs », avec lesquels les Pères Jésuites établirent leur « République modèle ».

Sans tomber dans les appréciations injustes signalées plus haut, on doit reconnaître que tous les autres grands peuples d'Amérique du Sud possédaient, à l'arrivée des Européens, un niveau moral plus élevé, une intelligence plus ouverte et des qualités naturelles plus favorables au développement de la vie sociale. A première vue, les Guaranis, nomades, inconstants, violents et faibles, offraient la matière première la plus réfractaire et la moins riche pour un essai de société harmonieuse.

1. *Katbolische Missionen*, 1892, p. 78.

2. Charlevoix, t. 1, p. 183.



## FONDATAIONS

Il n'est pas aisé de dégager les origines des réductions guaranies de l'atmosphère de légende dorée où les ont plongées les récits du xvii<sup>e</sup> siècle. Chez le savant Muratori lui-même, les indications de lieux et de dates sont plus que sommaires.

Les adversaires des jésuites ont profité de cette imprécision, de l'obscurité et des lacunes de la plupart des sources, pour tenter de dépouiller les Pères de leur titre de fondateurs. Ils ont failli réussir. Au xix<sup>e</sup> siècle encore, des auteurs sérieux, par exemple Martin de Moussy et Alcide d'Orbigny, ont adopté de bonne foi leur version. A les croire, les jésuites n'auraient pas défriché eux-mêmes le territoire, ni créé les premières réductions. Ils n'auraient fait que s'approprier l'œuvre de pionniers laïques espagnols.

En recueillant avec une certaine patience les renseignements épars dans les copieux ouvrages anciens et modernes, on ne parvient pas à se donner une vue parfaitement réelle et suivie des faits. Mais du moins, la naissance de la République Guaranie sort-elle de sa nuit légendaire, et les mérites des fondateurs jésuites apparaissent hors de conteste.



Les Jésuites étaient arrivés à Salta en 1586, sur l'invitation de François de Vittoria, dominicain, premier évêque de Tucuman. Ils entrèrent l'année suivante dans le Paraguay proprement dit, à la demande de l'évêque d'Assomption, également dominicain. En 1588, trois Pères apparurent dans la capitale. Ils y furent reçus « comme des anges » au dire de Charlevoix. C'était l'Espagnol Salonino, le Portugais Ortega et l'Écossais Tom Filds.

Les jésuites organisèrent d'abord, en quelques années, des collèges pour les fils des *conquistadores*, des séminaires, des maisons de retraite. Ils entreprirent aussi des missions ambulantes à l'intérieur du pays, à l'exemple des apôtres franciscains saint François de Solano et Louis de Bolanos. Celui-ci, âgé et malade, venait de rentrer au Pérou. Il restait un petit groupe de fidèles guaranis sans pasteur.

Pendant plusieurs mois, les Pères Ortega et Filds parcoururent seuls les montagnes, les forêts et les bourgades de la province du Guayra. Lorsqu'ils revinrent à Assomption, ils annoncèrent à leur supérieur qu'ils avaient vu deux cent mille Guaranis encore libres et « qui paraissaient très propres au royaume de Dieu »<sup>1</sup>.

D'autres petites équipes de missionnaires se mirent en campagne les années suivantes. Les relations contemporaines nous les dépeignent avec un bréviaire sous le bras gauche, une grande croix à la main droite et sans autre provision que leur confiance en Dieu. Quelques-uns furent assassinés. Le Père italien Lizardi fut trouvé percé de flèches sur un rocher, son bréviaire ouvert près de lui à l'Office des Morts.

A Assomption, la noblesse choyait les Pères et leur élevait en peu de temps une maison, un collège et une belle église, qui fut achevée en 1595.

L'influence apaisante exercée par les missionnaires sur les Indiens du voisinage était hautement appréciée.

La mission du Paraguay semblait ainsi devoir se développer normalement sur le modèle des missions du Pérou, en plein accord avec le monde colonial.

Cependant, un nouveau supérieur moins conciliant survint en 1593 en la personne du Père Romero.

Le Père Romero osa par exemple renoncer à un terrain dont on avait fait présent à son prédécesseur, simplement parce que ce terrain ne pouvait être mis en valeur que par le travail des Indiens asservis. A ses yeux, il ne convenait pas d'autoriser par l'exemple des Pères la forme de servitude dénommée « service personnel ».

En 1604, au cours d'une prédication, un autre supérieur, le P. Lorençana, menaça de la colère de Dieu tous les habitants d'Assomption qui ne rendraient pas la liberté à des Indiens capturés dans une récente razzia trop manifestement dénuée de prétexte. Le trésorier de la cathédrale imposa silence au jésuite, le fit descendre de chaire et sortir de l'église.

Enfin, constatant qu'il était décidément trop difficile de prêcher un Dieu de bonté à des malheureux réduits par des « chrétiens » au plus dur esclavage, les Pères exigèrent formellement certains adoucissements pour s'occuper encore des Indiens en « commande », c'est-à-dire asservis.

Le résultat de ces divers actes d'indépendance fut que les jésuites se virent couper vivres et aumônes. Leur église devint déserte. Les Indiens n'eurent plus l'autorisation de les approcher.

1. Charlevoix, t. 1, p. 186.

Il en fut de même à Santiago du Paraguay, où les choses allèrent si loin que les jésuites jugèrent à propos de quitter la ville. Le P. de Torrez, se présentant aux portes de Cordoue, se vit remettre une lettre du président de la ville qui lui interdisait d'y entrer « de peur qu'il ne troublât la tranquillité dont on y jouissait »<sup>1</sup>.

Le Général de la Compagnie, le P. Aquaviva, tira les conclusions qui s'imposaient. Les jésuites étaient installés depuis trente ans au Brésil. Ils travaillaient paisiblement au Pérou. Pour empêcher les difficultés du Paraguay de produire des répercussions fâcheuses dans ces importantes provinces, le Paraguay fut érigé, en 1607, en province séparée avec un petit groupe de huit Pères. Sept ans plus tard, la nouvelle province comptait cent treize Pères.

Le P. Diego de Torrez, premier provincial du Paraguay, formé par de longues années de travail au milieu des Indiens du Pérou, reçut la consigne de renoncer tout à fait aux missions ambulantes pour établir des missions stables en des lieux déterminés loin des agglomérations coloniales.

Les missions volantes auprès des nomades, malgré de brillants succès, n'avaient jamais abouti à la constitution de communautés chrétiennes solides et durables. Il fallait donc fixer les Indiens autour d'une église.

Il importait aussi d'isoler les nouveaux convertis, de les tenir séparés des coloniaux corrompus<sup>2</sup>.

Par l'isolement, on voulait protéger, en même temps que la moralité, la liberté des tribus non encore soumises. C'était là le but essentiel du nouveau système, la condition de toute évangélisation véritable. L'esclavage et la liberté des enfants de Dieu ne se conciliaient pas dans la tête des Guaranis. « Les Indiens aiment bien la loi de Dieu, mais ils n'aiment pas les Espagnols », écrivait un missionnaire.

Les circonstances se trouvèrent relativement favorables. Le gouverneur du Paraguay, Hernandariáz de Saavedra, venait peu auparavant d'annoncer au roi d'Espagne qu'il se révélait impossible de soumettre les 150.000 Indiens du Guayra. Le roi Philippe III, entouré de bonnes influences et persuadé des avantages politiques et militaires qui pourraient résulter de la solution préconisée par les jésuites, avait répondu : « Même si nous possédions les forces nécessaires,

1. Charlevoix, t. 1, p. 224.

2. On croit d'ordinaire que le nom de « réductions » donné aux communautés de la République Guaranie, leur est venu de ce qu'elles étaient ainsi « réduites » à l'écart du monde colonial. En réalité, dans toutes les colonies espagnoles, les groupements indigènes qui avaient renoncé à la vie nomade formaient des « réductions » : ils avaient été amenés ou « réduits » à vivre selon la loi, *ad ecclesiam et vitam civilem reducti*.

les Indiens du Guayra ne doivent être soumis que par l'enseignement de l'Évangile » (15 juillet 1608). Le 26 novembre 1609, le *teniente* général du gouverneur des provinces du Paraguay et de la Plata ordonnait au capitaine Pedro Garcia d'empêcher les colons d'aller recruter des esclaves dans la province du Guayra, la réduction des habitants ayant été confiée à titre exclusif aux Pères Cataldino et Maceta<sup>1</sup>. Un décret officiel du Visiteur royal ne fut cependant obtenu que le 11 octobre 1611. Les premières réductions étaient déjà établies. « Ces Indiens, déclarait Philippe III, ne doivent être donnés en commande à personne. » Le statut des réductions fut confirmé en 1631, 1633 et 1647<sup>2</sup>.

A vrai dire, aucun privilège légal n'était institué en faveur des communautés guaranies, puisque, théoriquement, selon les cédulas royales, tous les Indiens d'Amérique étaient libres. Quelques années plus tôt encore, en 1601, une cédula avait annoncé la ferme intention du roi de supprimer enfin tout à fait le service personnel ! Les esclavagistes ne s'en étaient pas portés plus mal.

Si les Guaranis échappèrent à la servitude dans la période décisive des débuts, ce fut grâce à leur éloignement des cités espagnoles, et aussi grâce à l'influence personnelle d'un administrateur honnête et énergique, Don Francisco de Alfaro, Visiteur des provinces du Paraguay, Tucuman et Rio de la Plata. Alfaro avait lui-même suggéré au P. Torrez l'idée de rattacher les communautés directement à la Couronne et de les présenter à la Cour comme un État-tampon à la frontière du Brésil portugais.

Par une chance providentielle, il se trouva que le gouverneur du Paraguay, Saavedra, et son successeur, Marin Negroni, entrèrent dans ses vues.

Par la suite les administrateurs coloniaux se montrèrent généralement hostiles. Plus d'une fois ils agirent ouvertement comme les ennemis les plus acharnés de la République Guaranie. Malgré la garantie royale accordée au statut d'autonomie des Guaranis, le roi et ses fonctionnaires laissèrent très froidement razzier et ruiner leurs localités déjà florissantes, tuer ou emmener leurs habitants par milliers durant de longues années, sans même protester.

1. Pastells, t. 1, n. 162.

2. Pastells, t. II, n. 729. En 1677, il est question de San Ignacio comme de l'unique réduction guaranie où la « commande » se fût infiltrée à cause de la proximité d'Assomption. (Lettre du gouverneur du Paraguay. Pastells, III, documents 1687 et 1869). La commande s'infiltra aussi une fois à Corpus et Itapua. Le P. Diaz Tano eut à lutter quelques années pour l'éliminer. (Pastells, t. II, doc. 1127 et 1131). Ce sont les trois seules exceptions rencontrées.

La République Guaranie dut compter sur elle-même. Elle se montra fort capable de sauvegarder sa liberté, dès qu'elle put se défendre à armes égales.

\* \* \*

Six Pères seulement furent d'abord affectés à l'apostolat selon le nouveau système parmi les Guaranis libres. Deux d'entre eux, les Pères italiens Simon Maceta et José Cataldino, sont demeurés célèbres dans l'histoire de la République Guaranie pour avoir fondé *Lorette*, la première réduction, et conçu le plan général de la future république chrétienne. « Il est juste de conserver leurs noms parmi ceux des bienfaiteurs des hommes <sup>1</sup>. »

Les Pères Cataldino et Maceta, mandés à Assomption par le Père Torrez, n'avaient accepté leur mission « qu'après que l'évêque et le gouverneur leur eussent donné un ample pouvoir de rassembler tous les chrétiens dans des bourgades, de les gouverner sans aucune dépendance des villes et des forteresses voisines des lieux où ils les établiraient, de bâtir dans toutes des églises et de s'opposer au nom du roi à quiconque voudrait assujettir les nouveaux chrétiens au service personnel des Espagnols, sous quelque prétexte que ce fût » <sup>2</sup>.

Partis d'Assomption le 8 décembre 1609, les deux Pères voyagèrent dans de dures conditions par Villarica jusqu'à Ciudad Real l'ancienne, où ils n'arrivèrent que le 2 février 1610, épuisés et malades. Lorsqu'ils commencèrent à pouvoir se traîner, il leur fallut « confesser toute la ville ». Après quoi ils se disposèrent à partir pour aller s'établir enfin au milieu des Guaranis. Le bruit se répandit alors que les Indiens qu'ils convertiraient seraient soustraits à la commande par privilège du roi. Les sentiments d'estime et de confiance disparurent aussitôt. Le P. Maceta s'efforça de faire entendre raison à la population : « Nous ne prétendons point, dit-il, nous opposer au profit que vous pouvez faire avec les Indiens par des voies légitimes, mais vous savez que l'intention du roi n'a jamais été que vous les regardiez comme des esclaves, et que la loi de Dieu vous le défend. Quant à ceux que nous sommes chargés de gagner à Jésus-Christ, et sur lesquels vous n'avez aucun droit, puisqu'ils n'ont jamais été soumis par la force des armes, nous allons travailler à en faire des hommes, pour en faire ensuite des chrétiens. Puis nous tâcherons de les engager par la vue de leurs propres intérêts à se soumettre de leur plein gré au roi, notre souverain. Nous ne croyons pas

1. Rohrbacher, *Histoire générale de l'Église*. Voir biographie du P. Maceta dans Pastells, t. 1, p. 225 et suiv.

2. Charlevoix, *Histoire du Paraguay*, t. 1, p. 226.

qu'il soit permis d'attenter à leur liberté, à laquelle ils ont un droit naturel que rien n'autorise à leur contester. »

Lorsque le cacique guarani survint pour conduire les missionnaires, il fut néanmoins chargé de fers et mis en prison. Devant la menace des Pères de porter plainte au roi lui-même, on le relâcha.

Le voyage reprit et s'acheva en barque sur le Paranapané, au point où le Pirapé s'y jette. Aux premiers jours de juillet 1610, Lorette était fondée dans ces parages, sur le Rio Piraga, au nord de l'Iguazu, dans le Brésil actuel.

Le noyau de la réduction avait été fourni par deux cents familles baptisées quelques années plus tôt par les Pères Ortega et Filds. Le 10 septembre, la vie sociale fonctionnait déjà normalement et la population avait sensiblement augmenté.

En parcourant encore quatre-vingts lieues, les Pères découvrirent vingt-trois petits villages. Quelques habitants étaient déjà chrétiens. La réputation du zèle des jésuites pour la liberté des Indiens s'était répandue parmi eux. Les deux Pères réussirent à persuader la plupart des habitants de l'avantage qu'ils auraient à s'agréger à Lorette pour conserver leur liberté, et pour être plus rapidement instruits.

Lorette fut ainsi bientôt trop peuplée. Un cacique nommé Aticaya proposa de former une seconde réduction une lieue et demie plus loin. Ce fut S. Ignacio-Mini, qui comprit dès les premiers jours plusieurs centaines de familles. Peu après, deux autres réductions furent encore créées dans cette région. « Ce rapide progrès fit alors former aux deux jésuites le projet d'une république chrétienne qui ramenât dans cette barbarie les plus beaux jours du christianisme naissant<sup>1</sup>. »

Jusque-là déjà, les difficultés n'avaient pas manqué.

Les Pères Maceta et Cataldino, connaissant mal la langue guaranie, avaient d'abord accepté les offres de service d'un habitant de Ciudad Real qui la possédait parfaitement. Ils furent joués par lui au cours de la tournée à travers les vingt-trois petits villages. Au moment de son départ, l'Espagnol réussit à emmener plusieurs femmes et enfants qu'il avait achetés en sacrifiant ses propres vêtements, à l'exception de son brahmer. Les Pères eurent la plus grande peine à convaincre les Indiens qu'ils n'avaient pas trempé dans le marché.

Un cacique converti avait renvoyé ses concubines. Quelque temps après il les reprit. « Tout était encore à faire parmi un peuple aussi vicieux que celui-ci. Il fallait des miracles pour y réussir et Celui qui en avait inspiré le dessein aux missionnaires ne les a point épargnés<sup>2</sup>. »

1. Charlevoix, *ibid.*, p. 230.

2. Charlevoix, *ibid.*, t. 1, p. 231.

Un jour que le cacique était seul dans sa cabane, le feu y prit si subitement partout qu'il ne put ni l'éteindre ni se sauver...

Les Pères Maceta et Cataldino vinrent à bout dès la première année de mettre en vigueur des règlements « proportionnés à la capacité de ceux qu'ils avaient à conduire. On les a étendus et perfectionnés peu à peu dans la suite, à mesure que la foi jetait de plus profondes racines dans le cœur des néophytes et que leur nombre augmentait avec celui des réductions <sup>1</sup> ».

Dans le même temps, un autre groupe était en voie de formation au nord du Parana, dans le Paraguay actuel, à une distance de près de quatre cents kilomètres de Lorette et des autres réductions du Guayra. Aucune liaison directe n'existait encore.

L'initiateur des réductions du Parana était le P. Lorenzana, vieux missionnaire, d'une énergie extraordinaire, qui avait remonté en explorateur le fleuve Paraguay, en 1593.

Lorenzana était recteur du collège d'Assomption lorsqu'il accepta, en 1609, malgré son âge avancé, de se vouer au ministère parmi les Guaranis. — On croyait préférable de réserver les jeunes forces à l'instruction des fils d'Espagnols. Les maîtres de la Compagnie ne réalisèrent pas d'emblée l'importance que les réductions étaient destinées à prendre. Les villes espagnoles et le monde colonial avaient toujours la priorité. Le P. de Montoya lui-même, le plus célèbre supérieur des réductions, demanda un jour un seul aide et se le vit refuser.

Le P. Lorenzana avait quitté Assomption huit jours après les deux Pères Italiens, pour se rendre dans le territoire situé entre le Parana et Assomption, en compagnie d'un jeune Frère qui ne savait pas un mot de guarani. Après une année entière de travaux stériles, quelques conversions se produisirent. A la fin de 1610, le P. Lorenzana put annoncer deux cents catéchumènes. Ensuite de combats avec une tribu voisine, les débris de cette petite communauté se transportèrent une année plus tard au lieu où fut fondé San-Ignacio-Guazu, en 1611 ou 1612, entre les fleuves Parana et Paraguay. Une maladie contagieuse la décima et dispersa une bonne partie des survivants. Enfin un officier espagnol arriva à San-Ignacio pour en retirer le P. Lorenzana qu'on n'y croyait pas en sécurité. Le Père, quoique épuisé, ne se laissa pas entraîner. Bientôt la moisson leva enfin.

La réduction connut de nouveaux développements, et des filiales se fondèrent sous la direction du P. González, plus tard secondé par

1. Charlevoix, *ibid.*, p. 233.

le P. Grifi. Le P. Lorenzana avait été rappelé à la direction du collège d'Assomption<sup>1</sup>.

Ce fut en 1612 qu'arriva d'Espagne Antonio Ruiz de Montoya, le grand réalisateur de l'« État des jésuites », supérieur général de la République Guaranie de 1620 à 1637. Montoya fut envoyé au secours des Pères Cataldino et Maceta « qui ne pouvaient plus suffire au nombre prodigieux de Guaranis qui venaient se ranger sous leur conduite ».

Dans la *Conquista espiritual*, imprimée à Madrid en 1639, Montoya a raconté lui-même quelles difficultés inouïes il avait fallu surmonter avant de connaître le succès.

Voici, au point de vue religieux, l'état dans lequel il trouva les quatre premières réductions du Guayra : « Elles n'étaient pas encore bien peuplées de chrétiens, parce que les Pères avaient remarqué que la plus grande partie des prosélytes n'y étaient encore attirés que par l'espérance de n'être plus inquiétés par les Espagnols et par les Portugais du Brésil, et d'être plus en état de se défendre contre leurs anciens ennemis<sup>2</sup>. »

Les païens étaient encore en fait la majorité. Mais les jésuites leur faisaient confiance. Ils évitaient de se buter aux obstacles moraux individuels. Ils toléraient par force bien des abus.

Chacune des réductions comptait déjà plus de deux mille habitants. Les missionnaires étaient un ferment minuscule perdu au milieu de cette foule. Ils visaient à la transformation de la masse comme telle, par des habitudes sociales nouvelles, par le milieu; ils laissaient agir l'influence des cadres, de la discipline collective, le sens des

1. Malgré l'avis contraire de quelques auteurs espagnols, il faut laisser aux Pères Cataldino et Maceta leur titre traditionnel de fondateurs de la République Guaranie. Hernandez dit que, tout en étant parti après les Pères Maceta et Cataldino, le P. Lorenzana put arriver avant eux à destination, à cause de la distance moindre. Il est exact que le P. Lorenzana se trouva sur les lieux le 23 décembre 1609. Mais n'oublions pas le récit détaillé de ses travaux : d'abord près d'une année de prédications et de pérégrinations sans succès, puis, le 15 septembre 1610, le P. Lorenzana écrit lui-même au P. Torrez qu'il s'est déplacé une fois de plus et que la veille les Indiens ont commencé d'abattre des arbres pour construire une chapelle. (Pastells, t. 1, p. 163-172). Fut-elle construite? Si oui, elle fut en tout cas abandonnée promptement. La communauté naissante fut décimée et dispersée. Elle ne put se regrouper que l'année suivante à une cinquantaine de kilomètres, entre le Parana et le Paraguay, où de nouvelles épreuves durent encore être surmontées avant la fondation définitive survenue au plus tôt en 1611 ou 1612. Lorette, fondée en juillet 1610, demeure ainsi le berceau de la République Guaranie, conformément au récit que Charlevoix avait puisé aux bonnes sources, en particulier chez le P. Du Toit.

2. Charlevoix, t. 1, p. 284.

responsabilités largement développé par les multiples fonctions créées, enfin le sentiment apaisant d'une sécurité accrue.

Avant de pouvoir se consacrer à l'organisation proprement dite de la République Guaranie, Montoya dut encore soutenir une dernière lutte contre ses compatriotes de Villarica et d'Assomption.

Une campagne de faux bruits et de calomnies trouva audience jusqu'auprès du Père provincial des jésuites, qui songea sérieusement à rappeler tous les Pères des réductions.

En deux ou trois ans, le P. de Montoya fut obligé de se rendre deux fois à Assomption, pour justifier l'œuvre et se justifier lui-même. Le P. Cataldino dut faire une fois le même déplacement. Chaque voyage était une longue entreprise, périlleuse et épuisante. Montoya, malade et se traînant à l'allure d'une demi-lieue par jour à travers des terrains inondés, se vit refuser la location d'un canot par les Espagnols au port de Maracayu sur le Paraguay.

Les habitants de Villarica avaient leur plan en obligeant les Pères à s'absenter ainsi. Ils espéraient que celui qui restait seul sur place « succomberait bientôt sous le poids du travail et qu'il serait alors très aisé de se rendre les maîtres des néophytes destitués de pasteurs <sup>1</sup> ».

Un ecclésiastique non dénué d'influence et de pouvoir, vicaire général et substitut du commissaire du Saint-Office, se distingua particulièrement en ces ultimes efforts du monde colonial pour empêcher la création de communautés indigènes libres. Ayant obligé le P. de Montoya à partir pour Assomption, il réussit en son absence à indisposer les Guaranis eux-mêmes contre les missionnaires. Le P. Maceta assembla alors dans l'église ce qu'il lui restait de fidèles. Il sut les toucher et leur déclara tranquillement : « Soyez assurés que les auteurs de cette intrigue mourront dans peu de jours. »

Trois caciques influents qui avaient fait défection tombèrent malades et moururent en effet quatre jours plus tard, dûment réconciliés avec le Père et manifestant les meilleurs sentiments... Quant au principal responsable, Charlevoix raconte que, sitôt rentré dans la capitale, il fut mordu par une vipère et mourut également.

La mort foudroyante du commissaire du Saint-Office déconcerta les ennemis des Jésuites et l'œuvre des réductions put être poursuivie quelque temps en paix.

Même libérés des embûches de leurs compatriotes, les missionnaires n'avaient pas la tâche facile.

Lorsqu'une tribu avait accepté de renoncer à la vie nomade, et qu'on avait repéré un emplacement favorable, il s'agissait de

1. Charlevoix, t. 1, p. 289.

construire, d'ensemencer, d'acheter du bétail. Les Pères payaient de leur personne. Ces jésuites de familles aristocratiques et de haute culture se transformaient en bûcherons, en charpentiers, en terrassiers, en maçons, en laboureurs. Avec les Indiens indolents, il eût été du reste absolument vain de vouloir se contenter de diriger les travaux.

Un groupe de néophytes regardait un jour le P. Machoni qui s'épuisait à la tâche. A la fin, le Père présenta son outil à l'un d'eux pour l'engager à se mettre à l'œuvre. L'Indien lui dit froidement : « Courage, mon Père, car tu fais très bien. » Et il demeura les bras croisés.

Une phrase de Muratori laisse entendre qu'une telle paresse était heureusement loin d'être générale. « Avant la fin de l'année, ces braves gens, devenus doux et traitables, commençaient à recueillir les fruits de leurs peines. La moisson fut abondante. Le succès les rendit encore plus ardents au travail. »

En fait de constructions, outre la chapelle provisoire, les jésuites s'efforcèrent dès les premières années de créer mieux que des abris, des habitations familiales qui eussent « quelque air de propreté et de symétrie ».

L'instruction religieuse méthodique ne commençait vraiment qu'une fois le village installé et la vie sociale organisée. « Nous allons travailler à en faire des hommes, pour en faire ensuite des chrétiens », avait dit le P. Maceta aux habitants de Villarica.

Lorsque l'établissement était suffisamment assuré, un missionnaire se mettait en campagne « accompagné d'une troupe des plus anciens et des plus fervents néophytes », pour rechercher de nouvelles recrues et les amener à la réduction. Il fallait se frayer un chemin à travers la brousse, toujours la hache à la main. Parfois les néophytes perdaient courage et abandonnaient le Père.

Les Indiens sauvages n'ajoutaient pas toujours foi aux promesses de liberté des missionnaires et des Guaranis convertis. Pour fonder une seule réduction, celle des Saints-Archanges, le P. de Montoya dut reprendre trois fois la même expédition. Sept de ses braves compagnons guaranis furent massacrés. Lui-même ne fut sauvé que par son sang-froid et son audace.

Malgré tous les dangers, les Pères ne demandèrent ni n'acceptèrent jamais l'aide d'un seul soldat espagnol. On peut en croire là-dessus le P. de Montoya qui est catégorique. Les accusations contraires lancées par Azara restent sans preuves.

Du reste, les expéditions n'étaient pas toutes ardues et dangereuses. Souvent le succès était rapide et massif. L'éloquence des Pères savait dépeindre les avantages et les charmes de la vie dans les réductions. Les néophytes appuyaient le discours du missionnaire à leur façon. Si le cacique était conquis, toute la tribu suivait.

Les cadeaux, hameçons, aiguilles, couteaux, jouaient aussi leur rôle. L'Indien qui avait reçu une hache se sentait, paraît-il, attaché au Père comme par le lien le plus sacré.

Après quelques années d'existence, l'exemple des réductions paisibles et libres exerça un attrait de plus en plus fort sur les peuplades errantes, pourchassées, toujours menacées de l'esclavage espagnol. Des caciques convertis partaient en ambassade officielle auprès de leurs anciens camarades, et des centaines de familles adhéraient en bloc à la nouvelle organisation. Des tribus païennes demandèrent plus d'une fois elles-mêmes aux missionnaires de venir les introduire à la vie de réduction. Dans ce cas, il arrivait qu'une communauté essaîmât pour donner un noyau solide à la nouvelle fondation. Celle-ci bénéficiait des réserves alimentaires et de la main-d'œuvre plus qualifiée de la réduction mère.

Le P. Sepp, jésuite allemand, raconte comment il dirigea le transfert de trois mille habitants de San-Miguel surpeuplé à San-Juan en voie de création.

Il était parti d'abord avec les hommes, les outils et les bœufs de labour. « Il y avait près d'un an qu'on était occupé à former la nouvelle peuplade. L'église et les maisons étaient déjà construites, et la moisson surpassait nos espérances. Je crus qu'il était temps d'y transporter les femmes et les enfants que j'avais retenus jusqu'alors dans la peuplade de San-Miguel. C'était un touchant spectacle de voir cette multitude d'Indiennes marcher dans les campagnes, chargées de leurs enfants qu'elles portaient sur leurs épaules, et des autres ustensiles servant au ménage, qu'elles tenaient dans leurs mains.

« Aussitôt qu'elles furent arrivées, on les logea dans la maison qui leur était destinée, où elles oublièrent bientôt leurs anciennes habitations et les fatigues qu'elles avaient essuyées pour se rendre dans cette nouvelle terre.

« Il ne s'agissait plus que de donner une forme de gouvernement à cette colonie naissante. On fit donc le choix de ceux qui avaient le plus d'autorité et d'expérience pour administrer la justice. D'autres eurent les charges de la milice, pour défendre le pays des incursions que les peuples du Brésil font de temps en temps. On occupa le reste du peuple aux arts mécaniques<sup>1</sup>. »

Avant l'essaimage, tous les biens meubles et immeubles de la communauté avaient été recensés, évalués et partagés équitablement. Les partants ne pouvant emporter leur part des immeubles, la réduction mère acquittait sa dette à leur égard soit par le travail, soit par des fournitures de matériel et de denrées. Cardiel cite le cas d'une

1. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 489.

réduction qui n'avait pas éteint sa dette envers la filiale après vingt ans<sup>1</sup>.

Les tenues de compte et les règlements de dettes n'empêchaient pas, dans le besoin, l'entraide gratuite de s'exercer dans un esprit fraternel entre les réductions, sur un pied extrêmement large.

\* \* \*

En 1623, lorsque le P. Mastrilli, oncle du célèbre thaumaturge du même nom martyrisé au Japon, vint prendre la direction des Pères du Paraguay, le P. Cataldino était encore le chef des missions du Guayra et le P. Gonzalez de celles du Parana, tandis que le P. de Montoya prenait de plus en plus le souci et la responsabilité de l'ensemble vis-à-vis des autorités espagnoles.

Les Pères continuaient de se montrer « fort attentifs à empêcher qu'on ne donnât aucune atteinte au privilège d'exemption de la « commande », dont ils reconnaissaient de plus en plus la nécessité<sup>2</sup> ».

L'époque des alertes n'était pas achevée.

Dans le Guayra, on comptait à cette date treize réductions. Les années suivantes, le succès redoubla. San-Francisco-Xavier fut fondé la même année 1623, Encarnacion en 1624, San-José en 1625, San-Paulo en 1627, avec huit cents familles et plus de quatre mille âmes dès le début, Arcangeles, la même année<sup>3</sup>, San-Miguel, San-Antonio en 1628, San-Tomé également, avec huit cents familles, San-Pedro en 1629, Jesus-Maria en 1630, et enfin, la même année, Sainte-Marie-Majeure, sur l'Iguazu, affluent du Haut-Parana.

On estimait que les réductions du Guayra comptaient à ce moment de soixante-dix mille à cent mille âmes.

Au sud-ouest de ces missions, dans la Sierra del Tapé, dix à douze réductions étaient aussi formées ou en formation dès 1620.

Sur le Parana, le P. Gonzalez avait déployé une activité extraordinaire, étendant ses fondations dans l'Entre-Rios, vers le Sud, jusque sur les bords de l'Uruguay et au delà, dans la région qui allait devenir la plus prospère de la République Guaranie. Il avait fondé Santa-Ana et Itapua en 1615, Concepcion en 1620, San-Nicolas en 1625.

1. *Breve relacion de las misiones del Paraguay*, ch. vii, § 68.

2. Charlevoix, t. 1, p. 324.

3. Une cédule royale du 27 juillet 1627 indique quatorze réductions et trente mille Indiens au Guayra (Pastells, t. 1, n. 396). Les jésuites ne déclaraient les nouvelles fondations qu'au moment où elles étaient affermies et en état de payer l'impôt.

L'évêque de Buenos-Aires avait délégué ses pouvoirs pour la région de l'Uruguay au P. Rodriguez, compagnon du P. Gonzalez. Le gouverneur de Buenos-Aires, qui avait échoué dans ses tentatives pour remonter l'Uruguay jusqu'à sa source, encourageait aussi les missionnaires et leur avait même offert tout le nécessaire pour l'ornementation des églises de Concepcion et de San-Nicolas. Un riche Portugais avait fait des dons considérables pour achever les beaux édifices publics commencés également à Concepcion et San-Nicolas.

Le P. Gonzalez avait accepté ces cadeaux avec candeur. Il ne fut pas peu surpris lorsque des officiers espagnols se présentèrent, envoyés par le gouverneur, pour diriger les réductions comme corrégidors.

Les caciques et leurs Indiens, qui avaient retenu les promesses du Père, ne l'entendirent pas ainsi. Ils organisèrent une campagne de résistance passive et de désertions, tant et si bien que les corrégidors furent retirés.

A la suite de ce succès, deux nouvelles réductions furent fondées, San-Francisco-Xavier ou San-Javier en 1625, et Yapeyu (Los Reyes), future capitale de la République Guaranie. Ces deux réductions devinrent rapidement très prospères. Candelaria, créée en même temps, fut détruite par des tribus païennes peu après sa fondation. Une autre réduction du même nom fut créée dans la Sierra del Tapé en 1627, avec plus de trois mille âmes<sup>1</sup>.

« Le zèle des âmes avait déjà saisi les nouveaux chrétiens d'une manière presque incroyable, et qui tenait du prodige. Ils s'exposaient avec la plus grande joie aux périls les plus certains pour procurer la conversion des infidèles. On les voyait souvent sortir par troupes de leurs bourgades, pour aller, disaient-ils, à la conquête des âmes, pénétrer dans les retraites les plus écartées, et revenir avec une multitude d'Indiens qui demandaient en grâce d'être reçus parmi les adorateurs du vrai Dieu. Mais les pasteurs manquaient en plusieurs endroits, et les anciens ouvriers étaient presque hors de combat. Les Pères Gonzalez et Romero se trouvaient souvent seuls au milieu d'un monde d'idolâtres qui les appelaient de toutes parts, ne pouvant répondre à leurs invitations sans abandonner ce qu'ils avaient déjà rassemblé, et dont l'instruction seule demandait tout leur temps<sup>2</sup>. »

Au moment où le P. Gonzalez allait être soulagé par l'arrivée de nouveaux missionnaires, il fut mis à mort (1628) de deux coups de

1. Un acte officiel du gouverneur Céspedes, du 27 mars 1627, mentionne les réductions citées ici. (Pastells, t. 1, doc. 390). Sur la situation, la date de fondation, les noms des fondateurs, les translations des premières réductions, comparer Pastells, t. II, p. 307 à 308, selon Félix de Azara. — Les dates d'Azara ne concordent pas toutes avec celles données par les jésuites.

2. Charlevoix, t. 1, p. 351.

macana — massue indienne — en même temps que le P. Rodriguez, sur l'ordre de Niezu, cacique apostat, qui avait été très mal impressionné par la tentative d'intrusion du gouverneur. — Les Pères Gonzalez et Rodriguez ont été béatifiés par le pape Pie XI en 1934.

Le P. Trujillo, qui succéda en 1629 au P. Mastrilli comme Provincial du Paraguay, trouva bon nombre de nouvelles réductions « encore naissantes, et quelques-unes même seulement ébauchées ». Les vices les plus grossiers étaient à peu près abolis. Mais des écarts graves se produisaient encore de temps en temps et maintenaient les Pères « en de continuelles alarmes ». Cependant, toutes les réductions sans exception donnaient déjà « des exemples assez fréquents des plus héroïques vertus <sup>1</sup> ».

L'évêque d'Assomption, Dom Christophe de Aresti, bénédictin, visita les réductions du Parana en 1631. « Il y fut reçu des néophytes avec des transports de joie qui ne le surprirent point. Cependant quelque prévenu qu'il fût en leur faveur, il avoua que ce qu'il voyait de ses yeux était infiniment au-dessus de ce qu'il s'était attendu de trouver <sup>2</sup>. »

Le P. Trujillo, Provincial, visita de même, en 1632, douze réductions sur l'Uruguay et y fit des observations semblables à celles de l'évêque d'Assomption sur le Parana <sup>3</sup>.

L'état de l'agriculture, des métiers et des arts manuels témoignait d'un progrès social et économique plus remarquable encore, en un sens, que le progrès religieux. Il en était de même dans la Sierra del Tapé et sur le Parana. Partout le développement des réductions manifestait une force et une vitalité qui surprenaient les jésuites eux-mêmes et qui inquiétaient les coloniaux.

Le gouverneur de Buenos-Aires qui croyait devoir surveiller Yapeyu, la réduction la plus rapprochée sur l'Uruguay, se mit même en tête de construire une ville espagnole dans sa direction « pour tenir en respect les nouveaux chrétiens qui se multipliaient beaucoup » ! A la demande des jésuites, l'Audience royale se prononça contre le projet.

La moisson avait levé sans que les ouvriers eussent été nombreux. Elle appelait les moissonneurs. En 1628, pour la première fois, un important renfort était arrivé. Le 30 avril, quarante-deux jésuites avaient débarqué à Buenos-Aires, où ils avaient été reçus par une délégation de vingt Guaranis venus de San-Ignacio-Guazu.

L'importance et la signification des missions guaranies libres se voyaient enfin reconnues. Elles s'étaient imposées.

1. Charlevoix, t. 1, p. 369.

2. Charlevoix, t. 1, p. 392.

3. Lettre du 2 juillet 1632, Pastells, t. 1, p. 474.

La jonction était à peu près réalisée entre les réductions du Guayra et du Tapé, d'une part, et celles du Parana, de l'Entre-Rios et de l'Uruguay d'autre part. Il suffit d'examiner sur la carte la situation et l'étendue du territoire occupé pour être saisi de l'ampleur de l'œuvre créée en moins de trente ans par quelques missionnaires isolés.

Dans les quatre régions, les mêmes directives avaient été appliquées uniformément. L'économie, les institutions politiques et sociales et la vie religieuse avaient été dirigées de façon à former un tout homogène. L'organisation qui sera décrite plus loin devait se perfectionner jusqu'à la fin, toujours dans la ligne tracée au début. Vers 1630, elle avait pris, pour l'essentiel, sa forme définitive.

Avant le grand essor, cependant, une épreuve suprême s'abattit sur la République Guaranie à peine née.



## RAVAGES DES PAULISTES

### GRANDES MIGRATIONS

Les Espagnols installés dans le voisinage des Guaranis du Parana, surtout ceux de Villarica et de Ciudad-Real, ne manquaient jamais aucune occasion d'enlever tous les Indiens des réductions qu'ils pouvaient surprendre isolés dans les champs. Les démarches tentées pour libérer les captifs restaient généralement vaines.

Les Pères Cataldino et Maceta, qui n'avaient pas d'illusions, avaient du premier coup poussé très loin vers l'Est pour établir leurs fondations au delà de l'Iguazu, du Paranapané et du Pirapé, hors de la portée des colons espagnols. Mais ils n'avaient pas tardé à s'apercevoir qu'en s'éloignant d'un ennemi « on s'était approché d'un autre, qu'on ne connaissait pas encore et dont le voisinage devint bientôt funeste à toutes ces nouvelles Églises. C'étaient les habitants de Saint-Paul de Piratingue, petite ville de la province du Brésil <sup>1</sup> ».

Les Paulistes, connus aussi sous le nom de « Mamelus », avaient entrepris de petites expéditions contre les Guaranis dès 1618. En 1628 et dans les années suivantes, ils arrivèrent avec de vraies armées.

Ils tombèrent d'abord par surprise sur la réduction d'Encarnacion qu'ils dévastèrent. Les travailleurs dispersés dans les champs furent mis à la chaîne et emmenés, les récalcitrants massacrés. Les enfants et les vieillards, trop faibles pour suivre le convoi dans sa marche forcée, furent également massacrés en route <sup>2</sup>.

En 1629, le P. Trujillo, Provincial, visitait toute une série de réductions saccagées par les Portugais de San-Paulo. Une relation détaillée de sa visite, adressée aussitôt après au Général de la Compagnie de Jésus, constitue un témoignage irrécusable contre le cynisme et la cruauté du monde colonial <sup>3</sup>.

1. Charlevoix, t. 1, p. 307.

2. Rapports du P. Duran, provincial, et du P. Crespo, procureur, et Cédule royale du 12 septembre 1628, Pastells, n. 418.

3. Pastells, t. 1, p. 442-450.

En 1630, trois réductions nouvelles, San-Antonio, San-Miguel et Jesus-Maria se voyaient saccagées; Encarnacion était détruite complètement, puis San-Paulo et San-Francisco-Xavier, fondée récemment et comptant déjà mille deux cents familles chrétiennes<sup>1</sup>.

Au total, quinze mille Guaranis avaient été mis à la chaîne et emmenés.

Il fut résolu que les Pères Maceta et Mansilla se rendraient au Brésil pour demander justice au Capitaine général.

Partis le même jour, les deux Pères réussirent à rejoindre un convoi important de leurs protégés : « A la vue de leurs chers néophytes, que l'on emmenait comme une chaîne de galériens, le P. Maceta ne fut plus maître de sa tendresse et de son zèle : il courut les embrasser, sans pouvoir être arrêté, ni par les mousquets bandés contre lui, ni par les gourmades qu'on lui donnait à chaque pas qu'il faisait. Enfin, élevant la voix, il supplia le commandant de lui faire rendre ses chers enfants, qu'il avait engendrés en Jésus-Christ, ou de le mettre à la chaîne avec eux. On le traita d'insensé, et l'on continua de le repousser quand on le voyait approcher de trop près. Cependant, un officier consentit à lui remettre quelques-uns de ceux qui lui étaient échus en partage, moyennant une rançon que le Père lui promit. Animé par ce commencement de succès, il tourna d'un autre côté, et, se mettant au cou une chaîne qui traînait une bande de néophytes, il déclara qu'il ne la quitterait point qu'on ne lui eût accordé leur liberté... Tant d'objets si capables de toucher les cœurs les plus durs devaient amollir celui de l'officier à qui ces captifs appartenaient; mais ils ne firent d'abord que l'irriter, et le missionnaire se vit plus d'une fois porter le pistolet à la gorge pour l'obliger à se retirer. A la fin, sa constance triompha de la dureté de ce capitaine, qui lui remit Guiravera (un cacique célèbre), sa femme et six autres prisonniers que le Père envoya sur-le-champ à Encarnacion avec une escorte. Il alla ensuite rejoindre le P. Mansilla, et tous deux, accompagnés seulement de trois Indiens, continuèrent à suivre les prisonniers d'un peu loin, ne vivant que des fruits sauvages qu'ils trouvaient dans les bois, et ne s'arrêtant que pour recueillir quelques néophytes que leurs conducteurs abandonnaient parce qu'ils ne pouvaient plus les traîner : c'étaient des femmes malades que leurs maris n'avaient pas la permission d'assister, et des vieillards qui réclamaient en vain le service de leurs enfants et les droits de la nature. Tous étaient plus morts que vifs et demeuraient ainsi exposés à être dévorés par les tigres, et peut-être que plusieurs le furent pour s'être traînés dans les bois afin de chercher de quoi vivre. Les missionnaires baptisèrent ceux qui étaient encore

1. Pastells, t. 1, p. 459.

catéchumènes, confessèrent les chrétiens, les consolèrent tous en leur faisant envisager les biens célestes, dont leur patience allait être récompensée. Ils arrivèrent enfin à Saint-Paul-de-Piratiningue, où les Jésuites avaient encore leur collège <sup>1</sup>. »

Les autorités de cette ville se montrant ouvertement complices du crime, les Pères se rendirent à Rio-de-Janeiro, où le gouverneur et capitaine général du Brésil « trouva leur demande très juste » et donna l'ordre « de leur faire rendre une entière et prompte justice ». Mais, comme il ne parlait pas de leur donner main-forte pour se faire obéir, « les missionnaires comprirent que tout cela ne se faisait que pour la forme ».

Du reste, les quinze mille captifs étaient, déjà à ce moment-là, vendus dans les différents ports du Brésil, tout comme leurs troupeaux, également emmenés. Il eût été bien difficile de les reprendre à leurs « légitimes et honnêtes propriétaires » qui les avaient payés. Plusieurs « personnes en place » en ayant acheté, il paraissait dangereux au gouverneur de « mécontenter des familles puissantes en les obligeant de rendre la liberté à leurs esclaves <sup>2</sup> ».

À Rio-de-Janeiro, pas moins de douze néophytes furent néanmoins remis en liberté !

Repassant par San-Paulo, les Pères furent jetés « dans une espèce de prison », puis relâchés à la demande de leur confrère, le Recteur du collège de la ville.

Les ravages furent encore plus terribles dans les réductions de la Sierra del Tapé fondées à partir de 1620.

Les premières attaques importantes ne se produisirent là qu'en 1635. De trois réductions assaillies tout d'abord à l'improviste, quelques groupes de fugitifs purent seuls être sauvés. San-Carlos et Apostolès, dévastées peu après, durent être complètement abandonnées, de même que toute la région entre l'Uruguay et le Piratini.

Poursuivant leur avance, les Paulistes rencontrèrent enfin une petite armée guaranie rassemblée à la hâte, et qui, sans armes à feu, réussit à leur barrer la route et à les repousser. Cependant, les attaques continuèrent sur d'autres points.

En 1637, de douze réductions, il n'en restait que trois qui fussent entièrement intactes, San-Joachim, Sainte-Thérèse et Sainte-Anne. Lorsque les Pères apprirent que tous les habitants de Sainte-Thérèse venaient à leur tour d'être enlevés, il fut décidé que les restes des réductions du Tapé émigreraient vers l'Uruguay, plus au Sud. On ne laissa sur place que quelques postes armés pour protéger les estancias et les équipes de travailleurs.

1. Charlevoix, t. 1, p. 377-378.

2. Charlevoix, t. 1, p. 379.

C'étaient les autorités coloniales elles-mêmes qui avaient trouvé à propos « d'attirer l'attention des Mamelus sur les réductions des Indiens et de les leur recommander comme but de leurs expéditions lointaines <sup>1</sup> ».

Le monde colonial n'acceptait pas du tout et ne pouvait accepter ces communautés indigènes libres. Surpris par leur développement inattendu, il était intervenu avec les moyens à sa disposition. Les Mamelus étaient des troupes qui ne coûtaient rien, puisqu'ils agissaient pour leur propre compte. Ils offraient de plus l'avantage de ne pas compromettre aussi ouvertement que des Espagnols le pouvoir royal engagé par tant de nobles promesses. En ce temps-là, le Portugal était en effet soumis au roi d'Espagne, coiffé de deux couronnes.

Pour les Portugais, les expéditions des Paulistes étaient aussi une manière détournée de grignoter le domaine colonial espagnol, en évitant une déclaration de guerre impossible aussi longtemps que, dans la métropole, les deux couronnes étaient réunies sur la même tête espagnole.

Quant aux autorités espagnoles de Buenos-Aires et d'Assomption, leur responsabilité aurait été suffisamment grave si elles s'étaient contentées de refuser, sous divers prétextes, les secours demandés. En plus d'un cas, les gouverneurs espagnols favorisèrent positivement les Paulistes.

Une seule fois, en 1639, un gouverneur espagnol, Dom Pedre de Lugo, en visite dans les réductions, avec une bonne escorte, aida à assembler quatre mille Indiens pour faire face à une expédition de Paulistes. Les Paulistes furent battus à Caarupa-Guazu. Presque tous les survivants furent faits prisonniers et conduits à Assomption, où l'on s'attendait à les voir punis. Mais « le gouverneur se contenta de leur faire des reproches et de les menacer de la colère du ciel s'ils continuaient leurs hostilités, puis il les fit conduire à Buenos-Aires, dont le gouverneur, à la sollicitation de quelques particuliers, leur permit de retourner chez eux <sup>2</sup> ».

La complicité des gouverneurs est dénoncée par divers rapports des Supérieurs de la Compagnie de Jésus.

En 1630, par exemple, le gouverneur du Paraguay, Louis de Cespedes, arrivant d'Espagne à travers le Brésil, s'était trouvé à Saint-Paul-de-Piratingue juste au moment où neuf cents Paulistes et deux mille Tupis se disposaient à entrer dans le Guayra pour une razzia. Le gouverneur ne s'en émut pas et continua sa route. Il

1. Voir Pastells, t. 1, n. 480 et p. 457-458, Témoignage du Provincial certifié sous serment par plusieurs Jésuites.

2. Charlevoix, t. 1, p. 451.

passa par Lorette et y séjourna. Le P. de Montoya lui fit rendre de grands honneurs, auxquels le noble visiteur ne répondit « que par des paroles fort dures que le missionnaire écouta avec beaucoup de modestie et sans y rien répliquer. Dom Louis ne put néanmoins s'empêcher d'admirer l'ordre qui régnait dans cette bourgade. Mais comme on y eut appris, tandis qu'il y était — et nullement par lui — que les Mamelus étaient en marche, le P. de Montoya l'ayant supplié de lui donner du secours, parce qu'il ne doutait point que l'ennemi ne tournât de ce côté-là, il lui dit qu'il ne pouvait lui en donner aucun <sup>1</sup> ».

Officiellement, le conseil royal des Indes blâma le refus du gouverneur comme il convenait. Cela n'empêcha pas le gouverneur de persévérer dans son attitude. Quelques mois plus tard, comme les habitants de Villarica avaient profité du malheur des réductions pour s'approprier les fugitifs qui avaient eu le bonheur d'échapper aux Paulistes, le P. Diaz Tano fut envoyé auprès de Cespedes, à Assomption. « A peine Louis de Cespedes voulut-il écouter le missionnaire. Il lui dit même qu'on lui mandait de Villarica que les Jésuites faisaient beaucoup de bruit pour peu de chose, à quoi il ajouta qu'ils se rendaient partout fort odieux. Le Père se retira sans répliquer. Mais le jour même, ou le lendemain, il fit présenter au gouverneur une requête pour lui demander, au nom du Roi Catholique, de prêter main-forte aux chrétiens du Guayra. Dom Louis de Cespedes n'y répondit point et le P. Diaz Tano partit pour aller informer le Provincial de ce qui se passait <sup>2</sup>. »

A l'honneur des habitants de Villarica, on doit mentionner que plusieurs Espagnols de cette ville vinrent une fois au secours de San-Francisco-Xavier. Arrivés malheureusement trop tard, ils trouvèrent la réduction entièrement détruite et l'ennemi retranché dans ses ruines. « Ils attaquèrent d'abord avec assez de résolution le retranchement; mais un d'entre eux ayant été tué, et un autre blessé, ils sonnèrent la retraite. »

Il arriva, par une juste conséquence, qu'après la ruine des réductions qui les protégeaient, Villarica et Ciudad Real se trouvèrent directement exposées aux incursions des Mamelus. Les deux « villes » furent à leur tour détruites de fond en comble « sans aucun respect pour l'évêque d'Assomption qui était accouru ». Ontiveros et Espiritu-Santo furent détruites de même. « En 1640, il ne reste plus

1. Charlevoix, t. 1, p. 373. Le rapport du P. Provincial Trujillo établit que le gouverneur Cespedes favorisait directement les crimes des Mamelus (Pastels, t. 1, p. 456-462). Le vice-roi des Indes se vit obligé, contre son gré, de rapporter dans le même sens que le Provincial Trujillo (Pastels, t. 1, n. 500).

2. Charlevoix, t. 1, p. 391.

aucun établissement aux Espagnols sur cette vaste étendue de territoire découverte et conquise par leurs pères, qui en avaient formé la province du Guayra, et celle de Llanos de Xérés <sup>1</sup>. »

Qui donc étaient les Mamelus ? Leur conduite laisserait supposer qu'il s'agissait d'une tribu d'Indiens indomptables, dont Portugais et Espagnols supportaient le voisinage en utilisant à l'occasion les bons services.

Des auteurs bien pensants affirment que les Mamelus étaient effectivement une horde guerrière indigène <sup>2</sup>.

En fait, les Paulistes ou Mamelus étaient des Portugais. Leur ville principale, Saint-Paul-de-Piratingue ou Pirahitinga, avait reçu son nom d'un jésuite, le P. Emmanuel de Nobrega, premier Provincial de la Compagnie de Jésus, qui y était arrivé avec le P. Anquieta la veille de la fête de Saint Paul, en 1554. Les deux Pères avaient fondé à Saint-Paul un collège qui continuait, au temps des grandes razzias, d'instruire pieusement et selon les règles les fils des nobles capitaines, chefs des expéditions esclavagistes contre les Guaranis chrétiens.

Charlevoix excuse l'inertie des autorités à l'égard des Paulistes en disant que Saint-Paul était bâtie « sur la cime d'un rocher » et par conséquent difficilement accessible à une armée. Charlevoix nous apprend ailleurs que de vastes régions furent « dépeuplées de deux millions d'hommes » par les Paulistes. Nous trouvons là, en nous souvenant du sort des Guaranis vendus dans les ports du Brésil, la véritable explication de la tolérance accordée aux Mamelus. Les Mamelus étaient les fournisseurs attirés du marché des esclaves indiens au Brésil.

Au demeurant, citoyens très honorables et incurablement attachés aux rites d'une religion qu'ils faisaient maudire, les Paulistes n'eurent jamais l'idée de rompre avec l'ordre établi. Ils s'affirmèrent eux-mêmes toujours « chrétiens », mais, « des chrétiens qui ont une fois foulé aux pieds toutes les lois divines et humaines ont le cœur plus dur que les infidèles et les barbares <sup>3</sup> ».

Le capitaine Tabares, chef d'une compagnie de Mamelus, répondait au P. de Mendoza, qui lui demandait au nom de quel droit les Portugais exterminaient et réduisaient en esclavage leurs fidèles :

— C'est Dieu qui nous en a donné l'ordre au livre de Moïse : combattez les nations païennes <sup>4</sup> !

Lorsque la réduction de Sainte-Thérèse fut ruinée, en 1637, les Pères Salas et Ximenès voulurent racheter les habitants capturés,

1. Moussy, t. II, p. 172 et t. III, p. 722.

2. Créteineau-Joly, *Histoire de la Compagnie de Jésus*, t. III.

3. Charlevoix, t. I, p. 374.

4. Pastells, t. I, p. 458.

qui étaient déjà à la chaîne, mais on leur demanda beaucoup plus qu'ils n'en pouvaient donner. « Ceci se passait peu de jours avant Noël. Le jour de la fête, les Mamelus vinrent à l'église, ayant tous un cierge à la main, pour entendre les trois messes du P. Ximènes. Au sortir de l'autel, le missionnaire monta en chaire et leur reprocha vivement leurs injustices et leur cruauté. Ils l'écoutèrent aussi tranquillement que si ce qu'il disait ne les eût point regardés et quand il eut fini, ils lui accordèrent la liberté des deux enfants qui servaient à l'autel. Enfin, les deux Pères, ne pouvant rien obtenir de plus, enterrèrent ce qu'ils ne pouvaient pas emporter de vases sacrés et d'ornements d'autel, et se retirèrent vers l'Uruguay<sup>1</sup>. » Scène incroyable et typique !

Que les Mamelus fussent de vrais Portugais très honorables, nous en avons une preuve supplémentaire dans la longue liste établie par les Pères Maceta et Mansilla et transmise à Madrid par le P. Procureur Général des Indes, après la destruction de San-Antonio, San-Miguel et Jesus-Maria. Les noms les plus nobles y voisinent avec les noms roturiers. La liste dormit dans les cartons de Madrid, et les criminels dénoncés ne furent jamais inquiétés.

Une cédula royale du 16 septembre 1639 prononce la perte des biens et la peine de mort contre ceux qui, au Brésil, réduisent ou gardent en esclavage les Indiens des réductions. L'effet fut exactement nul.

Dans le cas des Paulistes, l'égarément monstrueux d'une époque nous apparaît en pleine clarté. Les Mamelus pratiquaient de façon cynique le système dont tout le monde vivait en Amérique et, plus ou moins, en Europe. Les Mamelus étaient vraiment les types représentatifs du système colonial, un peu comme les munitionnaires et autres requins de la haute finance et des trusts le sont du système capitaliste. Les petits complices et comparses, tous les petits profiteurs préférèrent rester inconscients de la solidarité qui les lie aux exploitateurs et à leurs méfaits, comme, au temps de l'esclavage des Indiens, on préférait ignorer les méthodes d'acquisition des Mamelus.

Détail notable, qui n'interrompt pas la comparaison, les Mamelus conservaient un certain respect du sacerdoce. C'est ainsi que le P. de Montoya, s'étant rendu après la première razzia au camp des ravisseurs, avait pu délier et emmener les prisonniers sous l'œil des bandits, interdits de son courage et n'osant porter la main sur lui à cause de son habit, quoiqu'ils l'eussent d'abord accueilli par une décharge de flèches et de coups de feu, dont un de ses compagnons néophytes avait été tué.

1. Charlevoix, t. 1, p. 437. Sur les ravages des Mamelus, voir, outre Charlevoix, l'*Informacion* du P. Trujillo, Provincial de la Compagnie, au roi d'Espagne, et Montoya, *Conquista*, § 35, 36 et suiv., 76, 77 et suiv.

Une telle faiblesse superstitieuse resta, il est vrai, exceptionnelle.

Les Pères furent souvent injuriés et malmenés. Le P. Maceta fut grossièrement tourné en dérision, son église fut profanée<sup>1</sup>. Plus d'une fois, les Mamelus cernèrent l'église pendant la grand'messe du dimanche. Le cacique Curita fut tué d'un coup de fusil à bout portant pour avoir témoigné à l'officier Emmanuel Morato « combien il était scandalisé de la manière dont les « chrétiens » traitaient un prêtre ». Lorsqu'on disait aux Mamelus qu'« après tant de cruautés et de profanations, il n'y avait presque point de salut à espérer pour eux », ils répondaient qu'il suffisait d'être baptisé pour entrer au ciel.

Regardés spontanément comme chrétiens par les Indiens, les Paulistes réussirent, à ce titre, à répandre parmi les Guaranis le bruit que les jésuites ne les avaient rassemblés en réductions que pour les livrer, et qu'ils avaient demandé eux-mêmes les expéditions. Dans certaines réductions affolées par le malheur, « tous les chrétiens le crurent, tellement que ces religieux n'étaient plus en sûreté nulle part<sup>2</sup> ».

Il y eut quelques désordres, des cas d'indiscipline et beaucoup de désertions vers les forêts. Pour accroître la méfiance, les officiers paulistes s'étaient aussi présentés plusieurs fois déguisés en jésuites ! Jamais les Pères n'étaient mis à la chaîne, puisque aussi bien, comme Européens, ils ne valaient rien pour la vente. Mais cette différence de traitement augmentait encore le malaise.

Malgré tout, l'ensemble du peuple guarani ne se laissa pas égarer. Un cacique, ancien persécuteur récemment converti, Guiravera, se distingua particulièrement au service des Pères, allant de réduction en réduction détromper et rassurer les populations.

Les jésuites avaient obtenu du Pape Urbain VIII un bref d'excommunication contre les esclavagistes du Brésil. Les Mamelus qui, naguère, s'étaient déclarés prêts à se faire « débaptiser » plutôt que de renoncer à leur activité, ne purent se résigner ni se soumettre à une peine aussi terrible pour leurs bonnes âmes. Déjà à Rio-de-Janeiro, où il était arrivé d'abord, le bref papal avait produit une émeute. Les portes du collège des jésuites et celles de leur église avaient été enfoncées. Pour apaiser la foule, on avait dû promettre d'interjeter appel au Pape.

A Saint-Paul-de-Piratiningue, le repaire des Mamelus, la lecture du bref n'était pas achevée qu'un particulier se leva pour annoncer avec ironie qu'« il en appelait au fiscal du roi » ! Le vicaire général Rodriguez l'excommunia sur-le-champ. Et le tumulte commença. Terrassé,

1. Pastells, t. 1, p. 458.

2. Charlevoix, t. 1, p. 438.

la pointe d'une épée sur la gorge, le vicaire général demeura inflexible. « Et sa fermeté les déconcerta. » Ils rédigèrent un appel que le vicaire général refusa de signer. La foule se transporta alors vers la maison des Pères. Le Supérieur vint au-devant d'elle, le Saint Ciboire entre les mains. Quelques-uns se prosternèrent. Les autres « se tinrent debout et dirent qu'ils adoraient de toute leur âme le Saint-Sacrement de l'autel, mais qu'ils ne souffriraient point qu'on leur enlevât leurs esclaves, qui étaient tout leur bien ». Enfin, ils revinrent au vicaire général pour demander l'absolution des censures encourues. Le vicaire général refusa. « Ils s'adressèrent, pour l'obtenir, à quelque religieux qui, jugeant du fait sur leur exposé, leur répondit qu'ils n'en avaient pas besoin. » Là-dessus, les jésuites, rendus plus odieux, furent enfin chassés de la ville des Mamelus.

Un édit du roi d'Espagne n'eut pas plus d'effet que le bref du Pape. L'édit royal exigeait candidement que tous les néophytes réduits en esclavage fussent remis en liberté. C'était le mot de la fin. Il ne restait aux jésuites qu'à laisser leurs derniers Guaranis périr, ou à appliquer de nouveaux moyens de salut.

\* \* \*

Dans le Tapé, les néophytes s'étaient battus souvent avec bravoure, et non sans remporter des succès marqués. Mais les flèches et les macanas étaient de peu d'efficacité contre les armes à feu des Paulistes. Les cruautés étaient d'autant plus atroces que la résistance avait été plus énergique. A Jesus-Maria, par exemple, les Mamelus mirent le feu à l'église où s'étaient enfermés ceux qui ne pouvaient combattre. Les conditions de reddition furent violées, une bonne partie des combattants massacrés de sang-froid et tout le reste mis à la chaîne.

L'importation d'armes à feu se présentait comme la solution naturelle. Mais c'était un principe premier du gouvernement colonial, une maxime d'État, que les Indiens ne devaient pas être armés. On empêchait donc le passage des armes vers les Guaranis. Jusque-là, les jésuites n'avaient pas pu, ou, pour éviter le pire, pas osé passer outre, ni entreprendre eux-mêmes la fabrication, comme ils allaient le faire plus tard. Ils n'avaient du reste pas encore découvert de mines de fer.

Pourtant le droit de légitime défense des Guaranis apparaissait trop clair, la nécessité trop pressante, le désastre religieux et social trop grave pour que les jésuites ne surmontassent pas tous les obstacles. Ils devaient finir par obtenir gain de cause à Madrid.

Auparavant, les Guaranis, dirigés par les Pères, avaient héroïquement reconstruit sur place les plus florissantes de leurs réductions,

même celles qui avaient été le plus cruellement saccagées, comme Jesus-Maria. Jesus-Maria reconstruite comprenait déjà plus de deux mille familles, soit plus de dix mille habitants <sup>1</sup>.

Quelques réductions avaient été rebâties en un lieu mieux protégé, mais les Pères avaient bientôt compris que la sécurité serait toujours menacée tant qu'on se trouverait à proximité des Paulistes et de leurs nouveaux alliés, les sauvages Tupis, qui commençaient à pratiquer eux aussi le commerce d'esclaves, après avoir été baptisés à la mode coloniale.

Il fallait s'éloigner vers le sud-ouest, se rapprocher des réductions du Moyen-Parana.

Ce fut la grande migration de 1631, suivie quelques années plus tard d'une deuxième migration encore plus importante, comprenant plus de cinquante mille personnes.

Les jésuites eurent l'occasion de révéler leur intelligence et leur extraordinaire énergie en réalisant à des centaines de lieues de distance, au milieu de difficultés indescriptibles, ce transfert gigantesque, qui est certes digne de mémoire au moins à l'égal de la retraite des Dix-Mille de Xénophon.

La migration de 1631 partit du Guayra, sur décision du P. de Montoya, après qu'une douzaine de réductions eussent été dévastées. Il s'agissait de sauver les rescapés des réductions détruites et les habitants de Lorette et de San-Ignacio-Mini, les deux seules fondations qui restassent sur pied dans la région.

A cette époque, les réductions du Guayra pouvaient déjà « figurer, dit Charlevoix, avec les meilleures villes espagnoles du Paraguay. Les églises y étaient même plus ornées et plus grandes que dans aucune, et les néophytes n'y étaient plus distingués des anciens chrétiens que par leur innocence et leur piété. Ils nourrissaient de grands troupeaux de bœufs que les missionnaires leur avaient amenés de fort loin. Ils cultivaient le coton, et non seulement ils en recueillaient de quoi se vêtir, mais ils en faisaient des libéralités aux autres réductions qui ne pouvaient encore se procurer le même avantage, et même à de pauvres Espagnols. Toutes leurs terres étaient bien ensemencées... Mais cela même devait faire craindre qu'on ne pût jamais persuader à ces néophytes d'abandonner de si beaux établissements, le fruit de tant d'années de travaux, dont ils commençaient à peine à jouir, pour aller chercher si loin un exil, au risque de n'y pouvoir pas même arriver, et avec une espèce de certitude d'y être réduits à la plus extrême misère. Le P. de Montoya fut agréablement surpris d'apprendre qu'à la première proposition

1. Charlevoix, t. 1, p. 421.

qu'on leur fit de sa part de se préparer à quitter tout ce qu'ils ne pourraient pas emporter, ils répondirent tous d'une voix : « Vous nous avez procuré, mes Pères, le bienfait inestimable de la foi, nous avons besoin de vous pour la conserver, ainsi partout où vous irez, nous vous suivrons. » « Avec une sainte insensibilité », ils dépouillèrent leurs églises et leurs maisons de « tout ce qu'ils ne pouvaient soustraire à la cupidité de l'ennemi ». Comme « on emballait une image de l'Enfant Jésus et une autre de la Sainte-Vierge, lesquelles avaient été les instruments de plusieurs merveilles, ils s'écrièrent qu'il n'y avait point d'exil ni de fatigue qui ne leur fussent agréables en si bonne compagnie <sup>1</sup> ».

Ayant réuni une flotille de sept cents canots, les émigrants s'embarquèrent sur le Paranapané, rejoignirent le Parana qu'ils descendirent jusqu'aux cataractes ou « Grand Sault », « quoi que pussent faire les habitants de Ciudad Real pour les retenir dans leur voisinage ».

Deux mille cinq cents familles se trouvèrent réunies au « Grand Sault » dans un état voisin de la misère. L'immense caravane avait eu à peine le temps de se reposer un peu, lorsqu'on apprit que les Mamelus, furieux d'avoir manqué leurs proies à Lorette et San-Ignacio, approchaient à marche forcée. Le seul espoir était de mettre les rapides derrière soi.

Les bateaux intransportables furent abandonnés au courant et se brisèrent tous. Hommes, femmes et enfants durent faire dans la forêt voisine du fleuve trente lieues à pied. La descente dura huit jours, tantôt sur des rochers abrupts, tantôt sur un sable brûlant. Les uns étaient chargés des vieillards et des malades, les autres transportaient les canots légers et les bagages. Un bon nombre de rescapés moururent d'épuisement ou se noyèrent au Salto Chico, un autre rapide, plus ou moins navigable, en aval du Salto Grande.

Le voyageur français Bourgade la Dardye, qui visita le *Salto Grande*, en fait une description qui aide à comprendre les épreuves des Guaranis. Le Parana se fraye un passage à travers toute une série de gorges de dix à quinze mètres de largeur « rangées suivant un arc de cercle de trois kilomètres environ ». Les gorges débouchent toutes « dans un immense canal central de soixante mètres de large, disposé en plan incliné, où les eaux s'engouffrent avec une indescriptible rapidité » produisant un bruit énorme qui domine complètement la voix humaine à plusieurs kilomètres de distance. Ces cataractes « méritent une célébrité au moins aussi grande que celles du Niagara, et je suis convaincu qu'avant peu, une fois les difficultés de la route adoucies, elles recevront autant de visiteurs que les bords

1. Charlevoix, t. 1, p. 396 et 397.

du Saint-Laurent ». Le récit du passage des Guaranis pourra alors être gravé sur les parois avoisinantes <sup>1</sup>.

Les rapides dépassés, après quatre jours de repos, les vivres commencèrent à manquer, « quoique, de toutes les réductions du Parana, on eût envoyé là tous les rafraîchissements que l'on avait pu ramasser ». Il fallut se remettre en route. Deux colonnes, sous la direction des Pères Suarez et Contreras, se dirigèrent vers les réductions de la Nativité et de Sainte-Marie Majeure sur l'Iguazu, affluent du Haut-Parana. Elles allèrent y augmenter la famine dont on y souffrait déjà. Une épidémie enleva six cents personnes. Une troisième colonne descendit encore le long du Parana, avec le P. de Espinoza. Le P. de Montoya se chargea de ceux qui n'étaient pas en état de marcher. Ils furent en partie embarqués sur des canots amenés de Sainte-Marie Majeure. Les autres passèrent trois ou quatre mois « aux côtés du Grand Sault, à ne vivre que de fruits sauvages ... ».

Enfin, lorsque la situation se fut stabilisée, on constata que, de cent mille personnes et plus que comptaient les seules réductions du Guayra avant les invasions des Paulistes, il n'en restait avec les missionnaires qu'environ douze mille. Trois cents canots avaient péri dans les rochers et les rapides.

Le P. de Montoya reforma Lorette et San-Ignacio sur le Jubaburrus, petit affluent du Parana. Dix mille bœufs furent achetés d'un coup pour la subsistance de la population et pour les travaux de labour.

Quant au Guayra, un instant animé, cultivé, couvert de riches églises et de florissantes petites cités de six mille à dix mille habitants chacune, il avait été rendu à sa solitude séculaire.

La migration de 1631 est la seule que semblent connaître les auteurs modernes les plus sérieux. Elle ne fut pourtant qu'une première étape.

Lorette, San-Ignacio, Sainte-Marie Majeure sur l'Iguazu, la Nativité et les autres réductions du Haut-Parana et de ses affluents, de même que les dernières réductions subsistant encore dans le Tapé, se virent attaquer à nouveau en 1636 — bataille de San Cristobal, le jour de Noël 1636 — en 1638 et 1639.

Les Mamelus étaient de mieux en mieux armés, grâce aux bénéfices réalisés sur leur commerce. Leurs incursions, toujours mieux organisées, se portaient de plus en plus loin.

Après quelques combats plus ou moins heureux, il devint évident qu'une nouvelle migration était le seul moyen de salut. La plupart

1. Bourgade la Dardye, *Le Paraguay*, p. 47-49. Les Ferrière ont visité les cataractes de l'Iguazu. Ils notent : hauteur 80 mètres (Niagara 47 m.), largeur 4.000 mètres (Niagara 1.454 m.), *De l'Équateur aux Pampas*, p. 241-255.

des Indiens déclarèrent cette fois qu'ils préféraient courir tous les risques possibles sur place plutôt que de s'exiler. « Il fallut du temps et bien de l'adresse pour leur faire entendre raison. » Les jésuites firent au besoin acte d'autorité. Les habitants d'une réduction ne se décidèrent à partir que lorsque le feu eut mis leurs demeures en cendres.

Les jésuites avaient fixé leur choix sur le territoire situé entre le Parana et l'Uruguay, dans la région de l'Entre-Rios, là où les deux fleuves se rapprochent le plus, afin de donner aux Guaranis « deux barrières faciles à défendre » et de les mettre à proximité des secours qui pourraient leur venir des réductions établies soit au nord du Parana, soit des deux côtés de l'Uruguay, vers le sud-ouest.

Le voyage se fit en trois colonnes. Le P. de Arenas, qui conduisait la première, eut besoin de toute son énergie pour ne pas arriver seul au terme. Des groupes entiers se débandaient, d'autres voulaient s'installer en des endroits inaccessibles, où ils auraient inévitablement repris leur ancienne manière de vivre. Le Père les suivit partout et risqua plusieurs fois sa vie pour les ramener. Au passage du Parana, de vraies mutineries éclatèrent, « tous s'étant imaginés qu'on allait les livrer aux Espagnols ». Les craintes n'étaient pas tout à fait vaines. Nous lisons ailleurs que le gouverneur du Paraguay décida peu après de rapprocher d'Assomption pour les donner en commande « deux réductions du nombre de celles qui avaient été transférées du Guayra <sup>1</sup> ».

Les conducteurs de la seconde colonne eurent encore beaucoup plus à souffrir, mais cependant « beaucoup moins que ceux de la troisième ». Dans les moments les plus critiques, le Provincial, qui dirigeait lui-même cette troisième colonne, fit des miracles par « sa prudence et son inaltérable douceur ».

Cinquante mille personnes environ se trouvèrent enfin rassemblées en divers points où il n'était pas possible aux Mamelus de les surprendre facilement. Des missionnaires se mirent en quête de ceux qui s'étaient égarés ou séparés. Ils eurent bon succès et ramenèrent de plus « beaucoup d'infidèles que leur charité et leur sollicitude pastorale avaient charmés <sup>2</sup> ».



Depuis plusieurs années déjà, les chefs guaranis répétaient aux Pères que tant qu'ils ne pourraient pas se battre à armes égales, les précautions les plus coûteuses ne les protégeraient que pour un

1. Charlevoix, p. 426.

2. Charlevoix, t. 1, p. 447.

temps. Par surprise, ou sans surprise, les réductions finiraient par disparaître.

Les Pères en étaient plus convaincus que les Guaranis. Ils avaient tenté maintes fois d'amener le gouverneur à comprendre le service que les réductions auraient pu rendre à l'Espagne en constituant une barrière solide pour protéger les provinces du Paraguay et du Rio de la Plata contre les Portugais et les Indiens des frontières du Brésil. Toujours en vain. Les gouverneurs, même les mieux disposés, dit Charlevoix, jugeaient la chose « trop délicate ».

Le Père de Montoya se rendit à Madrid en 1639. Il obtint, par-dessus la tête des autorités coloniales, et à la stupéfaction générale, l'autorisation d'armer un contingent de Guaranis. Le roi avait été rassuré par la promesse que les armes ne seraient pas, dans la règle, aux mains des Indiens, mais dans des arsenaux. Le P. de Montoya s'était engagé à ne demander aucun subside pour l'achat des armes.

La même année, les Mamelus subirent une première défaite à Caazapaguazu <sup>1</sup>.

En 1640, l'autorisation d'utiliser des armes à feu fut étendue à tous les Indiens des réductions <sup>2</sup>.

L'année suivante déjà, en mars 1641, alors qu'on n'avait encore pu procurer des fusils qu'à trois cents Guaranis et qu'on ne possédait qu'un seul canon, l'armée des Réductions dut affronter les Mamelus à la bataille de Mbororé, sur l'Uruguay.

Huit cents Mamelus, armés de fusils, étaient venus sur neuf cents canots, avec leurs alliés, les Tupis, ceux-ci au nombre de six mille, mais armés seulement de flèches, de lances et de frondes. Trois cents des canots étaient grands, solides et bien armés <sup>3</sup>.

L'armée guaranie était conduite par le cacique Abiaru. Elle comptait quatre mille hommes qui, à part les trois cents fusils, n'étaient armés que de flèches, de lances, de frondes et de macanas.

Abiaru avait disposé une partie de ses troupes dans la forêt, au bord de l'Uruguay. Les autres, « plus forts de courage et de confiance en Dieu que de navires », dit le P. Diaz Tano <sup>4</sup>, remontaient l'Uruguay sur deux cents canots et bateaux. Le P. Rodero raconte dans son Mémoire officiel que les Guaranis avaient élevé sur leurs

1. Del Techo, lib. XIII.

2. Pastells, t. II, n. 638. Autorisation confirmée en 1646, contre les réclamations des coloniaux. (Pastells, t. II, n. 701).

3. Rapport du P. Rodero, *Lettres édifiantes*, t. v. p. 383, et Rapport du P. Simon de Mendez, Pastells, t. II, p. 59.

4. Pastells, t. II, p. 61.

bateaux « de petits châteaux de bois avec des créneaux et des meurtrières pour placer leurs fusils et tirer sans être aperçus <sup>1</sup> ».

Abiaru, s'avançant sur la rivière Acaray avec cinq ou six pirogues, interpella à distance les chefs paulistes et leur reprocha toutes leurs cruautés passées, clamant qu'il était « bien honteux à des gens qui se disaient chrétiens de vouloir ravir la liberté à ceux qui professaient la même religion ». Le Commandant ne répondit rien « et sa petite flotte avançait toujours » lorsqu'il découvrit soudain au tournant du fleuve Uruguay celle des néophytes.

Le combat s'engagea par un coup de canon « qui coula à fond trois pirogues des Mamelus ». La lutte dura jusqu'au soir, très meurtrière pour les Tupis. Battus sur l'eau et poursuivis, les Mamelus se réfugièrent sur terre où la nuit mit fin à la bataille. Elle reprit le lendemain « avec beaucoup d'ardeur de part et d'autre » et se termina par la défaite et la fuite des Paulistes, qui n'eurent même pas le courage de se battre jusqu'au dernier Tupi. On assure que les Guaranis n'auraient eu que six tués et quarante blessés. Les agresseurs avaient perdu « beaucoup de blancs », deux mille Tupis et quatre-vingt-dix canots et bateaux <sup>2</sup>. Le P. Rodero affirme que les forces paulistes, quoique « de beaucoup supérieures », avaient subi à Mbororé une défaite si complète qu'« il n'en échappa qu'environ trois cents ».

Quelques actions de détail entreprises peu après contre telle ou telle réduction furent relativement plus désastreuses encore pour les Mamelus qui se retirèrent bientôt de toute la région, après avoir perdu un total de 1200 hommes et la plus grande partie de leurs troupes auxiliaires indiennes.

Deux mille captifs avaient pu être délivrés par les Guaranis au cours des opérations. Les païens qui se trouvaient parmi ces captifs se donnèrent à leurs libérateurs. Ils devinrent chrétiens et citoyens des réductions.

Dès ce moment, et pendant plus de cent ans, la République Guaranie ne fut plus sérieusement inquiétée par les Paulistes. Une réduction seulement, qui était restée isolée à l'est, fut détruite en 1645. Diverses attaques locales furent repoussées sans peine. Le bloc des réductions ne fut plus entamé.

En 1651, « une grande armée » de Paulistes, divisée en quatre détachements, entreprit de razzier la République Guaranie et le Paraguay lui-même. Le Gouverneur du Paraguay appela les Guaranis

1. Mémoire au Conseil Suprême des Indes, *Lettres édifiantes*, t. v, p. 383. Les chiffres cités sont aussi empruntés au P. Rodero. D'autres sources donnent des chiffres inférieurs ou supérieurs.

2. Pastells, t. II, p. 81.

à son secours. Ceux-ci, avant de recevoir son appel, avaient forcé les quatre détachements à fuir « avec tant de précipitation qu'ils laissèrent sur le champ de bataille leurs morts, leurs blessés et leurs bagages, où l'on trouva quantité de chaînes dont ils prétendaient attacher ensemble un grand nombre d'esclaves qu'ils comptaient faire <sup>1</sup> ».

La République des Chiquites, fondée plus tard, vers le nord, eut aussi à souffrir des incursions des Mamelus. Les Mamelus furent définitivement battus par les Chiquites en 1694 seulement. La République Chiquite se développa dès lors très rapidement, sur le modèle de la République Guaranie.

\* \* \*

Depuis 1618, les Mamelus avaient anéanti au minimum une trentaine de réductions, soit quatorze réductions dans le Guayra, une douzaine dans le Tapé, trois ou quatre chez les Itatines, et deux sur l'Uruguay <sup>2</sup>.

Le nombre de personnes massacrées ou réduites en esclavage au cours de ces vingt ans ne peut pas être évalué. La Cédule royale consacrée à la question déclare que toute la région a été mise à feu et à sang <sup>3</sup>.

Le gouverneur de Rio-de-la-Plata, Pedro Estevan d'Avila, note, dans un rapport au roi : « J'ai vérifié que depuis 1628 jusqu'à 1630, les habitants de San-Paulo avaient enlevé plus de soixante mille âmes des réductions, tant de cette province que de celle du Paraguay; qu'ils y ont exercé des cruautés et des inhumanités incroyables, se comportant de manière qu'on ne pouvait croire que ce fussent des chrétiens et des catholiques <sup>4</sup>. » Le gouverneur Estevan raconte dans le même rapport qu'il a, de ses yeux, vu vendre à Rio-de-Janciro des quantités de Guaranis « aussi librement que s'ils avaient été faits esclaves avec l'agrément de Sa Majesté ».

Au début de son *Histoire du Paraguay*, Charlevoix écrit : « Des hommes qui se disaient chrétiens ont égorgé ou fait périr dans le plus dur esclavage, plus de cent mille néophytes: »

Un rapport du vice-roi, comte de Chinchon, parle en 1632 de plus de deux cent mille Indiens, guaranis ou autres, capturés ou exterminés dans ces parages. Enfin, des cédules royales de 1639 et

1. Mémoires du P. Rodero.

2. Voir les noms des réductions détruites et autres détails dans Moussy, *Description*, t. III, p. 661 et 662, et Pastells, t. I, p. 436.

3. Pastells, t. II, doc. 633.

4. Charlevoix, t. I, p. 434.

1668, de même que le décret de Philippe V, articulent le chiffre total de trois cent mille captifs, qui ne doit pas être exagéré, si, en deux ans seulement, soixante mille avaient pu être enlevés<sup>1</sup>. C'est du reste le chiffre retenu par le premier historien sérieux du Paraguay, le P. du Toict, Supérieur des réductions, qui écrit que le total des pertes dépasse même trois cent mille<sup>2</sup>.

Par le traité de 1682, après la défaite de San-Sacramento, les Portugais acceptèrent d'avoir à rendre aux réductions trois cent mille Indiens, et les bestiaux enlevés par les habitants de Sao Paulo. Reconnaissance de principe, toute platonique sans doute, mais que les Guaranis avaient tenu à posséder.

Les Guaranis déportés dans la province de Sao Paulo ne périrent pas tous. « Une partie se fondit avec le reste des habitants et leur laissa sa langue qui, de même qu'au Paraguay, est aujourd'hui la plus usitée dans la province de Sao Paulo<sup>3</sup>. »

Le P. Fernandez estimait que les Mamelus de Sao Paulo et autres Portugais esclavagistes avaient tué ou asservi, en cent trente ans, deux millions d'Indiens dans un rayon de mille lieues, soit dans l'ensemble du Brésil, les bassins du Parana et de l'Uruguay.

Le savant Muratori écrit de même que « dans l'espace de cent trente ans, ils ont fait esclaves plus de deux millions d'Indiens, dont cinquante mille avaient embrassé la religion chrétienne. De tant d'hommes qu'ils ont emmenés, à peine y en a-t-il un sur cent qui leur ait été de quelque utilité. La plupart ont péri de misère avant d'arriver à Saint-Paul. Ceux qu'on y a conduits sains et saufs ont bientôt péri par le mauvais air qu'on respire dans les mines, et par le travail excessif des plantations de sucre. On a vu un registre authentique, par lequel il était prouvé que de trois cent mille Indiens, pris et emmenés par les Mamelus en cinq ans, il en restait à peine vingt mille.

« On a souvent réclamé avec beaucoup d'instance la piété des rois de Portugal, et ces plaintes réitérées ont fait porter divers édits très rigoureux contre les Mamelus qui ne s'en sont pas mis fort en peine, et que ces édits n'ont pas empêchés de désoler le pays comme auparavant. Les rois de Portugal ont peut-être trop différé à prendre les mesures nécessaires pour détruire ces asiles ouverts à tous les crimes. »<sup>4</sup>

1. Pastells, doc. 633 et 1505.

2. Lettre du 10 mai 1676. Pastells, t. III, doc. 1654.

3. Moussy, t. II, p. 173.

4. Muratori, *Relation des missions du Paraguay*, p. 62 et 63. Les mêmes chiffres de trois cent mille et de vingt mille se trouvent dans la cédula royale du 16 septembre 1639.

Au cours des combats de 1638 et 1639, une troupe de Mamelus, qui avait causé de grands ravages, fut capturée par les Guaranis et amenée devant le représentant du gouverneur de Rio-de-la-Plata, par hasard en visite dans les réductions. Le P. Alfaro avait déclaré les prisonniers excommuniés. Cependant, « persuadé que l'excommunication et les serments seraient une faible barrière pour contenir ces brigands, il voulait qu'on prît contre eux des précautions plus efficaces ». Mais, quoi qu'il pût dire, l'Espagnol « leur permit de se retirer sans en rien exiger <sup>1</sup> ». Or, cet officier, protecteur des Mamelus, n'avait fait ainsi qu'exécuter les ordres du gouverneur de la Plata, le même Estevan d'Avila qui, deux ans plus tôt, avait adressé au roi, contre les Mamelus, le vertueux rapport officiel dont un extrait vient d'être cité plus haut. On saisit dans ce trait final la complicité diabolique et la perversité des autorités espagnoles qui, en empêchant les Guaranis de s'armer, avaient permis aux Portugais de dévaster et de dépeupler, contre l'intérêt de l'Espagne, les vastes et riches provinces du Guayra et du Tapé.

La République Guaranie, trente ans à peine après sa fondation, avait, par là, été réduite de moitié.

Du moins elle vivait. Elle reprenait son magnifique élan. En 1642, « les réductions jouissaient d'une tranquillité qu'on ne craignait plus de voir troublée par les Mamelus. La forme du gouvernement de cette République chrétienne était déjà bien près du point de perfection où on la voit aujourd'hui ».

En 1644, moins de trois ans après leur victoire sur les Paulistes, les réductions étaient, au dire de Charlevoix, plus florissantes que jamais. « Elles avaient réparé avec usure toutes leurs pertes. On n'y craignait plus ni les attaques, ni les surprises des Mamelus et de leurs alliés, et elles formaient déjà cette République chrétienne qui faisait l'admiration de tous ceux qui la voyaient de près... Ce qu'il y a de plus merveilleux est que son accroissement sensible était autant l'ouvrage des néophytes que de leurs missionnaires <sup>2</sup>. »

1. Charlevoix, t. I, p. 445.

2. Charlevoix, t. III, p. 139.

## DEUXIÈME PARTIE

### CHAPITRE IV

# SITUATION ET ASPECT DES RÉDUCTIONS POPULATION

Au lendemain des grandes migrations, après avoir dû abandonner les établissements du Guayra et du Tapé, la République Guaranie occupe son territoire définitif sur les rives du Parana et de l'Uruguay. Elle s'étend dans toutes les directions autour du point où les deux fleuves se rapprochent le plus.

Les localités sont concentrées, à partir de ce point, soit vers le sud-ouest, entre les deux fleuves — Entre-Rios — soit vers l'ouest, sur la rive droite du Parana, soit vers le sud, sur la rive gauche de l'Uruguay.

Dans les vastes régions du nord et de l'est, les Guaranis exploiteront le « maté » des « yerbales » et les bois précieux. De florissantes « estancias » se développeront du côté de l'Atlantique, vers le sud et le sud-est.

Dans l'Entre-Rios, territoire appartenant aujourd'hui à l'Argentine, on rencontrait, en allant vers l'ouest et le sud-ouest, quinze réductions, dont cinq sur la rive gauche du Parana : Corpus, San-Ignacio-Mini, Loreto, Santa-Ana, Candelaria; et dix se rapprochant plus ou moins de la rive droite de l'Uruguay : Martires (les jésuites martyrisés au Japon), San-Javier (Xavier), Santa-Maria, San-Carlos, San-José, Apostoles, Concepcion, San-Thomé, La Cruz et Yapeyu ou Los Reyes, la capitale.

Huit réductions se trouvaient sur la droite du Parana, dans le Paraguay actuel : Itapua (Encarnacion), Trinidad, Jesus, San-Cosmé, Santiago, Santa-Rosa, Santa-Maria da Fé et San-Ignacio-Guazu.

Enfin, sur la rive gauche de l'Uruguay, dans le Brésil, État de Rio-Grande : San-Juan, San-Nicolas, San-Luis, San-Lorenzo, San-Miguel, San-Borja et San-Angel, celle-ci fondée plus tard, seulement en 1707.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la République Guaranié gagna encore, vers le nord, environ quinze mille kilomètres carrés par la fondation des trois réductions de Taruma : San-Joaquin, 1746; San-Estanislaio, 1749 et Belen, 1760. Formant une ligne droite de l'est au nord d'Assomption, les trois réductions de Taruma étaient destinées, par leur position géographique, à servir de pont vers la république sœur des Chiquites au Pérou.

La liaison n'eut pas le temps de s'établir. Les deux républiques restèrent toujours séparées, pratiquement étrangères l'une à l'autre. La langue n'était du reste pas la même. C'est à tort qu'on les présente comme formant un seul territoire s'étendant depuis Yapeyu, au 29<sup>e</sup> degré austral, jusqu'à San-Ignacio del Norte, au 16<sup>e</sup> parallèle, « sur une longueur sensiblement égale à celle de la France <sup>1</sup> ».

La République Guaranié, s'étendant du 32<sup>e</sup> degré au 24<sup>e</sup>, couvrait une longueur de 650 kilomètres du sud au nord, et environ 600 kilomètres de l'est à l'ouest. — La carte annexée à la fin du présent ouvrage a été dessinée d'après celle qui avait été dressée « avec grande compétence technique », dit Hernandez, après le traité de 1777, par la Commission de démarcation. Les localités secondaires et les hameaux ne sont pas relevés, excepté Paysanda, qui marque la limite sud de la République.

Le choix de l'emplacement de chaque réduction avait été soigneusement étudié, en tenant compte du climat, de la fertilité du sol, de l'agrément des lieux et des avantages stratégiques pour la défense. Les réductions occupaient d'ordinaire des points dominants, à proximité des fleuves ou d'une rivière navigable, à sept ou huit lieues l'une de l'autre.

La disposition intérieure des réductions correspondait à un plan presque uniforme, établi, dans ses grandes lignes, dès le début. Chaque construction s'insérait dans le plan général. « Qui connaît une ville les connaît toutes, car toutes sont exactement semblables, autant que la nature des lieux le permet. » Cette phrase de l'*Utopie* s'applique parfaitement aux réductions guaranies.

L'angle droit était seul connu. Les rues étaient toutes rectilignes comme à Chicago.

L'église formait le centre de la cité. On y accédait en traversant une grande « plaza » carrée, entourée de pins, de palmiers ou d'orangers et ornée de monuments religieux.

A San-Ignacio-Mini, dont le plan et les vestiges ont été étudiés soigneusement, en 1901, par M. Queirel, la place mesurait 127 mètres sur 108. D'ordinaire, la statue monumentale du saint, patron de la cité, dominait la place. Une grande croix se dressait aux quatre

1. Rastoul, *Une organisation socialiste chrétienne*, p. 20.

angles. L'eau jaillissant des bouches sculptées d'une fontaine chantait à l'ombre des arbres. — La fontaine d'Apostoles était haute de deux mètres et demi et surmontée d'une grande croix de pierre.

D'un côté de la place, une colonnade désignait l'imposante Maison du Peuple, contenant de grandes salles, des ateliers, parfois des greniers publics.

Les ateliers occupaient un vaste espace. Ils étaient flanqués, souvent sur les deux façades, de galeries en auvent donnant, d'un côté, sur la place, de l'autre côté, sur des cours intérieures. On travaillait autant dans les « patios » ou sous les arcades que dans les salles elles-mêmes. Les « patios » de Saint-Louis mesuraient 70 aunes espagnoles de côté. Leurs arcades étaient soutenues par 52 colonnes<sup>1</sup>.

A S.-Ignacio-Mini, selon les plans relevés par Queirel, l'église, mesurant 63 mètres sur 30 mètres, était encadrée, d'un côté par le Collège des Pères, distinct de la Maison du Peuple, et par la Maison des Veuves, de l'autre côté, par l'Hôpital et le cimetière. Les ruines du corps de bâtiments formé par la Maison du Peuple et les ateliers s'allongent sur 220 mètres du nord au sud. Le « patio » des ateliers mesurait 50 mètres sur 90 mètres. La Maison des Veuves et l'hôpital se trouvaient parfois, du moins au début, réunis en un seul bâtiment.

L'arsenal, l'hospice des étrangers et des maisons particulières occupaient les autres côtés de la place. Derrière l'église et le Collège, s'étendait le jardin des Pères.

De la place, trois ou quatre larges avenues, le plus souvent pavées, ouvraient des perspectives jusqu'aux extrémités du bourg ou de la ville. La largeur de ces avenues était de 13 à 20 mètres<sup>2</sup>. Dans l'idée des jésuites, ces avenues devaient assurer une meilleure aération des localités, et dissiper les germes d'épidémies.

Les maisons de pierre ayant seules subsisté ou laissé des traces, au centre de la réduction, il est impossible, dit Queirel, de juger de l'étendue d'une réduction.

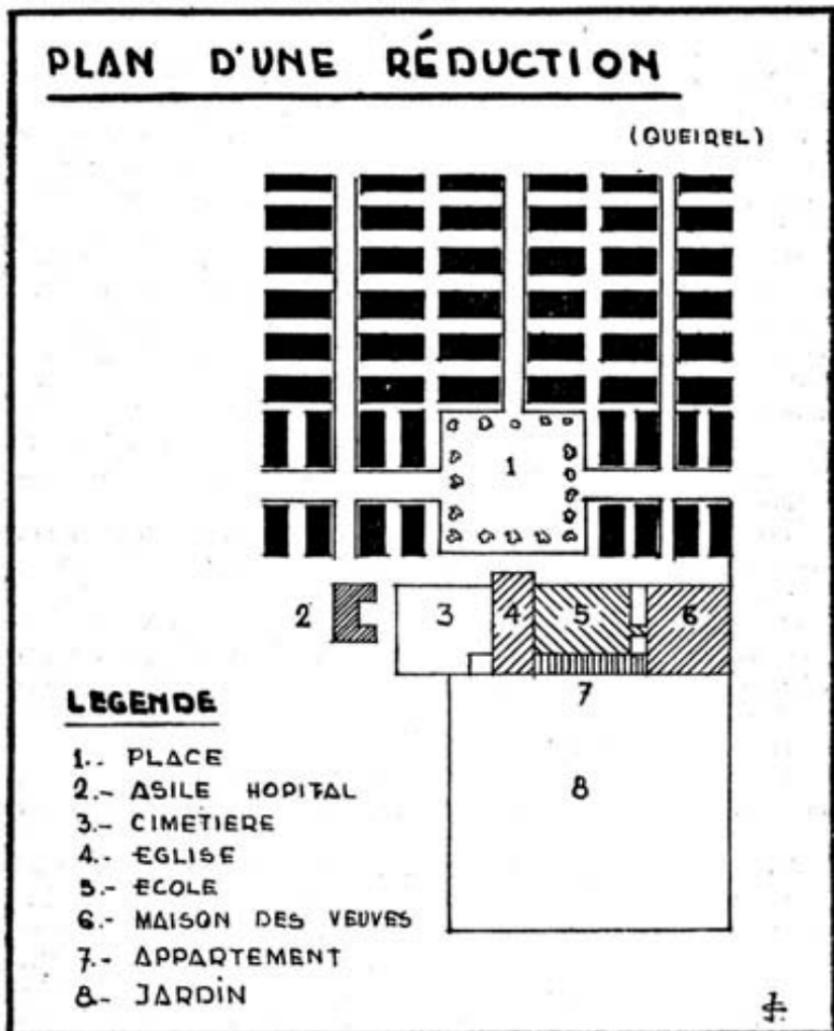
Au delà même des agglomérations, vers la campagne, des avenues fort agréables, se prolongeaient pour aller aboutir à des chapelles bâties en pleins champs, que l'on voyait en perspective, toutes minuscules, du centre de la plaza. Ces chapelles servaient de terme aux processions. A l'extrémité des rues, au sortir de la réduction, il y avait, dit Charlevoix, une croix où la procession faisait une pause « pour y chanter un motet en musique, dont les paroles ont du rapport au sujet de la procession<sup>3</sup> ».

1. Brabo, *Inventarios*, p. 133.

2. Queirel, *Ruinas*, doc. n. 68, Hernandez, t. II.

3. Charlevoix, t. I, p. 260.

Dans la réduction même, partant des avenues, le rayonnement régulier des rues « toujours tirées au cordeau », « larges comme dans les villes d'Europe<sup>1</sup> », desservait tous les quartiers. Des ruelles transversales complétaient le réseau.



Plan d'une réduction (SAN IGNACIO-MINI).

Grâce à la simplicité du plan d'ensemble, l'extension de la cité ne posait aucun problème particulier. Le long de l'une des artères

1. Muratori, p. 152, et Sepp, *Reisebeschreibung*, p. 237.

principales, à la périphérie, on branchait simplement une nouvelle rue, et l'on construisait des maisons sur les deux rangées, selon les besoins. Le P. Sepp souligne que les impasses, les venelles sombres, malsaines et tortueuses, étaient inconnues.

Les avenues et les principales rues des réductions présentaient un agrément original, très précieux sous un climat ardent. C'étaient les « vérandah » dont parle Charlevoix, ou les « galeries en auvent » du P. Peramas, espèces de trottoirs, larges de 2 m. 50, surélevés à 1 m. 10 au-dessus de la chaussée. Ces galeries couvertes, construites soit en bois, soit en pierre, couraient, ininterrompues, d'une maison à l'autre. On pouvait ainsi traverser toute la petite ville à pied sec, à l'abri de la pluie, à l'abri surtout du soleil. La jeunesse goûtait fort cette promenade du « Grand-Pont ». En général, le toit de la galerie reposait sur des colonnes de grès d'un seul bloc, cannelées, ornées de sculptures, ou sur des colonnes de bois soutenues par un socle de grès taillé de façon décorative. A Trinidad, par exemple, selon les observations personnelles d'un voyageur recueillies par Maria Fassbinder, les colonnes de grès rouge formaient de belles arcades sculptées dont une rose finement ciselée ornait la clef de voûte.

Ce peuple très croyant, dirigé par des religieux, consacra naturellement ses meilleurs soins à la construction des églises. Plus d'une fois, aux premiers temps, les néophytes avaient voulu édifier l'église avant de bâtir leurs maisons.

Tout d'abord, la partie inférieure fut seule construite en pierre, la partie supérieure étant en bois précieux. Plusieurs églises, comme celles de Trinidad et San-Miguel, étaient entièrement bâties en pierre taillée. Le ciment et la chaux furent utilisés dans les dernières décades, en particulier pour la nouvelle et très belle église de Jésus.

Avec des paroisses aussi peuplées, il fallait des édifices très vastes. Voici, à titre d'exemple, les observations précises faites par Avé-Lallemant, à San-Miguel, réduction d'importance moyenne : la nef centrale mesurait 132 pieds de longueur, 20 pieds de largeur, les nefs latérales avaient chacune 20 pieds de largeur. On sait d'autre part, par Cardiel, que mille hommes avaient travaillé pendant dix ans à la construction et à la décoration de la même église de San-Miguel. Au moment de l'exécution du Traité des Limites, en 1753, l'ingénieur en chef et les autres architectes de l'armée d'occupation n'osèrent pas l'évaluer à moins d'un million de pesos <sup>1</sup>.

Le niveau des églises se trouvait généralement surélevé. L'entrée était aussi imposante que possible. On accédait à l'église de San-Miguel par six marches monumentales, conduisant à cinq portails

1. Cardiel, *Breve relacion*, ch. v, § 38.

voûtés, encadrés de colonnes sculptées qui formaient un magnifique péristyle. La façade était ornée de niches, de statues et de colonnades.

La photographie des ruines du clocher de San-Miguel montre encore un beau campanile, léger, joyeux, comme on en voit en Italie. Chaque réduction avait son carillon de cinq à six cloches au moins.

Par comparaison, voici comment les clochers d'Assomption apparurent à notre compatriote, le Dr Rengger, en 1825 : « Les clochers, ou pour mieux dire, les échafaudages qui en tiennent lieu, se trouvent à côté des églises et ne consistent qu'en quatre troncs d'arbre très hauts, plantés en carré et surmontés d'un toit, auquel sont suspendues les cloches. L'on y monte par une échelle pour sonner, ou plutôt pour *repicar*, c'est-à-dire pour carillonner <sup>1</sup>. »

La décoration intérieure des églises guaranies était riche, voire somptueuse <sup>2</sup>.

Les maisons particulières des Guaranis avaient d'abord été extrêmement simples, d'une simplicité qui contrastait avec la richesse des églises. Ces premières cabanes, bâties de cannes de jonc, revêtues d'un torchis, ne possédaient « ni fenêtres, ni cheminée, ni sièges, ni lits <sup>3</sup> ».

Tout le monde couchait dans des hamacs « suspendus à des pieux plantés aux deux bouts de la chambre <sup>4</sup> », et qu'on retirait durant le jour. Aux parois, les instruments de pêche et de chasse voisinaient avec les images saintes.

Les logements étaient même juxtaposés comme des box, par groupes de six ou huit, les groupes étant bien espacés, pour restreindre les risques d'incendie. Le Bx martyr Roque Gonzalez écrivait pourtant, dans sa lettre annuelle de 1613 au Provincial Diego de Torrez : « Nos Guaranis sont grandement contents dans leurs nouvelles demeures. Ils s'y étaient installés avant qu'elles ne fussent achevées, s'y trouvant à l'aise et au large. »

Les premiers missionnaires étaient logés en des cabanes en tout pareilles à celles des Indiens. Plus tard, leurs Collèges réunirent différents services communaux, parfois des ateliers, des chambres d'étrangers, des classes. Ils devinrent d'importants et solides édifices à l'architecture soignée. La construction avait la forme d'un vaste quadrilatère, avec cour intérieure. Queirel put observer en 1901, à San-Ignacio-Mini, les belles balustrades de pierre de l'escalier du Collège. Sur la rive droite du Parana, plusieurs de ces collèges doi-

1. *Voyage au Paraguay*, p. 90.

2. Détails au chapitre consacré à l'industrie et aux arts.

3. Charlevoix, t. 1, p. 243.

4. Muratori, *Relation...*, p. 152.

vent être encore intacts aujourd'hui. Ils servaient, il y a quelques dizaines d'années, d'hôtels de ville.

Très tôt, on bâtit le rez-de-chaussée des maisons en pierre, et le premier et unique étage en bois, puis tout en pierre. Queirel a relevé des briques pentagonales, hexagonales et octogonales dans les constructions des dernières années. Des briquettes de forme appropriée comblaient les interstices. On couvrait d'ardoises ou de tuiles.

A San-Borja, devenue maintenant une ville moderne, Martin de Moussy trouva, voici un siècle, quelques maisons du temps des Jésuites. « Leurs murailles, dit-il, construites en gros blocs de grès, ont plus d'un mètre d'épaisseur; les poutres des toits sont énormes, les fenêtres et les portes sont étroites et assez grossièrement travaillées. Le Collège est à peu près entier et sert de caserne <sup>1</sup>. »

De son côté, le Dr Rengger observe que « les maisons qui subsistent du temps des jésuites sont de grandes maisons de pierre taillée, couvertes de tuiles », tandis que « les bâtiments construits ensuite sont en terre glaise et en jonc comme les ranchos <sup>2</sup> ».

Les missionnaires, qui connaissaient les demeures des Espagnols, disaient que celles des Guaranis étaient pour le moins « aussi commodes, aussi propres et aussi bien meublées <sup>3</sup> ».

Le nombre des pièces alla en augmentant. L'ameublement se perfectionna également. Dans les appartements des Pères, et dans bien des maisons particulières, on voyait des tableaux, des meubles sculptés, des bibelots, des tapis. Dans les Collèges, une horloge, meuble d'art, sonnait les heures et les quarts d'heure.

Le Dr Rengger, après avoir visité Santa-Rosa en 1820, note que toutes les maisons qui subsistent sont « tout à fait sympathiques <sup>4</sup> ».

Avant d'achever cette rapide présentation de l'aspect général des réductions, il vaut la peine de jeter un coup d'œil sur les « villes » coloniales espagnoles. On apprécie mieux le mérite des urbanistes et architectes jésuites et guaranis, lorsqu'on sait comment les Espagnols construisaient dans la Plata au temps de la République Guaranie, ou même un demi-siècle plus tard.

En 1730, Buenos-Aires excepté, « les autres villes ne sont qu'un assemblage informe de quelques maisons ou cabanes, disposées sans ordre et sans symétrie. Figurez-vous quelques villages bâtis les uns près des autres et séparés par de petits bois qui empêchent

1. Description, t. III, p. 708.

2. Voyage au Paraguay, p. 457-458.

3. Charlevoix, t. I, p. 243.

4. *Ibid.*, p. 459. — Les Chiquites de la République cadette située au nord vers le Pérou construisirent d'emblée des appartements à plusieurs pièces sur le modèle donné par les Guaranis.

d'apercevoir les maisons, et vous aurez une idée assez juste de la plupart des villes espagnoles qui sont dans ces contrées... Quant à Buenos-Aires, quoiqu'on y voie comme partout ailleurs des maisons répandues sans ordre çà et là et environnées d'arbres, celles qui sont au centre de la ville forment des rues assez droites et assez propres. Il est vrai que les plus anciennes de ces maisons ne sont que de terre et n'ont qu'un rez-de-chaussée, car il n'y a pas bien longtemps qu'un de nos Frères, qu'on avait fait venir d'Europe pour bâtir notre église, trouva le premier les moyens de faire et de cuire la brique en ce pays-là <sup>1</sup> ».

Le P. Sepp avait vu en 1691 les maisons de Buenos-Aires bâties en terre glaise et couvertes de jonc. Ces maisons ne duraient que sept ans environ. En 1725, on bâtissait toujours « à la manière des hirondelles <sup>2</sup> ».

Un siècle plus tard, en 1826, le Dr Rengger trouve encore les rues de la capitale Assomption « tortueuses, inégales et souvent si étroites qu'à peine on peut y passer à cheval ». Aucune n'était pavée. « Les maisons se réduisent, à quelques exceptions près, à un rez-de-chaussée encore peu élevé et n'ont point d'étage, ou, s'il en existe, il est très bas et obscur. » Les murs sont construits en briques ou en « pared pisada », terre glaise mêlée de sable <sup>3</sup>.

En somme, l'avis du jésuite suisse Martin Schmid, de Baar, missionnaire chez les Chiéquites, était assez exact : les localités espagnoles « portent le nom de villes, mais ce sont de tout petits villages <sup>4</sup> ».

Les réductions guaranies, par contre, conservaient le nom de villages, de bourgades, ou même de « peuplades », alors qu'elles formaient de vraies villes à l'époque, tant par leur ordonnance générale, les dimensions et l'architecture de leurs édifices, que par leur vie sociale intense, leurs activités variées, et le chiffre de leur population. On constate avec étonnement, au premier abord, que les jésuites eux-mêmes, dans leurs publications, ne cherchent nullement à corriger cette terminologie trompeuse. Ils ne parlent, eux aussi, que des « villages » et des « bourgades » de leurs « pauvres Indiens », et se gardent bien de suggérer que les « villes » coloniales, à ce compte-là, n'auraient même pas le droit de s'appeler villages. « Les enfants, écrit-on, mangeaient à la cure, de même les malades <sup>5</sup>. »

1. Lettre du P. Cattaneo, 30 avril 1730, de la réduction de Sainte-Marie. L'avance des réductions est aussi bien marquée dans Moussy, t. II, p. 326-327.

2. *Reisebeschreibung*, p. 14.

3. *Voyage au Paraguay*, p. 88 et 89.

4. Plattner, *P. Martin Schmid*, p. 72.

5. Charles, *Les réductions du Paraguay*.

Les réductions semblent bien être ainsi des hameaux de cinq ou dix cabanes.

L'explication est que la République Guaranie devait se faire toute petite pour ne pas provoquer le monde colonial. La même attitude était adoptée, cela a déjà été dit, en tous les domaines, comme moyen de défense. La tâche de l'historien n'en est pas facilitée.

Quel était, par exemple, le chiffre de la population des réductions ? Était-il réellement si modeste que les statistiques des Pères nous le disent ?

Hernandez au <sup>xx</sup>e siècle, comme Charlevoix et Cardiel au <sup>xviii</sup>e siècle, reproduit ces statistiques « officielles » et les déclare seules exactes et dignes de foi, sans s'attarder à faire la moindre allusion aux informations contraires, sinon, le cas échéant, pour les écarter simplement comme inspirées par la malveillance.

Or, les statistiques ne concordent pas du tout avec les renseignements épars dans la correspondance privée des missionnaires vivant sur place, ni avec les récits de voyageurs très bienveillants.

Il faut essayer de comprendre.

Un premier point est incontestable : certaines réductions avaient atteint ou dépassé le chiffre de 10.000 habitants déjà dans la première période, au Guayra. Après quelques années d'existence seulement, les réductions réunissaient chacune mille à mille quatre cents familles, Jésus-Marie, deux mille familles <sup>1</sup>.

Par la suite, ces chiffres augmentèrent fortement. Dans une lettre à ses confrères d'Allemagne, le P. Sepp écrit que certaines réductions comptent 5.000 habitants, d'autres 8.000, 9.000 et jusqu'à 15.000 habitants <sup>2</sup>.

Depuis le temps où le P. Sepp donnait ces chiffres, la population des réductions augmenta encore d'un tiers. Le même P. Sepp, pour lancer une fondation nouvelle, put tirer d'un coup un essaim

1. Pastells, t. 1, p. 459 et 472; Charlevoix, t. 1, p. 421. « Les Jésuites, dit Martin de Moussy, cherchaient par tous les moyens possibles à favoriser le développement de la population dans les réductions qu'ils avaient fondées. Ils mariaient de bonne heure les Indiens, ne souffraient point de célibataires dans l'âge viril, et poussaient tous les veufs à se remarier, à moins qu'ils fussent trop âgés. De plus, les femmes mariées n'avaient pas le droit de porter les cheveux longs avant d'être mères, et le réveil était, dans toutes les Missions, sonné une demi-heure avant le lever. » (*Description*, t. III, p. 733). — Moussy attribue ici à une politique nataliste des mesures inspirées pour la plupart par un souci de prévention morale.

2. Sepp, *Reisebeschreibung*, p. 23.

de près de 3.000 habitants de la réduction surpeuplée de San-Miguel<sup>1</sup>.

En quittant les réductions, Florentin de Bourges passa en dernier lieu par San-Nicolas et Concepcion, « deux autres peuplades de la Mission du Paraguay ». « Il y a bien dans chacune, écrit-il, quatorze à quinze mille âmes<sup>2</sup>. » Ces chiffres sont cités par Florentin de Bourges sur de bonnes références, car il vient de relever dans un passage précédent que le « fiscal » de chaque réduction « a un mémoire où sont écrits, par nom et par surnom, tous les habitants de la peuplade, les chefs de famille, les femmes et le nombre des enfants ».

Autre information dans le même sens : le P. Labbe, jésuite travaillant dans la République Guaranie comme le P. Sepp, écrit le 8 janvier 1712 : « Les plus considérables bourgades sont de quinze à vingt mille âmes<sup>3</sup>. » Un écrit contemporain attribué au juge Anglès y Gortari affirme même que la réduction de San-Juan comptait 30.000 âmes à elle seule au moment de l'affaire d'Antequerra, soit vers 1730. Ce dernier témoignage est effectivement fourni par un homme peu bienveillant. Le même chiffre de 30.000 est pourtant cité, pour la réduction de San-Francisco-Xavier, dans les *Lettres Édifiantes* éditées par des jésuites français bienveillants.

Quant à la population totale des réductions, selon les données relativement modestes de religieux comme le P. Sepp, le P. Labbe ou le P. Florentin de Bourges, elle put atteindre environ le chiffre de 300.000 habitants. Il est probable que le chiffre de 300.000 fut dépassé largement dans les périodes de prospérité, puisque le P. Procureur, Juan Pastor, annonçait déjà 200.000 néophytes, alors qu'il n'existait que vingt-quatre réductions, et qu'en 1647, vingt-sept réductions réunissaient 300.000 habitants<sup>4</sup>.

A partir de cette date, selon les statistiques mêmes des jésuites, la population doubla presque en moins d'un siècle...

En 1768, après les désastres de la guerre guaranitique et les évactions en masse vers les forêts, personne dans la Plata n'admettait qu'il n'y eût encore au moins 300.000 habitants dans les réductions, ainsi qu'une enquête étendue le révéla au voyageur français Bougainville.

On se trompait. Il s'avéra que les conséquences de la guerre, des épidémies et de la dispersion, avaient été bien plus graves qu'on ne l'imaginait.

1. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 476 à 491.

2. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 244.

3. *Ibid.*, t. v, p. 106.

4. Pastells, doc. 721, Ebd. 517. — Crétinau-Joly, t. III, p. 338, résume les données des anciennes publications françaises : « Plus de 300.000 citoyens ».

Si l'on considère maintenant les listes fournies par les jésuites, la différence est vraiment forte. Les chiffres concernant soit chaque réduction en particulier, soit la population totale, apparaissent inconciliables, même dans les années 1728 à 1732, où les statistiques des jésuites indiquent le niveau moyen maximum.

Il semble que les données privées des missionnaires et les renseignements des voyageurs sont nettement plus proches de la vérité.

Voici quelques éléments d'appréciation.

Selon les listes publiées, les réductions les plus peuplées étaient en 1729 :

Santa-Maria	6.958 habitants
Santa-Rosa (Limensis)	5.291 —
Itapua	5.829 —
Lorette	6.933 — <sup>1</sup>
San-Nicolas	7.335 —
San-Luis	5.984 —
Concepcion	5.493 —
San-Lorenzo	6.215 —
San-Miguel	4.710 (6.838 en 1753)
San-Angel	4.745 (5.105 — )
Yapeyu	4.921 (6.726 — )
—	7.954 en 1767

Les autres réductions oscillent en général autour de 4.000<sup>1</sup>.

Charlevoix, mû par les mêmes motifs de prudence que ses confrères espagnols, n'avoue que « 4.000, 5.000 et même 6.000 habitants » par réduction. Muratori donne une moyenne de 7 à 8.000 personnes par réduction. Il s'abstient de citer les chiffres supérieurs.

Selon les listes officielles, la République Guaranie n'aurait compté que 131.668 habitants en 1729. Les chiffres des années suivantes sont à la même échelle<sup>2</sup> :

1730	29.500 familles	135.117 habitants
1731	30.116 —	138.934 —
1732		141.242 —

Ce sont là les chiffres les plus élevés publiés officiellement par les jésuites.

1. Hernandez, t. II, doc. 49 et 50, p. 615 à 618 et Fernandez-Herran, *Historica Relatio*, ouvrage édité en 1733. Des statistiques et rapports étaient envoyés chaque année à Rome au Général de la Compagnie. Un travail de recherches reste à faire à Rome au sujet de la République Guaranie.

2. Hernandez, t. II, doc. 50; pour 1732, Charlevoix, t. VI, p. 66.

Que ces chiffres, apparemment si précis, ne doivent pas être pris à la lettre, on en trouve un premier indice à propos de cette même année 1732 : le P. Peramas lui-même donne 144.252 habitants<sup>1</sup>, ajoutant donc plus de 3.000 âmes.

La statistique publiée l'année suivante accuse d'un coup un déficit de 15.000 habitants, imputable en partie à une épidémie et à la mobilisation imposée par les menaces de la Commune. En 1733, 1734 et 1738, des épidémies de variole, de rougeole et de scarlatine exercèrent des ravages effrayants. On manquait de médicaments. Déjà en 1718, la peste — ou la petite vérole — avait fait 18.000 victimes, ou, selon le P. Cattaneo, plus de 50.000.

La courbe remonte régulièrement à partir de 1740. Une nouvelle épidémie de variole en 1763 fait 7.414 victimes dans les seules réductions de l'Uruguay, dont 1.596 à Santa-Rosa. Un douzième de la population décède.

Malgré une reprise toujours rapide, trois ans plus tard, par suite de ces désastres, des ravages déjà mentionnés de la guerre guaranitique et des fuites en masse vers les bois, le niveau était effectivement descendu plus bas que jamais, rejoignant presque enfin le niveau officiel. Les Guaranis avaient « fondu » comme tant d'autres peuples indiens. Il serait resté seulement « plus de 150.000 habitants » aux dires du doyen Funes<sup>2</sup>, qui écrivit son histoire sur place, à l'aide des meilleures sources, au lendemain des événements.

Cardiel, avocat très attentif et méthodique de la thèse officielle, donne des chiffres encore plus faibles. « Trente villages, écrit-il vers 1770, comptent environ 100.000 âmes », à quoi il convient d'ajouter à peu près 15.000 habitants des trois réductions de Taruma.

Cardiel minimise. Il présente du reste, chaque fois que cela est possible, toutes les institutions et réalisations de la République Guaranie comme insignifiantes, afin que ressorte bien l'injustice des accusations qui avaient amené sa perte en dénonçant les dangers de sa puissance. Mais il est vrai qu'à ce moment-là, c'est-à-dire une dizaine d'années après l'expulsion des jésuites et la dissolution de la République, la population n'atteignait plus du tout la moitié de ce qu'elle avait été au temps de la prospérité.

Un motif accessoire, qui n'incitait pas à pousser les courbes de la population à la hausse, résidait dans le fait que la somme de l'impôt dû à la Couronne était fixée sur la base des recensements. Certaines catégories d'habitants pouvaient être laissées de côté délibérément, comme non visées par la lettre de telle loi ou de telle

1. *De administratione guaranítica*. Cité Hernandez, t. II, p. 14.

2. T. II, chap. VIII.

ordonnance<sup>1</sup>. Il était déjà vertueux d'appliquer la lettre, puisque la loi était essentiellement injuste et spoliatrice, et qu'on la supportait par pure contrainte. La restriction mentale ne s'est en tout cas jamais trouvée mieux justifiée que vis-à-vis d'un monde colonial qui n'avait vraiment aucun droit d'obtenir des renseignements, dont il ne voulait se servir que pour arriver à ses fins : exploiter les Guaranis, réduire en esclavage le seul peuple libre et le seul peuple chrétien d'Amérique.

De son côté, le roi, dans la somme qu'il devait laisser sur le revenu de l'impôt pour l'entretien des curés, ne tenait pas non plus compte de l'augmentation du nombre des Pères, qui avait plus que doublé à la suite du développement des réductions. Une patente de 1669 parle encore de « vingt-deux curés » pour toute la République, et leur attribue 446 piastres et 5 réaux<sup>2</sup>.

Bougainville, qui avait interrogé à Buenos-Aires plusieurs Guaranis, dit qu'il existait trente-six réductions et non pas trente-trois. Florentin de Bourges et le P. Sepp mentionnent une réduction du nom de San-Sacramento que les listes officielles ignorent.

Faute d'une explication meilleure, disons sur ce point particulier que les réductions filiales, issues de dédoublements, n'étaient pas toujours annoncées, ou qu'elles l'étaient avec beaucoup de retard, et que, peut-être, leurs habitants ne figuraient pas dans les statistiques.

Le gouverneur Barua réclama un jour 3.200.000 écus d'impôts arriérés, en comptant pourtant seulement 40.000 Guaranis contribuables de dix-huit à cinquante ans. Les jésuites n'en déclaraient que vingt mille. Une décision, survenue après le recensement de 1715, porta que le chiffre de population de 1677 servirait désormais de base invariable. La courbe des statistiques fit un petit bond et marqua un progrès de 5.000 âmes l'année suivante. Mais elle ne s'affola pas. La prudence restait de mise en cette République continuellement investie par l'ennemi.

Le décret de Philippe V (1743), par ailleurs en tout favorable aux jésuites, indique environ 50.000 habitants de plus que les listes officielles de cette année-là et des années précédentes<sup>3</sup>.

La famille était-elle nombreuse chez les Guaranis ? On le supposerait à priori. Cependant, selon les statistiques publiées, la moyenne de trois enfants par famille n'aurait jamais été atteinte. Le nombre des familles de deux enfants seulement aurait été bien plus élevé que celui des familles comptant trois enfants et plus.

1. Pastells, t. II, doc. 741.

2. Rapport du P. Rodero.

3. Charlevoix, t. VI, p. 357.

La mortalité infantile était certes très forte, et la longévité plutôt faible. Le P. Sepp note même que, dans sa réduction, on parvient difficilement à cinquante ans « à cause, pense-t-il, des vers provenant de la viande qu'ils mangent sans la cuire suffisamment <sup>1</sup> ». Mais la famille aurait pu être très nombreuse, même si tous les parents étaient morts à cinquante ans, pourvu que la natalité fût forte. Le même P. Sepp affirme qu'elle l'était. « Les Indiens sont très prolifiques <sup>2</sup>. »

Les Guaranis connaissaient la croissance et l'élan social d'un peuple jeune qui accède à une forme de vie nouvelle et supérieure <sup>3</sup>. Et les enfants des Guaranis ne mouraient pas tous en bas âge ! Plus de mille se pressaient au catéchisme dans la moindre des réductions ; le double et le triple dans les réductions plus importantes. A Sainte-Marie, 960 garçons et 1.002 fillettes en dessous de 15 ans suivaient les cours de catéchisme du P. Cataneo <sup>4</sup>. A en croire les statistiques, la réduction de Sainte-Marie était cependant alors parmi les moins peuplées. Elle n'aurait compté que 3.841 habitants l'année précédente, en 1729 ! A Yapeyu, au témoignage de Cardiel lui-même, trois mille enfants fréquentaient les écoles. On y baptisait seize à vingt nouveaux-nés chaque dimanche <sup>5</sup>, soit un millier par an.

En face de ces milliers de petits enfants et des huit mille, quinze mille ou vingt mille habitants des cités guaranies, on comprend que les plus grandes « villes » espagnoles de la Plata ressentissent quelque malaise.

Buenos-Aires n'était peuplée que de 5.000 habitants en 1725 <sup>6</sup>. Trente ans encore après l'expulsion des jésuites, les provinces de Buenos-Aires et du Paraguay réunies ne comptaient que 268.312 habitants, y compris les Indiens, les noirs et les métis.

Après sa tournée pastorale de 1681, au cours de laquelle il avait confirmé, en six mois, dans les quinze réductions de l'Uruguay seulement, vingt-quatre mille enfants, l'évêque de Buenos-Aires adressa au Roi un rapport plein d'avertissements aussi clairvoyants et suggestifs qu'intéressés. Le rapport déclarait en préambule que les dites réductions formaient la plus grande partie du diocèse, mais,

1. *Reisebeschreibung*, p. 21.

2. *Ibid.*, p. 237.

3. En dehors de la République des Jésuites, au contraire, les Guaranis sauvages ou esclaves se multipliaient peu. « Une observation que je fis chez tous les Guaranis sauvages visités par moi, écrit Rengger, c'est qu'il ne s'y trouvait pas une seule famille où il y eût plus de deux enfants. » *Voyage au Paraguay*, p. 33. Azara fait la même observation.

4. Lettre à son frère, avril 1730.

5. *Breve relacion*, ch. vi, § 12.

6. Lettre du P. Herre, dans *Lettres édifiantes*, t. v.

ajoutait-il candidement, « toute cette multitude est inutile pour cette Église (de Buenos-Aires) parce qu'ils ne paient pas les dîmes, ni les prémices et n'y laissent pas de bénéfice commercial ». Cette nation guaranie croît chaque jour en nombre, car elle est la nation la plus paisible et la plus libre qu'il y ait en toutes les Indes, et les Pères ne cessent de solliciter de nouvelles exceptions pour ce peuple de prédilection... Mais tout cela est pernicieux quand on a affaire à des Indiens, car « aujourd'hui il n'est plus aucun pouvoir qui puisse les soumettre, étant donné qu'ils surpassent de beaucoup tout le reste de ces provinces en population et en armes et que, de la sorte, ils ne dépendent que de leur seule volonté <sup>1</sup> ». Le fiscal royal voulut bien joindre son attestation personnelle aux dires de l'évêque.

Vis-à-vis des jésuites qui lui faisaient parvenir leurs plaintes au sujet de l'infâme traité de 1750 spoliant sept réductions et livrant à tous les malheurs trente mille à quarante mille Guaranis, le roi d'Espagne s'excusa néanmoins en prétendant que sur la foi de divers écrits des Pères, il avait pris les réductions pour de petits hameaux semblables à trois misérables bourgades de quelques toits qui se trouvaient près de Buenos-Aires...

Tout le monde regardait les réductions comme riches et puissantes.

Pour le commun des Espagnols, malgré les suppositions fantastiques et les renseignements des quelques évêques et gouverneurs qui avaient visité le pays, la richesse, la grandeur et la beauté des cités guaranies furent néanmoins une véritable révélation lorsqu'ils purent y pénétrer au moment de la guerre guaranitique. Le gouverneur espagnol de Montevideo, D. Joaquin de Viana, qui visita alors pour la première fois les réductions, s'écria, après en avoir vu deux ou trois : « Et ce sont là les « villages » que nous devons livrer aux Portugais ? Nos Messieurs de Madrid ont-ils perdu la tête pour renoncer à de telles villes qui n'ont pas leurs pareilles dans tout le Paraguay <sup>2</sup> ? »

Effectivement, la ville universitaire de Cordoue elle-même ne pouvait, paraît-il, soutenir la comparaison avec les réductions.

On mesure le progrès accompli à partir des hangars collectifs. Les instructions du P. Torres prescrivant d'avancer « poco a poco » <sup>3</sup> avaient été bien réalisées. Elles avaient été largement dépassées.

1. *Penden solo de su arbitrio*. Pastells, t. III, doc. 2283.

2. Bauza, t. II, p. 135, cité Hernandez, t. I, p. 103-104.

3. *Haciendo poco a poco y a gusto de los indios* (Instr. n. 9, 1609).



## L'ORGANISATION POLITIQUE

Dans un ouvrage connu, *Les jésuites et le secret de leur puissance*<sup>1</sup>, l'organisation politique de la République Guaranie est appréciée de la façon suivante : « Cet État indien répondait aux exigences démocratiques les plus modernes, car loin de former une masse opprimée par des fonctionnaires tout-puissants, les citoyens ne voyaient leurs libertés entravées qu'autant que l'exigeait l'intérêt général; dans cette république, le fonctionnaire indigène librement choisi n'était qu'un organe de la prospérité publique dépourvu de soucis égoïstes. »

Précisons tout de suite que la démocratie guaranie, au point de vue formel, était peut-être moins avancée que le texte cité ne le fait entendre. Elle était cependant plus réelle que nos démocraties bourgeoises. Lorsque l'exploitation de l'homme par l'homme se perpétue sous des apparences démocratiques, les droits politiques sont plutôt illusoire, tandis que, dans une véritable démocratie économique, certaines formes des droits politiques peuvent devenir occasionnellement secondaires.

Le plus souvent, les tribus guaranies avaient été amenées à accepter la vie de réduction par leurs caciques. Il eût été peu sage et pratiquement impossible de supprimer du jour au lendemain une autorité établie, qui se révélait précieuse en toutes sortes de domaines dans cette période laborieuse où les Pères ne possédaient pas encore la psychologie des Indiens. Les caciques devinrent provisoirement chefs de quartiers.

Très vite cependant, les différentes tribus fusionnèrent dans la nouvelle communauté plus large formée par la réduction. Les services administratifs et l'application des règlements exigèrent la création de fonctions nombreuses qui firent passer bientôt à l'arrière-plan, puis disparaître l'autorité des caciques. L'exercice de ces fonctions suscita une élite non héréditaire, indépendante des anciens cadres.

Le cacicat héréditaire, protégé par certains Pères, se transforma en une sorte de petite noblesse plus ou moins décorative. On

1. Fülöp-Miler, éd. Plon, Paris.

comptait trente à cinquante caciques dans chaque réduction<sup>1</sup>. A Sanguinacio seulement, il en existait cinquante-sept. Les jésuites laissaient volontiers le titre se multiplier, car la communauté n'avait pas à payer d'impôts pour les caciques. Doblas dit que les jésuites n'accordaient aucun poste aux caciques. Ce n'est pas exact. Les caciques, tout comme les descendants de familles aristocratiques en notre société, accédaient aux fonctions au même titre que les autres citoyens, selon leurs capacités. Au moment de la liquidation, en 1768, une quinzaine de caciques seulement occupaient les postes plus ou moins importants de tenientes, de majordomes, etc., dans l'ensemble de la République. Partout, les occupants espagnols se trouvèrent en présence de conseils municipaux élus par le peuple, selon une tradition remontant aux premières années. Le P. Mas-trilli déjà parle d'un « Cabildo » ou conseil élu, composé d'« alcades, de fiscaux et autres ministres<sup>2</sup> ».

C'est par les élections et par l'exercice des fonctions publiques que les Guaranis acquirent un sentiment si vif de leur autonomie nationale et de leur responsabilité vis-à-vis du bien commun. Toute l'administration pratique était entre leurs mains. Les Guaranis veillaient au bon ordre de leur cité et prenaient eux-mêmes les initiatives utiles. Ils organisaient et dirigeaient les travaux. Ils administraient les magasins. Ils rendaient la justice.

Le conseil de chaque réduction comprenait le corregidor ou président, appelé souvent cacique, ayant à ses ordres un alguacil ou commissaire; le teniente ou vice-président, deux alcades, qui étaient aussi « juges en matière criminelle<sup>3</sup> »; deux alcades — officiers de police, qui dirigeaient la police des rues et la police des champs; le fiscal et son lieutenant, chargés, entre autres, de tenir les registres d'état civil; enfin quatre regidores ou conseillers, assumant divers services, et éventuellement des assesseurs « dont le nombre est proportionné à celui des habitants<sup>4</sup> ».

On élisait aussi des chefs de quartiers « choisis parmi les plus fervents chrétiens ». Au moment du passage de Florentin de Bourges, le vice-président fonctionnait comme inspecteur scolaire. Le

1. Cardiel, *Declaracion*, § 118.

2. Anua de 1626 et 1627. Angelis XIX, 19, Rio de Janeiro.

3. Muratori, *Relation*, p. 137.

4. Florentin de Bourges, *Lettres édifiantes*, t. v, p. 237. — Les règlements, les écrits des missionnaires et des voyageurs offrent de nombreuses variantes pour les postes secondaires, créés selon les besoins. Suivant les *Leyes*, il ne devait pas y avoir de corregidor indien! Hernandez, t. 1, p. 108, reconnaît que la constitution du conseil guarani ne respectait pas les ordonnances royales appliquées ailleurs en Amérique.

vice-président encore, ou un alcade, avait la responsabilité générale de la jeunesse jusqu'à dix-sept ans. Un alférez ou sous-lieutenant était porte-drapeau de la réduction.

Si l'on sait que le corregidor et tous les fonctionnaires étaient choisis « par les Indiens eux-mêmes <sup>1</sup> » en des élections annuelles, on a peu de détails sur les modalités de ces élections.

On votait dans les derniers jours de décembre ou le premier jour de l'an <sup>2</sup>. Le Conseil sortant préparait une liste de candidats. Le Père avait le droit de la contrôler avant l'assemblée publique. Il faisait ses observations « que les conseillers suivaient ordinairement <sup>3</sup> ». L'assemblée publique ressemblait aux anciennes « Lands-gemeinden » helvétiques. On ne votait pas à bulletin secret. L'opinion populaire s'exprimait néanmoins en toute liberté, avec efficacité et en connaissance de cause. Le plus souvent, dit Cardiel, on acceptait tous les candidats portés sur la liste. Nul n'était cependant acclamé sans jouir de l'estime et de la sympathie de ses concitoyens.

Il n'existait pas de partis. La conception régnante du bien commun était admise par tous spontanément. À aucun moment, en aucune réduction, ne se dessina jamais le moindre mouvement d'opinion anticommuniste, ou en faveur de notre système économique, dont les Indiens avaient pourtant eu sous les yeux les exemples les plus variés, depuis le simple domaine privé taillé dans les terres conquises et le commerce du marchand et du colporteur, jusqu'aux compagnies de navigation ou de commerce d'esclaves. Les luttes électorales, cantonnées dans les questions de personnes, conservèrent toujours, semble-t-il, une dignité parfaite. « Tout se passe dans une grande paix », dit encore Cardiel. Des hommes jeunes et même très jeunes, plus instruits, accédaient aux charges. Le règlement de 1689 interdisait pourtant de laisser élire des jeunes gens aux fonctions de justice.

Les nouveaux magistrats recevaient les insignes de leur charge du curé. Celui-ci faisait un discours sur l'importance des responsabilités acceptées.

On nommait en même temps les officiers militaires, les fonctionnaires politiques et économiques, les maîtres de chapelle et les sacristains.

Une messe solennelle couronnait la cérémonie des élections <sup>4</sup>. Les conseillers occupaient des bancs réservés près du chœur.

1. Charlevoix, t. 1, p. 239.

2. Muratori, *Relation*, p. 137.

3. Hernandez, t. 1, p. 109.

4. Cardiel, *Breve relacion*, ch. v, § 1 à 7.

Les élus restaient en contact avec le peuple. Assez souvent, l'année suivante, ils rentraient dans le rang. Un corregidor apprécié était au contraire maintenu en place indéfiniment. En principe, le corregidor était nommé pour cinq ans. Il ne pouvait être déposé que par le supérieur général de la république<sup>1</sup>.

Les séances du Conseil étaient très régulières et prenaient beaucoup de temps. De plus, chaque matin, le corregidor et les deux alcaldes principaux tenaient un petit conseil avec le « Cura ». Tout ce qui intéressait la vie politique et économique de la cité se décidait *conferenciando*, en conférence, en séances groupant le curé, le corregidor et le Conseil<sup>2</sup>. Dans le « Mémoire pour les générations à venir », écrit par un Guarani de Yapeyu, on voit que les Pères « assistent ». Ils suggèrent éventuellement une idée, par exemple la fondation d'estancias nouvelles. Le corregidor s'occupe lui-même avec son Conseil d'étudier la réalisation. Il prend les décisions, prévoit les détails d'exécution<sup>3</sup>.

Chaque réduction formait ainsi une petite république indépendante pour son administration intérieure.

Par contre, elle était dépendante de la Confédération pour toute la législation civile, pénale et militaire. Le développement des réductions était dirigé par le Supérieur général, ou, dans la première période, par deux supérieurs résidant l'un dans le Parana, à Candelaria ou San-Ignacio, et l'autre à Yapeyu, sur l'Uruguay.

Le Supérieur visitait régulièrement toutes les réductions. A son retour, il lançait les directives jugées opportunes pour l'ensemble. C'était son rôle : établir et maintenir l'unité, et même l'uniformité, « *la uniformidad en todo, en todas las reducciones* »<sup>4</sup>. Les décisions du supérieur étaient observées ponctuellement.

Le commerce extérieur était aussi affaire de la confédération.

La République Guaranie réalisait ainsi sur une petite échelle la formule du fédéralisme international de demain : administration autonome des communautés et libertés locales assurées sur la base d'un régime politique et économique unifié.

Les plus belles traditions d'entraide et d'amitié régnaient entre les diverses réductions et entre les diverses régions.

Par le seul ascendant de leur dévouement et de leurs capacités, les jésuites conservèrent pacifiquement jusqu'à leur départ la haute main sur l'organisme créé par eux. Ils exerçaient le droit de veto.

1. Règlement de 1689, § 30.

2. Cardiel, *ibid.*, ch. VII, § 5.

3. Hernandez, t. 1, doc. 21. Document découvert chez un Guarani en 1826, concerne les fondations d'estancias de Yapeyu, de 1657 à 1708.

4. Règlement de 1637, n. 5.

Toujours, en cas de conflit ou d'abus de pouvoir de la part des fonctionnaires, les Indiens recoururent à eux comme à l'autorité reconnue de tous et indiscutée.

« En toutes leurs causes tant civiles que criminelles, c'est aux Pères qu'ils recourent », dit le P. Mastrilli<sup>1</sup>.

Les Pères laissèrent cependant d'emblée les Guaranis prendre leurs responsabilités. « S'il s'élève parmi eux quelque contestation, elle est aussitôt terminée par un jugement définitif des alcades, qui ne savent ni faire traîner les affaires en longueur, ni recevoir des présents. » Tout se passe « sans avocats, sans procureurs, sans notaires ». Ils ont le bonheur « d'ignorer absolument tous les détours de la chicane<sup>2</sup> ». Le Supérieur général fonctionnait comme dernière instance de recours, au besoin contre les Pères eux-mêmes. On pouvait s'adresser à lui, soit à sa résidence, soit sur place, lors de sa visite annuelle. Le Provincial visitait de son côté les réductions une fois dans les trois ans de son office.

Les difficultés de frontières entre les réductions étaient tranchées par un tribunal de trois Pères de l'Uruguay pour les réductions du Parana, et de trois Pères du Parana pour les réductions de l'Uruguay. Le Provincial restait l'instance supérieure. Une carte soulignant les limites était affichée dans chaque localité pour prévenir et résoudre les doutes<sup>3</sup>.

Des litiges privés ne survenaient que très rarement, grâce à la ferveur religieuse des néophytes, à l'organisation économique en vigueur et aux occupations bien réglées pour tous les habitants. « La conscience remplaçait les lois, dit Funes. Le code civil n'existait pas parce que, chez ces Indiens, le droit de propriété était pour ainsi dire inconnu. »

Les ordonnances successives avaient pourtant fini par former une législation assez développée<sup>4</sup>. Règlements, lois et coutumes étaient réunis dans le *Libro de Ordenes*, dont un exemplaire était à disposition dans chaque réduction.

La police veillait à l'application des lois et au maintien de l'ordre de façon surtout préventive. Les avertissements suffisaient le plus souvent, dit-on, à enrayer les infractions. Le trottoir, au niveau

1. *Annuæ*, p. 43. *Idem*, Ripario, lettre du 10 août 1637, Pastells, t. 1, p. 544.

2. Muratori, *Relation des missions du Paraguay*, p. 142.

3. *Instruccion sobre pleitos*, 1732. Hernandez, t. 1, p. 121 et 122.

4. Les actes les plus connus sont les Instructions du Provincial Torres aux Pères Cataldino et Maceta, 1609; l'instruction générale de 1610; le « *Reglamento general* », 1637, élaboré par les Pères Montoya, Tano, Ruyer et Ampuero; le nouveau règlement général de 1689; l'instruction sur les litiges, 1732. Voir n. 42 et 43 des Doc. y aclaraciones, Hernandez, t. 1, p. 589 à 598.

des demeures, facilitait les tournées et le contrôle. Le soir, à partir du couvre-feu, toute sortie non justifiée était interdite. Les patrouilles étaient relevées toutes les trois heures. Elles devaient parer aussi aux surprises des ennemis extérieurs, « car il y a partout des Indiens errants <sup>1</sup> ».

Un homme présumé coupable était conduit au juge, sans chaînes ni liens d'aucune sorte, si grave que fût le délit <sup>2</sup>. Aucune peine n'était appliquée arbitrairement ou sans enquête. Chaque cas, même peu important, était consciencieusement étudié. Les témoins étaient entendus et confrontés <sup>3</sup>.

Le *Libro de Ordenes* contenait également le code pénal. Outre les peines applicables aux délinquants et criminels, on y trouvait les sanctions prévues pour les infractions aux règlements, par exemple dans le domaine du travail. Une paternelle réprimande était la punition la plus fréquente. L'interprétation du code était souple et tenait largement compte des bonnes dispositions du coupable. « On ne châtie jamais les coupables suivant toute la rigueur des lois... Mais comme les châtiments sont nécessaires pour contenir des gens sourds à toute autre voix qu'à celle de la crainte, tels qu'il s'en trouve toujours quelques-uns dans les réductions, le corregidor royal et les alcades infligent des peines, mais avec beaucoup de prudence et de ménagement. Ils ne s'y déterminent jamais sans avoir pris conseil de leur missionnaire. On trouve moyen de punir les fautes sans rendre odieux à ceux qui sont punis le séjour de leur réduction <sup>4</sup>. »

La peine devait être médicinale. « Avant que de les emprisonner, on leur fait connaître leurs fautes avec beaucoup de douceur, et on n'a aucune peine à leur persuader qu'ils méritent le châtiment. Aussi le reçoivent-ils avec humilité, et il est sans exemple qu'aucun ait témoigné le moindre ressentiment contre les juges. Ils ont, dit Dom Antoine de Ulloa, une si grande confiance en leurs pasteurs que, quand ils auraient été punis sans sujet, ils croiraient l'avoir mérité <sup>5</sup>. »

Les sanctions se réduisaient « à des prières, à des jeûnes, à la prison, et quelquefois au fouet, ces néophytes ne faisant point de fautes qui en méritent de plus sévères ». Le nombre maximum de coups de fouet était fixé à vingt-cinq. Le sang ne devait couler en aucun cas. « Si le délit est grave, les vingt-cinq coups se répètent à quelques jours d'intervalle <sup>6</sup>. » La peine du fouet, modérée ainsi

1. Charlevoix, t. 1, p. 260.

2. *Por grande que sea su delito*. Cardiel, *ibid.*

3. Hernandez, t. 1, p. 128-129.

4. Muratori, *Relation*, p. 138.

5. Charlevoix, t. 1, p. 239.

6. Cardiel, *Breve relacion*, ch. vii, § 68.

par de nettes prescriptions, permettait du moins au coupable d'être promptement réintégré dans la vie normale. Des auteurs dépourvus de bienveillance admettent qu'elle était peu humiliante pour les Guaranis et moins pénible que la détention.

Les sorciers, convaincus d'avoir exercé des maléfices graves, n'étaient pas brûlés. Ils étaient simplement expulsés après un an de prison<sup>1</sup>. Les crimes d'avortement, d'inceste, etc., se produisaient exceptionnellement. Ils étaient punis de deux mois de prison aux fers. Au cours des deux mois, le criminel recevait trois séries de vingt-cinq coups de fouet, « et jamais plus que ce nombre ». Il était exclu des charges officielles<sup>2</sup>.

La peine de mort n'existait pas. Les crimes jugés dignes de mort, tels que l'empoisonnement, devaient, selon le règlement de 1689, être punis par la prison à perpétuité. Mais, en 1716, le P. Tamburini limita la peine maximum à dix ans. Pour les récidivistes dangereux ou endurcis, le bannissement était prévu. Certains criminels étaient parfois relégués dans des réductions éloignées.

Les femmes délinquantes étaient jugées, du moins en première instance, et punies toujours par des femmes. Elles subissaient d'ordinaire un internement à la Maison des Veuves, où elles travaillaient sans être enfermées.

Le droit pénal de la République des jésuites était, on le voit, d'une douceur extrême, comparé au droit colonial et même au droit en usage alors dans les pays européens les plus avancés.

Le régime des condamnés était aussi en général d'une douceur sans pareille à l'époque. Un détenu ne pouvait être maintenu plus de trois jours au pain et à l'eau. « Tous les prisonniers des deux sexes vont à la messe et au rosaire chaque jour (éventuellement) avec leurs chaînes<sup>3</sup>. »

Le condamné supportait sa peine avec une soumission sincère et sans opposer jamais la moindre résistance, *sin mostrar jamas resistencia*. « Jamais ils ne conçoivent le châtiment décidé par le Père comme une chose née de la colère ou d'une autre passion, mais toujours comme un remède pour leur bien. » Cardiel avoue aussi que l'humilité des Guaranis arrachait aux jésuites des larmes de confusion. « Ils sont toujours contents de ce qu'a décidé le Père et cela pas l'une ou l'autre fois seulement; toujours les choses se passent ainsi. »

Tous les auteurs anciens le soulignent, les Guaranis n'étaient pas tellement détournés du mal par la crainte des punitions que

1. Hernandez, t. 1, p. 124.

2. Règlement de 1689, § 53.

3. Cardiel, *Breve relacion*, ch. vii, § 68.

poussés au bien par l'ambiance sociale, par l'exemple de tous, et par une émulation générale sans cesse stimulée au service de la communauté. La foi chrétienne, très vigoureuse, protégeait les mœurs et l'ordre public. Humainement, sans excitation malsaine, assez efficacement tout de même, l'espoir des récompenses encourageait la vertu. Dans cette République sans classes, sans privilèges, où l'argent était sans pouvoir, on s'élevait essentiellement par sa valeur personnelle et son mérite. Pour être admis dans les chœurs, dans l'orchestre, dans la société de musique, il ne fallait pas être indigne. Pour entrer dans la « Congrégation », pour accéder aux charges publiques, il fallait être parmi les plus dignes.

Que pendant plus d'un siècle et demi une législation plus sévère ne se soit pas révélée indispensable pour maintenir l'ordre, et un ordre exemplaire, en des cités très étendues, peuplées d'une race plutôt insouciant et fort jalouse de sa liberté, c'est là un fait qui parle assez clairement en faveur du système établi par les jésuites et de la sagesse avec laquelle ils se servirent d'un pouvoir moral presque absolu. Azara reconnaît, malgré son hostilité à la Compagnie de Jésus, que « les jésuites usèrent de leur autorité avec une douceur et une modération que l'on doit admirer ». Les esclavagistes et leurs amis d'Europe n'en crièrent pas moins au « despotisme jésuitique » jusqu'à la fin.

## L'ARMÉE

Les Guaranis auraient été tout à fait heureux « si on avait pu leur laisser ignorer jusqu'au nom de la guerre <sup>1</sup> ».

Dans le plan de leur République chrétienne, les jésuites n'avaient prévu aucun moyen pour entretenir les instincts guerriers des Indiens. Toute l'organisation sociale tendait à faire régner la fraternité, la douceur et la paix.

Après que la moitié de la population eut été massacrée ou emmenée en esclavage, les Pères durent bien se résigner à laisser les Guaranis s'exercer comme leurs persécuteurs au maniement des armes à feu. « Il a fallu les armer, les aguerrir et leur apprendre un art qui est le plus grand fléau de la terre, mais ce n'est ni pour faire des conquêtes, ni pour s'enrichir des dépouilles des autres nations, qu'ils font la guerre <sup>2</sup>. »

Chaque réduction, dit Gay, possédait « un corps de cavalerie et un d'infanterie ». Le corps comptait huit compagnies <sup>3</sup>. Pour la cavalerie, toujours selon le chanoine Gay, six cents à mille chevaux de selle étaient à disposition dans chaque réduction. Le P. Sepp déclare : « Nous pourrions mobiliser immédiatement plus de trente mille Indiens, tous à cheval » et capables « aussi bien de tenir un mousquet que de brandir le sabre... de se battre en offensive ou en défensive, tout comme n'importe quels Européens <sup>4</sup> ». Une brochure de 1715 parle de soixante mille hommes. Pendant des années, un contingent de douze mille à quatorze mille hommes se tint toujours prêt à intervenir en cas de troubles à Assomption.

Quant à l'effectif total des troupes guaranies, on ne peut l'évaluer qu'approximativement, d'après le chiffre de la population. La mobilisation générale ne fut jamais décrétée. Le P. d'Aguiar, Supérieur Général de la République, dans sa réponse au gouverneur Barua, croyait bon d'affirmer que « dans les villes espagnoles même,

1. Charlevoix, t. 1, p. 263.

2. *Ibid.*

3. Cardiel, *Breve relacion*, ch. VIII, § 1.

4. *Reisebeschreibung*, p. 142.

on ne serait pas en sûreté contre eux, si on les poussait à bout, puisqu'il en est fort peu dans ces provinces qui n'aient bien de la peine à se défendre contre une poignée d'infidèles bien moins aguerris, qui en ont déjà ruiné plus d'une, et que dans les capitales même, on est tous les jours obligé de souffrir les plus grandes insolences de ces barbares qu'on n'est point en état de réprimer par la force. En effet, ajoute-t-il, que pourrait-on opposer à vingt mille Indiens qui se sont mesurés avec les meilleures troupes espagnoles et portugaises, devant qui les Mamelus n'osent plus se montrer, qui ont chassé deux fois les Portugais de la colonie du Saint-Sacrement, et qui depuis tant d'années tiennent en respect toutes les nations infidèles dont ils sont environnés<sup>1</sup> ». Charlevoix dit simplement en parlant des Guaranis : « Personne depuis plus d'un siècle n'ose plus les attaquer. »

En fait d'armement, dit le même auteur, « les fantassins, outre le macana, l'arc et la flèche, ont encore la fronde, l'épée et le fusil. Les cavaliers ont le sabre, la lance et le mousquet, parce qu'ils combattent aussi à pied comme nos mousquetaires<sup>2</sup> ».

On se rappelle que les Guaranis avaient remporté à Mbororé leur victoire décisive sur les Paulistes alors qu'ils ne possédaient encore que trois cents fusils. Le P. de Montoya était allé lui-même acheter ces fusils au Pérou. Une cédule royale de 1648 mentionne un achat de sept cents armes à feu effectué par les réductions à leurs propres frais<sup>3</sup>. Les Guaranis reçurent de la cour d'Espagne un cadeau de cinq cents armes à feu en 1680, parce que, au nombre de quatre mille, ils avaient barré la route aux Portugais du côté de Saint-Gabriel.

Le monde colonial fit remettre en question plusieurs fois le droit des Guaranis à utiliser des armes à feu. Les réductions n'avaient cependant pas le moyen de s'armer trop fortement. Les métaux étaient rares au Paraguay. Seulement vers la fin, les Guaranis découvrirent et exploitèrent une mine de fer. En attendant, ils avaient tout de même réussi à établir des fonderies de canons et des fabriques de fusils en important le métal. « Ils fabriquent eux-mêmes leurs armes, leurs canons, qui ne leur servent que pour tenir leurs voisins en respect, et des pièces de campagne<sup>4</sup>. » « On fera de la poudre autant qu'on pourra dans chaque Mission », dit une circulaire du Père Zea. Le Décret de Philippe V déclare : « Il constate par

1. Charlevoix, t. vi, p. 73 et 74.

2. Charlevoix, t. i, p. 264.

3. Pastells, t. II, doc. 757. Voir aussi doc. 1101 et 1370.

4. Charlevoix, t. i, p. 264.

les procès-verbaux dressés par Dom Juan Vasquez que, dans chaque bourgade, il y a plusieurs ateliers différents, où l'on fabrique des armes à feu et des armes blanches de toutes les espèces, de la poudre et toutes sortes de munitions<sup>1</sup>. »

Avec les armes à feu, c'était la flotte des bateaux et des gros canots qui avait contribué de manière prépondérante à la victoire de Mbororé. La défense navale ne fut pas négligée par la suite. Les grands fleuves étaient par eux-mêmes des portes ouvertes à l'ennemi dans les quatre directions. Les Guaranis avaient de toute façon besoin d'abondants moyens de transport par eau pour acheminer leurs importations et leurs exportations au long des cours du Parana et de l'Uruguay.

Lors des manœuvres militaires, dit le P. Sepp, « les frégates bien armées » s'affrontaient savamment et ardemment. Autour des navires, des hommes à la nage engageaient des combats singuliers. A l'occasion de certaines fêtes, des parades et de grands tournois navals étaient organisés. La population suivait le spectacle avec passion<sup>2</sup>.

Tous les hommes et jeunes gens aptes au service étaient appelés à suivre l'instruction militaire. Il existait des corps spéciaux de cadets pour les jeunes. Une décision du P. Machoni, visiteur, ordonne : « Les enfants doivent également faire l'exercice et s'entraîner au maniement des armes<sup>3</sup>. »

Les premiers instructeurs avaient été tout simplement des Frères jésuites, anciens officiers. Le Frère portugais Antonio Bernal, en particulier, est cité par le Mémorial du P. de Montoya comme ayant rendu de grands services. Le Frère Antonio avait combattu au Chili avant d'entrer dans la vie religieuse.

L'entraînement militaire se poursuivait plus ou moins toute l'année. « Tous les lundis, non seulement le corregidor de chaque bourgade les fait passer en revue dans la place, mais on leur fait faire encore l'exercice. Puis ils se séparent en deux bandes qui se chargent, et ils le font quelquefois avec tant d'ardeur qu'on est obligé de sonner la retraite, de peur de quelque accident. Il y a aussi de temps en temps des prix proposés pour les archers, les lanciers, les frondeurs, et pour ceux qui tirent au blanc. L'exercice de la lance est le plus divertissant de tous. Celui de la fronde est surprenant pour la justesse avec laquelle les frondeurs donnent dans le but, et il est vrai de dire qu'il n'y a point dans l'Amérique de troupe

1. Cité Charlevoix, t. vi, p. 366. — Cardiel écrit néanmoins que la réduction la mieux armée n'aurait guère possédé plus de cinquante armes à feu... (*Breve relacion*, ch. viii, § 1).

2. Sepp, *Reisebeschreibung*, p. 205 et suiv.

3. *Preceptos y Ordenes*, n. 236.

qui puisse tenir contre eux, ni contre les lanciers. On peut même assurer en général, qu'à forces égales, toute cette milice est invincible; mais elle a eu longtemps et a peut-être encore besoin d'être dirigée par quelques officiers espagnols. Elle est d'ailleurs extrêmement docile, ne recule jamais, et se rallie fort aisément au premier ordre, quand elle a été rompue. »

Lors du siège de San-Sacramento, port tenu par les Portugais en face de Buenos-Aires, les Espagnols avaient pu apprécier les capacités stratégiques des Guaranis. Le plan d'attaque arrêté par leur état-major avait été complètement modifié selon les propositions plus avisées d'un officier guarani.

Charlevoix continue : « Les surprises, les embuscades, qui ont été dans les commencements si fatales à ces Indiens, ne réussissent plus à leurs ennemis, par les soins qu'on prend de les tenir toujours sur leurs gardes. Il y a en tout temps un corps de cavalerie qui bat l'estrade et qui donne avis de tout ce qu'il a découvert. Les défilés par où l'on pourrait pénétrer dans leur pays sont bien gardés, et comme il pourrait arriver que malgré toutes ces diligences, des partis ennemis vinssent à la faveur des bois insulter une bourgade, tandis qu'on serait à l'église, pour peu qu'on ait lieu de le craindre, on permet aux gens de guerre de porter leurs armes, afin qu'à la première alarme, ils puissent arrêter un coup de main et donner à tous les habitants le moyen de se reconnaître <sup>1</sup>. »

L'uniforme des officiers était « fort propre, galonné d'or et d'argent, chacun selon son grade <sup>2</sup> ». Après la guerre guaranitique et l'expulsion des jésuites, les Espagnols purent encore saisir quelques uniformes de gala : deux uniformes de général, deux d'adjudant, un de maître de camp, un de major, quatre de capitaine d'infanterie, quatre de capitaine de cavalerie et des séries d'uniformes de grades inférieurs, lieutenant, sergent, banneret, etc. <sup>3</sup>

Les réductions étaient fortifiées. Les plus exposées étaient entourées complètement de palissades, de fossés immenses ou de murailles. Les esclavagistes prétendaient que ces fortifications étaient dirigées contre les Espagnols. Elles pouvaient sans doute servir contre toute espèce d'agresseurs, même espagnols. Mais l'accusation paraît trop grave, elle provoque les énergiques dénégations de Hernandez qui assure que les réductions n'étaient pas fortifiées. Elles l'étaient cependant. Le P. Magg raconte par exemple qu'à la Cruz, réduction dirigée un temps par le P. Sepp, une muraille et des fossés entou-

1. Charlevoix, t. 1, p. 264 et 265.

2. Charlevoix, t. 1, p. 246.

3. Brabo, *Inventarios*, n. 9 et 10.

raient toute la ville <sup>1</sup>. Le chanoine Gay a vu de ses yeux plusieurs fortifications. Moussy a retrouvé celles de la Cruz. « La Cruz, dit-il, est encore enfermée dans la muraille en pierres sèches qu'avaient bâtie les jésuites », « haute et épaisse muraille <sup>2</sup> ». En 1753, lors de leur agression combinée avec les Espagnols, les Portugais se heurtèrent d'abord à un fortin construit par les Guaranis à un point stratégique.

Les mesures de sécurité étaient décidées par le Supérieur général. Elles tenaient compte de l'ensemble du territoire plutôt que des besoins ou de la commodité d'une réduction particulière. Déjà au temps des premières incursions des Paulistes, la coordination était assurée. Les prisonniers faits dans le Guayra, le Tapé ou l'Uruguay, étaient par exemple envoyés vers l'intérieur, à des centaines de kilomètres, dans les réductions du Parana, où la plupart du reste se convertissaient <sup>3</sup>.

En dehors des périodes d'alarme ou de guerre, l'esprit régnant parmi les troupes guaranies était plutôt sportif que guerrier. L'entraînement militaire se transformait en jeux et en tournois. L'esprit belliqueux ou militariste ne semble pas avoir infecté jamais les néophytes. « On ne distingue point le soldat du simple habitant, et ces braves, qui sont la sûreté de la République et qui sont si souvent revenus couverts de lauriers, dès qu'ils n'ont plus les armes à la main, sont l'exemple des autres par leur piété et leur soumission. » « Jamais leurs pasteurs ne les ont trouvés plus dociles et plus soumis que depuis qu'ils leur ont procuré le moyen de n'avoir plus à craindre qu'on vienne troubler la tranquillité dont ils jouissent <sup>4</sup>. »

Le caractère très digne et très noble des milices guaranies se manifesta en toute occasion, particulièrement à l'égard des vaincus et des prisonniers, qui se virent plus d'une fois délivrés immédiatement après le combat.

Voici un exemple, qui n'est pas tiré des *Lettres Édifiantes*.

En 1677, les Paulistes détruisent la colonie espagnole de Jérez. Deux ans plus tard, des bandes rôdent encore dans les forêts. Vingt-cinq Portugais, en quête de butin humain, sont ainsi surpris par les

1. Plattner, *Ein Reisläufer Gottes*, p. 61.

2. Moussy, *Description*, t. III, p. 143 et 704. Les observations de Queirel confirment ces témoignages (*Ruinas*, p. 17). Azara et, à sa suite, Paul Lafargue imaginent que les murailles tenaient les Guaranis prisonniers des jésuites! Ainsi, elles n'auraient en effet pas été des fortifications.

3. Charlevoix, *Histoire du Paraguay*, t. I, p. 420 et 421.

4. Charlevoix, *ibid.*, p. 264 et 469.

Guaranis et faits prisonniers. Il est aisé de comprendre les sentiments des Guaranis. Le souvenir des villages incendiés et détruits, des parents massacrés ou réduits en esclavage, se rallume dans leur cœur. La vengeance se déchaîne en eux, et le Père est absent, qui pourrait rappeler les néophytes au devoir du pardon. Voyant les Portugais harassés, raconte simplement Charlevoix, ils partagèrent avec eux leurs provisions qui étaient assez modiques, leur offrirent des mules pour se rendre à la plus prochaine réduction — Yapeyu, à cent lieues — et ils leur donnèrent des guides pour les conduire. On les reçut à Yapeyu avec une cordialité qu'ils n'auraient peut-être pas trouvée dans leur propre pays <sup>1</sup>.

1. Charlevoix, *Histoire du Paraguay*, t. iv, p. 60.

## RELATIONS AVEC LA COURONNE D'ESPAGNE

La République Guaranie était libre en droit et en fait.

Dès le premier jour, les Pères Maceta et Cataldino avaient exprimé clairement devant les habitants de Villarica le but premier de leur mission chez les Guaranis : sauvegarder leur liberté « à laquelle ils ont un droit naturel et que rien n'autorise à leur contester <sup>1</sup> ».

Le roi lui-même, dans une lettre de 1609 au Gouverneur du Paraguay, avait déclaré « qu'il ne prétendait pas priver ces peuples de leur liberté — par l'action des Pères — mais les retirer du libertinage et de la barbarie où ils vivaient ».

Les Pères engagèrent leurs néophytes « à se déclarer sujets ou vassaux de la Couronne d'Espagne en leur faisant comprendre que c'était le seul moyen d'assurer leur liberté » face aux coloniaux. — Les Suisses étaient parvenus de même à l'indépendance par le rattachement immédiat à la Couronne impériale, qui les avait libérés de l'intrusion des seigneurs. — « Il n'est pas nécessaire de dire, ajoute Charlevoix, que pour amener là des barbares accoutumés à ne reconnaître aucune autorité sur la terre, pas même celle de leurs caciques, qu'autant qu'ils le voulaient bien, il a fallu les y disposer peu à peu, et que leur acquiescement fut le fruit de l'amour et de la confiance que leurs Pères en Jésus-Christ avaient su s'attirer de leur part <sup>2</sup>. »

Le rattachement immédiat à la Couronne, admis par Philippe III, fut confirmé maintes fois par ses successeurs <sup>3</sup>.

Les Jésuites s'appliquaient avec soin à marquer extérieurement la fidélité au roi pour apaiser la méfiance des autorités coloniales qui les accusaient de créer un empire indépendant. C'est ainsi que, le jour de la fête patronale d'une réduction, vingt hommes montaient la garde devant le drapeau royal hissé sur la place pour la circonstance. En 1732, au temps des attaques de la Commune d'Assomption,

1. Charlevoix, t. 1, p. 238.

2. Charlevoix, t. 1, p. 234.

3. En particulier, de façon solennelle, en 1631, 1633, 1634, 1649 et 1743.

une lettre du Supérieur porte l'ordre suivant : « Le portrait du roi, notre maître et seigneur, et de ses armes, doit être placé dans l'arsenal pour être de temps en temps exposé en public, comme d'usage. » Les Pères célébreront chaque mois une messe pour le roi, dit le règlement de 1689.

Il ne paraît pas douteux que, dans les périodes favorables, les Guaranis aient éprouvé des sentiments cordiaux de loyalisme vis-à-vis de la Couronne.

La situation de la République Guaranie était assez exactement celle d'un dominion de l'empire britannique, le Canada ou l'Australie par exemple. La République Guaranie jouissait d'une liberté au moins aussi complète, puisqu'elle possédait une constitution originale, ses propres lois civiles et pénales, ses propres autorités, ses juges, son budget, son armée, sa police et ses chefs militaires. La République Guaranie avait ses frontières bien délimitées et bien défendues. Son économie était plus autonome que celle de tous les autres états du monde.

Avec une telle liberté, et malgré les hommages ostensibles rendus à Sa Majesté espagnole, la position des jésuites et de leurs Indiens demeurait très délicate vis-à-vis du monde colonial. « La prospérité dont jouissaient ces établissements excitait l'envie des Paraguayens, des Santa-Fécinos et des Buenos-Ayriens, qui d'ailleurs voyaient dans les jésuites plutôt des étrangers que des Espagnols. Effectivement, beaucoup de ces Pères étaient allemands, français, anglais. D'un autre côté, soumis exclusivement au Supérieur des Missions qui, résidant à Yapeyu, était nommé directement par la Cour de Rome (plutôt par les Maîtres de la Compagnie) et avait le droit d'administrer le sacrement de la confirmation, les Pères semblaient ne pas dépendre de l'Espagne<sup>1</sup>. »

D'autre part, tout en cultivant le loyalisme des Guaranis, les jésuites devaient user de toute leur prudence pour ne pas blesser leur sentiment d'autonomie, pour faire comprendre aux nouvelles générations la nécessité de la protection royale et leur faire accepter d'en payer le prix.

Les Guaranis n'avaient jamais été vaincus par les Espagnols. Ils avaient une conscience très vive de leur liberté. Le P. d'Aguilar, Provincial du Paraguay, dans son célèbre mémoire publié en réponse aux accusations du gouverneur Barua, n'en disconvient pas : « Il est plus que vraisemblable qu'ils regarderaient comme une atteinte à leur liberté, dont ils sont infiniment jaloux, qu'on leur donnât des corregidors espagnols. »

Le P. Cardiel lui-même, si porté à prendre le contrepied des ennemis de la Compagnie, avoue que les Guaranis se sentent et sont

1. Moussy, *Description*, t. III, p. 665.

réellement libres<sup>1</sup>. Il se contente, pour réfuter le reproche d'indépendance, de rappeler les privilèges royaux innombrables — *casi infinitos* — qui fondent le statut d'autonomie des Guaranis.

Hernandez par contre, qui ne peut pourtant rien ignorer de ce qui précède, reste ici encore indéfectiblement fidèle aux positions de défense les plus étroites des anciens jésuites attaqués par les coloniaux. Il renchérit même et se permet d'écrire que les réductions « ne furent jamais autre chose qu'une partie d'une province espagnole quelconque » ! Il s'efforce de relever tous les éléments qui pourraient faire apparaître les Guaranis dans l'état de sujétion le plus complet.

Évidemment, les cadeaux des rois se payaient, c'est connu. Les Guaranis devaient en faire l'expérience. Le roi d'Espagne avait bien voulu leur accorder sa protection « uniquement pour les rendre heureux<sup>2</sup> », mais c'était à l'abri de telles formules généreuses que la Couronne perpétrait tous ses méfaits. Il est nécessaire de le savoir et de le retenir pour n'être pas dupe des plaidoyers plus ou moins candides qui encombrant la plupart des publications anciennes et modernes sur la République Guaranie.

C'était « pour le bien spirituel des Indiens, leur instruction chrétienne dans la foi et leur protection », ainsi que s'expriment les *Leyes*, que la caisse royale se réservait la totalité des métaux précieux du Nouveau Monde extraits ou déjà ouverts, plus tard, le « quint » ou le cinquième. Les terres et les habitants des Indes devaient être répartis sans le moindre retard, afin que la caisse royale pût percevoir immédiatement les revenus. Les répartiteurs étaient toujours choisis avec soin, tel ce Rodrigue Albuquerque, répartiteur général, que Las Casas dut affronter, homme glacial, alliant la politesse du grand seigneur à la plus implacable férocité. Le roi remerciait Las Casas qui venait l'informer des faits, mais, ajoutait-il, il était convenable d'en rendre compte à des personnes compétentes et honorables, un évêque, un archevêque, qui possédaient par hasard, et à l'insu de Las Casas, des intérêts considérables aux Indes. Pour éviter le scandale, l'esclavage était remplacé sur le papier par la « commande » : les Indiens répartis étaient charitablement « recommandés » aux Espagnols. Enfin, ils étaient déclarés à nouveau entièrement libres. Le Gouverneur richissime, Bobadilla, qui employait à son profit des multitudes d'esclaves dans les mines et au transport des charges, recevait du roi la mission générale de

1. *Breve relacion*, ch. VIII, § 15.

2. Cédule de 1609.

faire respecter la liberté des Indiens ! Lorsque, par hasard, un homme honnête comme Alfaro, dans la Plata, édictait des ordonnances pratiques susceptibles de devenir efficaces, la Cour ne les ratifiait qu'après des années de retard, lorsque les points dangereux avaient été modifiés ou éliminés.

En considération de toutes sortes de petits détails analogues, qui coûtèrent la vie à des millions d'Indiens, on admettra que la Couronne d'Espagne ne mérite pas les louanges et la sympathie que d'honnêtes gens lui ont accordées trop habituellement jusqu'ici. La protection donnée à la République Guaranie ne saurait faire illusion. Elle finit du reste par une trahison, et le prix en fut assez élevé.

Les Guaranis ayant été déclarés les « propres sujets du roi », mieux encore « ses enfants », les usages de la suzeraineté ne tombèrent pas pour autant en désuétude. Les jésuites ne purent faire autrement que d'accepter les trois redevances classiques, en vigueur dans tous les royaumes : l'impôt à la caisse royale, la milice et les corvées publiques.

Pour l'impôt, « tant que dura la guerre des Mamelus, leur extrême pauvreté et les extrémités où ils se virent réduits ne permirent point qu'on leur en parlât ». Un nouveau sursis de vingt ans fut accordé en 1643<sup>1</sup>. « Prorogation exorbitante ! » dit une cédula royale postérieure. Déjà en 1649, Philippe IV urgea le paiement, tout en feignant d'accorder des faveurs. Il honora les Guaranis du titre de « ses plus fidèles vassaux » et « se contenta » de demander pour le droit de vasselage que les hommes seuls, depuis l'âge de dix-huit ans accomplis jusqu'à cinquante ans, payassent à son Trésor un écu par tête<sup>2</sup>.

Sur le revenu de l'impôt, le roi assurait l'entretien de vingt-deux Pères. Il laissait aussi cent-quarante piastres à chaque réduction pour la pharmacie<sup>3</sup>.

Faisant allusion, il est vrai, non seulement à l'impôt mais à l'ensemble des charges, surtout au service des milices assez onéreux en ces premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, Dom Balthasar Garcia Ros, homme entièrement dévoué aux jésuites, écrivait : « La plus grande partie des biens de la communauté est employée pour le service du roi, avec beaucoup de fidélité et de zèle<sup>4</sup>. » L'exagération est énorme. Elle trahit la vérité, d'autant plus que les milices levées

1. Pastells, t. II, doc. 673.

2. *Un peso, de ocho reales*. — Les autres Indiens étaient taxés légalement cinq à six fois plus lourdement ; en pratique ils étaient réduits en esclavage.

3. Décret de Philippe IV, 1663, et Muratori, p. 159.

4. Charlevoix, t. IV, p. 377.

à ce moment-là contre la Commune d'Assomption protégeaient la République Guaranie elle-même et non le roi d'Espagne. Mais il est certain que le poids du tribut était sensible... du moins lorsqu'on devait l'acquitter.

La protection royale n'y donnait pas un droit très clair. La République Guaranie avait dû l'accepter, somme toute, simplement pour se préserver des injustices et des crimes des propres sujets du roi, les Espagnols et les Portugais, alors unis sous son sceptre. Les jésuites, représentants des réductions, payaient donc sans empressement. Ils savaient temporiser. Au besoin ils se laissaient tirer l'oreille avec patience. Ils recevaient paisiblement toutes les remontrances. Ils trouvaient réponse à toutes les réclamations. Ils se déclaraient toujours prêts à payer tout ce qui était dû, sans payer rien du tout, puisque rien n'était dû. Finalement, le plus tard possible, ils versaient quelque chose, le moins possible. Les diverses autorités et instances de recours de l'empire espagnol formaient un clavier complexe dont les Pères savaient se servir en variant les jeux.

Un jour, Sa Majesté perdit patience. Alors que l'Oidor Valverde venait d'assurer le roi que « les dits religieux ne s'étaient jamais refusés à payer le tribut des Indiens », une cédule royale annonça tout à coup, sur un ton inaccoutumé, que dorénavant « tous les Indiens des réductions devraient payer le tribut dès quatorze ans ». Il n'en fut rien. Bientôt de bonnes influences faisaient déclarer que les anciens règlements restaient seuls en vigueur.

Déjà en 1654, une cédule royale sèche et violente avait été dirigée contre les jésuites, qui « ne respectent pas le patronage » de Sa Majesté<sup>1</sup>. Le roi exigeait que les visites de l'évêque eussent lieu pour le contrôle.

La lettre expédiée par le roi au Provincial de la Compagnie de Jésus en 1661 mérite d'être relevée. Elle est, parmi quelques spécimens du même genre, l'une des plus édifiantes quant aux visées et à la mentalité de cette Couronne espagnole, toujours si absolument noble, pure et désintéressée dans les écrits de Hernandez et de ses prédécesseurs. Le roi déclarait que les jésuites ne devaient « plus se mêler que de prêcher et de confesser les Indiens, de leur enseigner les articles de notre sainte religion et l'obligation qu'ils ont de servir Sa Majesté, de payer le tribut et de prêter assistance au gouverneur<sup>2</sup> ». Il exigeait en même temps la remise immédiate des armes ! Il interdisait aux Pères de prendre le titre de protecteurs des Indiens, ou d'en exercer la fonction, qui allait être confiée à un officier spécial.

1. Pastells, t. II, n. 984, p. 394 et 395.

2. Pastells, t. II, doc. 1373, p. 654.

Grâce à des démarches appropriées, comme tant d'autres fois, on en fut quitte pour la peur. Les rouages de l'administration fonctionnaient lentement. Avant qu'un commencement d'exécution eût été donné aux décisions du roi, une nouvelle cédula survenait, le 30 avril 1668, déclarant nulle et sans valeur celle de 1661, parce que, selon représentation du P. Bermudo, procureur général de la Compagnie, on avait omis de rappeler les motifs qui avaient amené l'autorisation d'armer les Guaranis, soit la défense des frontières contre les Mamelus<sup>1</sup>.

Dans son plaidoyer, le P. d'Aguilar affirme que depuis 1666 le paiement se fit régulièrement.

Philippe IV, dans les instructions données en 1716 à Zavala, gouverneur de Rio-de-la-Plata, crut prudent de faire transmettre aux Guaranis sa parole royale qu'il ne chercherait jamais à augmenter leur tribut.

L'impôt était basé sur les statistiques, lesquelles avaient été établies par les jésuites sans aucun contrôle. Le nombre des contribuables annoncés était d'abord monté de 10.440 à 19.116. Ce dernier chiffre servit de base durant de longues années. Un recensement dans les seules réductions du Parana ayant indiqué 11.000 hommes de dix-huit à cinquante ans, le gouverneur Barua supputa le chiffre des réductions d'Uruguay et prétendit que le total ne devait pas être inférieur à quarante mille. (Lettre du 25 septembre 1730.) Il calcula en conséquence les impôts arriérés, et c'est alors qu'il exigea d'un coup, au nom du roi, 3.200.000 écus. Ses réclamations se trouvèrent heureusement englobées et repoussées dans les clauses de la *Cedula Grande* de 1743. Le roi, considérant à ce moment les services rendus à la Couronne par les milices guaranies, qui avaient rétabli l'ordre à Assomption, voulut bien faire abstraction du recensement de 1715, et admit que le recensement de 1677 demeurât encore à l'avenir la base des perceptions. Tous les impôts qui n'auraient éventuellement pas été acquittés furent explicitement remis<sup>2</sup>. La même *Cedula Grande* prescrivit que désormais, tous les six ans, un recensement général aurait lieu, sous le contrôle des gouverneurs, avec l'aide des jésuites. Le recensement « n'eut

1. Pastells, t. II, doc. 1505, p. 726-728. Voir encore Pastells, t. III, doc. 1654, 1660, 1671 et 1702.

2. Charlevoix, t. VI, p. 66 et 68. Voir Charlevoix, t. I, p. 234 et suiv., et Pastells, *passim*, pour se rendre compte du fouillis invraisemblable des actes contradictoires concernant le tribut. Une patente de 1684 dispense les Guaranis de l'impôt dès quarante ans. Il est aussi déclaré que les réductions payent neuf mille piastres (*Lettres édifiantes*, t. V, p. 404).

jamais lieu, sous divers prétextes allégués, dit Cardiel, par les seigneurs gouverneurs<sup>1</sup> ».

Le mode de paiement fournit aux ennemis de la République Guaranie un moyen de lutte supplémentaire. Ils obtinrent que le tribut devrait être payé en argent et non en nature. Pour se procurer le numéraire, les Guaranis vendirent principalement du thé du Paraguay ou yerba-maté. On les accusa de faire du « dumping ». Les colons espagnols ne pouvaient plus écouler leur thé. Une petite guerre économique fut déclanchée par les compagnies commerciales de Buenos-Aires et du Paraguay qui faisaient mourir des milliers d'esclaves par année à la cueillette de la yerba. Les prix baissèrent, forçant les jésuites à élever sans cesse le volume de yerba nécessaire au paiement de l'impôt. L'Audience royale enfin accepta de stabiliser la situation en décrétant que douze mille arrobes<sup>2</sup> de yerba resteraient le maximum exigible.

\* \* \*

De petits contingents des milices guaranies furent mobilisés en diverses occasions au service du roi, particulièrement pour la défense de Buenos-Aires et, parfois, contre les attaques d'Indiens sauvages. « Au premier mot, on voit accourir un contingent de quatre à six mille hommes<sup>3</sup>. »

Trois mille Guaranis participèrent au premier siège de la forteresse portugaise de San-Sacramento installée face à Buenos-Aires (1680). Ils accomplirent des « actions prodigieuses de valeur ». Pour le second siège, en 1704, quatre mille Guaranis se déplacèrent sous la conduite de quatre capitaines. Les réductions fournirent à la même occasion six mille chevaux et deux mille mulets. Au cours du siège, qui dura huit mois, on amena des réductions trente mille bœufs pour la subsistance des Indiens et des Espagnols, et, de plus, d'abondantes provisions de légumes, viande, maté, etc., le tout gratuitement pour la caisse royale. Les Guaranis eurent cent trente tués et deux cents blessés<sup>4</sup>.

1. « No se ha ejecutado por varios pretextos que alegan los senores gobernadores. » *Breve relacion*, n. 84.

2. Un arrobe équivalait à onze kilos et demi. Le prix de l'arrobe était de sept écus de la monnaie française du temps. La question du maté redevint plus d'une fois aiguë du fait que les ennemis des jésuites les accusaient toujours à nouveau de ruiner le commerce de la Yerba en submergeant le marché de Buenos-Ayres. Voir défense du procureur général de la Compagnie dans *Pastells*, t. III, p. 472.

3. Charlevoix, t. VI, p. 98, lettre du roi au Provincial.

4. Charlevoix, t. IV, p. 353.

Les deux sièges de San-Sacramento furent les interventions les plus importantes au service de la Couronne d'Espagne.

Par souci d'indépendance, les Guaranis refusèrent toujours de toucher la solde. Ils ne voulaient être ni des mercenaires, ni même absolument des sujets du roi. Ils étaient les soldats d'une république libre, rattachée à la Couronne et lui accordant leurs services en reconnaissance de la protection reçue.

Entre 1732 et 1735, une armée de sept mille Guaranis et une autre de douze mille furent mobilisées pour tenir en respect la Commune d'Assomption. Ces deux levées de troupes sont racontées par les auteurs « collaborationnistes » comme des actions au service du roi. En réalité, les réductions défendirent là leurs propres frontières du Parana, menacées et attaquées par les troupes d'Assomption.

Lorsque l'intérêt des réductions n'était pas en jeu, les jésuites évitaient toujours d'engager les moindres opérations. Ils avaient posé comme principe qu'on ne pourrait requérir les services des troupes guaranies que sur ordre direct du roi ou en cas de danger commun<sup>1</sup>. Le cas se présenta en 1702, lorsque les sauvages Charruas menacèrent à la fois les réductions et les colonies espagnoles. Guaranis et Espagnols combattirent ensemble victorieusement au cours d'une bataille acharnée de cinq jours, sous la conduite du chef espagnol Aguirre.

Les corvées étaient accordées sur demande du roi pour la réalisation de certains travaux publics. Les Guaranis ne les fournissaient pas gratuitement comme les services des milices. Les frais d'entretien des travailleurs étaient pris sur la caisse royale. Une cédule de 1665 rappelle que les travaux effectués par les Guaranis comptent comme paiement de l'impôt<sup>2</sup>.

Bien que Charlevoix parle des « longues et fréquentes absences pour le service du roi », il faut reconnaître que les corvées ne furent demandées que de façon occasionnelle. Elles devinrent vraiment onéreuses de 1719 à 1725, pendant la reconstruction de la forteresse de Montevideo. Cent-soixante hommes durent être constamment présents et se relayer « dans un tel ordre que l'ouvrage ne fût jamais interrompu<sup>3</sup> ».

1. Pastells, t. II, doc. 1865. Lettre du P. Domdidas, supérieur, 1679.

2. Pastells, doc. 1469.

3. Charlevoix, t. V, p. 278. Témoignage de Dom Balthasar Garcia Ros au roi, 1725.

Les jésuites avaient beau réduire et accommoder les redevances, les Guaranis n'étaient pas sans remarquer dans les interventions calculées du roi une profonde volonté d'emprise et d'asservissement, qui, pour être plus douce dans la forme, ne leur agréait pas plus que l'esclavage brutal des colons.

En 1628, lorsque les Pères Gonzalez et Rodriguez eurent été mis à mort à coups de macana devant l'église de Tous-les-Saints, par ordre des caciques apostats Niezu et Caarupé, un grand festin réunit les complices et « chacun se fit gloire, dit Charlevoix, de ce qu'il avait fait pour venger la liberté captive<sup>1</sup> ». Les Guaranis savaient bien que la liberté n'était pas menacée par les jésuites eux-mêmes. Un vieillard exprima même avec courage cette vérité évidente en présence des assassins. Il le paya de sa vie sur-le-champ. Ces caciques apostats des premiers temps de la République avaient simplement l'intuition que le roi protecteur, dont les autorités coloniales esclavagistes étaient la représentation légitime et reconnue par les jésuites, ne saurait être à la longue un ami sincère de leur liberté. L'issue finale justifia leur méfiance.

En attendant, des générations de coloniaux durent prendre patience à la frontière guaranie et respecter la liberté des réductions.

Pas moins de trois fois, soit en 1653, 1666 et 1705, en dépit du statut d'autonomie, les gouverneurs du Paraguay essayèrent de nommer des corrégidors espagnols dans les réductions les plus rapprochées d'Assomption. Leurs efforts échouèrent devant la résistance bien décidée des Guaranis. Le gouverneur Jacinto de Lariz se crut plus adroit en offrant ses bons services de juge lors d'une visite à Itapua. Il fut poliment éconduit.

Le fait qu'aucun Guarani ne recourut jamais à une instance espagnole contre une décision des Pères est significatif. Le recours eût été possible et facile, du moins lors des visites officielles, très rares à la vérité<sup>2</sup>.

Le gouverneur Arias de Saavedra se trouvant un jour en visite à Itapua avec cinquante hommes voulut faire présent d'un bâton de commandant au corrégidor de la réduction. Le corrégidor refusa et déclara sèchement qu'il savait fort bien commander à ses hommes sans ce morceau de bois qu'il le pria de garder pour un autre que lui !

1. Charlevoix, t. 1, p. 355.

2. Le visiteur royal chargé des relations avec la République Guaranie était d'abord le gouverneur d'Assomption. Le gouverneur de Buenos-Ayres le remplaça par la suite pour l'Uruguay, puis pour toute la République dès 1726, à cause des désordres chroniques sévissant à Assomption. Les visites furent irrégulières et très rares. Voir dates, Hernandez, t. 1, p. 139.

Les gouverneurs d'Assomption et de Buenos-Aires étaient tout de même respectés pour autant qu'eux-mêmes respectaient l'autonomie des Guaranis et se bornaient à représenter le roi.

En 1674, afin d'imposer silence aux accusateurs et de tranquilliser des inquiétudes trop vives, les magistrats guaranis nouvellement élus s'en vinrent même de bonne grâce à Buenos-Aires faire acte de fidélité à Sa Majesté. Le gouverneur Valverde fut reçu en 1657 sur un ordre exprès du roi pour l'inspection des arsenaux et le contrôle du recensement<sup>1</sup>.

Des formalités de ce genre n'introduisaient aucune confusion dans l'esprit des Guaranis. Les frontières des réductions restaient fermées aux gouverneurs et fonctionnaires tout comme aux simples colons espagnols, en dehors des visites officielles où ils étaient reçus avec honneur comme représentants du roi. « Il n'est permis à aucun Espagnol de fixer sa demeure dans les peuplades, et encore moins d'y exercer aucun acte de juridiction<sup>2</sup>. »

Les gouverneurs du Paraguay auraient eu, par exemple, avantage à traverser le territoire de la République Guaranie lorsqu'ils débarquaient au Brésil à leur arrivée d'Espagne. Mais le passage avait été « expressément défendu sous de rigoureuses peines, même aux gouverneurs<sup>3</sup> ». Pour avoir oublié cette défense, le gouverneur de Cespedes, tout méprisant qu'il fût envers les Guaranis et leurs Pères, au temps où les Mamelus les accablaient, fut obligé de s'excuser et « prétendit avoir une permission particulière du roi ».

Une telle interdiction soulevait la rage des coloniaux. Elle était évidemment humiliante pour des gens qui avaient violé et supprimé les frontières de tous les États indiens. La République Guaranie, prétendaient les Espagnols, n'était ainsi fermée que parce qu'on voulait garder le secret des mines d'or ou des moyens d'agression qu'on préparait contre les colonies.

\* \* \*

En conclusion, le rattachement direct à la Couronne d'Espagne apparaît comme une protection efficace pour la République Guaranie dans la période d'organisation. Au temps où les Paulistes détruisaient l'une après l'autre les réductions de l'est, les coloniaux espagnols auraient certainement attaqué les réductions du Parana si elles n'avaient pas bénéficié du privilège royal. Privilège intéressé, on se le rappelle : la sécurité des provinces de la Plata était encore

1. Pastells, t. II, doc. 1146.

2. Muratori, *Relation*, p. 137.

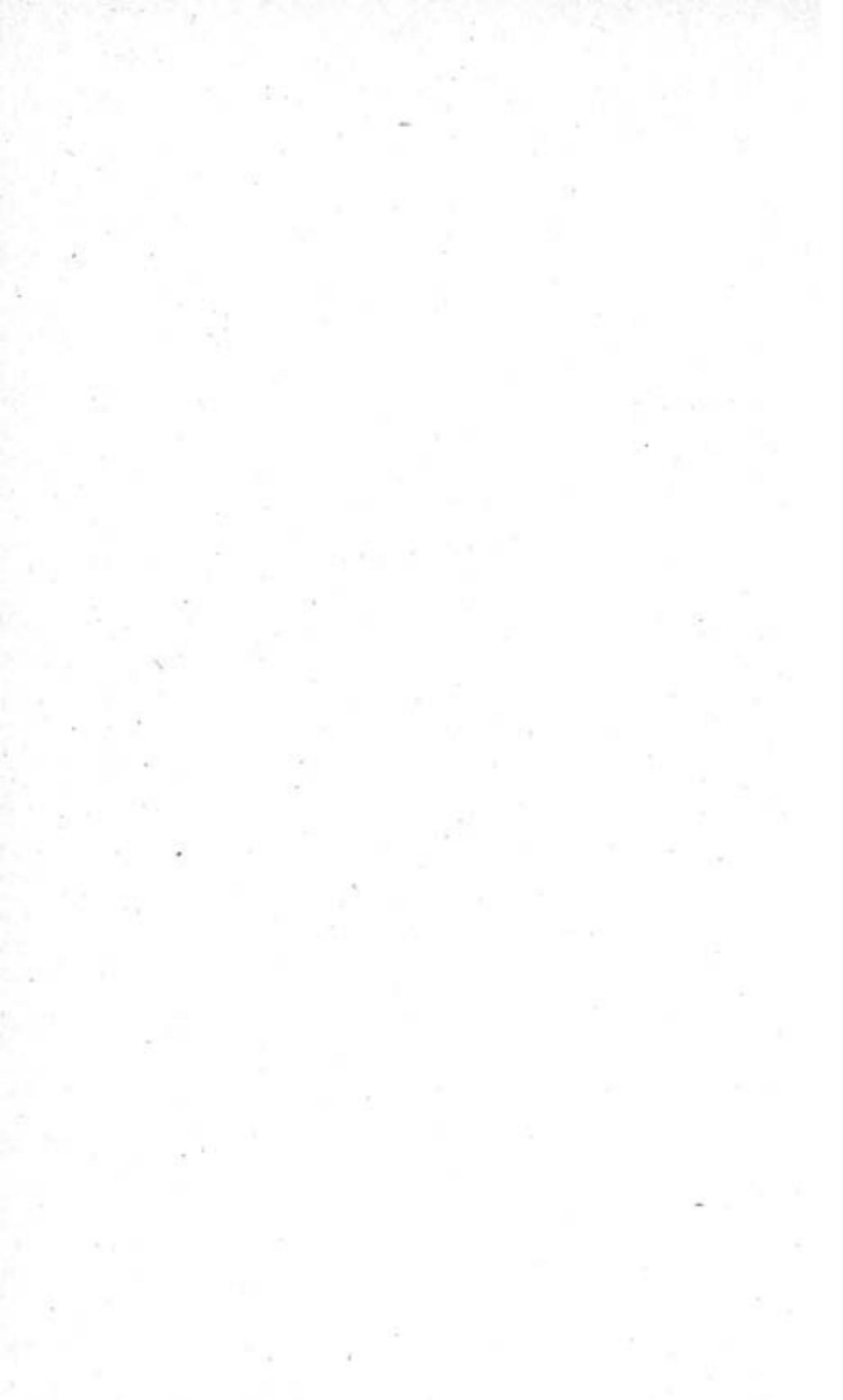
3. Charlevoix, t. I, p. 372 et 373.

très fragile au milieu de tribus guerrières toujours insoumises. La République Guaranie avait été présentée au roi comme une barrière aux frontières du Brésil.

Les jésuites veillèrent sans cesse à maintenir autant que possible le rattachement direct à l'état de principe juridique, car toute manifestation concrète se traduisait par une intrusion des représentants locaux de la Couronne : vice-roi, audiences royales, gouverneurs, tous solidaires du système colonial et ennemis naturels d'une république indigène libre.

La solidité morale de la cause défendue par les Pères, les moyens utilisés par leurs adversaires et les basses intentions des coloniaux font que certaines finesses des Pères à l'égard des enquêteurs coloniaux et royaux n'empêcheront pas les esprits équitables de s'incliner avec respect et sympathie devant le courage et l'intelligence qui permirent aux jésuites de tenir en échec les bourreaux de la race indienne.

On peut dire que, dans leur ensemble, les jésuites surent se montrer prudents et très déférents vis-à-vis du roi et des autorités coloniales, tout en cultivant chez les Guaranis un esprit de dignité et de liberté. A la fin, le corrégidor de San-Miguel, à la tête de sa troupe, barrera la route aux commissaires espagnols en disant : « Le territoire dont vous prétendez disposer n'appartient qu'à Dieu et à saint Michel. »



## TROISIÈME PARTIE

### CHAPITRE VIII

## L'AGRICULTURE

En acceptant de délaisser la vie nomade pour se fixer dans les réductions, les Guaranis avaient dû renoncer en grande partie aux produits de la chasse et de la pêche, dont ils avaient principalement vécu jusque-là. L'agriculture et l'industrie assurèrent dès lors leur subsistance.

Les conditions données sur le territoire occupé par les réductions étaient très favorables au développement de l'agriculture. Au nord, on approche des tropiques, au sud, l'hiver est assez froid, « mais partout les terres sont bonnes et portent tout ce qui est nécessaire à la vie <sup>1</sup> ». « De grandes plaines coupées de mamelons, des vallées bordées de légères collines, des prairies dans les bas-fonds, de hauts bois sur les coteaux, tel est l'aspect général <sup>2</sup> » du Paraguay oriental où se trouvaient les anciennes réductions du nord-ouest de la République. Quant à l'Entre-Rios, il forme encore aujourd'hui l'une des régions les plus riches de l'Argentine.

Aux dires du P. Sepp, les cultures donnaient littéralement cent pour un, presque sans soins et sans engrais. Deux siècles plus tard, Bourgade la Dardye constate encore que les habitants du pays, lorsqu'ils veulent obtenir une belle récolte de maïs ou de toute autre céréale, « s'établissent en plein bois, coupent les arbres à deux pieds de la surface de la terre, brûlent sommairement les mauvaises herbes, et, au milieu des troncs renversés, des souches encore droites, sèment au hasard sans plus s'inquiéter d'autres travaux. C'est ce qu'ils appellent un « rosado ». La récolte est toujours admirable <sup>3</sup> ».

Lorsque les Guaranis défrichaient une terre, une forêt vierge, les cendres des racines et des plantes brûlées servaient d'engrais. Même des champs cultivés étaient renouvelés par ce moyen héroïque

1. Charlevoix, t. 1, p. 265.

2. Bourgade la Dardye, *Le Paraguay*, Plon, 1889.

3. Bourgade, *ibid.*, p. 274-275.

de la « quemazon », dans les réductions et dans toute l'Amérique du Sud. Azara dit avoir voyagé au sud de Buenos-Aires à travers une plaine de deux cents lieues qui avait été brûlée ainsi d'un seul coup. Les Guaranis utilisaient en outre les assolements et la jachère.

Le climat était sain. Les Pères s'y adaptaient facilement. Dans les régions voisines de Corrientes, « les chaleurs de l'été sont tempérées par une ventilation constante. L'hiver, on n'y éprouve que de rares gelées blanches <sup>1</sup> ». L'alternance brusque du vent du nord « qui semblait sortir d'un four », dit le P. Sepp, et du vent du sud, glacial, mettait pourtant hommes et bêtes à rude épreuve. La grêle anéantit plus d'une fois toute la récolte. Des tempêtes d'une violence terrible emportèrent dans les airs des rangées entières de maisons, les premières années où l'on n'avait encore construit que des huttes légères.

Des canaux d'irrigation amenaient l'eau dans les champs. Ils se prolongeaient jusqu'aux buanderies communales et aux grands viviers installés dans chaque réduction. Le lit de ces canaux était souvent pavé. Des « machines hydrauliques » tiraient l'eau des fleuves. En 1745, une sécheresse catastrophique sévit. Il est aussi question d'invasions de sauterelles.

A leur arrivée, les jésuites avaient trouvé de petites plantations de maïs, de manioc, de patates, et la yerba à l'état sauvage. Ils introduisirent la culture du blé, de l'orge, du riz, de la canne à sucre, du coton, du tabac. Le chanvre fournit la toile nécessaire.

On semait le grain d'ordinaire en automne. La moisson avait lieu au printemps; en été, du moins dans le nord, la chaleur était excessive.

Chaque réduction possédait six à huit immenses jardins potagers et fruitiers, à part le jardin des Pères, jardin d'essais et d'acclimatation, qui occupait à lui seul jusqu'à trois hectares derrière le Collège.

Le P. Sepp dit que le jardin potager de sa réduction produisait toute l'année les espèces les plus variées. Il énumère avec complaisance une longue liste de légumes, des endives aux melons, plusieurs sortes de magnifiques salades, de même que des fleurs et des plantes d'ornement, des plantes médicinales, et plus particulièrement des simples, les « yuyus », très estimées des Guaranis. Le « baume des Missions », tiré de l'« aquaraybay », était fameux. Les pharmacies de Madrid en recevaient régulièrement.

On extrayait du parfum de diverses fleurs : oranger, rosier, jasmin, romarin, œillet, lavande, angélique, carvi, coriandre.

Les vergers étaient peuplés d'orangers, de pêchers, de citronniers, d'ananas, de figuiers, de grenadiers et d'autres arbres indiens « aux

1. Moussy, *Description*, t. III, p. 154.

fruits extrêmement bons ». Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, on savourait encore dans toute la région de la Plata les oranges venues des plantations des Pères, qui s'étaient maintenues, ainsi que d'Orbigny put l'observer : « Nous ne cessons de parcourir, dit-il, des bois d'orangers et de pêcheurs qui, jadis disposés en allées, avaient servi d'avenues à ces riantes habitations <sup>1</sup>. »

Les Pères possédaient des livres d'agriculture apportés d'Europe, mais les indications données se révélèrent fausses ou inapplicables sous le climat d'Amérique. Ils créèrent, par leurs propres expériences, une science agricole adaptée. Leurs réussites furent notées, classées soigneusement et conservées. Des missionnaires salésiens retrouvèrent en 1895 à Assomption un almanach de 1765 contenant foule de conseils précieux pour les cultures. « Ces conseils, dit le rapport des Salésiens, sont évidemment le fruit des expériences des Pères jésuites, les incomparables fondateurs des florissantes réductions du Paraguay <sup>2</sup>. »

Des outils appropriés furent conçus et fabriqués. En l'absence presque complète de métaux avant 1700, on se servit de charrues à soc de bois dur. On rendait son tranchant au soc au moyen d'une hache. Bien que la terre fût très friable, au bout de l'année, la charrue avait fait son temps. Chez les Espagnols du Paraguay, on n'était pas plus avancé un siècle plus tard. « On n'a pas d'autres houes, dit Azara, que des omoplates de chevaux ou de bœufs attachées avec des lanières de cuir au bout d'un manche. La charrue se réduit à un pieu pointu que chacun arrange à sa guise. » Encore au XX<sup>e</sup> siècle, en Russie tsariste, le soc de bois était la règle.

Dans chaque réduction, au moment des labours, six cents à huit cents bêtes de trait étaient à l'œuvre. On les divisait parfois en deux groupes qui travaillaient alternativement. On leur laissait un jour de repos sur deux, dit Cardiel, parce que les Guaranis négligeaient de leur donner à manger durant le travail <sup>3</sup> ! C'est bien dans la note officielle. Attendons tout de même un peu avant de généraliser.

Il est cependant vrai que, dans les premiers temps, l'effort le plus ardu avait dû être fourni, non pas pour créer une agriculture, mais pour former des agriculteurs avec les chasseurs guerriers des anciennes tribus nomades : « On était même contraint dans les commencements de ne pas laisser à leur discrétion les bœufs dont ils se servaient pour labourer, de peur que par paresse ils ne se donnassent pas la peine de les déteiler quand ils avaient fini, ou qu'ils

1. *Voyage dans les deux Amériques*, p. 212.

2. *Katholische Missionen*, 1896.

3. *Breve relation*, ch. v.

ne les missent en pièces pour les manger<sup>1</sup>. » Il arriva réellement, paraît-il, que la charrue fut brûlée pour rôtir le bœuf ! Le P. Sepp l'affirme. A l'ouïe de telles histoires, les coloniaux se gaussaient, un peu comme nos amis bourgeois lorsqu'on parlait, il y a quelques années, des machines abîmées par l'ignorance des moujiks de l'U. R. S. S.

Assez rapidement, les réductions constituèrent néanmoins l'ensemble agricole le plus complet et le mieux organisé d'Amérique.

Le maïs, qui formait, avec le blé, l'orge et le riz, la base de l'alimentation, donnait jusqu'à quatre récoltes par année. Le coton, poussant d'abord spontanément « en buissons, dit Charlevoix, comme j'en ai vu dans la Louisiane », fut cultivé en trois variétés. On obtenait un très beau produit « à la soie longue et fine », ressemblant au coton du Brésil. La récolte annuelle était en moyenne de deux mille arrobes de onze kilos et demi par réduction. Le P. Sepp raconte que dans sa nouvelle réduction de San-Juan, on avait planté cent mille tiges la première année. Deux ans plus tard, il en existait trois cent mille, qui rapportaient plus de quatre mille quintaux de coton. La culture disparut après l'expulsion des jésuites. Bourgade la Dardye écrit en 1889 : « C'est à l'immigration qu'est réservé de rétablir la culture industrielle. »

La canne à sucre prospérait. On ne trouve cependant guère de détails sur sa culture. La réduction de Santa-Rosa emmagasine en 1695 deux cents quintaux de sucre blanc sur le produit de sa plantation. La fabrication du sucre cristallisé subsistait encore en 1860 à San-Cosmé<sup>2</sup>.

Les réductions de l'Uruguay exportaient du vin à Buenos-Aires et dans le Rio-de-la-Plata. Le vin de La Cruz était spécialement renommé. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Martin de Moussy et Demersay ont trouvé à La Cruz de magnifiques pieds de vigne qui remontaient à l'époque des jésuites. Bourgade la Dardye s'en occupa et obtint deux récoltes par an. Dans d'autres régions, la vigne ne réussissait pas. Cardiel parle du transport régulier d'un tonnelet de « vin de messe » d'une réduction à une autre.

Le tabac du Paraguay était rangé « à côté des meilleurs crus de la Havane<sup>3</sup> ». La production couvrait les besoins intérieurs et permettait une certaine exportation.

Le thé du Paraguay ou yerba-maté fournit dès les premiers temps une source de grand rendement. Un siècle après l'expulsion des

1. Charlevoix, t. 1, p. 247.

2. Moussy, *Description*, t. 1, p. 499.

3. Bourgade la Dardye, p. 351. — « On y recueille beaucoup de tabac » (Charlevoix, t. 1, p. 244).

jesuites, on exportait encore environ cinq millions de kilos de maté (442.940 arrobes), provenant principalement du territoire des Missions. Le maté était la boisson par excellence des Guaranis et des Américains du sud en général, Indiens et colons. Il reste, au xx<sup>e</sup> siècle, la boisson nationale des Argentins et des Paraguayens. Récemment, lorsque le dictateur Peron ouvrit sa campagne électorale en décembre 1945, par un cortège monstre groupant cent mille personnes, la foule défila dans Buenos-Aires en martelant le slogan : « Argentins, oui, Yankees, non ! Maté, oui, whisky, non ! »

La fameuse yerba des Espagnols, appelée « caa » par les Guaranis, poussait à l'état sauvage en des forêts lointaines, vers le nord. Elle était la feuille d'un arbre « de la grandeur d'un pommier moyen <sup>1</sup> ». Elle fut déterminée en botanique par Geoffroy Saint-Hilaire. Des savants français, Marvaut, Cartier d'Arsonval, Espéry, Doublet, ont analysé les propriétés du maté : ils prédisent qu'il supplantera finalement le thé, le café, le cacao et la coca. Charlevoix énumère les vertus presque miraculeuses que possédait la yerba aux yeux des Espagnols. « L'habitude d'en user fait qu'on ne peut plus s'en passer et qu'on a de la peine à en prendre modérément. » Ce fut grâce au maté et au tabac que l'usage de la violente « chicha » put être aboli chez les Guaranis. Chaque famille consommait au moins un arrobe de feuilles de « caa » par année. Le matin après la messe, on le distribuait par poignées.

Pour les colons esclavagistes, la qualité la plus précieuse du maté était de fournir une denrée commerciale toujours recherchée et de revenu assuré. L'esclavage avait été développé au Paraguay en grande partie pour les besoins de la cueillette du maté. Les Indiens au service des Espagnols mouraient en masse, par milliers, dit le P. de Montoya, dans les travaux de ramassage, au milieu des forêts, sans logement, sans autre nourriture que de l'herbe, des racines, ou le thé lui-même, stimulés par les gardiens, fouettés, mis à mort pour des manquements futiles.

Pour les Guaranis des réductions, la cueillette était aussi astreignante en elle-même, mais comme on avait pour principe de demander de toutes les catégories de travailleurs un effort équivalent, les heures de travail étaient d'autant plus réduites que la tâche était plus pénible. Le Père qui accompagnait parfois les hommes dans les expéditions de cueillette faisait alterner le travail, la détente, les jeux, la chasse et les exercices de piété. Le côté aventureux des expéditions ne manquait pas d'attraits pour des fils de nomades. Par contre, pour la vie de la réduction et des familles, les inconvénients étaient sérieux. Une cinquantaine d'hommes par réduction

1. Charlevoix, t. 1, p. 13.

devaient vivre des semaines, voire des mois, loin des leurs, dans des conditions assez précaires et irrégulières, sous la menace perpétuelle des serpents et des fauves.

La situation changea complètement au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. De patients essais de culture et de reproduction de la yerba dans des plantations artificielles avaient enfin abouti. D'immenses surfaces furent consacrées à la yerba à proximité de chaque réduction. Ce fut l'un des plus grands succès agronomiques des jésuites. Aimé Bonpland, qui vécut sur place avant la ruine des plantations, dit que la yerba cultivée était plus fine d'aspect et de meilleure qualité. En général, du reste, « tous les produits des Missions avaient la supériorité sur les autres, parce que leur préparation était rationnelle et sortait de la routine où elle est retombée depuis dans ces mêmes contrées <sup>1</sup> ».

Les tentatives des Espagnols et de leurs esclaves indiens pour établir à leur tour des plantations de maté échouèrent. La culture et la cueillette exigeaient des soins avisés et attentifs. Bourgade la Dardye note que depuis l'expulsion des jésuites, le secret de la culture s'est perdu « et n'a pu être retrouvé. Il existe une prime offerte à celui qui découvrirait de nouveau le procédé <sup>2</sup> ».

Dès que la yerba put être ainsi cultivée aux abords des réductions, les Guaranis occupés à toutes espèces de travaux purent rentrer chaque soir chez eux, à l'exception des gardiens des estancias et des bûcherons.

Les bûcherons ramenaient les bois les plus divers et les plus précieux, pour la construction des maisons, des bateaux et canots, pour la fabrication des meubles, des outils et des instruments de musique, pour les travaux des tourneurs et des sculpteurs. Les Pères expriment leur émerveillement devant la variété et la qualité sans pareille des bois du Paraguay. Bourgade la Dardye consacre un chapitre entier à décrire avec précision les caractères d'une trentaine de bois différents du Paraguay, le cèdre, le curupay, le lapacho, l'urudey ou bois de fer, le totayiba, jaune d'or, le quebracho ou arbre à tanin, inattaquable à l'eau, d'un poids spécifique de 1.300 et au delà, etc.

Les bûcherons s'adonnaient aussi à la chasse et à la pêche qui assuraient leur entretien, tout en faisant diversion au travail.

Les estancias s'étendaient sur des centaines d'hectares. Elles étaient entourées de murailles, de haies vives de cactus ou de tranchées. Chaque estancia était divisée en plusieurs districts ou « rodeos », contenant cinq mille à six mille pièces de bétail. Les

1. Moussy, t. III, p. 672.

2. *Le Paraguay*, p. 418.

estancias des Guaranis « étaient les plus belles de tout le pays... Chaque ferme avait sa chapelle, son bosquet d'orangers et d'arbres fruitiers dont on retrouve encore les traces... Tous les établissements étaient magnifiques. On en parle encore aujourd'hui ». Leur réputation « ne s'effacera point de sitôt en ces régions <sup>1</sup> ». Selon les règlements, le curé ou son « *compañero* » devait visiter les estancias au moins une fois l'an. Les onze groupes principaux d'estancias étaient situés au sud de l'Uruguay.

Le cheptel comprenait surtout des bœufs et des brebis. On se rappelle que le P. de Montoya avait acheté dix mille bœufs d'un coup après la grande migration de 1631, pour les deux réductions fondées avec les rescapés du Guayra. Le prix n'était pas ruineux. On échangeait « un couteau contre un cheval, un hameçon contre un veau ». Les bêtes importées par les Espagnols s'étaient en effet multipliées de façon prodigieuse dans les riches prairies de la Plata. Chacun pouvait aller se servir. Il suffisait d'avoir un cheval et un lasso. Les jeunes Guaranis de quinze à seize ans étaient capables de prendre les bœufs les plus forts. Une troupe montée pouvait poursuivre tout un troupeau jusqu'à épuisement et se l'approprier. Les hommes de la réduction du P. Sepp rassemblèrent ainsi cinquante mille bœufs en deux mois. Ce fut là tout de même une chance exceptionnelle. Lorsque les Paulistes avaient détruit ou emmené les quatre-vingt mille bêtes de la « *Vaqueria de los Pinares* » récemment créée, et qui, selon le plan établi, aurait dû donner en huit ans quatre cent mille à cinq cent mille pièces, la perte avait été ressentie comme un désastre.

Le P. Huonder écrit qu'une seule réduction d'importance moyenne possédait en période normale jusqu'à cent mille bœufs <sup>2</sup>.

Bœufs et brebis paissaient en liberté dans les limites de l'estancia. Pas d'étable, ni de traite. Il s'agissait exclusivement de bétail de

1. Moussy, t. III, p. 672.

2. Le recensement effectué après l'expulsion des jésuites et la dispersion donna encore cinq mille à six mille bœufs pour certaines réductions, douze mille, trente mille et cinquante mille pour d'autres, et près de huit cent mille pour l'ensemble des réductions, non comprises les estancias de San-Angel et San-Borja, ni les estancias géantes de San-Miguel et Yapeyu, à elles seules plus peuplées que toutes les autres et dont les troupeaux étaient « innombrables ». Peu auparavant, le P. Dobrizhoffer avait écrit que Yapeyu possédait cinq cent mille bœufs et San-Miguel encore plus, ce qui donne un total de plus de deux millions. Le Paraguay moderne ne comptait que deux cent six mille bœufs en 1876.

Pour les brebis et les chèvres, le recensement partiel de 1768 donna un total de 238.141. Le P. Huonder écrit que certaines réductions possédaient vingt mille à trente mille brebis. Vers 1690, une seule réduction, San-Thomé, en comptait quarante mille. Les chèvres étaient peu nombreuses.

boucherie, à moitié sauvage. La production de lait n'entraîne pas en question. Yapeyu et San-Miguel abattaient en moyenne quarante bœufs par jour pour la consommation des habitants.

Quant aux chevaux, une réduction qui n'en possédait pas trois mille à quatre mille était considérée comme bien pauvre. En 1768, on recensa 86.394 chevaux et poulains, 38.265 mulets et 14.975 ânes. Les ânes et les mulets, ainsi qu'une partie des chevaux, étaient gardés dans les localités même, où on les utilisait comme bêtes de somme pour les travaux et pour les transports d'une réduction à l'autre. Les chevaux étaient employés aussi pour la chasse, pour les exercices militaires et les parades, pour les voyages et pour battre le grain.

Bons cavaliers, les Guaranis gardaient souvent « un ou deux chevaux près de leur maison, dans une espèce de cour <sup>1</sup> », pour leur plaisir autant que pour les travaux.

Les bêtes de trait et de petits troupeaux de vaches laitières qui fournissaient le lait nécessaire aux malades et aux enfants paissaient aux alentours des réductions. La population adulte consommait très peu de lait et de fromage et presque pas du tout de beurre, du moins dans la région où vivait le P. Sepp.

La basse-cour était à l'origine inconnue chez les Guaranis, comme du reste dans toute l'Amérique du Sud. On dit qu'à l'exception du dindon, toute la volaille dut être importée d'Europe. Le P. Sepp parle avec fierté de ses couvées, des poulets offerts aux visiteurs, et de son coq qui lui servait de sentinelle la nuit et de réveille-matin à l'aube. Les animaux familiers, les poules, les oies, les paons, le chat, le chien, étaient bien acclimatés et faisaient partie du paysage des réductions.

...On voit le P. Sepp sortant sur le perron du Collège. Il considère d'un regard satisfait les bonnes bêtes qui se prélassent parmi les enfants, à l'ombre des galeries, dans la chaleur brûlante de l'après-midi. Les enfants qui guettaient la sortie du Père l'entourent et l'accompagnent de leur gazouillement. Il longe le somptueux jardin, s'avance sous les orangers, saluant les mamans sur les vérandah. Arrivé au bout de l'avenue, les champs dorés apparaissent à droite et à gauche. Au loin, à l'extrémité de l'allée d'arbres qui coupe la campagne, on distingue à peine la petite chapelle de Saint Isidore, patron des agriculteurs; de toutes parts les vastes étendues de culture montent à l'horizon, les plantations de canne à sucre, de tabac, de coton, de thé, à perte de vue jusqu'aux estancias, invisibles dans le lointain. Des chants s'élèvent. Les chars des moissonneurs approchent. Le missionnaire songe aux antiques scènes d'horreur, aux

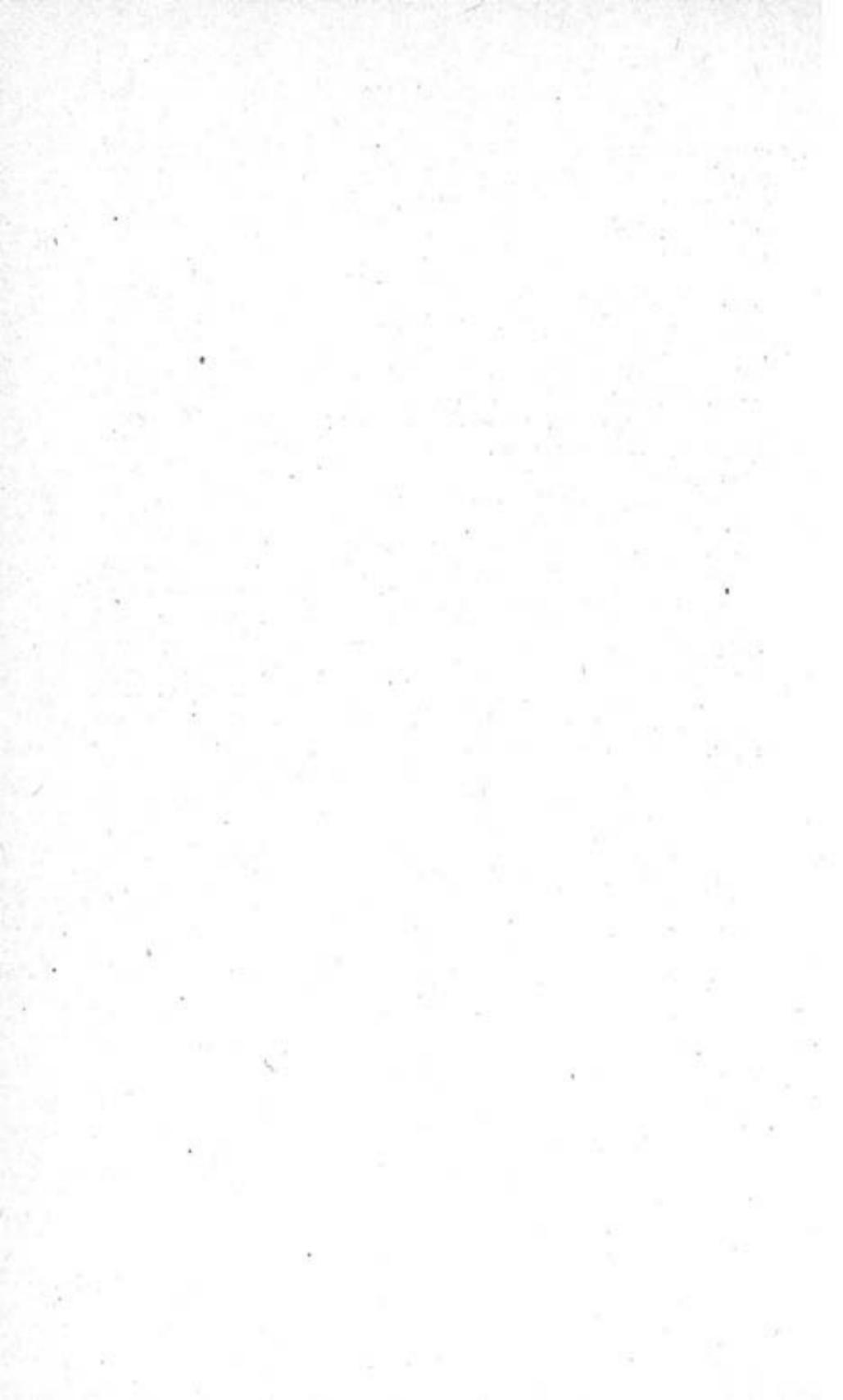
1. Muratori, p. 162.

désastres surmontés, aux luttes contre les esclavagistes, aux efforts gigantesques soutenus par quelques dizaines de ses confrères pour créer en pleine forêt vierge, à travers les steppes, au centre d'un continent saccagé et asservi, ce monde harmonieux, heureux, paisible.

Trois groupes de personnes prétendaient volontiers que les réductions étaient riches et prospères : les gouverneurs, qui songeaient aux impôts, les évêques, préoccupés de la dime, et les ennemis des jésuites qui les accusaient d'utiliser à leur profit égoïste tous les revenus du pays. Le P. Hernandez, toujours aux prises avec les ennemis défunts des jésuites défunts, affirme que les réductions « n'étaient pas un pays riche <sup>1</sup> ». Le sol était bien fertile. Mais cela ne suffit pas, ajoute-t-il, il faut des bras pour travailler le sol. Or, dit-il, les bras manquaient, ou du moins les bras des Guaranis étaient indolents et paresseux...

Il semble que, sans être évêque, ni gouverneur, ni ennemi des jésuites, on puisse reconnaître maintenant que les réductions n'étaient vraiment pas un pays pauvre. Aucune région d'Amérique ne connut à l'époque une prospérité aussi générale, ni un développement économique aussi sain et équilibré. On ne peut qu'en rendre hommage avec admiration aux Pères du Paraguay, même si un jésuite, le P. de Charlevoix, assure modestement, et avec vérité du reste, que le mérite de la réussite revenait aux Guaranis autant qu'aux missionnaires de la Compagnie.

1. *No eran un país rico*, t. 1, p. 275.



## L'ARTISANAT ET L'INDUSTRIE

Si la richesse du sol et le climat avaient facilité le développement agricole des réductions, l'industrie par contre dut être introduite dans les conditions les plus défavorables et en dépit d'une pénurie presque totale de métaux.

On sait que les adversaires de la République chrétienne accusaient les jésuites d'avoir isolé les réductions pour exploiter mieux à leur guise des mines de toutes sortes, en particulier des mines d'or qui s'y seraient trouvées en nombre. Trois Guaranis subornés propagèrent successivement cette légende des mines d'or, en se déclarant prêts à indiquer leur emplacement. Ils furent tous trois confondus à la suite d'enquêtes officielles menées par des Espagnols hostiles aux jésuites. Un « Oydor » royal visita même en personne les réductions en quête des mines. Sa déconvenue fut complète. Il s'en déchargea sur les Indiens dénonciateurs, Ventura et Felipe, qui se virent condamnés à deux cents coups de fouet. Malgré ces échecs, les accusateurs ne désarmèrent pas. De fortes récompenses furent encore promises aux Guaranis qui révéleraient l'emplacement des mines. En vain. Au cours de la réception d'un délégué royal à San-Nicolas et à Apostoles, en 1657, les Guaranis affirmèrent unanimement que leur vraie et seule richesse consistait en la doctrine chrétienne que leur prêchaient les Pères<sup>1</sup>. La *Cedula Grande* reconnaît que « par rapport aux mines, on n'y en connaît aucune et on n'a pas ouï dire qu'il y eût aucuns métaux dans ces quartiers ».

Quelques modestes gisements de fer furent exploités sur le tard. Le P. Sepp juge que l'acier obtenu dans sa réduction était « du meilleur et du plus dur ». Après l'expulsion des jésuites, deux sociétés minières se lancèrent dans la prospection et perdirent la totalité des capitaux engagés, sans rien trouver.

Par ailleurs, les néophytes des jésuites n'étaient absolument pas préparés à l'exercice des métiers. Ils ne connaissaient que des industries primitives. « La fabrication des armes de guerre, celle des canots qui les portaient sur les fleuves, la confection de quelques

1. Pastells, t. II, doc. 749 et 1085.

ornements en plume, celle de poteries grossières étaient les seuls arts des Guaranis<sup>1</sup>. »

Les historiens les moins bienveillants ont été à juste titre impressionnés par les résultats auxquels parvint en peu de temps la République des jésuites dénuée de la sorte de métaux et d'artisans entraînés. Son équipement industriel apparaît aussi complet que celui de n'importe quelle nation d'Europe aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et bien plus perfectionné que celui des autres pays de la Plata.

Il n'apparaît cependant pas ainsi à première vue, il faut bien le dire. Les jésuites présentent habituellement l'activité économique et les capacités des Guaranis sous le jour le plus modeste et le moins flatteur. Comme le reconnaît le P. Charles, S. J., dans une brochure récente, « pour décourager les convoitises espagnoles, les missionnaires dépréciaient leur marchandise<sup>2</sup> ». Ce n'est qu'avec une certaine patience qu'il a été possible de réunir ici assez de précisions pour donner une idée sommaire encore du niveau des arts et métiers dans la République Guaranie.

Les premiers maîtres professionnels des Guaranis furent les Pères eux-mêmes, dont « quelques-uns semblaient être nés avec la maîtrise de tous les métiers<sup>3</sup> ». Dès qu'on en eut le moyen, « on fit venir de Buenos-Aires des ouvriers pour apprendre les métiers les plus nécessaires<sup>4</sup> ». Des Frères jésuites, attachés aux grands collèges de villes comme Cordoue ou Assomption, vinrent aussi passer quelque temps dans les réductions pour initier les Guaranis à certains métiers ou les y perfectionner.

Au début, on s'appliqua simplement à produire pour satisfaire les besoins élémentaires, habillement, logement, outils agricoles, transports.

Pour l'habillement, deux métiers à tisser fonctionnaient à Itapua en 1627. Les autres réductions n'en étaient sans doute pas dépourvues. Après la deuxième migration en tout cas, toutes les réductions étaient en état de suffire par elles-mêmes à leurs besoins. Les plus modestes comptaient dix à vingt métiers à tisser, Yapeyu trente-huit. Partout, dit Muratori, on voit « un grand nombre de tisseurs qui font continuellement de la toile pour habiller les Indiens... Par là on vient à bout d'avoir chaque année plus de toile qu'il n'en faut pour habiller tout le monde<sup>5</sup> ». Florentin de Bourges observe qu'« ils travaillent toutes les toiles et les étoffes dont ils ont besoin.

1. Moussy, *Description*, t. II, p. 486.

2. *Les réductions du Paraguay*, p. 19.

3. Cardiel, *Declaracion*, p. 108.

4. Florentin de Bourges, *Lettres édifiantes*, t. V, p. 241.

5. Muratori, *Relation*, p. 159.

L'été, ils s'habillent de toile de coton. Pour l'hiver ils se font des vêtements de laine... Comme cette fabrique est assez considérable... on envoie le surplus à Buenos-Ayres, à Corduba et au Tucuman ». L'exportation s'étendit bientôt jusqu'en Europe.

Les étoffes, d'abord simples, s'ornèrent de fleurs et de motifs variés. Les femmes imitaient « à s'y méprendre les points de Flandre ». Les tissus des vêtements liturgiques, chasubles, chapes, nappes et dentelles, achetés en premier lieu à Buenos-Aïres, furent ensuite fabriqués exclusivement dans les ateliers des réductions. Rengger dit qu'on admirait fort en Europe la finesse et la beauté des tissus du Paraguay.

La construction des logements fit des progrès non moins remarquables. L'industrie du bâtiment fut du reste toujours très active, soit à cause de l'augmentation de la population, soit à cause des progrès constants et des renouvellements apportés à l'habitation à partir des primitifs hangars collectifs, en passant par la cabane familiale, jusqu'à la solide et coquette maison de pierre avec vérandah décrite précédemment. La qualité professionnelle des ouvriers du bâtiment, maçons, charpentiers, peintres, ébénistes, se révèle dans les édifices publics et les collèges qui ont échappé à la destruction et sont encore, dit-on, utilisés comme hôtels de ville ou casernes. Des carrières de pierre de taille et d'ardoise étaient exploitées à proximité des localités.

Des chantiers navals établis sur l'Uruguay et sur le Parana construisaient des bateaux de transport bien adaptés, extrêmement résistants, et des canots de guerre pour trente à quarante hommes, dont la facture très soignée était admirée des Espagnols. En plusieurs réductions, les chantiers navals et le port occupaient une grande étendue <sup>1</sup>.

Des équipes de travailleurs étaient occupées à l'emmagasiner des grains, à la mouture et à l'entretien des réserves. Il existait des moulins à vent et à eau. Les moulins, les scieries et les tanneries sur le bord des cours d'eau étaient de grandes et solides constructions, de même les fabriques de sucre et d'huile, les briqueteries et les bâtiments d'installations pour le séchage et le grillage du thé, ceux-ci toujours situés à la périphérie de la réduction <sup>2</sup>. Pour se rendre compte de l'importance de ces constructions et de la production qui en sortait, on peut noter par exemple que le P. Sepp dirigea à Santa-Rosa la création de deux briqueteries mesurant chacune cinq cents pieds de long; à San-Juan, trois fours pouvaient cuire chacun quatre mille tuiles à la fois.

1. Bruno Garsch, *Der Einfluss der Jesuiten-Missionen...*, p. 95.

2. Moussy, *Description*, t. III, p. 706; Cardiel et Hernandez, *passim*.

Les forges et les fonderies, tout d'abord modestes en des régions naturellement pauvres en métaux, se développèrent pourtant si bien qu'après avoir réussi à fondre les cloches des réductions avec du métal importé de Coquimbo, au Chili, elles en vinrent à fabriquer toutes leurs armes à feu, des canons, et les munitions. Dans chaque localité, la fabrique d'armes occupait plusieurs ateliers <sup>1</sup>.

Après quelques années de travail et d'efforts, tous les métiers avaient été introduits et prospéraient. « Il y a partout des ateliers de doreurs, de peintres, de sculpteurs, d'orfèvres, d'horlogers, de serruriers, de charpentiers, de menuisiers, de tisserands, de fondeurs, en un mot de tous les arts et de tous les métiers qui peuvent leur être utiles <sup>2</sup>. » On énumère encore les cordonniers, les tailleurs, les boulangers, les bouchers, les tonneliers, les tourneurs, les selliers, les couvreurs, les luthiers, les fabricants d'instruments aratoires, de chars, les fabricants de chapelets et de cierges, etc. Des vases d'étain ou de terre, délicatement travaillés, témoignaient de l'art des potiers. La poterie était relativement déjà avancée chez les Guaranis païens. Les archéologues admirent les poteries géantes dans lesquelles les Guaranis ensevelissaient leurs guerriers glorieux. Des spécialistes savaient tirer des plantes, outre les teintures et les matières colorantes, des parfums qu'on répandait dans l'église aux jours de fête, et des remèdes.

Les missionnaires nouvellement arrivés étaient émerveillés en présence d'un tel développement de tous les métiers. L'un d'eux écrivait : « On ne trouverait que dans une grande ville d'Europe tant de maîtres artisans et d'artistes <sup>3</sup>. » Beaucoup de villes en Europe n'étaient pas du tout aussi bien pourvues que la réduction du P. Sepp, pourtant tout récemment fondée :

« Ils fabriquent horloges, clarinettes et trompettes aussi bien qu'en Allemagne <sup>4</sup>. » « J'ai vu de très beaux tableaux de leur façon, des livres imprimés correctement. » Parlant des instruments de musique fabriqués par les Guaranis, le P. Peramas écrit : « On croira que ce sont des œuvres grossières, mais non, ce sont des instruments finis comme ceux des meilleurs fabricants d'Europe. » « Ils font des montres, ils tirent des plans, ils gravent des cartes géographiques <sup>5</sup>. » La réduction de San-Juan possédait une horloge où les douze apôtres apparaissaient successivement aux douze coups de midi. Cette horloge avait été construite sur place, sans l'aide d'ouvriers étrangers.

1. Sixième article du décret de Philippe V, et Charlevoix, t. 1, p. 264.

2. Charlevoix, t. 1, p. 242.

3. Cité par Bruno Garsch, p. 122.

4. Sepp, *Continuatio*, p. 165, et *Reisebeschreibung*, p. 22.

5. Lettre du P. Labbe, 1712, et Peramas, *De adm. Guaran.*, § 128.

Toutes les réductions étaient munies de cadrans solaires et d'horloges qui réglaient les occupations des habitants. Parmi les maîtres qui avaient initié ou perfectionné les Guaranis dans l'horlogerie, on cite les deux Pères Jaime Carreras et Pablo Danesi et le Frère Charles Franck, tyrolien. De beaux cadrans solaires furent conservés. Bonpland en découvrit un dans la cour du Collège de San-Nicolas en ruines. Il indiquait l'heure locale, l'heure de Madrid et celle de Rome.

La première imprimerie installée dans la Plata le fut par les jésuites dans la République Guaranie, pour imprimer des livres en langue guaranie<sup>1</sup>. Le P. de Montoya avait déjà fait imprimer un catéchisme, une grammaire et un dictionnaire guaranis à Madrid en 1639. Des caractères spéciaux avaient été créés pour rendre les particularités de prononciation. Un volume intitulé en espagnol *Temporal y eterno* sortit des presses de Lorette en 1705, puis un dictionnaire. Santa-Maria Major et San-Javier possédaient aussi leurs presses. Après l'expulsion des jésuites, les imprimeries de Candelaria, Lorette, Santa-Maria et San-Francisco furent détruites ou laissées à l'abandon « de crainte que le peuple ne fût trop éclairé ». Schuster qui rapporte le fait dans son ouvrage sur le Paraguay moderne publie une photographie de la première page d'un ouvrage du P. Nieremberg traduit en guarani et imprimé dans les réductions. C'est une impression soignée, d'un bel effet.

À part les ouvrages d'édification, les réductions imprimèrent des travaux linguistiques très précieux, ceux du P. Restivo par exemple, dont on peut admirer des spécimens au Musée historique de Buenos-Aires. Les cartes astronomiques du P. Bonaventura Suarez, de même que les cartes géographiques d'Amérique les plus exactes en ce temps-là, furent imprimées par les Guaranis. Hernandez dit que les réductions imprimaient même un bulletin météorologique très estimé au Pérou ! Maria Fasbinder a vu à la bibliothèque de l'université de Munich un exemplaire original d'un petit ouvrage du P. Sepp sur le Paraguay, imprimé en allemand par les Guaranis.

Charlevoix, qui s'est malheureusement si peu étendu sur la vie sociale et économique, rapporte que les Guaranis « réussissent comme par instinct dans tous les arts auxquels on les a appliqués... Il suffit par exemple de leur montrer une croix, un chandelier, un encensoir et de leur donner la matière pour en faire de semblables : on aurait de la peine à distinguer leur ouvrage d'avec le modèle qu'ils ont eu devant les yeux. Ils font et touchent très bien toutes sortes d'instruments de musique. On leur a vu faire les orgues les

1. Détails sur l'imprimerie dans Medina, *Historia y bibliografía de la imprenta en el antiguo Virreinato del Rio de la Plata*, La Plata, 1892.

plus composées sur la seule inspection qu'ils en ont eue, aussi bien que des sphères astronomiques, des tapis à la manière de Turquie et ce qu'il y a de plus difficile dans les manufactures <sup>1</sup> ».

Les principales professions étaient organisées en corporations, corporations exemptes des abus classiques. Dans l'économie en vigueur au Paraguay, les corporations ne pouvaient servir à protéger des privilèges inexistant, ni à freiner le progrès, ni à saboter l'apprentissage. Les maîtres n'avaient pas à craindre de voir les apprentis se transformer en concurrents. Les progrès si rapides et constants dans tous les métiers s'expliquent en bonne partie par l'esprit d'entraide et de service qui animait le travail.

Les tisserands, les forgerons, les charpentiers, les tanneurs, les bouchers, etc., avaient leurs alcades particuliers qui dirigeaient la production et inspectaient les ateliers avec grand zèle, de façon que la corporation obtint les louanges des Pères et les marques de satisfaction de la communauté.

L'orientation professionnelle fut pratiquée là-bas deux cents ans avant qu'on y songeât en Europe. Charlevoix écrit : « Dès que les enfants sont en âge de pouvoir commencer à travailler, on les conduit dans les ateliers et on les fixe dans ceux pour lesquels ils paraissent avoir le plus d'inclination, parce qu'on est persuadé que l'art doit être guidé par la nature <sup>2</sup>. »

Une orientation plus générale des métiers et une spécialisation par réduction avaient aussi été établies selon les conditions du sol, le climat, le goût des habitants et les besoins de l'ensemble de la République. C'est ainsi que chaque réduction cultivait particulièrement une branche d'industrie, celle-ci la tannerie et l'ouvrage du cuir, celle-là le tissage; Lorette fournissait les statues et la sculpture, San-Francisco-Xavier les tapis de prix, Saint-Jean avait les meilleurs luthiers et fabricants d'instruments de musique, Apostolès fondait les cloches.

D'Orbigny observa en 1830 que tous les métiers introduits par les jésuites étaient encore exercés, quoique au ralenti, dans les localités non détruites.

\* \* \*

L'œuvre des jésuites au Paraguay devrait être qualifiée de grandiose, écrit Montesquieu dans *l'Esprit des Lois*, même si elle s'était réduite à l'établissement de l'industrie. De fait, la République Gua-

1. Charlevoix, t. 1, p. 241.

2. Charlevoix, t. 1, p. 242.

ranie, perdue au milieu des pampas et de la forêt vierge, fut à l'époque le seul état industriel de l'Amérique du Sud. Les nobles colons, imbus des préjugés d'honneur militaire, auraient cru déchoir en pratiquant un métier. Leur paresse et leurs vices les en auraient du reste empêchés. « Ici, note un missionnaire des réductions à son passage dans la Plata, tous les blancs sont regardés comme nobles. Ils méprisent tous les arts. Celui qui y entend quelque chose et qui travaille volontiers est méprisé comme un esclave. Et celui qui ne connaît rien à rien, et vit en fainéant, celui-là est un *cavallero*, un chevalier, un noble <sup>1</sup>. »

Les jésuites firent preuve de vues aussi réalistes qu'audacieuses. Conscients des intentions des colons, voyant leur République entourée d'un monde hostile, ils avaient entrepris d'emblée de la rendre économiquement indépendante. L'« autarcie » la plus complète possible fut réalisée par nécessité, « pour n'avoir pas besoin de recourir à des secours étrangers », comme le dit Charlevoix <sup>2</sup>. Ces secours eussent été problématiques ou dangereux. Grâce à la prévoyance méthodique des jésuites, prévoyance très conforme au système général appliqué, on eut au Paraguay, avant la lettre, une économie intégralement planifiée et dirigée.

De leur côté, les Guaranis avaient répondu magnifiquement à la confiance des Pères. Hier encore, guerriers sauvages et paresseux, « ils coupaient leur blé avec des côtes de vaches qui leur tenaient lieu de faux, un roseau d'une espèce particulière qu'ils fendaient par le milieu leur servait de couteau, ils employaient des épines pour coudre leurs vêtements <sup>3</sup> ». Après quelques années seulement, ils étaient devenus « ouvriers » au vrai sens du mot, créateurs d'œuvres, se passionnant pour l'apprentissage des métiers les plus difficiles, pour le développement et l'entretien de leurs ateliers et de toutes les installations, pour la conquête des bases de leur bien-être et de leur liberté, un peu comme en notre siècle les moujiks de l'U. R. S. S. devenus mécaniciens, électriciens, tendus vers la réussite d'un plan quinquennal.

Les missionnaires s'extasiaient à l'envi sur l'habileté manuelle extraordinaire des Guaranis. Toute nouveauté était accueillie, tout objet inconnu était examiné avidement et bientôt reproduit. Les femmes n'étaient pas moins que les hommes désireuses d'apprendre et de se perfectionner. Le P. Sepp dit qu'il aurait bien voulu avoir de belles dentelles pour les aubes et les surplis de sa nouvelle réduc-

1. Lettre du P. Herre, de Buenos-Ayres, 1725.

2. Le Père allemand, Betschan, écrit de même en 1719 : « ...dass wir fremder Hande nicht bedorfen » (*Welt-Bott*, t. VII, p. 64).

3. *Lettres édifiantes*, t. V, p. 488.

tion sans devoir les acheter. Que fait une Indienne ? « Elle prend une large dentelle d'Europe, elle disjoint les fils à l'aiguille et relâche un peu la dentelle, examine le point et l'ensemble, et confectionne une autre dentelle pareille, que tu ne saurais distinguer du modèle hollandais ou espagnol <sup>1</sup>. »

Ces « pauvres Indiens », pourtant ! Il n'y a rien à tirer de leur tête, écrit le même P. Sepp à la page même où il raconte ensuite candidement cette histoire de l'Indienne à la dentelle et d'autres exemples semblables de Guaranis qui se mettent à fabriquer des horloges sur simple examen d'un modèle. C'était l'axiome : les Indiens ne devaient pas avoir de cervelle. Des hommes qui s'approprièrent si aisément tant d'arts nouveaux en si peu de temps n'étaient pas trop mal doués. Le doyen Funes, qui les connaissait bien, souligne leur esprit industriel d'imitation et d'invention.

Convenons toutefois que, sans l'organisation collective du travail et de la propriété, les Guaranis n'auraient pas connu l'essor économique qui fut le leur. Les initiatives n'étaient pas réduites aux étroites perspectives d'un profit égoïste. Tout était conçu de façon large et se réalisait dans une émulation générale. Aucune entreprise ne se lançait, sinon en fonction des besoins et de l'avantage de toute la communauté.

C'est par là que le rapide essor économique du peuple guarani s'explique principalement.

1. *Reisebeschreibung*, p. 291-292.

## LES ARTS

Les Guaranis se sont montrés de prime abord très sensibles et ouverts à toutes espèces d'arts. Ils étaient remarquablement doués pour la sculpture, la peinture et surtout la musique. « Ils ont naturellement l'oreille juste et un goût d'harmonie singulier. » Le P. Cattaneo, déjà cité, assure qu'il a vu un enfant de douze ans jouer sur la harpe, d'une main sûre et légère, les airs les plus difficiles des motets de Boulogne. « Ils ont d'ailleurs la voix belle et sonore, ce que j'ai déjà dit, qu'on attribue aux eaux de leurs rivières... Ce goût naturel pour la musique a beaucoup servi à peupler les premières réductions. Les jésuites en naviguant sur les rivières s'aperçurent que quand, pour se désennuyer saintement, ils chantaient des cantiques spirituels, des troupes d'Indiens accouraient pour les entendre et paraissaient y prendre un goût singulier... Ils réalisèrent ainsi dans ces pays sauvages ce que la fable raconte d'Orphée et d'Amphion <sup>1</sup>. »

Le premier maître de musique fut un jésuite français, le Frère Louis Berger, qui enseigna aux Guaranis « la musique instrumentale et vocale ». Également sculpteur et peintre, ce Frère artiste exerça un ministère extrêmement fructueux. Son Supérieur, le P. Mastrilli, lui consacra une notice très élogieuse. Le Frère Berger était né à Abbeville en 1590, avait été admis dans la Compagnie en 1614 et était parti en 1616 pour le Paraguay où il passa toute sa vie et rendit « autant de services que bien des missionnaires. Avec son violon, il convertit des foules d'infidèles <sup>2</sup> ».

A la suite de Louis Berger, le P. Jean Baes — Vassaeus ou Vassaux — de Tournai en Belgique, donna un caractère encore plus artistique aux exécutions musicales des Guaranis. Le P. Baes avait été auparavant un maître réputé en Europe comme musicien auprès de l'archiduc Albert, puis de l'infante Isabelle, et en dernier lieu maître de musique à la cour de Charles-Quint. Les Guaranis apprirent du P. Baes la notation musicale la plus parfaite à l'époque. Ils conservèrent et se transmirent précieusement ses répertoires et ses

1. Charlevoix, t. 1, p. 241 et 242.

2. *Lit. annuæ paraq.*, 1626, p. 42.

compositions personnelles. Le P. Baes mourut en 1623 à Lorette, au service des pestiférés. Le P. Sepp, venu presque un siècle plus tard, est aussi présenté comme musicien de talent, virtuose dans toutes sortes d'instruments et compositeur.

Dès le temps du P. Baes, dans chaque réduction, une école de plain-chant, de musique et de danse, était établie. « On y apprend, dit Charlevoix, à toucher toutes sortes d'instruments dont l'usage est permis dans les églises... Il leur a très peu coûté pour les savoir toucher comme les maîtres. Ils ont appris à chanter sur les notes les airs les plus difficiles, et on serait presque tenté de croire qu'ils chantent par instinct comme les oiseaux. » L'« instinct » était développé chaque jour durant des heures. « Savoir chanter était considéré en quelque sorte comme le premier devoir du citoyen. » M. Bach, protestant allemand, qui fut vers 1840 fonctionnaire en Bolivie et en profita pour se livrer à une étude approfondie des vestiges des réductions, rapporte que des chœurs de milliers de voix se produisaient « sans qu'on entendit jamais une fausse note ».

En 1637, le P. Ripario écrit au Provincial de Milan : « Beaucoup savent déjà très bien composer en musique. Ils peuvent rivaliser avec de fameux musiciens d'Europe. Ils usent de toute la variété des instruments <sup>1</sup>. » Le maître de chapelle était un Guarani et non un jésuite. Une école nationale de musique fut instituée, pour laquelle on sélectionnait les élèves les mieux doués dans chaque réduction. Le P. Sepp dit qu'il dirigea lui-même un temps cette école. Il assure aussi qu'il n'y avait aucun instrument dont les élèves guaranis n'apprirent à jouer « en très peu de temps et avec une perfection et une délicatesse qu'on admirerait dans les plus grands maîtres ».

On cite comme instruments d'orchestre l'orgue, les violons, violoncelles, contrebasses, clarinettes, flûtes, harpes, guitares, luths, trompettes, cors et tambours. Tous les instruments, de facture très soignée, sortaient des ateliers guaranis <sup>2</sup>. Aux premiers temps déjà, la moindre réduction avait quatre organistes capables, et des musiciens qui excellaient comme joueurs de théorbe, de chalumeau, d'épinette, de trompette, basson, etc. « Beaucoup d'Européens qui ont entendu la musique des Indiens ont assuré qu'elle n'était point inférieure à celle des cathédrales d'Espagne <sup>3</sup>. »

Le répertoire comprenait, outre le plain-chant latin et la polyphonie, les compositions du P. Baes, de la musique de ballet et de marche, des motets à plusieurs voix, « les plus difficiles motets de Boulogne », dit Charlevoix. Le P. Cattaneo demandait à son frère

1. Lettre publiée dans Pastells, t. 1, p. 543.

2. Charlevoix, t. 1, p. 257; Cardiel, *Declaracion*, p. 106, etc.

3. Muratori, *Relation*, p. 96.



VIERGE DE TRINIDAD

August SCHRÖDER  
ÉDITEUR-STUTTGART



RUINES DE SAN IGNACIO

*Éditions ATTINGER-Neuchâtel  
et RÄBER-Lucerne  
Photos Ferrière*

de lui envoyer, en même temps que trois ou quatre messes en musique, « douze ou quinze concertos du seigneur Alberti de Bologne ». Le P. Ripario dit que chaque dimanche la messe se célèbre *con buonissima musica*. Des pièces de choix de la musique française, italienne et allemande étaient exécutées de façon tellement « soignée, artistique et plaisante », que si on n'avait pas vu les musiciens, on aurait cru qu'un des meilleurs orchestres d'Europe était de passage dans les Indes<sup>1</sup>. Les violonistes en particulier jouaient les plus difficiles compositions européennes avec une vraie virtuosité.

Lorsque les deux Pères français, Hénard, de Toul, et Noël Berthold, de Lyon, étaient arrivés dans les missions en 1628, les néophytes avaient exécuté en leur honneur « des ballets avec une musique à deux chœurs, dans le bon goût de France ». Ajoutons à cela ce qu'a écrit un Espagnol qui avait accompagné l'évêque d'Assomption lors d'une visite des réductions de l'Uruguay : « Nous étions près d'arriver à une des réductions. Tous les habitants étaient venus au-devant du prélat. Un chœur d'enfants s'avancait vers nous en chantant les louanges de la doctrine chrétienne. Mais un d'entre eux s'attira bientôt les regards de tout ce que nous étions là d'Espagnols. Il jouait du violoncelle avec tant de grâce et d'adresse que le prélat, frappé d'admiration comme les autres, fit arrêter le chœur et approcher l'enfant à qui il ordonna de jouer seul une sonate. L'enfant obéit, et après avoir salué profondément le prélat et les personnes de sa suite, il appuya l'instrument sur son pied et joua pendant environ un quart d'heure avec une telle précision et une telle légèreté qu'on ne pouvait se lasser de l'entendre et de l'admirer. Passant moi-même en d'autres temps par quelques réductions où les missionnaires m'ont toujours fait un accueil très favorable, j'ai entendu plus d'une fois la musique des Indiens, et ç'a toujours été avec une nouvelle surprise. J'ai peine à croire qu'on entendît avec plus de plaisir la musique des cathédrales d'Espagne les plus célèbres<sup>2</sup>. »

Les membres d'une délégation de Yapeyu, qui étaient venus à Buenos-Aires en 1729 pour recevoir le P. Cattaneo et d'autres missionnaires, passèrent dans cette ville « plusieurs jours en fêtes et en réjouissances. Monsieur le gouverneur honora souvent leurs jeux et leurs concerts de sa présence, et il y prenait tant de plaisir qu'il les prolongea plus d'une fois jusqu'à la nuit. Toute la ville y était aussi accourue, et l'on ne se lassait pas de voir les Indiens. On admirait surtout une de leurs danses qui n'aurait pas déplu, je crois, même en Europe, aux yeux les plus délicats. Elle était formée de douze

1. *Welt-Bott*, Teil 24, Nr. 510.

2. Cité par Muratori, p. 97 et 98.

enfants vêtus à la manière des Incas, c'est-à-dire comme l'étaient anciennement les Indiens nobles du Pérou, avant que les Espagnols en eussent fait la conquête. Ces enfants avaient chacun leur instrument de musique. Quatre portaient de petites guitares pendues à leur cou, quatre autres des luths et les quatre derniers de petits violons. Ils jouaient et dansaient en même temps avec une précision admirable. On leur vit aussi faire plusieurs fois avec beaucoup de satisfaction l'exercice de l'arc et des autres armes <sup>1</sup> ».

Par le chant et la musique, l'âme de ce peuple, chargée de souvenirs tragiques, s'exprimait et se libérait. On imagine, le soir, aux vérandah, les hommes fumant paisiblement, les femmes causant, et, soudain, au hasard de la conversation, une image évoquée, les horribles visions anciennes, le grand-père massacré, ou la mère, et les groupes enchaînés. Mais aussitôt, la vision ancienne effacée par la vision présente, là, sous les yeux, la jeunesse dans la rue, qui fait monter ses chants, la musique improvisée, violons, cors, clarinettes, à la manière des nègres. Tout le quartier vibre alors à l'unisson, comme un seul être, en un sentiment profond, heureux, au milieu de la cité protégée.

Charlevoix dit que « les infidèles, lorsqu'ils entendaient les Guaranis chanter et jouer des instruments, ou qu'ils les voyaient peindre, demeuraient des quatre heures entières immobiles et comme en extase <sup>2</sup> ».

L'amour de la musique s'est conservé parmi les Guaranis. Parlant du goût musical des Argentins, Martin de Moussy écrit : « L'Indien guarani lui-même taille une flûte dans un roseau, construit un violon avec lequel il fait sa partie dans un concert improvisé. Dans les anciennes missions des jésuites, la musique des églises était composée tout entière d'exécutants indiens qui réussissaient à traduire les œuvres des maîtres; et aujourd'hui encore, au Paraguay, le tambour, le triangle, les violons et les flûtes, qui accompagnent le chant aux offices, sont un souvenir, bien incomplet sans doute, mais vivant, de l'ancien orchestre des missionnaires <sup>3</sup>. »

\* \* \*

A la suite des destructions massives opérées dans la plupart des réductions, il subsiste encore des œuvres sculptées par les Guaranis mais, apparemment, peu ou pas de peintures. Les couleurs utilisées

1. Muratori, *Ibid.*, p. 263.

2. Charlevoix, t. 1, p. 351.

3. *Description*, t. 11, p. 64.

étaient d'ailleurs de mauvaise qualité. Les peintures originales, qui auraient pu subsister, ont été recouvertes par des amateurs.

On le regrette, car si les peintres guaranis travaillaient, comme on l'a dit, avec tant d'amour que les sauvages les regardaient pendant « des quatre heures entières immobiles et comme en extase », on peut croire que leurs œuvres étaient belles. Un homme, artiste lui-même très cultivé, le P. Ripario, écrivait à son frère que la peinture des Guaranis était excellente. *Dipingono excellentissimamente*. Ils imitaient les tableaux de maîtres à la perfection. Le P. Sepp parle d'œuvres de Rubens et d'autres artistes qu'il n'aurait pu distinguer de l'original.

Les statues de bois ou de pierre, les fresques et les tableaux qui subsistent imitent assez souvent le style grec ancien ou la Renaissance. Avé-Lallemant put voir dans une grande salle du collège de San-Lorenzo en ruines, trente-trois statues de différentes grandeurs réunies là par les Indiens et soigneusement conservées. Elles étaient d'un genre simple et touchant. Les Guaranis, dit-il, devaient bien prier devant de telles statues. On le croira sans peine en considérant la très pure et délicate « Vierge de Trinidad » reproduite ici. Passant dans la même réduction de San-Lorenzo, Martin de Moussy note : « Dans une salle du collège dont le toit subsiste encore, on a déposé un saint Michel terrassant le diable, groupe colossal, en bois, d'un beau travail comme sculpture, pièce sauvée des ruines de l'église. On parle de le transporter à San-Borja. Malheureusement, il n'y a pas de charrette assez forte pour soutenir un pareil groupe <sup>1</sup>. »

On a vu ailleurs quel soin vraiment artistique les Guaranis apportaient à la sculpture des arcades et galeries de marbre longeant certaines rues. L'aspect extérieur des églises avait été décrit au même chapitre. Avant de passer à l'intérieur, rappelons seulement qu'elles étaient construites en grès rouge, blanc ou jaune, dans le style Renaissance, le plus souvent, avec trois ou cinq nefs et un campanile ajouré. Les églises guaranies étaient spacieuses et imposantes. Déjà les églises de la première période, élevées avant 1630 et abandonnées ou détruites par les Paulistes, étaient selon l'expression de Montoya « fort belles et somptueuses <sup>2</sup> ».

Parlant des églises construites après les grandes migrations, Charlevoix écrit : « Les Espagnols mêmes sont étonnés de les voir si magnifiques... Aussi n'y a-t-il entre les bourgades d'autre émulation que sur ce point, et on en a vu rebâtir leurs églises en entier pour les mettre au niveau des autres, et se priver même, pour cela, du nécessaire... Elles sont toutes ornées de peintures qui représentent les mystères de notre sainte religion et les actions les plus héroïques

1. *Description*, t. II, p. 709.

2. *Muy lindas y suntuosas ecclesias. Conquista espiritual*, § 38.

des saints de l'Ancien et du Nouveau Testament. Ces peintures sont séparées par des festons et des compartiments d'une verdure toujours fraîche et semée de fleurs. » « Ces églises ne dépareraient pas les plus belles d'Espagne et du Pérou, tant pour la beauté de la structure que pour la richesse et le bon goût de l'argenterie et des ornements de toutes les espèces<sup>1</sup>. » Les observations personnelles de Florentin de Bourges confirment les données de Charlevoix. « Le dedans est orné de peintures travaillées par les mêmes Indiens. Les retables sont d'un bon goût et tout dorés. La sacristie est bien fournie d'argenterie et d'ornements très propres. Je parle de ce que j'ai vu dans la peuplade où j'étais. Cette église serait certainement estimée dans les plus grandes villes de l'Europe<sup>2</sup>. »

A San-Borja, le maître-autel était si magnifiquement sculpté qu'on l'estimait à trente mille « réaux de plata », sans les dorures. Tout le chœur était entouré de statues. La voûte était soutenue par deux rangées de douze colonnes. Au baptistère, l'eau coulait d'une superbe fontaine de marbre dans un bassin d'argent. Parlant de son église, le P. Sepp écrit : « Je ne puis me souvenir d'avoir vu en Europe des colonnes de pierre aussi belles et variées que celles-ci. » Les églises étaient couramment ornées de lampadaires d'argent massif pesant vingt, quarante, cinquante et même soixante-dix kilos. Les vases sacrés et les chandeliers étaient également en argent<sup>3</sup>. Un religieux rentré dernièrement du Brésil a vu là-bas le ciboire le plus artistement ciselé et le plus riche qui existe en Amérique du Sud. C'est un ciboire confectionné autrefois par un artiste guarani.

Les églises les plus belles, celles de l'Entre-Rios et de l'Uruguay, ont été détruites. Mais plusieurs voyageurs ont pu admirer au Paraguay celle de Santa-Rosa qui fut incendiée seulement en 1883. Elle n'était guère inférieure aux églises de l'Entre-Rios. Le Dr Renger, qui avait d'abord passé à Assomption et Corrientes, avoue que l'église de Santa-Rosa est la plus belle construction qu'il ait vue au Paraguay. Martin de Moussy de son côté en a laissé une précieuse description qu'il vaut la peine de reproduire. « Cet édifice est bâti en pierres et en bois, c'est-à-dire que les murailles sont en gros blocs de grès rouge superposés et sans ciment, et que la toiture lambrissée, les colonnes accouplées qui la supportent, le porche en forme de conque, sont formés de pièces énormes de charpente parfaitement travaillées. La longueur totale de l'édifice est de 60 mètres ;

1. Charlevoix, t. 1, p. 253 et 242-243.

2. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 242.

3. Moussy, t. III, p. 713 et Cardiel, *Breve relacion*, ch. VIII, § 1. — Cardiel prétend cependant que le trésor d'église de chaque réduction ne valait guère plus de cinq mille à six mille pesos !

en entrant, on est vraiment ébloui de la richesse et du nombre des ornements qu'il renferme. Le chœur est, de haut en bas, couvert de statues de saints en bois sculptés; un saint Michel terrassant le diable couronne l'architrave du maître-autel, la coupole, sculptée et peinte rouge et or, a, dans ses quatre pendentifs, une niche contenant la statue d'un pape. Les douze colonnes accouplées qui soutiennent la nef, de chaque côté, ont dans leur entre-colonnement la statue d'un apôtre de grandeur naturelle; les sept chapelles latérales ne sont ni moins riches ni moins ornées. Quatre confessionnaux, très artistement sculptés et peints, sont placés entre ces chapelles. Le baptistère est dans un petit sanctuaire accolé aux parois de l'église; il est orné d'un groupe de bois représentant le baptême de Jésus-Christ. La sacristie, placée au chevet de l'église, est également décorée d'un autel surchargé de sculptures, enfin les vastes armoires accolées aux parois sont encore richement sculptées. Une fontaine en marbre, malheureusement brisée par accident et imparfaitement restaurée, verse de l'eau dans une grande aiguière d'argent, seul reste de toutes les anciennes richesses de cette magnifique église. La conque du porche est également lambrissée d'ornements sculptés et peints, mais les couleurs ont en partie disparu.

« A vingt pas de l'église, à l'est, un petit bâtiment carré, encore en excellent état de conservation, renferme la chapelle de Notre-Dame-de-Lorette. Les anciennes peintures murales, dégradées par l'humidité, ont été remplacées par de grossiers dessins, œuvre de quelque Indien, peintre en bâtiment, qui représentent la légende de la mystérieuse maison de Nazareth. En revanche, un bon nombre de cadres présentent des peintures sur cuivre d'une bonne facture, offrant divers sujets pieux, et une collection de portraits des plus fameux Jésuites. Ces peintures nous paraissent d'origine italienne...

« Quant aux richesses de l'église, elles ont disparu : d'abord en 1810, puis sous Francia; enfin, en 1848, sous M. Lopez, presque tous les ustensiles d'argent qui restaient encore ont été enlevés. De toute son ancienne splendeur, il ne lui est resté que la grande aiguière de la sacristie <sup>1</sup>. »

L'église de Corpus, sur l'autre rive du Parana, « était à deux coupoles et d'une extrême richesse, dans le genre de celle de Santa Rosa ». Dans la même région, l'église de Trinidad, qui n'avait « rien de remarquable que sa tour assez élevée », contenait tout de même une Vierge estimable qui n'était sans doute pas son unique trésor artistique...

On renonce à relever d'autres détails également fragmentaires qui ne pourraient atténuer le fait lamentable de la destruction générale des belles églises guaranies et de leurs œuvres d'art.

1. *Description de l'Argentine*, t. III, p. 713-715.

A Mexico et ailleurs, les conquistadores avaient saccagé avec fureur et mépris les œuvres d'art des Indiens païens. Lorsque leurs dignes successeurs, les colons-soldats espagnols et portugais, envahirent les réductions de l'Uruguay, à la suite du Traité des Limites et pénétrèrent dans la première église guaranie, le mépris fut moins facile. Superstitieux autant que croyants, malgré leur rudesse et leurs passions, ces chrétiens traîtres assaillant une paisible république chrétienne sentirent leur orgueil décontenancé. De grandes fresques aux murs, représentant avec force la mort, le jugement, le ciel et l'enfer, les mirent soudain en présence de leurs fins dernières et firent revivre en eux les sermons les plus terrifiants entendus dans leur enfance. Du haut de la chaire, les quatre évangélistes et les quatre docteurs de l'Église latine semblèrent les interpeller. De toutes part, des saints connus, plus d'une fois invoqués en prières ou en jurons, les regardaient avec des yeux ardents de vie où ils lisaient la réprobation et l'annonce du châtement. Tout leur parlait et les impressionnait : les grands confessionnaux de cèdre, surmontés eux aussi de statues, les fonts baptismaux, la majesté éclatante et la profusion de vie et de richesse des autels. La noblesse, la grandeur, la pureté, la douceur les enveloppaient. Ces anciens chrétiens de la vieille Espagne catholique furent saisis. Quelques-uns eurent peur et reculèrent, comme des barbares sacrilèges qui, en violant un lieu sacré, découvrent un monde supérieur. Les meilleurs se sentirent humiliés et honteux avec leurs armes à la main.

Le seul peuple indien qui eût échappé quelque temps à leur domination, le peuple guarani, le plus misérable d'Amérique, auquel on avait voulu dénier le droit de recevoir les sacrements comme étant dépourvu de raison, avait signé là en langage chrétien, au nom de tous les peuples d'Amérique, l'acte d'accusation et de condamnation des conquérants, avant de se disperser à nouveau dans la forêt vierge qui allait submerger bientôt ses cités industrielles surgies comme pour fournir seulement témoignage.

## LE COMMERCE ET LA MONNAIE

« Ni or ni argent, que pour  
décorer les autels. »

CHARLEVOIX.

L'approvisionnement, la mise en stock des produits et leur distribution étaient assurés par les services communaux, sans aucun intermédiaire commercial privé. Des fonctionnaires étaient responsables de la statistique des réserves, constamment tenue à jour, de leur entretien et de leur équitable distribution. La *Cedula Grande* de Philippe V reconnaît le bon ordre qui règne dans l'administration des biens. « Dans chaque bourgade, des Indiens majordomes, comptables, fiscaux et garde-magasins, tiennent un compte exact de cette administration et marquent sur leurs livres tout ce qui entre et tout ce qui sort du produit de la bourgade. »

La population se procurait les denrées sans argent ni pièces quelconques de monnaie. « Un des plus solides fondements de la paix et de l'union qui règnent parmi ces Indiens, dit Muratori, est la privation entière où ils sont d'espèces d'or et d'argent et d'aucune sorte de monnaie. Ces idoles de la cupidité leur sont absolument inconnues<sup>1</sup>. » Le P. Florentin de Bourges, capucin qui visita les réductions en 1712, raconte qu'au commencement de chaque mois les officiers préposés aux magasins délivraient aux chefs de quartier la provision de grains pour le mois. « Ceux-ci la distribuaient aussitôt aux familles, donnant à chacune plus ou moins selon qu'elle était plus ou moins nombreuse. » Il en était de même pour la viande, distribuée deux ou trois fois par semaine, et même chaque jour, et pour les tissus ou les habits.

La valeur des marchandises s'exprimait en « pesos » et « réaux », de façon purement fictive. C'était une manière de fixer la valeur relative des denrées courantes. Hernandez a publié les listes de prix de 1730 et 1737, conservées par hasard. Un arrobe (onze kilos et demi) valait : thé = 2 pesos huecos; tabac = 4 pesos; coton = 2 pesos;

1. *Relation*, p. 152.

une pièce de cèdre, longue d'une aune, large d'une demi-aune et épaisse de quatre doigts, valait 3 réaux, etc.<sup>1</sup>.

Les particuliers pouvaient obtenir, lors des distributions réglementaires ou en dehors de ces distributions, tel objet de leur choix qui leur était compté selon le barème affiché.

Sur quelle base un particulier pouvait-il ainsi jouir d'une marge libre ? Uniquement sur la base de produits équivalents livrés aux magasins communaux. On était « riche à proportion de son assiduité au travail »<sup>2</sup>.

Il apparaîtra dans le chapitre consacré au régime du travail que la marge libre ne risquait pas de favoriser aucun accaparement individuel, ni de compromettre la satisfaction des besoins de l'ensemble. Le cas échéant, ceux-ci avaient la priorité sur tout droit individuel secondaire, même acquis par le travail.

Le troc élémentaire, sans référence au peso, conserva toujours une certaine importance entre particuliers.

A part le troc et la monnaie fictive du peso, il existait une monnaie « réelle » constituée par certaines marchandises d'usage général qui étaient acceptées par chacun en paiement, même sans qu'on en eût besoin ou usage immédiat. Le P. de Montoya déjà rapporte que le thé était « la principale monnaie » et avait « cours comme argent ». Le P. Muriel mentionne encore comme marchandise-monnaie le tabac, le miel et le maïs<sup>3</sup>.

Le mécanisme de la formation des prix, étroitement dépendant du système économique, était simple et sain. Le prix correspondait normalement à la valeur réelle des biens, soit essentiellement à la somme de travail exigée pour leur production, sans majoration au bénéfice d'intermédiaires inexistantes. Le prix relatif d'une marchandise particulière était naturellement influencé par sa rareté ou son abondance. La Commune, maîtresse des greniers et magasins, freinait ou accélérât la consommation de cette marchandise en haussant ou en abaissant son prix. L'idée qu'un rendement avantageux dans telle branche de l'économie aurait dû enrichir les travailleurs de cette branche aux dépens des autres n'effleurait, paraît-il, personne, tellement elle était totalement exclue dans les faits.

La profession de commerçant n'existait donc pas dans la République Guaranie. Le commerce des denrées, des biens-fonds, des moyens d'échange et de crédit qui, dans notre société, enrichit plus que toute espèce de travail productif, était interdit. Les charges du consommateur en étaient allégées d'autant. Les centres de distribution par quartier répondaient aux besoins.

1. Hernandez, t. 1, p. 240.

2. Muratori, *Relation*, p. 149.

3. Cité par Hernandez, t. 1, p. 240.

Seuls, des marchands colporteurs étrangers pouvaient pénétrer parfois dans les réductions et y séjourner trois jours dans une maison spéciale située à l'extérieur de l'agglomération ou près du Collège. Sous contrôle, il était permis à ces colporteurs d'offrir et de troquer leurs bibelots. C'était tout. Pour favoriser le commerce extérieur avec Assomption et Buenos-Aires, des marchés furent établis de façon plus ou moins régulière à San-Ignacio-Guazu, Santa-Mariada-Fé, Santiago, Santa-Rosa, San-Carlos, Yapeyu et San-Cosmé. L'évêque Faxardo note que la ferveur religieuse était moins élevée dans ces réductions à cause du contact avec les marchands. Les foires pour le marché intérieur ne se révélèrent pas nécessaires, tous les produits étant concentrés et mis à la disposition des consommateurs dans les grands magasins communaux.

Le commerce de réduction à réduction, comme le commerce extérieur, était monopolisé et dirigé complètement par la communauté. De façon générale, il roulait sur le tabac, les légumes, le coton, les troupeaux et les divers objets manufacturés. Yapeyu importait par exemple, des réductions du nord, du tabac, du thé et du coton que sa situation plus éloignée des tropiques ne permettait pas de produire dans d'aussi bonnes conditions. Les statistiques indiquant régulièrement le volume des réserves et des besoins en chaque réduction, il était facile de prévoir les échanges. Le curé tenait conseil avec le corrégidor et le majordome pour déterminer le genre et le montant des marchandises à importer et à exporter<sup>1</sup>. « Quelques centaines d'Indiens se répandent tous les ans dans les villes espagnoles pour y faire le commerce. Toutes les réductions équipent à frais communs des bales ou des radeaux pour transporter par les rivières qui se déchargent dans le fleuve de la Plata leurs marchandises à Buenos-Aires et à Santa-Fé... Une partie de l'argent qu'on retire de ces marchandises est employée à payer le tribut annuel que les Indiens doivent au roi. De ce qui reste, on achète premièrement les choses nécessaires pour l'entretien des églises, ensuite tous les instruments d'agriculture et les outils dont les Indiens ont besoin. Ainsi, tout leur commerce consiste, comme celui des premiers habitants de la terre, dans des échanges de marchandises ou de denrées. Ces voyages des Indiens, qui n'ont pour but que l'avantage de la nation, et où l'intérêt particulier n'a point de part, durent ordinairement plusieurs mois<sup>2</sup>. »

1. Cardiel, *Breve relacion*, ch. v.

2. Muratori, *Relation*, p. 153 et 154. — Cardiel parle aussi de quelques centaines d'Indiens employés au commerce et à la représentation des intérêts de la nation.

Dans les toutes dernières années, pour apaiser les attaques dont était l'objet le régime communiste des réductions, ou par préférence personnelle, certains Pères trouvèrent bon de chercher à éveiller l'instinct de profit individuel. Ils encouragèrent les particuliers à vendre des produits supplémentaires du lot. Ce fut en vain. Cardiel raconte qu'un corrégidor vendit un peu de maté, et un commissaire de guerre un peu de sucre. Il ajoute : « En vingt-huit ans que je me trouvai parmi eux comme curé ou companero, je ne rencontraï pas d'autre exemple entre tant de milliers d'Indiens <sup>1</sup>. »

Un Père procureur établi à Buenos-Aires secondait le « primas » de Yapeyu et concluait autant que possible d'avance les marchés les plus importants, de façon qu'au moment où les convois arrivaient sur place, les opérations des commissaires guaranis n'exigeassent que le minimum de temps. Les Guaranis, commissaires et porteurs, choisis parmi les plus sûrs, n'étaient ainsi pas exposés trop longtemps à l'influence des colons.

Le transport se faisait principalement par voie fluviale, sur des bateaux à voile et à rames. Le Parana inférieur et plusieurs de ses affluents se prêtaient bien à la navigation. Les réductions avaient été placées à dessein sur le bord des cours d'eau. La belle flotte marchande des Guaranis excitait la jalousie des colons. — Deux fois, en 1667 et 1671, la République Guaranie mit à la disposition de l'Espagne les bateaux et canots nécessaires pour transporter les troupes royales de Corrientes à Buenos-Aires bloquée par les Anglais. — Sur l'Uruguay, il s'avéra plus pratique d'utiliser des radeaux d'un modèle adapté aux nombreux rapides, les bales, vastes ponts de bambou montés sur deux canots d'une pièce. Le Père Cattaneo raconte qu'il voyagea de Buenos-Aires à la réduction de Sainte-Marie sur une telle balse portant trente personnes et quatre ou cinq bœufs. Une tente était montée sur le radeau. C'était souvent une véritable cabine bien meublée, fermée, construite en bois, cannes et peaux, réservée d'abord aux Pères, s'il s'en trouvait avec le convoi. Les Indiens ramaient avec tant d'art et de souplesse que le Père ne percevait pas le mouvement de l'embarcation. Les Indiens ne disaient mot ni ne chantaient « afin que le Père ne fût en rien troublé en ses prières et ses exercices <sup>2</sup> ». A son arrivée, en 1696, le P. Sepp monta de la sorte de Buenos-Aires à Yapeyu en un mois.

Un réseau de routes pavées avait aussi été créé. Martin de Moussy a pu retrouver et décrire leur tracé.

1. *De moribus Guaraniorum*, cap. III.

2. Sepp, *Reisebeschreibung*, p. 163.

Les principales denrées exportées par les réductions étaient le maté, le tabac, le coton, le sucre, des cotonnades et tissus divers, des broderies, des dentelles, des mèches, des cierges, des objets fabriqués au tour, des tables, armoires et bahuts de bois précieux, des sculptures, des peaux, du cuir et de la sellerie, des chapelets, du miel, des fruits de toutes sortes, principalement des oranges et des tamarins, de la teinture de cochenille et d'autres couleurs, des chevaux, mulets et moutons, et le surplus des diverses industries. Tous ces produits s'en allaient vers Buenos-Aires et jusqu'en Europe, et aussi vers Santa-Fé, Corrientes, Assomption et Villarica.

La République Guaranie importait des produits manufacturés et des métaux, « de l'or, de l'argent, du cuivre, de l'acier, pour fabriquer les armes et pour décorer les autels <sup>1</sup> », des pièces métalliques d'outils, haches, socs, poinçons, etc., des aiguilles, hameçons, couteaux et ciseaux. Lorsque les ateliers furent outillés, l'importation des objets manufacturés cessa à peu près. Le métal brut dut toujours être en grande partie importé. Le sel fut fourni dans les dernières années par la République sœur des Chiquites où les réductions de Santiago et San-José exploitaient des salines. Les autres produits importés venaient d'Europe : soie, papier et vin. Les frais de transport par mer étaient extraordinairement lourds et les prix imposés tellement élevés que le bénéfice net des échanges à grande distance était, dit-on, presque complètement absorbé par l'impôt à la caisse royale, lorsque d'aventure on devait le payer <sup>2</sup>. Il était encore réduit par la guerre économique des « encomenderos » esclavagistes qui pouvaient vendre par exemple en une année jusqu'à 70.000 arrobes de maté, tandis que les Guaranis voyaient leur exportation limitée à un contingent de 12.000 arrobes. Il est vrai que certains adversaires les accusaient d'en avoir exporté néanmoins 120.000 et même 300.000 <sup>3</sup>. En réalité, les réductions produisaient avant tout pour la consommation intérieure.

Selon Ibanez, le commerce des peaux aurait enrichi les jésuites encore plus que le thé. Accusation également gratuite. La consommation intérieure étant extraordinairement forte, les Guaranis exportaient peu de peaux. Rengger explique les usages variés du cuir chez les Guaranis. On en faisait des caisses, des corbeilles, des

1. Charlevoix, t. 1, p. 245.

2. Selon la *Cedula Grande* de Philippe V, les exportations laissaient au début du xviii<sup>e</sup> siècle un bénéfice de cent mille pesos par an. Le chiffre est par trop modeste et demanderait sans doute à être interprété.

3. Le Père Procureur Valeriano de Villegas déclare que le contingent de 12.000 arrobes n'avait jamais été atteint jusqu'en 1682. Il s'appuie sur les livres d'inspection des bateaux. Pastells, t. III, p. 472, doc. 2223.

sacs, des *pelottas*, sortes de bacs pour traverser les fleuves, des lassos, des soufflets, des hamacs, des cordes, des barrières, des toits, etc.

\* \* \*

Les jésuites se sont-ils vraiment enrichis par le commerce ? Leur position à la tête d'un système d'échanges aussi centralisé leur aurait donné certes la possibilité de prélever paisiblement une fortune colossale. Cela est évident. Demander aux marchands esclavagistes de croire que des hommes ne profitassent pas nécessairement d'une telle possibilité, ç'eût été de la naïveté. La centralisation des affaires à Buenos-Aires et à Santa-Fé, entre les mains du procureur, donnait forcément une impression de puissance économique et de richesse. Il était difficile aux particuliers de calculer combien de Guaranis vivaient des produits ainsi accumulés et des bénéfices réalisés. Les « *encomenderos* » ne se lassèrent donc pas de répéter que les jésuites exploitaient les Indiens, tout comme eux-mêmes, à leur propre profit. Par l'effet de leur propagande acharnée, les jésuites se virent « traduits au tribunal des quatre parties du monde comme une société de marchands qui, sous le voile de la religion, n'étaient occupés que d'un intérêt sordide. On avouera du moins, ajoute Raynal, que les fondateurs des premières institutions du Paraguay ne méritent pas un pareil reproche. Les déserts qu'ils parcouraient ne produisaient ni or, ni denrées. Ils n'y trouvèrent que des forêts, des serpents, des marais, quelquefois la mort ou des tourments horribles, toujours des fatigues excessives. Ce qu'il leur en coûtait de soins, de travaux, de patience, pour aborder les sauvages, les faire passer d'une vie errante à l'état social, était fort au-dessus de ce que des hommes ordinaires auraient pu faire <sup>1</sup>. »

Les successeurs des premiers Pères auraient-ils été moins désintéressés ? Martin de Moussy le pense. Le Chanoine Gay avait exprimé plus nettement encore, avant lui, le même avis. L'ex-jésuite Ibanez ne prétendait-il pas que les jésuites expédiaient chaque année sept cent vingt mille pesos d'or au Général de la Compagnie, seulement sur le produit du maté. « Si l'on suppose, disait un autre, que chaque famille d'Indiens ne rapporte aux jésuites que cinquante lires par an, à raison de trente mille familles, cela donne cinq millions de piastres <sup>2</sup>. » Et chacun y allait ainsi de ses suppositions.

Déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle cependant, des esprits sérieux, nullement favorables à la Compagnie, avaient reconnu ou deviné l'inanité des

1. Raynal, *Histoire philosophique des Indes*, t. III, p. 315-316.

2. *Relazione breve*, Lugano, p. 108.

accusations dirigées contre les jésuites du Paraguay. Montesquieu, parlant du commerce de la République des jésuites, écrit : « ...le commerce exercé au profit de la cité et non au profit des particuliers <sup>1</sup> ». L'historien protestant Southey, après avoir examiné librement la question dans son Histoire du Brésil, conclut : « Le point le plus certain, c'est que les jésuites n'ont amassé au Paraguay aucune espèce de trésors <sup>2</sup>. »

Ces voix isolées furent étouffées, comme les plaidoyers des Pères, par la passion antijésuitique et les attaques concertées des esclavagistes, des coloniaux et des « Philosophes ». Le Grand Larousse reflète sereinement l'opinion ainsi accréditée. « Cet État, dit-il de la République Guaranie, comptait trente-deux villes, habitées par plus de quarante mille familles. Les jésuites qui, en exploitant habilement les populations et en établissant à leur profit un monopole commercial, avaient gagné d'énormes richesses, furent expulsés des possessions espagnoles et du Paraguay en 1767 <sup>3</sup>. »

On doit avouer qu'en dehors de la République Guaranie, les religieux se livraient effectivement au commerce sur une assez grande échelle. Pour réprimer l'abus, le Pape Clément IX fut même obligé en 1669 de décréter l'excommunication contre les coupables. Le mal persista. Le 1<sup>er</sup> avril 1758, sur la proposition de Pombal, Benoît XIV, malade à mort, nomma le Cardinal Saldanha visiteur de l'Ordre pour le Portugal et ses colonies comprenant alors les sept réductions de l'Uruguay. Le Cardinal adopta, un peu à la légère il est vrai, les thèses de Pombal sur le commerce des jésuites, « en Europe, en Afrique et en Amérique ».

Les jésuites du Paraguay ne méritaient en tout cas pas d'être englobés dans cette condamnation sommaire, injuste en elle-même pour l'ensemble de la Compagnie, à cause de ses généralisations. Les jésuites du Paraguay furent du reste réhabilités dans toute la mesure possible à la suite d'une enquête très serrée menée par le Gouverneur de Buenos-Aires, Herrera y Sotomayor, qui rapporta au roi que les Pères ne faisaient pas d'affaires commerciales à leur compte. Une autre enquête dans la région de Santa-Fé, parmi tous les milieux de la population, révéla là aussi l'innocence des Pères des réductions. Le caractère calomnieux de plusieurs autres accusations de Pombal fut en même temps mis à jour.

Il ressort des comptes conservés jusqu'à nos jours que tous les six ans le procureur apportait à Rome trente mille pesos <sup>4</sup>. Ces

1. *Esprit des Lois*, livre IV, ch. vi.

2. *History of Brasil*, t. III, p. 508, cité in Cath. Encycl., p. 693.

3. En réalité en 1768, *Grand Dictionnaire universel du XIX<sup>e</sup> siècle*.

4. Hernandez, t. II, p. 349.

trente mille pesos représentant cinq mille pesos annuels, ne fournissaient au Général qu'une partie minime des fonds exigés pour la préparation et l'équipement des missionnaires, ou même seulement pour leur voyage. Les jardins des Pères auraient pu à eux seuls produire une contribution si modeste, qui est peut-être cependant à l'origine des réserves formulées par Martin de Moussy, comme en partie des imputations formelles du Chanoine Gay, qui n'était pas homme à répéter aveuglément des accusations. Les Pères avaient le droit de vendre le surplus de leurs récoltes. C'était, en un certain sens, en effet, du commerce et une source de profit. Les ouvriers de l'Évangile font mieux de ne pas risquer de s'enrichir ainsi. Telle était sans doute la pensée du bon Chanoine Gay.

On ne devrait pas du tout pour cela assimiler les jésuites aux marchands esclavagistes. En toute vérité, l'examen sincère des faits nous persuade que leur conduite fut d'une probité plus qu'ordinaire. Des hommes qui sacrifiaient leurs aises et leur vie pour le bonheur des Guaranis ne devaient guère être tentés de les dépouiller. Les Supérieurs avaient du reste pris dès le début, et ils maintinrent par la suite, les précautions les plus sévères et les plus sages, afin que tout abus et toute apparence même d'abus fussent évités comme il convenait en des missions fondées précisément pour soustraire les Indiens à l'exploitation des Blancs.

Les Pères devaient tenir des comptes séparés pour leurs frais personnels. Leur entretien était assuré par des moyens bien définis, pour autant qu'il n'était pas couvert par la pension de 466 pesos que le roi laissait aux curés des vingt-trois premières réductions sur le produit de l'impôt. Le jardin et quelques troupeaux constituaient le revenu principal des missionnaires, selon les directives du procureur Torres adressées aux Pères Maceta et Cataldino. Dans l'esprit de ces directives très nettes, qui restèrent de façon générale, dans ce domaine, la base des règlements ultérieurs, les Pères payaient les biens tirés des magasins. Les tailleurs et les autres employés de la maison des Pères voyaient leur salaire inscrit. Pour le transport d'un tonnelet de vin de messe de San-Tomé à Candelaria, le tarif était de un peso. Tout était bien prévu et réglé. Le montant total dû à la communauté était calculé en pesos et payé sous forme d'aiguilles, couteaux, ustensiles, sel, savon et autres marchandises importées, « sans qu'un maravedis fût détourné par les missionnaires<sup>1</sup> ». Le Décret de Philippe V souligne que l'ordre dans l'administration des biens « s'observe avec d'autant plus de ponctualité qu'il est défendu aux religieux, sous des peines très grièves, de faire tourner à leur

1. Hernandez, t. 1, p. 263.

profit rien de ce qui appartient aux Indiens, même à titre d'aumône ou d'emprunt, ou sous quelque prétexte que ce soit ».

Il va de soi que les fonctionnaires guaranis, qui ne manquaient ni de bon sens ni d'équité, auraient su, le cas échéant, proposer eux-mêmes le transfert à la communauté des charges qui auraient dépassé les revenus des Pères. On ne doit pas supposer non plus que les enfants occupés au jardin des Pères fussent payés à l'heure ! Ils faisaient du reste en même temps leur apprentissage. Le règlement de 1689 précise qu'il ne faut pas payer les Guaranis lorsqu'ils travaillent « pour l'église, si somptueuse soit-elle, ni pour la cure ». « On peut leur donner quelque chose, ajoute-t-il, afin qu'ils se sentent contents, mais en veillant à ne pas développer un esprit intéressé. » En fin de compte, comme le souligne le même règlement, tout revenait aux Guaranis et se faisait en leur faveur<sup>1</sup>.

Quant au commerce extérieur, où les jésuites se seraient principalement enrichis, il était organisé dans le détail par les Supérieurs pour empêcher les abus et prévenir les soupçons par la clarté des opérations et par un contrôle aussi poussé que possible de la part des Guaranis, mais non de la part des coloniaux, il est vrai, et pour cause ! Les marchandises d'exportation amenées par exemple à Buenos-Aires étaient inscrites par réduction, de façon très exacte. De même les divers achats. La différence ventes-achats était portée en compte pour l'année suivante. Les commissaires guaranis étaient à même d'apprécier très facilement les transactions. Ils entraient aussi en contact avec des Espagnols hostiles aux jésuites qui n'auraient pas manqué de leur dévoiler les scandales éventuels. Pareillement, au retour, les comptables de chaque réduction avaient une vue claire et précise des échanges, de l'état de la balance commerciale, du volume de l'avoir ou de la dette vis-à-vis de l'ensemble des réductions représentées par le procureur de Buenos-Aires.

En bref, à travers la poussière des anciens débats, il apparaît bien que les Pères du Paraguay demeurèrent fidèles au beau principe du règlement de 1689 : « Tout ce que nous détenons, tout ce que nous faisons est pour eux. » Il sera néanmoins difficile d'effacer complètement la trace des calomnies tant de fois répétées au sujet de leurs prétendus profits illicites. « Il en restera toujours quelque chose. » C'est le cas de le dire. Les hommes sincères et ennemis du mensonge reprendront à leur compte avec d'autant plus de force la simple constatation de Hernandez : « Cette ignoble accusation n'a jamais trouvé une preuve quelconque en sa faveur<sup>2</sup>. »

1. « Pues todos lo que tenemos y trabajamos es para ellos » (Règl. 1689, § 33).

2. *Organización social*, t. 1, p. 263.

C'est un des grands mérites des jésuites d'avoir voulu assurer au peuple guarani le revenu intégral de son travail. Ils y réussirent, exception faite des prélèvements effectués, bien malgré eux, par la Couronne, sous forme d'impôts et de corvées militaires ou civiles.

On retiendra que cette distribution intégrale du revenu était organisée de la façon la plus économique et la plus rationnelle, sans intermédiaires parasites. Toute la production était orientée vers la satisfaction des besoins de tous. Le profit commercial et financier, qui grève ailleurs l'économie, était exclu. Le moteur et le régulateur de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, n'étaient ni le profit égoïste, ni la concurrence, mais le bien de la communauté solidaire, sa prospérité.

\* \* \*

On se demande comment, dans un système ainsi libéré du profit, quelqu'un pouvait avoir intérêt à lancer de nouvelles entreprises, comment aussi on finançait les nouvelles entreprises.

En U. R. S. S., l'État se procure les fonds nécessaires à la création et au développement des industries principalement par un impôt sur le chiffre d'affaires. Pratiquement, l'État encaisse le montant d'une majoration des prix à la sortie des fabriques. L'opération est simple. Elle a produit en certaines années jusqu'à 80 % des revenus de l'État soviétique.

Au Paraguay, la méthode, inspirée d'un principe identique, était appliquée de façon encore plus simple et plus élémentaire. Chacun peut y saisir dans sa limpidité première l'essence de la fameuse « accumulation capitaliste primitive ». Lorsque les conseillers avaient décidé, selon les informations des alcades des professions respectives, de créer de nouveaux ateliers, des estancias, des plantations, ou de construire des bâtiments, des canots, etc., la communauté dans son ensemble assumait la charge. Elle entretenait, exactement comme tous les autres travailleurs, les hommes affectés à ces nouvelles entreprises, jusqu'à ce que celles-ci pussent se suffire, puis, à leur tour, contribuer à la prospérité commune, de la même façon qu'en Russie, une entreprise d'abord déficitaire finit par payer son impôt sur le chiffre d'affaires. Le « chiffre d'affaires », dans la République Guaranie, s'inscrivait en pesos correspondant aux produits mis à la disposition de la communauté et comportant un surplus utilisable pour la création de nouvelles entreprises ou pour les œuvres non directement rentables, maisons, églises, édilité, armée.

La Communauté était ainsi le seul capitaliste.

Le capital de départ était simplement la richesse collective disponible après satisfaction des besoins immédiats.

En Russie, le parasitisme de l'argent a été réintroduit, quoique à titre, espérons-le, provisoire. Les travailleurs qualifiés y deviennent des capitalistes individuels accordant à l'État des prêts dont ils touchent un revenu produit par la sueur de leurs camarades.

Partout, les États modernes sont acculés logiquement à la faillite par l'emprunt et le service des intérêts. Ajoutez la concurrence ruineuse en régime capitaliste, les monopoles, la rationalisation au service du profit, la spéculation sur les stocks, la misère à côté de l'abondance, l'enrichissement des intermédiaires dans les périodes de guerre et de disette, la diffusion de l'alcool et d'autres produits nocifs imposés par les puissances d'argent, vous aurez déjà, relevés presque au hasard, des éléments suffisants pour établir une comparaison décisive avec le commerce normal des biens, organisé en service public de distribution, tel que l'exemple de la République Guaranie le manifeste.

Les principes de base appliqués au Paraguay en matière de commerce et de crédit resteront sains et entièrement valables dans la société la plus évoluée.



## LE RÉGIME DE PROPRIÉTÉ

La propriété est « la question vitale » selon Karl Marx. Les adversaires de Marx montrent clairement par leur attitude et leurs réactions qu'ils sont, sur ce point, pleinement d'accord avec lui.

Nul ne s'étonnera donc que le régime de propriété mis en vigueur dans la République Guaranie ait été présenté et interprété de façon passionnée et contradictoire.

Les auteurs bourgeois et « bien pensants » nient volontiers avec énergie que le communisme ait été réalisé dans la République Guaranie. Hernandez écrit sans ambages : « Il n'y avait pas de communisme dans les réductions au temps des jésuites. Il existait seulement certains biens communs travaillés en commun à titre provisoire et qui servaient à secourir les indigents et à payer le tribut <sup>1</sup>. »

D'autres n'ont pas osé nier le fait. Ils se sont seulement efforcés de le passer sous silence, de le voiler ou de l'atténuer de façon à le rendre inoffensif. L'intention était bonne. Le sort de la religion leur semblait indissolublement lié au système individualiste de propriété.

Dans un ouvrage souvent réédité, qui inspira ou refléta à peu près jusqu'à nos jours l'opinion moyenne des catholiques de langue allemande sur le socialisme, le P. Cathrein, S. J., assure que le communisme des réductions n'était « pas du tout strict ». Dans la mesure où il existait, ajoute-t-il, ce n'était qu'à titre transitoire. De plus, « un peuple qu'on tire de la barbarie ne peut être comparé à des nations civilisées <sup>2</sup> ». Évidemment.

C'est là la position adoptée de façon générale par les auteurs qui n'ont pas étudié directement l'histoire des réductions.

Par contre, lorsqu'ils n'éluent pas la question, les ouvrages spéciaux présentent d'ordinaire l'organisation de la République Guaranie comme nettement communiste, même si leurs conclusions tendent à vider l'expérience de sa signification <sup>3</sup>. Dans *L'État chrétien-social des jésuites au Paraguay*, Franz Schmid veut même « apporter

1. Hernandez, *op. cit.*, t. II, p. 227.

2. Cathrein, *Der Sozialismus*, 7<sup>e</sup> édition, 1898, p. 9-10.

3. Cf. Huonder, Garsch, Rastoul, Charles, Fasbinder, etc.

la preuve irrécusable » que la République Guaranie fut, non seulement dans les grandes lignes, mais jusqu'au détail, une application fidèle de l'Utopie communiste de saint Thomas Morus <sup>1</sup>.

La thèse, soutenable jusqu'à un certain point, est plus spécieuse que solide. Mieux vaut s'en tenir à la réalité telle qu'elle apparut par exemple à un homme objectif et sans parti pris, le Père Florentin de Bourges, capucin, lorsqu'il visita les réductions en 1712.

Tout le sol appartenait à la communauté de façon indivise. « Les biens sont communs, l'ambition et l'avarice sont des vices inconnus, et on ne voit parmi eux ni division ni procès... Rien ne m'a paru plus beau que la manière dont on pourvoit à la subsistance de tous les habitants de la peuplade. Ceux qui font la récolte sont obligés de transporter tous les grains dans les magasins publics. » Des fonctionnaires font ensuite la distribution aux chefs de quartier et ceux-ci aux familles, donnant à chacune « plus ou moins selon qu'elle est plus ou moins nombreuse <sup>2</sup> ».

Ainsi s'exprimait le P. Florentin de Bourges dans une revue éditée par les jésuites, les *Lettres Édifiantes et Curieuses*. Florentin de Bourges raconte des choses vues par lui-même, notées souvent avec chiffres et précisions à l'appui. Son récit est écrit de façon simple et vraie qui ne laisse pas de doute sur son authenticité. Le P. Bouchet, S. J., écrit dans sa préface au rapport des *Lettres Édifiantes* que Florentin de Bourges ne veut rien avancer « dont il ne se soit instruit par ses propres yeux ». Deux siècles plus tard, Hernandez, mécontent des renseignements publiés par « le capucin », comme il appelle Florentin de Bourges, veut disqualifier celui-ci en le traitant de poète...

Un autre contemporain qui exerça son ministère chez les Guaranis dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et pendant de longues années au XVIII<sup>e</sup> siècle, le P. Sepp, écrit qu'il n'avait jamais vu là-bas « aucune borne, aucune haie <sup>3</sup> ». Le P. Peramas, également témoin oculaire, *doctrinero* ou curé des Guaranis, parle lui aussi avec une netteté qui ne laisse rien à désirer. Tout était commun, dit-il <sup>4</sup>. Un jésuite encore, le P. Jaime Vanière, après avoir pris connaissance des lettres et rapports de ses confrères, composa en vers latins imités de Virgile un poème où il compare la société communiste des Guaranis à une ruche d'abeilles.

*Aequa pares inter sunt omnia.*

Toutes choses sont égales entre égaux.

1. Franz Schmid, *Der christlich-soziale Staat der Jesuiten in Paraguay*, p. 57.

2. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 235-236.

3. *Reisebeschreibung*, p. 302.

4. *Tredecim virorum*, p. 436.

...*Homines proprium qui nil potiuntur,  
Et usu cuncta tenent.*

Des hommes qui ne possèdent rien en propre et disposent de tout.  
(*Praedium rusticum.*)

Citer les témoignages qu'on rencontre de toutes parts dans le même sens serait fastidieux. L'importance du sujet et l'autorité de nos contradicteurs imposent pourtant quelques références supplémentaires qui ne manquent du reste pas d'intérêt en elles-mêmes.

Le P. Huonder, jésuite suisse qui étudia spécialement les écrits des anciens missionnaires, les a résumés dans les *Katholische Missionen* au cours d'une série d'articles poursuivie durant plusieurs années. Il en ressort que le communisme était pratiquement réalisé de façon absolue. Le P. Huonder repousse néanmoins le qualificatif « communiste », mais en se basant sur le seul fait que les jeunes mariés recevaient une maison familiale au moment du mariage. Il reconnaît que la maison était attribuée à titre viager. Elle n'était pas héréditaire. Le P. Huonder note aussi loyalement que le chanoine Gay décrit l'organisation économique des réductions comme exclusivement et complètement communiste<sup>1</sup>. L'information approfondie et impartiale du chanoine Gay à ce sujet avait été puisée sur place, bien à loisir, au lendemain de l'expérience.

En dépouillant une bibliographie beaucoup plus abondante et plus éclectique, d'un point de vue très particulier et indifférent à tout système social, Bruno Garsch a retenu de même, en passant, le fait qui se dégage de l'ensemble des sources anciennes. « Toute la terre, écrit-il, les maisons, le cheptel, aussi bien que les moyens de production appartenaient à la communauté constituée par la réduction. Exception était faite seulement pour les cadeaux de mariage ou telle autre récompense reçue du curé<sup>2</sup>. »

A noter que le grand historien argentin, Don José-Manuel Estrada et ses compatriotes et collègues Dominguez, Gutierrez, Trelles, Lugones sont unanimes dans le même sens. Hernandez lui-même les cite en accordant une place spéciale à Estrada, qui ne put à la vérité achever son Histoire de la province des Missions, mais a parlé de la République Guaranie assez en détail dans ses autres ouvrages<sup>3</sup>. Estrada est intéressant de notre point de vue, car il est un sincère démocrate, un esprit droit et élevé. Sa thèse est que les

1. *Katholische Missionen*, 1897, p. 157.

2. Garsch, *op. cit.*, p. 99.

3. *Lecciones de Historia Argentina, Los Comuneros del Paraguay, et Conferencias sobre Historia Argentina*. Analyse dans Hernandez, t. II, p. 369-372. Même note aussi chez l'historien anglais Robertson.

jesuites avaient réalisé le communisme et qu'ils jugeaient le système absolument parfait et applicable partout.

Enfin, l'avis d'adversaires modérés tels que Azara ne peut être négligé. Azara fonctionna comme commissaire du gouvernement lors de la démarcation de 1777, neuf ans après l'expulsion des jésuites. Il vécut encore de 1781 à 1801 dans le Rio-de-la-Plata, toujours occupé à des travaux de démarcation. En 1784, il se trouve dans les réductions, observant, s'informant, écrivant sans cesse<sup>1</sup>. Azara déplore que les jésuites aient maintenu le communisme jusqu'à la fin. La raison et les talents des Guaranis ne pouvaient, prétend-il, se développer avec un tel régime. Là-dessus, il développe les arguments classiques contre le communisme. Selon les observations d'Azara, les Guaranis n'étaient nullement les grands enfants dont parlent certains missionnaires pour les besoins de leur défense. Ils étaient prévoyants et avisés avant l'arrivée des jésuites déjà. Leur prévoyance était collective<sup>2</sup>. C'est sur les indications d'Azara que, le 17 mai 1803, une cédula ordonne la distribution des terres aux particuliers. Ce fut l'invasion des colons et la ruine totale dont les phases principales seront indiquées dans un chapitre spécial.

Le marquis de Valdelirios, lors de sa mission de 1750, et Fr. de Zavala, gouverneur des réductions trente ans après l'expulsion des jésuites, constatent et déplorent à leur tour le communisme trop rigoureux qui, à leurs dires, empêche l'initiative. Le communisme empêchait surtout trop efficacement l'initiative et les empiètements des colons.

## LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET L'EXPÉRIENCE DES LOTS

Le chroniqueur Doblas, qui fut « teniente », durant dix ans, du gouverneur établi à Concepcion après l'expulsion des jésuites, écrit que la propriété privée était interdite aux Indiens de la République des jésuites, *no se les permitia*. Cela est bien exact dans l'ensemble, mais inexact pour la dernière période, en ce qui concerne la propriété foncière. Les Pères firent en effet, quelque temps avant la fin, des efforts plus ou moins convaincus pour introduire et acclimater le goût de la propriété privée. Ils échouèrent contre le manque

1. Œuvres principales : *Descripcion, Voyages, Viages ineditos*, et divers écrits inédits.

2. *Descripcion*, t. XIII, p. 9-13; *Voyages*, t. XIII, p. 242; *Informe*, p. 110.

d'intérêt et la résistance passive des Guaranis. Mais il reste que ceux-ci auraient eu la faculté à ce moment-là de devenir propriétaires, ou du moins, plus précisément, administrateurs privés d'une étendue de terrain, s'ils l'avaient voulu.

Voici comment les choses se passèrent.

Le régime communiste des réductions était vivement critiqué en Europe comme en Amérique. On prétendait que les jésuites ne l'avaient introduit que pour exploiter plus aisément les Guaranis. Cette opinion était très généralement admise. Elle s'est maintenue plus ou moins jusqu'à nos jours, d'autant mieux peut-être que certains jésuites avaient fini par vouloir contester le fait lui-même du communisme. Le gendre de Karl Marx, Paul Lafargue, a repris le reproche avec vigueur. Les jésuites, selon lui, n'avaient pas réalisé la vraie société communiste, mais plutôt une « organisation de pillage <sup>1</sup> ». Les coloniaux esclavagistes réclamaient une distribution des terres aux Guaranis, en s'appuyant sur les *Leyes de Indias* qui prescrivaient que chaque Indien cultivât soixante pieds de terrain pour le payement des impôts. Le lot attribué restait propriété du gouvernement espagnol. Dans l'intention des coloniaux, l'introduction de ce simulacre de propriété privée chez les Guaranis aurait donc été le moyen trouvé pour les exproprier, alors que jusque-là ils possédaient en commun librement toute la surface de leur sol.

On était au lendemain des menaces de la commune d'Assomption contre les réductions et à la veille du grand décret royal de 1743. Harcelés de toutes parts, dans tous les pays, voyant l'existence même de leur œuvre mise en péril, les jésuites sentirent la nécessité d'effectuer une retraite stratégique. Martin de Moussy, informé sur place par le vieux curé Gay, décrit l'opération de façon élégante et sereine : « La cour de Madrid fit quelques représentations au sujet du régime communiste suivi dans les réductions et objecta qu'au bout d'un siècle et demi d'expérience, les Indiens devaient être assez avancés en civilisation pour qu'on pût les laisser un peu à eux-mêmes et leur permettre au moins la propriété. Les jésuites répondirent que rien n'était plus juste et commencèrent à faire quelques modifications dans le régime intérieur de leurs établissements. Mais le pli était tellement pris, il était si conforme au naturel des Indiens, que les choses allèrent naturellement comme par le passé <sup>2</sup>. »

1. *Geschichte des Sozialismus*, Teil 1, Bd. 11, p. 747. — Lafargue n'a malheureusement guère étudié par lui-même la question. Il s'est laissé guider et tromper par Azara, bourgeois anticlérical, défenseur du système colonial.

2. *Description*, t. III, p. 666.

Dès lors cependant, les Pères soulignèrent toujours avec plus d'insistance l'existence de « lots » particuliers ou *abambae*, à côté des terres communes ou *tupambae*.

Muratori, écrivant en 1749 en faveur des jésuites et sur leurs données, fait mention de ces lots. Charlevoix participe de son côté à la manœuvre de retraite avec une habileté parfaite. Il est nécessaire de citer son texte, car c'est sur lui qu'on s'appuie le plus souvent. « Bien des gens, dit Charlevoix, croient que dans cette République personne ne possède rien en propre... *Il peut bien y avoir eu quelque chose de semblable*, lorsque ces Indiens, nouvellement réunis, n'étaient point encore en état de se procurer leurs besoins par le travail... Mais depuis... on a distribué à chaque famille, une portion de terrain qui peut, s'il est cultivé comme on leur a appris à le faire, leur fournir le nécessaire <sup>1</sup>. »

« Outre ces terrains qui ont été distribués en propre à chaque père de famille, il y en a qui appartiennent à la Commune, et dont les fruits sont déposés dans des magasins publics <sup>2</sup>. » Ces magasins publics, est-il ajouté, permettent de couvrir divers besoins, parmi lesquels la subsistance de ceux dont les provisions sont épuisées.

Tels sont les éléments fournis par Charlevoix sur le point en question dans un vaste et important ouvrage de défense publié à la période la plus critique qu'ait connue la Compagnie. Le lecteur non averti en reçoit invinciblement la conviction que les lots « donnés en propre » constituaient une vraie propriété privée du sol, qu'ils étaient une institution stable, remontant aux premières décades de la République, et de caractère prédominant au point de pouvoir couvrir les besoins des familles. Le revenu des terres communes n'aurait servi qu'à assurer divers frais d'administration et d'assistance. Les réductions auraient ainsi été proches du régime « normal » de propriété privée. Peut-être les biens communaux étaient-ils encore un peu plus étendus qu'ailleurs. C'était tout.

En conséquence de quoi, les auteurs consacrant par hasard ici ou là une page ou un chapitre aux réductions, écrivent régulièrement que la terre était divisée en lots privés, appelés « *abamba* », assurant la subsistance des familles, et en « champs de Dieu » communs, ou « *tupamba* », pour la subsistance des orphelins, des veuves et des infirmes.

Une telle vision des choses est complètement fautive. Elle n'aurait une apparence de vérité partielle que pour la dernière période. Une apparence seulement, car les lots ne constituèrent nullement une propriété privée.

1. Charlevoix, t. 1, p. 244. « Portion de terre plus que suffisante pour sa subsistance » (Muratori, *Relation*, p. 155).

2. Charlevoix, t. 1, p. 245.

Puisque c'est néanmoins sur la création de ces lots qu'on se fonde pour nier le caractère communiste de la propriété au Paraguay, ou pour affirmer du moins que la propriété privée du sol existait aussi, il vaut la peine de montrer en quoi consistèrent réellement les lots.

Muratori parle du lot du Guarani comme d'« une portion de terre qui lui est prêtée par la République; il en a l'usufruit <sup>1</sup> ». Les lots étaient attribués au moment du mariage et seulement à titre viager. Ils n'étaient pas héréditaires. Hernandez « croit » qu'il était permis à un père de famille de transmettre à ses héritiers le lot cultivé par ses soins. Mais son fidèle disciple, Fasbinder, après avoir fouillé consciencieusement le sujet, avoue lui-même qu'il n'a pu découvrir aucune preuve de cette supposition <sup>2</sup>. Le lot du père revenait à la communauté au moment du décès, même du vivant de la veuve, sans nul préjudice du reste pour celle-ci, ni pour ses enfants <sup>3</sup>.

Ces renseignements sont suffisamment concluants. Ajoutons que, selon Charlevoix lui-même, le travail était réglé et contrôlé sur le lot confié comme sur les terres indivises. Les bêtes de trait, les instruments aratoires et les semences étaient fournis par la Communauté encore, pour le lot comme pour les terres indivises <sup>4</sup>.

Le bétail demeura propriété commune pendant l'expérience des lots comme auparavant et ensuite. Le P. Cardiel en convient, les Guaranis « ne tiennent en propre ni vaches, ni bœufs, ni chevaux, ni brebis, ni mulets, mais seulement des poules <sup>5</sup> ». « On conduit tous les jours à la peuplade un certain nombre de bœufs et de moutons qu'on remet entre les mains de ceux qui doivent les abattre. Ceux-ci font avertir les chefs de quartier qui prennent ce qui est nécessaire pour chaque famille à qui ils en distribuent à proportion du nombre de personnes qui la composent <sup>6</sup>. » Pour sa part, Cardiel, rentré en Europe avec tous ses confrères expulsés, demeure visiblement déçu que l'état de choses décrit par lui n'ait pu être modifié. Les jésuites, a-t-il soin d'ajouter, n'en sont pas responsables. Il arriva que certains Pères, plus zélés dans l'effort pour faire évoluer la communauté vers un régime de propriété individuelle, distribuèrent des vaches, des chevaux, des moutons, à chaque famille de leur réduction, dans l'espoir de susciter ainsi plus d'intérêt pour

1. *Relation*, p. 149.

2. *Der Jesuitenstaat in Paraguay*, p. 88.

3. *Katbolische Missionen*, 1897, p. 158.

4. *Katbolische Missionen*, *ibid.*, p. 158.

5. *Breve relacion*, ch. v, § 18. *Idem*, *Declaracion*, n. 112.

6. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 242.

le lot. « Jamais cela ne réussit », dit Cardiel<sup>1</sup>. Un mulâtre qui prit goût à tenir un petit troupeau « dans un coin du village » est cité comme un phénomène<sup>2</sup>. Les Guaranis se contentaient de tenir un cheval ou un mulet pour leur plaisir.

Les commissaires à la démarcation et les officiers chargés de faire appliquer le traité de 1750 proposèrent à leur tour de donner à chaque Guarani des vaches, des chevaux, des mulets et un champ pour y cultiver du thé, du tabac, etc.<sup>3</sup>. Cardiel objecte que les Guaranis n'étaient pas capables. Mais il ne songe pas à contester le fait qui suscita les reproches des commissaires. Le P. Sepp répète aussi le leitmotiv : « Les Guaranis n'étaient pas capables. » Ils n'étaient pas capables de tenir du bétail ! Pourtant, ils s'occupaient très bien en chaque réduction du troupeau de vaches laitières, propriété de la réduction, et la tenue de leurs estancias était reconnue comme modèle en Amérique du Sud. Ce n'étaient pas les Pères qui les dirigeaient, mais bien les Guaranis, laissés entièrement à eux-mêmes<sup>4</sup>.

Les Guaranis, parfaitement capables, se désintéressaient simplement des efforts qu'on faisait pour les amener à renoncer à un mode de propriété dont ils se trouvaient tout à fait satisfaits. Leur attitude pratique vis-à-vis du lot nous apporte une illustration supplémentaire assez piquante. Elle est plus significative que les textes de plaidoyers les mieux étudiés ou que les dénégations les plus acharnées.

Si le lot avait été une propriété privée comme on le prétend, et de plus le moyen de subsistance principal et suffisant, les pères de famille eussent cherché à obtenir la portion la plus grande et la plus belle. Or il apparaît qu'au contraire les Guaranis ne se passionnaient absolument pas pour la cérémonie de la répartition des lots. L'idée même de l'appropriation des terres resta étrangère à leur mentalité. La sécurité et la prévoyance collectives étaient si intégrales que des familles, auxquelles on offrait de se tailler un lot dans une terre des plus riches, se contentaient royalement d'un lopin minuscule. Aux dires du P. Sepp, il arrivait que ces sages ne voulussent pas condescendre à accepter un champ de plus de dix-huit pas<sup>5</sup>. Le décret de

1. *Declaracion*, n. 113, « Nunca se ha podido conseguir ». Parlant de tentatives analogues dans *De moribus Guaraniorum*, Cardiel constate de nouveau : « Pero todo ha sido inutil » (Cap. III).

2. *Breve relacion*, ch. v, n. 57-58.

3. *Breve relacion*, ch. v, n. 52.

4. Le Cura ou le Companero visitaient les estancias en principe deux fois par an, en pratique souvent pas une fois. Quand aucune visite n'avait eu lieu dans l'année, il fallait avertir le supérieur. (Directives de 1737, § 13.)

5. *Reisebeschreibung*, p. 297; voir *Continuatio*, ch. XIX.

Philippe V, qui tranchait en faveur des jésuites, reconnaît que « presque pas un » de ceux à qui on avait confié un lot n'en tirait de quoi s'entretenir. Le P. Sepp présida lui-même à la distribution des lots pour trois mille personnes, au moment de l'établissement de la réduction de San-Juan. Pas une seule contestation ne se produisit. Chacun se trouva « surabondamment servi ». Je n'ai découvert nulle part aucune mention du moindre conflit de limites entre particuliers. Comment s'en serait-il élevé s'il n'existait « aucune borne, aucune limite » ?

Les lots furent toujours plus ou moins négligés, malgré la surveillance, et en tout cas, moins bien tenus que les terres indivises. Le travail en commun était plus animé, plus joyeux, mieux fait. C'est encore le P. Sepp, chaleureux partisan de l'évolution vers la propriété privée, qui avoue que le jour où ils auraient dû travailler sur le lot, ses braves Guaranis restaient « étendus toute la journée dans leur hamac suspendu à deux arbres <sup>1</sup> ».

L'étendue des lots relativement aux terres indivises était minime même lorsqu'elle dépassait les dix-huit pas du P. Sepp. Il est clair déjà par ce qui précède qu'elle a été exagérée énormément. A lire certains auteurs, les Guaranis n'auraient-ils pas travaillé régulièrement deux, trois et même quatre jours par semaine sur le lot ! A vrai dire, on avait annoncé, au moment où la création des lots avait été promulguée, que les Guaranis y travailleraient le samedi et le lundi. L'échec de l'expérience fit classer le texte de la circulaire avec quelques autres semblables qui demeuraient utiles pour l'usage externe. C'est une mauvaise plaisanterie de prétendre comme Pombal que les Guaranis durent dès lors travailler sur les lots le dimanche. Les Guaranis ne travaillaient pas le dimanche. La vérité est que le lot, à peine né, avait été liquidé, ainsi que l'observèrent les commissaires espagnols cités par Cardiel.

On dit encore que les paresseux et les enfants auraient suffi à cultiver les terres indivises. Muratori, guidé par le rapport du P. d'Aguilar, Provincial, dit le contraire. Tous les travailleurs, « les plus entendus et laborieux », comme les paresseux, étaient occupés sur le *tupamba* ou terre indivise. Cela se comprend, puisque toutes les grandes plantations, tabac, maté, canne à sucre, indigo, coton, demeurèrent toujours entièrement indivises. Le système des lots ne les toucha pas <sup>2</sup>. D'ordinaire, on n'introduisit sur les lots que les cultures les plus communes, qui demandaient peu de soins.

Caractéristique suprême du lot soi-disant privé : son revenu même n'appartenait pas directement au titulaire. Si l'on dit que chaque famille ne touchait au produit du *tupamba* qu'après avoir

1. *Reisebeschreibung*, p. 303.

2. Cardiel, *Breve relacion*, ch. v, n. 43 et 48, de même que Huonder, *op. cit.*

épuisé le revenu de son *abamba*, c'est une pure fiction de l'esprit. Tel Père, qui s'évertuait à développer l'esprit d'intérêt privé, pouvait même munir les sacs de maïs du nom du producteur : les Guaranis se désintéressaient des sacs de leur lot comme ils se désintéressaient du lot lui-même. Leur conduite était, somme toute, naturelle, étant donné le système général en vigueur. Ainsi que l'indique en effet le Père de la Torre, si les lots produisirent à un moment donné une toute petite part des biens, la distribution se fit toujours simplement selon les besoins, « tout le fruit de leurs travaux étant, dit le Décret de Philippe V, à la disposition des missionnaires, qui par le moyen de leurs ministres Indiens se chargent de pourvoir aux besoins de toute la bourgade ».

Le P. Cardiel qui déplore, comme il a été dit, la persistance du système communiste, fit pour sa part tout le possible afin d'amener les Guaranis à la propriété privée, et d'abord au sens de l'intérêt individuel et du profit, en les encourageant à cultiver sur le lot des produits de valeur en vue de la vente d'un surplus. Il avoue franchement son échec et déclare n'avoir rencontré en tout et pour tout que trois exemples où des particuliers eussent tiré de leur lot un peu de sucre ou de coton pour la vente. Encore l'un de ces trois particuliers était-il un mulâtre converti.

Le lot, introduit sous la pression de l'extérieur, n'avait pas réussi à prendre pied. Il avait été quelque temps une institution artificielle dans le corps homogène de l'économie guaranie. Jamais, même sous la direction de Pères comme Cardiel ou Sepp, il n'avait été autre chose qu'un petit lopin de terre donné « en usufruit », « prêté par la République », selon les termes de Muratori. Très rapidement, il avait rejoint sans bruit la collection des pièces légales que l'on conservait fidèlement à l'intention du public colonial.

Il semble du reste que les missionnaires aient renoncé bientôt à donner le change sur le fond, du moins lorsqu'ils se virent interrogés par des hommes auxquels ils reconnaissaient le droit d'enquêter. On lit dans la *Cedula Grande* : « En dernier lieu, les deux ministres ont informé le Conseil qu'ils avaient agité longtemps l'article qui regardait la communauté du capital, des fruits et des autres effets; qu'ils s'étaient fait expliquer l'économie avec laquelle se fait la répartition des vivres, des vêtements, en un mot de tout ce qui est nécessaire à l'entretien de tous; que dans tout cela ils reconnurent une économie singulière, mais bien nécessaire pour maintenir dans la régularité d'une vie chrétienne les naturels du pays..., vu leur peu de génie et d'application de se ménager (individuellement) le nécessaire pour vivre d'un jour à l'autre. »

La situation est encore expliquée uniquement par la prétendue incapacité des Guaranis, mais elle est du moins clairement reconnue.

Devant l'abondance des témoignages convergents et en l'absence de toute preuve d'une propriété privée du sol au Paraguay, le P. Huonder, S. J., n'a pas hésité dans ses derniers écrits à interpréter comme nous le faisons nous-même certaines affirmations ou dénégations des anciens Pères provoquées par les attaques et les menaces des coloniaux. Dans l'article rédigé par lui pour le dictionnaire Herder, il écrit : « Tout le sol, tous les biens-fonds des réductions étaient propriété de la communauté et administrés par elle <sup>1</sup>. » Un autre jésuite, le P. Kobler, publia en 1876 une brochure intitulée *Le communisme chrétien dans les réductions du Paraguay* <sup>2</sup>.

Nous aurions pu d'emblée et sans frais nous prévaloir de telles autorités ou nous contenter d'abord des références catégoriques et indiscutables citées au début de ce chapitre. Ce qui nous a obligé à examiner aussi complètement une question qui eut si peu d'importance dans les faits, c'est que, postérieurement à la publication des documents et ouvrages cités, soit en 1912, a paru le travail monumental de Hernandez qui tend à faire figure de somme définitive.

D'une part, Hernandez est catégorique, ainsi qu'on a pu le voir par le texte déjà cité : le régime économique était un régime de propriété privée. Quelques biens seulement étaient communs. « Il n'y avait pas de communisme dans les réductions au temps des jésuites. » D'autre part, Hernandez fait l'aveu suivant, qui est capital : « Il n'existe pas une preuve certaine et claire pour démontrer que les Indiens des réductions, comme particuliers, possédaient des biens immeubles avec droit de propriété direct. Nous n'avons connaissance d'aucun de ces actes par lesquels se révèle plus nettement le droit de propriété. Nous n'avons connaissance en particulier d'aucun acte de transmission par vente ou par héritage <sup>3</sup>. »

Hernandez impose-t-il peut-être au mot « communisme » un sens arbitraire, comme par exemple son disciple Fasbinder qui décrit assez loyalement l'organisation communiste des réductions, et sauve quand même la République et les jésuites en disant que la communauté des femmes n'existait pas, et que par conséquent ce n'était pas du communisme?... Le cas serait ainsi résolu ! Mais Hernandez n'est pas si excessif, et il distingue très bien : « Si l'on parle, dit-il, de communisme établi par principe, pour nier le droit de propriété, cela n'a jamais existé dans les réductions. Si l'on veut parler d'un communisme de fait, dans le sens de la communauté des biens, on ne peut pas dire avec vérité qu'il se soit pratiqué dans les réductions <sup>4</sup>. »

1. *Kirchenlexikon*, Herder, 1895, art. *Paraguay*.

2. Würzburg, 1876.

3. Hernandez, *Organizacion social*, t. 1, p. 212.

4. Hernandez, *ibid.*, t. 1, p. 215.

Hernandez nie donc le fait lui-même de la communauté des biens, tout en avouant par ailleurs, comme on vient de le voir, qu'il n'a découvert aucune preuve pour appuyer sa thèse; tout en fournissant en bien des passages des preuves incontestables en faveur de la thèse adverse.

La grande hantise de Hernandez est évidemment de pouvoir conclure que les jésuites du Paraguay n'ont pas eu l'intention de nier le droit de propriété, ni de professer le communisme athée, « el monstruoso error del comunismo ». Mais la chose est trop claire ! Il ne s'agissait pas dans l'esprit des jésuites — et il n'est pas question non plus dans notre esprit — de mettre en doute la légitimité du droit de propriété privée, ni la valeur sociale que peut comporter la possession d'un terrain familial, dès lors que la société est efficacement prémunie contre l'accaparement. Pour l'historien, la tâche consistait à étudier le système de propriété réalisé en fait au Paraguay par les jésuites, et de constater, le cas échéant, calmement, qu'une organisation strictement collective de la propriété fut effectivement établie et maintenue et qu'elle ne se révéla pas néfaste du tout.

Avant de conclure, il convient d'entendre encore Cardiel, l'homme sur qui, essentiellement, Hernandez a voulu appuyer sa thèse <sup>1</sup>.

Le P. Cardiel, missionnaire chevronné, procureur de la République Guaranie, est un écrivain au style soigneusement mesuré et calculé. Témoin de la proscription des jésuites, il écrivit dans des conditions extraordinaires et proprement tragiques, qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on veut se trouver dans la vraie perspective pour bien comprendre la réserve et parfois l'ambiguïté voulue de certains textes prudents qui demandent interprétation et se prêtent trop facilement à des sollicitations.

Malgré les nécessités de son plaidoyer, Cardiel a tout de même donné çà et là des précisions sans ambiguïté, qu'on n'a pas le droit d'oublier, et qui excluent toute interprétation tendancieuse. Il dit par exemple que, si quelques missionnaires attribuent encore aux pères de famille une portion de terrain viagère, qui ne donne même pas le maïs nécessaire à l'entretien de la famille, les autres Pères

1. Accessoirement, Hernandez s'appuie aussi sur Muriel ou Morelli, ancien Provincial du Paraguay, *Rudimenta juris naturæ*, où l'on trouve les deux textes suivants : « Une propriété des particuliers existe aussi, à savoir dans les abambæ. » (p. 122), et : « Dans la République des Guaranis règne la communauté positive des biens, tempérée par une certaine propriété des particuliers » (p. 111; textes cités dans Hernandez, t. 1, p. 217). Ce sont les passages les plus délicats que Hernandez ait pu exhumer chez Muriel. Devenu professeur, ayant à défendre encore la Compagnie contre le reproche d'avoir pratiqué le communisme pour mieux exploiter les Guaranis, Muriel, on l'accordera, n'aurait pu plaider de façon plus sage et plus discrète.

continuent, ou recommencent après une interruption, à organiser tout le travail en groupe, « tous ceux d'un quartier ensemble », avec un censeur ou comptable <sup>1</sup>.

Surtout dans la *Declaracion de la Verdad*, l'échec de l'illusoire expérience des lots est raconté très simplement. « Les missionnaires s'efforcèrent, écrit Cardiel, d'obtenir que les Indiens possédassent chacun un terrain ensemencé pour l'entretien de sa famille. Ils firent aussi en sorte que chacun eût en propre quelques têtes de bétail et une petite plantation de yerba, lorsque celle-ci eut été acclimatée; mais, sauf exception, en un point comme en l'autre, leurs efforts restèrent infructueux <sup>2</sup>. »

Soulignons que même si les lots avaient pu prendre consistance et s'ils avaient fini par constituer une propriété privée au lieu d'être simplement un essai de modification dans l'organisation pratique de la propriété commune, la signification de l'expérience communiste dans son ensemble n'en aurait pas été affaiblie, car la prospérité des réductions avait été obtenue longtemps avant l'introduction des lots, à travers un siècle de progrès, sous le régime de la propriété commune et indivise.

Quant au principe de communauté régissant la propriété artisanale, industrielle et commerciale, il subsista inchangé dans son fond comme dans sa forme jusqu'à la fin, tel qu'il va être exposé.

On fait preuve d'une bonne foi trop légère lorsqu'on oublie ces deux faits massifs pour retenir une modification tardive, passagère et en fait purement formelle.



D'un bout à l'autre de son histoire, la République Guaranie vécut sous le régime de la propriété commune des terres. La propriété individuelle du sol ne se trouva jamais réalisée sur la moindre parcelle de son territoire. Acheter, vendre, louer ou léguer le plus modeste lopin de terre, utiliser le travail d'autrui à son profit personnel, transformer le sol en instrument de domination ou d'exploitation de l'homme par l'homme, autant d'opérations qui restèrent inconnues. Le lot viager qu'on tenta d'introduire rencontra l'indifférence totale des Guaranis, très satisfaits de leur régime de communauté intégrale. La plupart des Pères, qui n'avaient agi que sous la pression du roi et la menace de leurs adversaires, n'insistèrent du reste pas, comprenant trop bien que le développement des intérêts égoïstes amènerait la décadence religieuse et sociale de leurs communautés, bâties sur la solidarité.

1. *Breve relacion*, ch. v, § 8-13.

2. *Declaracion de la Verdad*, n. 112.

## PROPRIÉTÉ ARTISANALE ET INDUSTRIELLE BATIMENTS

L'exposé est ici très simple, car la contradiction renonce à se présenter.

Tous les bâtiments publics, les maisons d'habitation, les ateliers, étaient construits aux frais de la communauté, restaient sa propriété inaliénable, étaient administrés par elle et fonctionnaient à son service, pour la satisfaction des besoins de toute la population.

Les jeunes gens recevaient une maison pour la durée de leur existence au moment du mariage. Le P. Sepp raconte que les jeunes gens de seize ans, les jeunes filles de quatorze à quinze ans, pouvaient se marier sans connaître aucun souci de mise en ménage ou de logement<sup>1</sup>. Si aucune maison n'était disponible, les jeunes époux faisaient provisoirement ménage commun avec les parents. Cela arrivait assez souvent dans la réduction du P. Sepp. Les plans de construction étaient parfois mis intentionnellement en retard afin d'assurer une éducation plus complète aux fiancés les moins formés.

Propriété de la communauté, la maison d'habitation échappait à tout accaparement. Le souci du loyer n'existait pour personne. Les propriétaires et régisseurs n'avaient pas encore été créés. Le contrat même de location était inconnu. De même, la vente de toute espèce d'immeubles. « Personne ne pouvait vendre son champ ou sa maison<sup>2</sup> », ni en être dépouillé. Sans être propriétaires, les Guaranis se trouvaient ainsi réellement chez eux, de façon stable, bien mieux que la plupart de nos contemporains, propriétaires endettés ou locataires sous le régime de la propriété privée. Les Guaranis jouissaient en toute sécurité et tranquillité de leurs maisons qu'ils aménageaient et ornaient selon leur goût.

Dans tous les textes concernant la République Guaranie, on ne trouve pas un seul exemple d'atelier privé. Les jésuites n'avaient installé que des ateliers collectifs, appartenant à la communauté<sup>3</sup>. Toutes les industries et tous les métiers étaient exercés en commun dans les ateliers communaux et les « patios » du collège, sous la direction des contremaîtres nommés par les travailleurs eux-mêmes. Seul le travail de filature, confié aux femmes, était accompli à domicile pour le compte de la communauté.

Les moyens de transport, bateaux, canots, chars, étaient monopolisés par la communauté<sup>4</sup>.

1. *Reisebeschreibung*, p. 246.

2. Huonder, *Kirchenlexikon*, Herder, 1895.

3. Cardiel, *Breve relacion*, ch. v, § 13.

4. *Katbolische Missionen*, *ibid.*, p. 158, et Hernandez, t. 1, p. 218.

Quant au commerce, on a vu qu'il ne donnait lieu à aucun accaparement. Le commerce privé n'existait pas. Il était remplacé par une distribution équitable et rationnelle des produits, distribution exempte de tout parasitisme. La recherche du profit égoïste n'infecta à aucun moment et dans aucun domaine la mentalité des Guaranis.

La communauté était poussée jusqu'au produit du travail dans l'artisanat comme dans l'agriculture. Les ateliers divers, fonderies, moulins, tanneries, les mines, etc., travaillaient pour la communauté et lui livraient leurs produits. En compensation, grains, fruits, coton, maté et toutes autres denrées étaient répartis selon les besoins à « tous ceux qui sont dispensés de cultiver la terre à raison de leurs emplois », « aux artisans, qui ne retirent d'autre fruit de leur travail que celui d'être nourris et entretenus aux dépens du public <sup>1</sup> ».

Les ouvrages exécutés durant les heures de loisir étaient, cela va de soi, propriété de l'auteur. Les Guaranis étaient de passionnés bricoleurs. La durée réduite de la journée de travail leur donnait du temps. La sculpture et le travail sur cuir étaient surtout en honneur. On échangeait les objets sculptés contre des peintures, des bibelots, des instruments de musique, des armes et d'autres travaux de loisirs.

Pour le reste, tout était bien agencé de façon à ne pas permettre aux particuliers de réunir « une manière de capital à la constitution duquel, écrit Rastoul, une surveillance jalouse se fût opposée ». La surveillance était en vérité plutôt superflue en ce domaine et inexistante.

Le principe de la communauté des biens agissait aussi entre les diverses réductions. Son application n'était pas encore toutefois complètement codifiée. Elle était en bonne voie. Un règlement de 1737 porte que les collines boisées au nord de Corpus seront « communes à toutes les réductions pour la coupe des bois ». On trouve dans le même document une réglementation contre le droit de péage que Candelaria venait d'introduire pour les troupeaux des réductions voisines, et la détermination d'un impôt de compensation à prélever sur les quatre réductions inférieures plus favorisées <sup>2</sup>.

On voit par là que les jésuites n'avaient pas l'intention de donner à la propriété collective de chaque réduction un sens bourgeois ou païen. La destination commune des biens étant le principe suprême de la société, elle devait primer également dans les relations de réduction à réduction. Au fur et à mesure du développement de l'économie, on veillait à maintenir la solidarité et l'équilibre compatibles

1. Muratori, *Relation*, p. 157.

2. Hernandez, doc. 45, p. 600-601. *Precios de varios generos*.

avec la gérance de territoires bien définis pour chaque réduction. L'esprit d'entr'aide suppléait généreusement aux lacunes des ordonnances. « Ce qui mérite encore infiniment d'être remarqué, écrit Muratori, c'est que si quelqu'une des réductions se trouve dans la disette, soit par l'intempérie des saisons, soit par un de ces accidents qui font perdre aux laboureurs les plus soigneux tout le fruit de leurs peines, soit enfin par la mortalité des bestiaux, les réductions voisines ne manquent point de la secourir et de lui aider à réparer ses pertes, sans exiger d'elle autre chose qu'un pareil secours dans un pareil besoin <sup>1</sup>. »

\*\*

Ainsi donc, pouvons-nous dire avec le Père Florentin de Bourges, « on a trouvé le moyen de bannir l'indigence de cette chrétienté; on n'y voit ni pauvres, ni mendiants, et tous sont dans une égale abondance des choses nécessaires ».

La jouissance équitable des biens de la terre ne fut sans doute jamais mieux assurée à la totalité d'une population. Chacun touchait réellement du doigt sa participation aux biens communs. Et il va de soi que si la République Guaranie n'avait pas été détruite prématurément, si l'évolution avait pu se poursuivre, la libre disposition d'une quantité croissante de biens aurait pu être offerte aux Guaranis selon un mode toujours plus souple, en pleine fidélité aux principes de base du système.

« On voit du premier coup d'œil tous les avantages qui reviennent aux néophytes de cette communauté de biens. Les Indiens sont pauvres et ne manquent cependant de rien. Ils conservent entre eux une égalité parfaite qui est le plus ferme appui de l'union et de la tranquillité publique <sup>2</sup>. »

Sans propriété privée, chacun bénéficiait du maximum de propriété personnelle. Nul n'était « prolétaire » ou privé de propriété. Personne ne pouvait être exproprié de ses droits tangibles sur la terre commune et les biens communs. Nul n'était mécontent ni révolté. « Que reste-t-il à désirer à des chrétiens qui sont assurés de ne manquer jamais du nécessaire, auquel ils se sont bornés; qui savent même, à l'exemple de l'Apôtre, vivre également dans l'abondance, sans en abuser, et dans la disette sans se plaindre; qui ne sont jamais tentés de se défier de la Providence, qui leur fait toujours trouver des ressources contre tous les accidents imprévus, dont toutes les actions et les sentiments sont réglés sur les plus pures

1. *Relation*, p. 158.

2. Muratori, *Relation*, p. 158.

maximes de la religion ?<sup>1</sup> » Leur situation « considérée suivant les vrais principes est préférable à celle des plus florissantes nations de l'Europe. Une liberté bien réglée, des provisions abondantes de toutes les choses nécessaires à la vie, un logement étroit à la vérité, mais suffisant, la paix, l'union, la concorde, n'est-ce pas là ce qui fait le vrai bonheur des peuples ?<sup>2</sup> »

Tel est aussi le jugement d'un chef socialiste moderne, l'Écossais Cunningham Graham, par ailleurs indifférent au point de vue religieux. Cunningham Graham s'est informé sérieusement de l'histoire des réductions au Paraguay, où il a vécu. Il a fouillé les archives de Madrid et de Salamanque. Son appréciation se borne, comme il a été dit, aux effets économiques et sociaux du système établi par les jésuites. Voici ses paroles : « Le système intérieur de gouvernement dans les Missions du Paraguay fut une forme de démocratie... Cette espèce de pouvoir représentatif contrôlé était la plus convenable pour les Indiens de ce temps. » L'auteur explique ensuite que ce qui attachait le plus les Guaranis aux jésuites, c'était la conviction reçue d'eux que la terre sur laquelle ils vivaient, leurs maisons, leurs ateliers et leurs troupeaux, tout leur appartenait, « était propriété des Indiens<sup>3</sup> ».

Au terme paisible de ces pages consacrées à « la question vitale » de la propriété, il nous plairait de rencontrer amicalement notre adversaire principal, Hernandez, que nous avons bien dû contredire en face, mais non sans remarquer que plusieurs éléments de notre démonstration nous avaient été fournis par lui-même ou par les sources découvertes grâce à ses indications. Nous lui conservons de la reconnaissance. Cependant, la rencontre apparaît décidément impossible sur le papier, à travers les positions figées de son œuvre. Buté et boudeur jusqu'au bout, Hernandez tourne en effet le dos aux réductions : il se transporte, solitaire, de mauvaise humeur, en pleine campagne, vers les huttes construites pour le temps des travaux. Et là, face à ces abris, oubliant les sympathiques maisons à véranda alignées sur les larges avenues, il déclare froidement que les Guaranis

1. Charlevoix, t. 1, p. 263.

2. Muratori, *Relation*, p. 136.

3. *A vanished Arcadia*, 1901, cité Hernandez, t. II, p. 477. — Raynal, après avoir énuméré les tares et les méfaits du droit de propriété tel qu'il est réalisé en Europe, écrit qu'au Paraguay « tous avaient la subsistance assurée et jouissaient par conséquent des grands avantages du droit de propriété, sans que ce droit existât là-bas, si l'on parle strictement » (*Histoire philosophique des deux Indes*).

ne cherchaient pas à exercer le droit de propriété tout simplement parce que les immeubles étaient sans valeur, *por no tener valor los inmuebles*. Mais, ajoute-t-il, avec le temps, la rareté, le progrès des cultures, ils s'y seraient attachés...

Les Guaranis, nous aurons l'occasion de l'observer bientôt, étaient dès longtemps passionnément attachés à leurs maisons, à leurs églises, à leurs ateliers, à leurs magnifiques plantations, qui n'étaient certes pas sans valeur, à leurs troupeaux, à tous leurs biens enfin, possédés sans avarice, en commun.

## LE TRAVAIL ET LA RÉPARTITION DU REVENU

*Todos son labradores.*

ANT. RUIZ DE MONTOYA.

C'est devenu un lieu commun que le régime de propriété suit les modes de production et la division du travail. Il est aussi vrai que le régime de propriété, de son côté, détermine les conditions de travail.

Les Guaranis ne connurent jamais des journées de 10, 12 et 14 heures de travail, courantes dans l'agriculture comme dans l'industrie capitalistes. La journée de huit heures resta un maximum au temps des jésuites. Dans la règle, les Guaranis ne travaillaient pas plus de six heures par jour. Azara apprit même de la bouche des Guaranis que le travail ne prenait pas plus du tiers de la journée. On se mettait d'ordinaire à l'ouvrage à neuf heures, après la messe, et l'on terminait l'après-midi, selon les lieux et les saisons, à trois heures, quatre heures, quatre heures trente ou cinq heures. La pause de midi durait deux heures. Martin de Moussy, documenté sur place par le Chanoine Gay, rapporte aussi que le travail « ne durait pas plus d'une demi-journée ». De plus, le jeudi était considéré comme jour de congé<sup>1</sup>.

Au premier abord, on est surpris qu'une somme de travail aussi modeste ait pu, avec des moyens mécaniques peu perfectionnés, couvrir les besoins de la population et élever sans cesse son niveau de vie.

— Six heures de travail, objectait-on à lord Hythlodée, ne suffisent pas aux besoins de la consommation publique et l'Utopie doit être un pays bien misérable.

— Au contraire, elles suffisent, répondait Thomas Morus par la personne du lord, vous le comprendrez facilement si vous réfléchissez au grand nombre de gens oisifs — ou occupant des postes parasites — chez les autres nations.

1. *Description*, t. III, p. 665. Voir témoignages concordants à quelques variantes près : Hernandez, t. II, p. 383; Gay, *passim*; Azara, *Voyages*; Huonder, *Katholische Missionen*, 1894, etc.

Dans la République des jésuites, la loi du travail au service de la communauté ne comportait pas d'exception. Avant l'arrivée des Pères, les caciques ne travaillaient pas. Les jésuites réussirent à supprimer leur privilège. Déjà le P. de Montoya aimait à proclamer avec fierté en face de la fainéantise des colons : « Tous sont des travailleurs<sup>1</sup>. » Cette égalité de tous devant le devoir du travail se maintint jusqu'à la fin. Parlant des quarante ou soixante caciques vivant dans chaque réduction, Cardiel écrit : « Quoique nobles, ils ne sont pas exemptés du travail... Parmi ces Indiens, le fait de travailler comme charpentier, sculpteur, peintre, etc., est une noblesse<sup>2</sup>. » Le doyen Funes dit que « le corregidor, les membres du conseil et leurs épouses devaient se trouver les premiers à l'atelier ». Chacun, homme, femme, enfant, contribuait au bien commun par son travail selon ses forces et ses capacités et selon les besoins de la production.

Les femmes étaient astreintes à la tenue du ménage, à des travaux de couture, de jardinage, à la lessive aux buanderies publiques. Toutes recevaient leur part de laine ou de coton à filer. Elles travaillaient par groupes sur les vérandah, dans les heures laissées libres par les soins domestiques. L'ouvrage terminé était rapporté au magasin chaque samedi soir, ou chaque mercredi et samedi. « Par là, on vient à bout d'avoir chaque année plus de toile qu'il n'en faut pour habiller tous le monde<sup>3</sup>. » Les femmes contribuaient peu aux travaux des champs, excepté durant les moissons. Elles participaient à la récolte du coton. Elles n'étaient pas surmenées, ni obligées à aucun travail lourd ou dangereux. Leurs mains « étaient si fines et si délicates que les Espagnoles les plus élégantes n'auraient pu désirer en avoir de plus distinguées<sup>4</sup> ».

Les enfants, en dehors du travail scolaire et des exercices de chant et de musique, protégeaient les récoltes en chassant les papegais et autres oiseaux. Ils cueillaient les fruits. Ils allaient en bandes à la recherche des baies, du miel et des racines médicinales dans les forêts. Malgré le règlement de 1689 qui recommandait aux missionnaires d'autoriser assez facilement les garçons à travailler aux champs avec leurs parents, les enfants ne travaillaient guère qu'en groupe, séparés des parents. « Ils ne vont pas avec leurs parents parce que ceux-ci ne savent pas veiller sur eux<sup>5</sup>. » Même les fillettes étaient affectées à des travaux en commun. Pour aider leurs mères au

1. *Loc. cit.*, p. 64.

2. *Breve relacion*, ch. v, § 6.

3. Muratori, *Relation*, p. 159.

4. Schuster, *Paraguay*, p. 280.

5. *Breve relacion*, ch. vii, § 2.

ménage, dit Cardiel, elles ont le temps libre, dès cinq heures, le soir après le rosaire.

Les filles apprenaient à filer, à coudre, à cuire. Les garçons étaient initiés progressivement au travail des ateliers et orientés vers le métier qui correspondait à leurs goûts et aptitudes. La coupure entre l'école et la vie n'existait pas, ni le désœuvrement de nos écoliers citadins. Tous les garçons passaient plusieurs saisons au jardin des Pères qui servait d'école pratique d'agriculture.

Comme en Utopie, l'agriculture était plus ou moins obligatoire pour tous les citoyens. Au moment des moissons, on ralentissait, parfois on interrompait l'activité des ateliers. Les artisans se rendaient aux champs, de même que les femmes et les enfants, les conseillers et les comptables. Tous, dans la joie commune, participaient aux moissons. C'était un temps de liesse générale. La fin de la moisson était célébrée par une grande fête. Les meilleurs travailleurs étaient cités à l'ordre du jour par le Père qui leur remettait un souvenir. Les travaux des champs battaient leur plein surtout de la Fête-Dieu à Noël. Au printemps, du moins dans les réductions du nord, la chaleur était excessive.

Soit aux champs, soit aux ateliers, des inspecteurs, responsables et sous-responsables, dirigeaient et contrôlaient le travail. Ils étaient choisis « parmi les néophytes les plus actifs et les plus vigilants ». Dans l'agriculture, dit Muratori, la charge des contrôleurs est « de parcourir les campagnes et d'examiner si l'on y travaille, si l'on sème et si l'on moissonne à temps, si l'on prend des mesures pour faire durer la provision de grains qu'on a recueillie jusqu'à l'année suivante, enfin si les bestiaux sont bien soignés. Tous ceux que l'on trouve en faute sont punis avec sévérité. Il est également de l'intérêt public et de celui des particuliers que chacun remplisse sa tâche, et que les paresseux ne vivent pas aux dépens de ceux qui sont plus assidus au travail<sup>1</sup> ».

Les adversaires des réductions, incapables d'imaginer l'atmosphère fraternelle et heureuse qui y régnait, ont naturellement parlé de « système policier », de « contrainte tyrannique ». En réalité, le contrôle essentiel s'exerçait de façon presque inconsciente par les travailleurs eux-mêmes, tous solidaires et pareillement intéressés à ce que chacun fournisse sa part de travail. Ce contrôle spontané rendait le contrôle officiel naturel et aisé. Les contrôleurs étaient en général regardés par leurs camarades un peu comme les agents de la circulation et de la police le sont chez nous par les honnêtes gens. Du reste, les alcades des champs et des diverses professions étaient élus, comme les magistrats, par le peuple. Les responsables ainsi

1. Muratori, *Relation*, p. 156.

nommés ne formaient pas une catégorie à part. Ils ne jouissaient d'aucun privilège. Ils étaient eux-mêmes astreints au travail dans toute la mesure compatible avec leurs fonctions. Ils faisaient partie de l'équipe dont ils avaient la responsabilité comme travailleurs plus qualifiés, comme chefs et entraîneurs, plutôt que comme simples contrôleurs. Les chefs aux différents degrés ne pouvaient au surplus infliger aucune peine sérieuse avant d'avoir informé le Père.

Charlevoix note : « Un des grands avantages qu'on retire de cette police est qu'on ne laisse jamais personne oisif; d'ailleurs elle entretient, non seulement dans chaque bourgade, mais dans toute cette République, une union parfaite et dont on est frappé d'abord<sup>1</sup>. »

Bien plus que l'intérêt personnel ou collectif et que la police, la louange des Pères et leurs cadeaux animaient les Guaranis au travail. Il apparaît par de nombreux témoignages que l'approbation ou le blâme des missionnaires étaient vraiment sensibles plus que toute récompense et que tout châtiment au cœur aimant et candide des néophytes.

La communauté agissait aussi comme élément de joie au travail. Au matin, les groupes défilaient dans les rues et se dirigeaient vers la campagne au son de la flûte et du tambour, portant en grande pompe l'image de saint Isidore, patron des agriculteurs. En route, on chantait. Parfois, comme à Candelaria, les plantations se trouvant sur l'autre rive du Parana, chaque jour on s'embarquait sur les bacs, les canots et les radeaux.

Au cours de la journée, les moments de repos donnaient lieu à de joyeuses détente parmi ce peuple, le plus sociable qu'aient rencontré les Espagnols en Amérique. Les plus âgés devisaient, les jeunes jouaient et, avec un inlassable plaisir, jeunes et vieux en chœur chantaient encore et toujours les couplets de leurs cantiques et de leurs chants guaranis. Lorsqu'un Père accompagnait les travailleurs, il prononçait quelques paroles édifiantes, racontait une histoire, invitait un groupe à prier un instant. Dans les moments d'effort plus dur, l'entraide et l'esprit d'équipe agissaient magnifiquement. Le chapitre consacré à la vie religieuse mettra mieux en lumière l'esprit de bienveillance et de cordiale amitié qui éclairait toute l'activité des Guaranis. On comprend qu'au temps de l'expérience des lots, les hommes se soient copieusement ennuyés et qu'ils se soient réfugiés dans leur hamac pendant la journée où l'on voulait les obliger à travailler isolément. Les jésuites n'avaient pas besoin d'être aussi avisés qu'ils l'étaient pour conclure et laisser les Guaranis travailler en groupe, puisque tel était leur bon plaisir, comme aussi l'avantage de la communauté.

1. Charlevoix, t. 1, p. 247.

Le soir, au retour, on chantait en chœur des airs de marche. Lorsque les femmes dans leur ménage, les enfants au jardin et les artisans dans les ateliers percevaient le rythme des musiciens ramenant les travailleurs des champs, chacun quittait son travail. Sur le seuil des maisons, à l'entrée des ateliers, on se saluait gaiement. Quelques instants plus tard, parents et enfants se retrouvaient en famille.

\* \* \*

Pour l'évaluation du travail, dans l'agriculture, le calcul était sommaire. Il suffisait en général au travailleur de suivre le rythme moyen, raisonnablement. Des surfaces étaient fixées aux équipes et servaient de normes.

Dans les ateliers, des quantités minima étaient exigées, de même que pour le filage confié aux femmes à domicile. Selon certaines comparaisons, ces minima représentaient une somme de travail grandement inférieure à celle que devaient fournir les travailleurs européens des mêmes branches. C'était surtout à propos des ouvrages libres, sculpture par exemple, et pour les travaux exécutés au service personnel des Pères que le peso fictif intervenait comme cela a été expliqué précédemment.

Le principe appliqué pour la rémunération était : « A travail égal, conditions de vie égales. » Encore convient-il d'ajouter que les différents genres de travaux, plus ou moins difficiles, et les différences de capacité ne donnaient pas lieu à une échelle de traitements capable de créer des classes de privilégiés. On tenait essentiellement compte de la peine exigée par un travail. Travail égal signifiait charge égale. L'enfant intelligent, bien doué pour le calcul, qui avait été formé pour devenir « contador », ne se voyait pas attribuer un revenu double ou triple en considération de son intelligence. On respectait donc aussi le principe naturel : De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail et ses besoins.

La société s'efforçait simplement d'assurer à chacun la formation, les conditions de vie et de confort permettant le meilleur rendement des dons reçus. L'un était sculpteur, l'autre charron, celui-ci professeur de musique, celui-là tisserand ou vacher à l'estancia : le genre de vie différait selon le genre de travail, mais on n'avait pas jugé utile d'accorder des revenus privilégiés à aucune catégorie. Tout le monde participait équitablement à la prospérité commune. En retour, ainsi que l'écrit Muratori à propos des tisserands, « ils sont entretenus aux dépens de la réduction et ne reçoivent point d'autre salaire de leur travail ». Les orfèvres, les peintres, tous les artisans en général, les centaines d'hommes qui portaient régulièrement

en expédition de cueillette ou de commerce ne recevaient pas de salaire particulier. La communauté pourvoyait à tout pour eux et les leurs, comme eux-mêmes travaillaient pour le bien commun, *para el bien comun* <sup>1</sup>.

L'émulation pour l'apprentissage des métiers se maintint très bien ainsi, sans qu'on recourût à l'excitation malsaine de gains privilégiés. L'homme normal est porté naturellement à rivaliser avec ses semblables et à exercer une activité en rapport avec ses capacités, même au prix d'efforts supérieurs. Le profit individuel sordide pourra disparaître. Il n'est pas le meilleur moteur du progrès humain.

La responsabilité des *contadores* et des *fiscales* était énorme. Ils administraient et tenaient en main dans leurs livres toute la vie économique de cités comptant cinq mille, dix mille habitants et plus. Selon les conceptions régnantes en U. R. S. S. comme dans le monde bourgeois, ces fonctionnaires auraient dû toucher un traitement cinq ou dix fois plus élevé que celui des agriculteurs ou des artisans. Aux yeux des législateurs de la République Guaranie, il parut dénué de sens et dangereux de mettre qui que ce fût en état d'accumuler des biens sans proportion avec les besoins normaux d'un homme vivant en sécurité dans une société bien organisée.

« Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger. » Celui qui ne peut pas travailler doit manger. Les vieillards, les malades, les orphelins étaient entretenus comme les veuves « à frais communs <sup>2</sup> ». On a vu au chapitre précédent que la distribution des denrées et des habits s'effectuait non pas selon une règle fictive d'égalité parfaite, mais à chaque famille selon le nombre des enfants, vieillards et infirmes, en tenant compte des besoins particuliers de chacun. Le salaire familial était ainsi réalisé de façon intégrale.

Ce n'était pas un salaire.

Le salariat n'existait pas. « Ils exercent tous ces métiers sans salaire <sup>3</sup>. » Le revenu du travail — cela ressort de ce qui précède — était touché non pas sous forme de quelques pièces d'argent arbitrairement calculées, mais sous forme de prestations les plus diverses comprenant en somme la couverture de tous les besoins : logement, avec maison particulière au moment du mariage, vêtements, nourriture pour les artisans, objets manufacturés pour les agriculteurs, instruction des enfants et placement, assurance-vieillesse, assurance-maladie et accident, entretien de la veuve et des orphelins, etc.

1. Règlement de 1689, § 33; Muratori, p. 159; Cardiel, *ibid.*, ch. v, § 51.

2. Charlevoix, t. 1, p. 254-255.

3. Cardiel, *Breve relacion*, ch. v, § 13.

Tout cela était organisé et fonctionnait de façon très souple et très simple, vraiment organique et libre, parce qu'un principe juste était au centre de tout, parce que le principe fondamental de la société humaine avait été admis sans restriction, en acte, à savoir la destination commune de tous les biens de la terre. L'assurance-vieillesse, pas plus que les autres assurances, n'impliquait de cotisations particulières, ni d'administration ou de bureaucratie spéciale. Les vieillards restaient dans la règle chez eux, dans leur famille, sans lui être nullement à charge, puisque les distributeurs publics tenaient compte de leur présence. Les malades étaient soignés soit à domicile, soit à l'hôpital, suivant la gravité des cas et la commodité. Une pharmacie était adjointe à l'hôpital de chaque réduction et fournissait gratuitement les remèdes. « Il y a dans chaque peuplade, dit Florentin de Bourges, plusieurs grandes maisons pour les malades. Les unes sont destinées pour les hommes et les autres pour les femmes. Comme les prêtres ne s'occupent que de l'instruction et de la conduite spirituelle de ces nouveaux chrétiens, il y a encore trois Frères, dont l'un qui a une apothicairerie bien garnie, prépare les remèdes nécessaires aux malades; les deux autres président à l'administration du temporel et observent si dans la distribution journalière qui se fait à chaque famille, tout se passe avec la droiture et l'équité convenables <sup>1</sup>. »

Les services sociaux n'humiliaient personne, chacun se sentant tout naturellement, au sein de la société, comme membre du corps. Les avantages perçus étaient du reste le plus souvent la simple contre-partie des services fournis à la communauté directement par soi-même ou par ses parents, ses frères. C'était la sécurité dans la dignité, sans la multiplicité inefficace d'œuvres de bienfaisance facilement avilissantes. L'assistance ne se distinguait pas, aux yeux des particuliers, de la répartition normale des biens. « On n'y voit ni pauvres, ni mendiants. »

Il est aisé de concevoir pourquoi, dans un monde ainsi bâti, l'homme n'était pas hanté par la question du paiement de son travail, ni par les luttes, les injustices et les humiliations qui s'y rattachent encore aujourd'hui partout. Nul sentiment d'aliénation ou d'exploitation. On ne travaillait pas pour le compte de capitalistes inconnus, ni au service d'un patron, ni pour un État abstrait et lointain. Le dernier des Guaranis était intégré dans la communauté et contribuait par son effort à la subsistance commune.

Les mobiles de recherche égoïste, d'angoisse du lendemain, de crainte et de contrainte, intervenaient aussi peu que possible dans l'esprit des travailleurs guaranis. Lorsque le souci du lendemain s'imposait, il était porté en commun.

1. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 243.

L'idée de service se combinait avec l'intérêt et le besoin. Grâce à sa juste répartition, le travail, réduit en quantité, était aussi plus léger, psychologiquement, au cœur de l'homme. Le travailleur pouvait s'adonner à son travail pour lui-même, sans amertume, dans un sentiment d'entraide, de sécurité et de contentement. La foi chrétienne, très vive, transformait en offrande joyeuse la part de peine inhérente au labeur humain.

Le travail n'était pas une marchandise.

De jour en jour, l'activité économique se développait, la prospérité montait... et la légende de l'or caché et des trésors fabuleux s'étendait au loin. « On cherchait à s'expliquer ainsi une richesse qui n'était due qu'à la bonne organisation du travail <sup>1</sup>. »

Il est superflu de dire que les jésuites ne réussirent pas à éviter d'entendre quelques graves reproches au sujet de leur régime collectiviste de travail et de distribution du revenu du travail. Relevons-en un seul :

— Avec votre système qui empêche l'épargne, qui ne permet pas à un père de famille d'être propriétaire d'une maison, d'un terrain, d'un atelier, vous dépouillez vos Indiens d'un droit naturel sacré, le droit que possèdent les parents de léguer à leurs enfants leur fortune et le fruit de leur travail. Vous supprimez le droit d'héritage.

Les jésuites répondaient sans trop d'embaras que leur République était la seule où il n'y eût pas de déshérités. Si l'héritage privé était à la vérité modeste — quelques instruments, quelques souvenirs, et aussi quelques qualités morales utiles en une société bien faite — à tout considérer, il était largement compensé par ailleurs. Les propriétés communales, les maisons, les ateliers, la sécurité des personnes et tous les services organisés formaient un héritage fort appréciable, que beaucoup de pères de famille en Europe eussent été heureux de pouvoir offrir à leurs enfants comme fruit d'une vie plus durement laborieuse que celle des Guaranis; fruit toujours paisible chez les Guaranis et n'amenant pas dans les familles la désunion et les haines fraternelles si fréquentes parmi les autres nations.

Pour terminer, nous pouvons laisser les Guaranis eux-mêmes exprimer leur avis sur l'organisation du travail et sa rémunération, telles que les jésuites les avaient établies dans leur République. Au lendemain de l'expulsion des Pères, le Cabildo ou Conseil de San Luis adressa au gouverneur de Buenos-Aires, marquis de Bucareli, une lettre où il est dit entre autres bonnes choses : « Nous ne sommes pas des esclaves et nous voulons faire voir que nous n'aimons pas la coutume espagnole qui veut « chacun pour soi », au lieu de s'entr'aider mutuellement dans ses travaux quotidiens. »

1. Martin de Moussy, *Description*, t. III, p. 665.

## LA VIE SOCIALE

Chaque matin à l'aube, les notes de l'Angelus donnaient le signal du réveil. Le dimanche, les trompettes et les tambours parcouraient joyeusement les rues. L'heure du lever variait selon les saisons et les travaux en cours. Cardiel parle de 5 h. 15 et même, pour certaines saisons, de 4 h. 15. Le Guarani était spontanément matinal. « En voyage comme chez lui, est-il dit dans la *Breve Relacion*, il soupe au crépuscule et se met bientôt au lit. Il se lève avec les poules, de très bonne heure, non pour travailler, mais pour boire la yerba, déjeuner et faire la causette<sup>1</sup>. »

Bientôt après le lever, les tambours ou les cloches — les « taintain » — appelaient les enfants à se réunir devant l'église pour la prière et le catéchisme. Les alcades des jeunes criaient dans les rues : « Frères, c'est l'heure. Envoyez vos garçons et vos filles à la prière. Envoyez-les vite à l'église pour la messe, afin que Dieu bénisse les travaux de ce jour<sup>2</sup>. » Et les enfants venaient chanter la doctrine chrétienne « jusqu'au lever du soleil » ! dit Charlevoix. On peut croire que les jésuites n'imposèrent pas habituellement un régime aussi monacal aux enfants. Florentin de Bourges vit en tout cas les enfants se rendre à l'église seulement pour huit heures.

Entre temps, les parents à la maison s'occupaient à leur aise, mettaient leur intérieur en ordre, faisaient les lits, pliaient les hamacs et les peaux de tigre ou de vache qui servaient encore parfois de lit; ils soignaient leurs chiens et leurs chats. Le P. Sepp ne dit-il pas que chaque ménage entretenait couramment quatre chiens et trois chats !

Pour le curé et son companero, c'était le moment de la méditation.

Après la messe, suivie par la plupart des habitants, on servait le déjeuner en commun à tous les enfants, qui s'en allaient ensuite « deux à deux aux écoles ». Les bambins, dès cinq ans, étaient gardés,

1. Cardiel, *Breve relacion*, ch. vii.

2. Cardiel, *De moribus Guaraniarum*, cap. vi.

ordinairement sur la place, par une « matrone » et des jeunes filles qui surveillaient leurs jeux, et, de temps en temps, les faisaient prier. Le P. Sepp raconte que des groupes d'enfants se rassemblaient souvent dans la cour devant sa maison, et se tenaient assis, à gazouiller, sans bouger, uniquement pour être près de lui, pour le voir, pour entendre une parole amicale.

Tandis que les enfants se rendaient en classe, les ateliers s'ouvraient, les équipes s'organisaient et partaient vers les champs, musique en tête et chantant des cantiques ou des chants de marche. L'après-midi, vers quatre ou cinq heures, un signal était donné du haut du clocher de chaque réduction pour annoncer la fin du travail. Un des Pères réunissait alors les enfants pour un petit cours de catéchisme qui durait une demi-heure. Après le catéchisme, on sonnait pour appeler la population à la prière quotidienne du rosaire « où tout le monde se trouve autant qu'il est possible ».

Le reste de la soirée était libre pour les soins du ménage, pour les loisirs et les divertissements de toutes sortes, en particulier pour la sculpture, la peinture et la musique. On faisait du canotage sur le Parana. Beaucoup se rendaient en promenade vers les oratoires environnants. Le P. Sepp s'en allait volontiers à cette heure avec quelques jeunes musiciens respirer l'air frais d'une petite île boisée au milieu de l'Uruguay. La pêche et la nage avaient leurs amateurs. Certains s'adonnaient à la lecture, isolément ou en famille, et plus souvent en groupe, les livres étant encore rares. C'était aussi le moment où les hommes et les jeunes gens pouvaient poursuivre leur entraînement militaire et sportif. Les enfants jouaient. Ils exerçaient des danses et des chants. « A la nuit tombante, toutes les rues de la peuplade retentissent de pieux cantiques que chantent les jeunes garçons et les jeunes filles. »

Quand sonnait l'Angelus du soir, les enfants se réunissaient par quartiers ou tous ensemble sur la place, au pied de la grande croix. Ils chantaient en guise de prière un cantique à l'ange Gabriel. Un signal de la cloche annonçait le couvre-feu et le repos. Bientôt, les patrouilles commençaient leurs rondes et faisaient rentrer les retardataires. Dans les maisons, petits et grands se retrouvaient. Ils avaient toujours, dit-on, mille choses à se dire. La vie de la communauté, si intense et variée, différente pour chacun, se reflétait au foyer en conversations intarissables.

On a prétendu que la vie de famille avait été rendue impossible par le système économique et social.

Il faut se rappeler qu'avant l'établissement des réductions, les Guaranis vivaient dans des hangars collectifs d'une seule pièce, sans séparation, par groupes de familles comptant jusqu'à deux cents personnes. La promiscuité était complète. De plus, les caciques

pratiquaient la polygamie et possédaient jusqu'à vingt ou trente femmes qu'ils pouvaient du reste abandonner à leur gré. Ils avaient aussi le droit d'exiger les filles de leurs camarades.

Les jésuites avaient réalisé une première, difficile et décisive révolution au service de la famille, en amenant leurs néophytes à construire une demeure particulière pour chaque famille. Pendant quelques années, ils durent néanmoins tolérer des cas de polygamie. Mais dès que l'ensemble de la population eut été converti et instruit, la monogamie chrétienne la mieux observée qui fût jamais assura en même temps le relèvement de la femme et la vie de famille la plus stable et la plus heureuse.

Le régime économique et social, loin de détruire la famille, lui offrait les meilleures conditions de santé, de bien-être et d'union.

La journée de travail ne durait pas plus de six à huit heures, laissait de bonnes heures libres pour la vie familiale à midi et le soir, et presque toute la journée du jeudi, du dimanche et des jours de fête.

Le foyer était fondé sur sa vraie base, l'amour et non l'argent. La personne du fiancé ou de la fiancée n'était pas sacrifiée à des questions de dot, d'héritage, de rang et de situation. En ces terres méridionales, les jeunes gens étaient autorisés et même encouragés à se marier entre quinze et dix-huit ans; les jeunes filles entre quatorze et seize ans<sup>1</sup>. Le P. Sepp raconte que, du moins dans sa réduction, les jeunes filles prenaient le plus souvent l'initiative. A Yapeyu, la coutume était admise que lorsqu'une jeune fille avait remarqué un jeune homme, elle s'en vint en parler au Père pour obtenir son appui. Le Père convoquait le jeune homme. « Es-tu content ? » lui disait-il. Si le jeune homme répondait « Nay » (oui), le Père l'inscrivait sur la liste des prochains mariages. Selon un autre usage, la mère de la jeune fille s'adressait d'abord à la mère du jeune homme. Ensuite les jeunes gens étaient consultés. Si tous les deux répondaient « Nay », le contrat était virtuellement conclu. A vrai dire, ces démarches rituelles ou officielles ne faisaient dans la règle que consacrer des sentiments déjà avoués et scellés. Le curé convoquait cependant les fiancés à part pour s'assurer qu'ils agissaient librement, qu'il n'y avait pas eu pression de la part des parents ou d'un alcade. Chaque année, il se présentait un ou deux cas où l'intéressé déclarait qu'on le poussait, mais que ce n'était pas son goût. Le Père assurait au fiancé malgré lui, ou à la fiancée, sa protection contre tout ennui<sup>2</sup>.

1. Le règlement de 1689 interdit les mariages à quatorze et douze ans, comme ils se pratiquaient chez les Chiquites. Les incapables étaient exclus du mariage.

2. Cardiel, *Breve relacion*, ch. VII, n. 53.

On voit que les coutumes matrimoniales étaient particulièrement simples, raisonnables et respectueuses de la liberté des personnes en ce temps où la tyrannie paternelle régnait encore dans la plupart des pays, même chrétiens.

Les jésuites cherchaient à grouper les mariages autant que possible à des dates déterminées. Il n'était pas rare qu'après Pâques on bénit le même jour vingt à trente couples. Le P. Cardiel bénit un jour quatre-vingt-dix couples. L'officiant posait successivement les questions d'usage à tous les fiancés assemblés à l'entrée de l'église : « Acceptez-vous N. N. comme légitime épouse ? » Cela a fait dire aux adversaires des jésuites et à des auteurs étrangers à notre liturgie catholique que les indécis étaient tout simplement invités à faire leur choix sur-le-champ, sans autre préparation !

La communauté supportait les frais du banquet. Les familles n'en offraient pas moins ce qu'elles avaient pu réserver de meilleur. Tout se passait dans une dignité parfaite. Le jour où le P. Cardiel avait béni quatre-vingt-dix couples, il fit ensuite une brève apparition dans les diverses salles de nocce. Il put à peine retenir ses larmes en observant « la modestie et la retenue des convives ». L'atmosphère était joyeuse et pourtant extraordinairement paisible et douce. Les jeunes époux recevaient, soit du Père, soit de la communauté, des cadeaux symboliques, souvenirs des premiers temps, une hache, un couteau, six aunes de toile, ou un peu de sel, un ou deux pains et du miel. La jeune épouse apportait au foyer une cruche, un hamac ou d'autres ustensiles.

L'amour des parents pour les enfants, petits ou grands, était extraordinaire, « presque excessif »<sup>1</sup>. C'est ainsi que de jeunes époux demeuraient deux ans et plus en commun avec les parents qui ne pouvaient se résoudre à la séparation. Les enfants étaient la source des meilleures joies de la vie. Ils ne risquaient pas d'être considérés comme une charge, puisque la communauté répartissait les ressources à chaque famille selon le nombre de ses membres. Le foyer, fondé sur l'amour, entretenait l'amour selon la nature, dans la fécondité heureuse, à l'abri des calculs et des problèmes inextricables de conscience, de logement et d'entretien. L'adolescence n'amenait pas non plus la transformation de l'enfant en instrument de profit pour les parents ou pour un patron. Après la mort des parents, les frères et sœurs restaient unis dans une amitié intacte, ignorant le froid répandu chez nous dans les familles par le partage et la nécessité de défendre des intérêts contraires avant de se séparer pour mener chacun de son côté la lutte pour la vie.

1. *Katholische Missionen*, 1894.

La femme pouvait se consacrer à sa famille d'un cœur d'autant plus libre qu'elle n'était pas esclave des corvées et des soucis matériels. Les tâches familiales et sociales avaient été réparties par les jésuites d'une façon qui créait aux mères de famille une existence harmonieuse et bien équilibrée. Les bébés leur étaient entièrement confiés. Le jardin d'enfant, puis l'école et le travail collectif les déchargeaient durant une partie de la journée du souci de la surveillance des plus grands, dès l'âge de cinq ans. Peu après le petit déjeuner, des jeunes filles venaient prendre les bambins. Les enfants de sept à quinze ou dix-sept ans déjeunant en commun après la messe, les mamans pouvaient alors vaquer à l'aise aux soins du ménage et filer leur coton en babillant sur les vérandah. A midi, elles étaient prêtes pour recevoir et restaurer leur monde<sup>1</sup>.

Disons deux mots de la table. Elle était saine, variée et surtout abondante. Les Guaranis, anciens chasseurs nomades, avaient gardé un estomac capable de se munir sans inconvénient pour plusieurs jours. Si l'on veut en croire le P. Sepp, qui exagère quelquefois, une vache donnée le matin à un père de famille était dévorée complètement « avant le coucher du soleil ». Le lendemain, l'homme revenait. « Père, je n'ai plus de viande, je meurs de faim. » Les Guaranis, il est vrai, ne mangeaient que les meilleurs morceaux de la bête.

Les boucheries communales des six ou huit réductions les plus riches en troupeaux distribuaient quotidiennement quatre à cinq livres de viande à chaque famille, sans diminuer le cheptel. A Yapeyu, on abattait quarante bœufs par jour, lorsque les récoltes avaient été mauvaises. D'autres réductions ne faisaient que deux ou trois distributions par semaine.

Le maïs, grillé, cuit au lait ou en gâteau, formait, avec la viande et le manioc, la base de l'alimentation. Fasbinder cite le dialogue suivant : « Père, j'ai vraiment trop de maïs, donne-moi du tabac en échange. » « Mon fils, il faudra bien te contenter de ta part, sinon les autres n'auront pas la leur. » Le pain de froment était plutôt réservé aux Pères et aux malades. Le dimanche et les jours de fête, cependant, la population recevait « de bon pain de froment ». Chaque famille était approvisionnée en légumes toute l'année par les jardins communaux. Les pêches, les oranges, les figues, les grenades, les citrons ornaient la table des plus humbles foyers. Les cerises, les pommes étaient un dessert plus rare.

Sous ses diverses formes, la yerba complétait et agrémentait tous les repas. Grâce au maté, l'abus et même l'usage des boissons

1. Les enfants qui travaillaient ne rentraient pas toujours. A lire Cardiel, on devine que certains Pères cédaient plus ou moins à la tentation de soumettre les enfants à un régime de collège.

alcooliques avait pu être éliminé presque complètement de la vie privée comme de la vie publique. Les débits de boissons, qui avilissaient ailleurs les Indiens et ruinaient leur race, étaient inconnus. Ce n'était pas le moindre élément de bonheur pour la famille. Autrefois, les Guaranis passaient des journées entières à s'enivrer d'une sorte de bière grossière appelée la « chicha ». Les jésuites obtinrent que, même aux repas de noce, l'alcool fût habituellement banni.

« Presque en chaque fête et retour de voyage », de joyeux et gigantesques banquets étaient organisés pour toute la communauté. Les tables étaient dressées sur la grande place, dans les « patios » et dans les divers quartiers. Chacune était présidée par un « notable ». Avant de s'installer, les convives chantaient en chœur un petit cantique guarani en manière de *benedicite*. On servait « des viandes, des poulets rôtis, des légumes, des tourtes, du miel, des oranges, des pêches et la yerba ». En ces occasions, la « chicha » et même un peu de vin apparaissaient sur la table. L'orchestre se produisait au cours du repas. La fête se prolongeait jusqu'au soir. « A la nuit, ils s'en vont à leurs maisons. » Tout se terminait en ordre, paisiblement et dans l'allégresse chrétienne<sup>1</sup>.

Les femmes festoyaient entre elles, puis venaient assister à la suite autour de la place, sans se mêler aux hommes, car, écrit Charlevoix, « on ne leur permet jamais, sous quelque prétexte que ce soit, de se mêler avec les hommes dans les occasions publiques<sup>2</sup>. Une séparation assez stricte s'était imposée à cause du mélange d'Indiens chrétiens, de catéchumènes et de païens pendant les premières décades. Elle avait en partie subsisté sans inconvénient majeur, et avec des avantages certains. Les « maisons de refuge » avaient été établies dans le même esprit pour les veuves et « les femmes sans enfants, pendant l'absence de leurs maris ».

Sans être admises dans la vie publique à égalité avec les hommes, les femmes guaranies n'étaient nullement méprisées ni reléguées à l'arrière-plan. Lors de la réception du P. Sepp, une femme prononça dans l'église, à la suite du corregidor, un discours de bienvenue composé par elle-même, fort bien pensé, et donné avec une entière aisance, en présence de toute la population. Dans les ateliers de tissage, comme aux champs, les équipes de femmes étaient dirigées par des femmes qu'elles avaient élues librement. On se rappelle que leur travail aux champs se limitait à peu près à la récolte du coton. Les cimetières étaient laissés tout à fait aux soins des femmes. Elles les entretenaient toute l'année dans l'aspect d'un « magnifique jardin de fleurs ». Les Pères organisaient aussi pour les jeunes femmes

1. Cardiel, *Breve relacion*, ch. vii, § 49-51, et Muratori, *passim*.

2. *Histoire du Paraguay*, t. 1, p. 250.

des conférences sur l'éducation, qui obtenaient le plus vif succès de curiosité et d'intérêt, mais dont les résultats ne satisfaisaient pas les jésuites. Ceux-ci se plaignent à maintes occasions de l'incapacité des mères guaranies à exercer envers leurs enfants la moindre sévérité, même en paroles. L'amour de ces bonnes mères, trop indulgentes aux yeux de pédagogues férus de méthode, n'en produisait pas moins de bons effets : les auteurs s'accordent à décrire la vie de famille des néophytes comme extrêmement chaude et cordiale.

On voit le soir à la veillée le père lisant au coin du feu *Araporu*, l'ouvrage préféré des Guaranis, ou le jeune Arandu improvisant sur son violon pour sa très jeune fiancée, assise à ses genoux, au milieu des deux familles réunies. Quarante mille familles guaranies goûtaient, à des degrés divers, un bonheur analogue, bonheur d'autant plus paisible et pur qu'il n'était le fruit d'aucun accaparement égoïste, d'aucune exclusion. Il était offert à chacun dans la république des jésuites, tandis que partout ailleurs sur l'immense continent américain, les Indiens gitaient souvent en plein air, étaient pourchassés, réduits en esclavage, arrachés à leurs familles, exterminés par millions.



Les historiens hostiles aux jésuites se sont en général bien trompés. Ils n'ont vu que règlements, coups de cloche et surveillance. Ils ont imaginé une vie plus austère et rigide que celle d'un couvent. L'anarchie, certes, ne régnait pas. L'horaire fixait le début et la fin des principales occupations. Heureuse loi, qui assurait régulièrement et largement le temps des loisirs et de la liberté, pendant qu'ailleurs, en Europe comme en Amérique, la plupart des hommes étaient simplement exploités à la limite de leurs forces, sans horaire. La cloche des réductions sonnait dans le cœur des Guaranis un peu plus gaîment que la sirène de nos usines.

Quant aux colons, qui avaient installé leurs foyers sur les ruines de plusieurs races anéanties, il leur était évidemment difficile d'apprécier le bonheur innocent des familles guaranies. La vie étant honnête dans les réductions, les femmes fidèles et l'alcool prohibé, il ne pouvait y régner, à leurs yeux, qu'une atmosphère de sombre ennui. Lorsque les Pères parlaient de la sérénité des néophytes devant la mort, les Espagnols répondaient que cela était tout naturel : on ne regrette pas une vie aussi monotone. Paul Lafargue reprend à son compte l'opinion qu'on se forgeait ainsi sur l'ambiance des réductions. « Tout le temps qui n'était pas consacré au travail et à la détente indispensable, dit-il, les Guaranis devaient le passer

en prières, afin qu'il ne leur restât pas une minute libre, car ils auraient pu réfléchir alors sur leur situation... C'était intentionnellement que le dimanche était rendu aussi ennuyeux que possible, afin que les Indiens ne pussent qu'aspirer à reprendre le travail en le considérant comme une distraction<sup>1</sup>. »

Le Dr Rengger se fait aussi l'écho des anciens calomnieurs des jésuites : « Les Guaranis réduits en missions, écrit-il, n'ont jamais appris à connaître les jouissances de la vie sociale et civilisée, mais seulement ses peines<sup>2</sup>. »

En réalité, les jésuites ne négligèrent rien pour « rendre aimable à leurs chers néophytes le séjour des réductions et pour faire naître aux infidèles mêmes l'envie de venir y fixer leur demeure<sup>3</sup> ».

Un rapide aperçu a été déjà donné sur la variété des loisirs privés, laissés au goût de chacun. En outre, un véritable ministère des loisirs publics fonctionnait dans chaque réduction pour le plaisir d'un peuple passionné de mouvement, de musique, de danse, de théâtre et de réjouissances.

Comme au Moyen Age, le religieux et le profane se mêlaient spontanément avec une liberté qui ne choquait personne. Les enfants, aux sons d'un orchestre de trente à quarante instruments, exécutaient leurs danses jusque devant l'autel. Ils étaient vêtus de costumes précieux de soie et d'or. Toutes les réductions possédaient au moins quatre quadrilles, de chacun huit danseurs, régulièrement entraînés chaque semaine, soit pour les cérémonies d'église, soit pour le théâtre sur la place, où l'on jouait en costumes « espagnols, hongrois, moscovites, maures, persans, turcs et autres orientaux », sans parler des costumes d'anges et de démons. Lors de l'avènement de Charles III, le roi dont on attendait l'annulation du traité de 1750, des fêtes magnifiques furent organisées à San-Borja, en présence du Général Cevallos et d'une foule innombrable. Seize danses différentes furent présentées, en dépit du règlement de 1689 qui interdisait qu'on en exécutât plus de quatre dans une même fête.

On représentait les récits de la Bible, en guaranisant complètement le style et les personnages. Le peuple participait intensément au jeu de la scène. C'était pour lui plus que du théâtre. C'était le monde des esprits rendu vivant et sensible avec une puissance suggestive absolue. Les anges et les démons tenaient un grand rôle,

1. Lafargue, *Geschichte des Sozialismus*, *ibid.*, p. 741-742. Ailleurs : « Le peuple guarani si doux et si docile devait subir dans les Missions chrétiennes un esclavage bien plus dur que sous les Mbayas, peuplade des plus cruelles de l'Amérique du Sud » (p. 724).

2. Rengger, *op. cit.*, p. 108.

3. Muratori, *Relation*, p. 159.

surtout dans les danses allégoriques. Quand le noir Lucifer, entouré de serpents; était précipité, vaincu, dans le gouffre fumant creusé sous la scène, les spectateurs poussaient une clameur de victoire, les femmes, tremblantes, se signaient. Pendant que l'armée des anges victorieux défilait autour de la place, l'image de l'Enfant Jésus apparaissait sur un trône, entourée d'un chœur chantant *Jesus dulcis memoria*. En l'honneur de la Vierge Marie, les danseurs, portant des bannières, évoluaient sur la place et finissaient par s'immobiliser en une figure qui formait le mot MARIA <sup>1</sup>.

Des scènes de combat, entre chrétiens et Sarrasins par exemple, se déroulaient au rythme de la musique, avec un sens de la mesure et de l'harmonie des mouvements qui semblait inné, dit le P. Peramas. Ces scènes de combat remportaient un vif succès. Elles ne se passaient pas toujours sur un podium, car elles constituaient souvent de vrais exercices militaires avec grand déploiement de forces. Un combat naval aux flambeaux, sur le Parana, formait un spectacle grandiose et passionnant, suivi par des milliers de spectateurs hالتants. Il arrivait que les Pères dussent intervenir pour empêcher l'exercice de tourner en vraie bataille. La revue des compagnies à pied et à cheval, chaque lundi, était aussi un spectacle très goûté, de même les cérémonies de réception des personnages officiels et les fêtes données en leur honneur. Certains soirs de fête ou de tournoi, les rues étaient éclairées absolument comme en plein jour par des flambeaux composés de résine particulière <sup>2</sup>.

En 1641, des solennités furent célébrées à l'occasion du centenaire de la Compagnie de Jésus. Il y eut force réjouissances et cérémonies <sup>3</sup>.

Pour la fête patronale et les autres fêtes principales, les conseillers, les fonctionnaires et les musiciens des réductions voisines étaient invités et reçus *con grande carità e amore*, dit le P. Ripario.

Les réjouissances prirent à un moment donné une telle ampleur qu'elles durent être réglementées. Les invitations ne furent plus adressées qu'aux deux ou trois réductions les plus proches. Le règlement de 1689 détermine exactement tous les groupes. Par exemple, « Lorette, Corpus et San-Ignacio s'inviteront entre elles et non avec d'autres ». Les corregidores et notables devaient seuls

1. Peramas, *De adm. guaran.*, § 101-102; Cardiel, *De moribus*, ch. vi.

2. Sepp, *Reisebeschreibung*, p. 212.

3. A Itapua, la façade de l'église fut ornée d'un triptyque représentant, à gauche, la Piété avec l'inscription *Pietate duce*; à droite, la Sagesse, *Sapientia comite*; au centre, une vénérable figure féminine symbolisant la Compagnie de Jésus, avec l'inscription *Centenaria Societas Jesu triumphat* (Pastells, t. II, n. 922).

dès lors être invités, avec quelques chanteurs, si la présence de ceux-ci était utile comme appoint au chœur local.

Par le théâtre, comme par la musique, les Jésuites surent non seulement récréer leurs néophytes, mais aussi les faire accéder à de vraies joies de l'esprit et à un certain niveau de culture chrétienne et humaine. Un Père jésuite, qui passa par hasard le jour de Noël dans une ancienne réduction, il y a de cela une cinquantaine d'années, découvrit un groupe de sept familles guaranies qui savaient encore chanter convenablement une messe complète en l'honneur de saint Ignace.

Les Pères ne dédaignèrent pas de composer aussi de petites comédies, « que les Indiens jouèrent fort joliment ». Les premières pièces jouées par les Indiens avaient été des drames antiesclavagistes composés par le P. Anchieta et représentés avec grand succès jusque sur les places des villes espagnoles. Les Guaranis avaient pris un tel goût au théâtre que, des dizaines d'années après l'expulsion des jésuites, ils jouaient et jouaient les pièces que les missionnaires leur avaient laissées.

La pédagogie des jésuites était assez avisée pour laisser, dans les autres loisirs comme au théâtre, une large part à la distraction purement gratuite, sans intention édifiante ou instructive. Le dimanche après-midi, quand il n'y avait pas de représentation, on s'amusait, on organisait des jeux, on dansait, « mais les hommes dansent seuls, dit Muratori. Je ne sais pas si les femmes dansent aussi<sup>1</sup> ». Les meilleurs cavaliers s'exhibaient dans des concours acrobatiques. Des jeunes gens organisaient des courses sur des échasses hautes de six coudées, d'autres se promenaient sur la corde raide, se distinguaient au jeu de bagues ou exécutaient les danses les plus compliquées. Le jeu de balle avait toutes les faveurs. Les Guaranis sont du reste les inventeurs du foot-ball. Cardiel observe que leurs balles étaient de gomme et bien plus élastiques que celles d'Europe. Au lieu de lancer la balle avec la main, on jouait avec le pied. Les vieillards mêmes se passionnaient aux spectacles sportifs. Ils les suivaient en fumant leur pipe, en chiquant ou en prisant.

Il semble en somme que, si les jésuites avaient voulu rendre le dimanche « aussi ennuyeux que possible », ils auraient pu s'y prendre d'une autre façon.

Quelquefois dans l'année, des expéditions de chasse venaient interrompre la vie de travail. Les hommes appréciaient ces chasses plus que toute autre distraction<sup>2</sup>. Les Guaranis étaient de forts

1. Le Règlement de 1689 interdit aux femmes et aux jeunes filles de se produire en spectacle dans les danses publiques.

2. On chassait le chamois, le chevreuil, le cerf, le bouquetin, le sanglier, le lièvre, le pécar, le guanacos, le puma, le jaguar, l'ours fourmilier, le tigre. (Bour-

chasseurs au fusil et à l'arc. « Ils ne manquent guère d'oiseaux même au vol. » Rengger remarqua encore au XIX<sup>e</sup> siècle des exemples d'adresse et d'agilité extraordinaires. Les Guaranis distinguaient un oiseau à cinquante mètres dans le fouillis de la forêt vierge et le tiraient. « Dans leurs marches, dit un autre auteur, lorsqu'ils vont à la cueillette des fruits ou à la chasse, on entend à peine le bruissement d'une feuille. Comme des chats, ils glissent dans l'épaisseur des feuillages, au travers de l'enchevêtrement des lianes<sup>1</sup>. » Les Guaranis tiraient aussi le poisson à l'arc. Le tir à l'arc était le sport préféré des enfants, sport national de vieille tradition et moyen de défense militaire. Les Guaranis conservèrent toujours des formations d'archers. La chasse au lasso n'avait, elle non plus, aucun secret pour nos Indiens. « Ce qu'on aura peine à croire, dit Muratori, c'est que les Indiens prennent de la même manière (au lasso) les bêtes les plus féroces. » Le P. Cattaneo raconte en détail des scènes de chasse sensationnelles dont il fut témoin. Dès quinze ou seize ans, les jeunes gens savaient prendre les bêtes au lasso. Le P. Ximenès assista aussi à une chasse au tigre, au mousquet et à la lance.

\* \* \*

« Comme dans toutes les républiques bien ordonnées, écrit le P. Cardiel, une attention toute particulière est accordée à l'éducation des enfants de l'un et l'autre sexe, car de leur éducation dépend la prospérité de la République<sup>2</sup>. »

Le P. Maceta, dans les réductions du Guayra, avait, dès les toutes premières années, appris à lire, à écrire et à calculer à tous les garçons sans exception, au grand émerveillement de leurs pères. Après avoir assisté à un cours, ceux-ci s'exclamaient : « Oh ! jamais, jamais un enfant n'a su tout ce que vous leur enseignez là. Jamais nous n'avons pu être bons comme ces enfants pourront l'être avec un tel enseignement. Oh ! Pères tant aimés, pourquoi avez-vous tardé si longtemps à venir à nous<sup>3</sup> ! »

La pédagogie scolaire des jésuites était, comme leur pédagogie des loisirs, inspirée par les conditions de vie du peuple. L'école

gade La Dardie, p. 124-139, détails sur la faune du Paraguay à l'époque). Comme oiseaux, entre autres plus ordinaires, l'autruche, la cigogne, « plus de vingt sortes de perroquets ». (Chomé, t. v, p. 145) et diverses espèces minuscules que les Guaranis tiraient à l'arc avec une adresse sans égale.

1. Schuster, *Paraguay*, p. 280.

2. *Breve relacion*, ch. vii, n. 6.

3. Lozano, *Hist.*, livre V, ch. xvii, n. 2. Le P. Mastrilli dit des choses semblables en 1627 des réductions du Parana. (*Litteræ annuæ parag.*, p. 44).

était toute dirigée vers la vie pratique. On peut dire que, durant bien des années, elle fut principalement professionnelle, utilitaire. De même que certains enfants se spécialisaient dans le travail du bois ou le tissage, d'autres apprenaient à tenir des comptes, parce que la réduction avait besoin de contrôleurs et de comptables. Pour les fillettes, on avait établi des écoles de couture et de broderie pour ornements d'église et habits de fête<sup>1</sup>.

Dès que la situation fut devenue à peu près normale, il y eut partout deux séries complètes de classes, respectivement pour les garçons et pour les filles, avec un total moyen de mille à deux mille élèves dans chaque réduction. La fréquentation était obligatoire de sept à douze ans. « Les filles sont pareillement obligées jusqu'à l'âge de douze ans d'aller dans d'autres écoles, où des maîtresses d'une vertu éprouvée leur apprennent les prières et le catéchisme, leur montrent à lire, à filer, à coudre et tous les autres ouvrages dévolus au sexe<sup>2</sup>. » Cardiel accorde que les Guaranis lisent « avec une habileté remarquable, mieux que les nôtres. Cela doit provenir, dit-il, de la vue qui est aiguë et de la mémoire qu'ils ont bonne ».

En dépit des réclamations des coloniaux, qui auraient voulu imposer l'espagnol, c'était la belle langue guaranie, sonore et nuancée, qui retentissait dans toutes les classes. Le P. de Montoya estimait que le guarani aurait pu « supporter la comparaison avec les plus riches des langues européennes, aussi bien pour l'harmonie des mots que pour l'exactitude des expressions. Chaque terme est une définition et fait tableau<sup>3</sup> ».

Un siècle plus tard, un missionnaire français, le Père Chomé, donne une appréciation semblable : « Je ne me serais jamais imaginé qu'au centre de la barbarie l'on parlât une langue, laquelle à mon sens, par sa noblesse et par son harmonie, ne le cède guère à aucune de celles que j'avais apprises en Europe. Elle a d'ailleurs ses agréments et ses délicatesses, et il faut bien des années pour la posséder

1. De la Torre, Hernandez, doc. 74.

2. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 234.

3. Le P. de Montoya possédait lui-même à fond la langue guaranie. Il avait composé et publié à Madrid en 1639 un *Tesoro de la lengua guarani, que se usa en el Peru, Paraguay y Rio de la Plata*. Le vocabulaire était relativement pauvre. — Le P. Anchieta, missionnaire au Brésil, eut l'idée d'éliminer par un travail méthodique les différences entre les dialectes. Il réussit à extraire les caractères communs et à créer, puis à diffuser avec l'aide de ses confrères une « langue générale ». « S'il existe encore aujourd'hui dans tout le Brésil une « lengoa general » comprise par tous les Indiens et dont la connaissance permet de se tirer d'affaire dans toute l'étendue de cet immense pays, cette langue est à proprement parler l'œuvre des jésuites » (Fülöp-Miller, t. II, p. 271).

dans sa perfection<sup>1</sup>. » Après quelques mois, il était cependant possible aux missionnaires de se faire comprendre suffisamment. Le P. Cattaneo, arrivé le 1<sup>er</sup> décembre 1729, expliquait le catéchisme aux enfants dès la fin de février suivant.

Les Guaranis manifestaient une vraie passion pour l'art de la parole et de l'expression. On a vu que les femmes elles-mêmes prononçaient des discours. L'école développait méthodiquement le goût et les talents des enfants par la composition, la déclamation, le chant et le théâtre.

Quant à l'espagnol, le décret de Philippe V demanda enfin formellement qu'on l'enseignât à tous les élèves, mais « comme ils y ont une extrême répugnance, qu'à moins qu'on les y force, on ne pourra jamais les y résoudre, on aura bien de la peine à y employer la voie de la rigueur...<sup>2</sup> ». Presque tous les Guaranis connaissaient néanmoins quelques rudiments ou quelques mots de castillan. Un certain nombre comprenaient l'espagnol, faisaient même des travaux de traduction pour les Pères. L'un d'eux traduisit de son propre chef, par zèle personnel, plusieurs livres de piété, de l'espagnol en guarani. Les premiers Guaranis que le P. Florentin de Bourges rencontra par hasard, alors qu'il était égaré en plein bois, surent le renseigner en espagnol. Les jésuites, cependant, s'abstenaient plutôt en général d'encourager l'étude de l'espagnol, préférant, pour la sauvegarde de la liberté et de la moralité de leurs Indiens, ne pas développer trop les moyens de communication avec les coloniaux. Après l'expulsion des jésuites, Bucarelli interdit l'usage du guarani à l'école, afin d'imposer l'espagnol. Il échoua. Le guarani est demeuré une langue populaire au Paraguay et bien au delà.

Sur la foi d'un voyageur qui avait entendu un jeune Guarani lire le Martyrologe en latin dans le réfectoire des Pères, plusieurs auteurs répètent que les enfants apprenaient le latin. Ils en apprenaient simplement la prononciation et la lecture pour être en mesure d'exécuter convenablement les chants liturgiques.

Les Guaranis fournirent des copistes dignes des moines du Moyen Age. Des livres entiers, en guarani, en espagnol ou en latin, étaient copiés à la main, en calligraphie gothique ou en caractères d'imprimerie, avec un soin parfait. Le P. Sepp compare le travail des copistes guaranis à ce qu'il avait vu de mieux dans le genre en Allemagne.

1. Lettre au Père Vanthienné, 21 juin 1732. Témoignage identique d'un autre missionnaire, *Lettres édifiantes*, t. VIII, p. 239. Azara trouve la langue guaranie pauvre, gutturale et peu harmonieuse. Il n'en parlait pas avec la connaissance approfondie du Père de Montoya.

2. Charlevoix, t. 1, p. 240.

Dans les diverses branches, grâce à des cours spéciaux, les élèves les mieux doués étaient poussés bien au delà de la moyenne. « On les met en état de diriger les manufactures, d'administrer les revenus publics et de ménager les intérêts de la réduction, de présider aux embarquements, enfin d'exercer les charges et les emplois de la République <sup>1</sup>. » Les « contadores » guaranis tenaient des livres assez compliqués. Les contrôles révélaient toujours une exactitude et un ordre impeccables.

Des cours d'instruction et de perfectionnement furent institués pour les adultes qui n'avaient pas bénéficié de l'école en leur enfance. N'allait-on pas, dans les premiers temps, jusqu'à faire « répéter, les dimanches dans l'église, après le service divin, la table entière des nombres à tout le peuple <sup>2</sup> ».

La doctrine chrétienne, enseignée à l'église, était apprise en classe selon le texte d'un catéchisme composé en guarani par le P. Bolanos, capucin. Les ecclésiastiques coloniaux suscitèrent aux jésuites toutes sortes d'ennuis à propos de ce catéchisme qui, à leur sens, contenait des erreurs monstrueuses. Une commission de dix examinateurs fut constituée. Quatre mots suspects furent retenus et finalement déclarés orthodoxes !

La méthode était familière. Le P. Cattaneo, deux mois après sa première leçon, écrivait à son frère : « Quoi que je prenne de temps en temps un mot pour l'autre, ils comprennent assez bien ce que je veux dire, comme je les entends moi-même assez bien lorsqu'ils me répondent. Je donne des images à ceux qui répondent le mieux, et je renvoie tout mon monde content. » Le P. Sepp avait des recettes encore plus populaires. « Au catéchisme, dit-il, j'interroge tantôt celui-ci, tantôt celui-là. Je donne une aiguille, un hameçon à ceux qui répondent bien. Je leur jette des oranges, des citrons, des pêches, ou je leur permets de tirer à l'arc en posant comme cible un morceau de viande. Ces jeunes innocents se mettent alors à sauter en poussant des cris de joie : « *Pay, Pay, père, père, che oro hai hu, je t'aime, che pia guibe, de tout mon cœur* <sup>3</sup>. »

D'après le règlement de 1689, la jeunesse était libérée dès seize ans de l'obligation d'assister au catéchisme en semaine.

Bien plus encore que par le catéchisme, la foi chrétienne pénétrait l'esprit des enfants par l'ambiance générale, par le théâtre et par le chant. « On a mis en chant toute la Doctrine chrétienne <sup>4</sup>. » Tous les enfants guaranis suivaient des cours de chant, à partir

1. Muratori, *Relation*, p. 113.

2. *Ibid.*

3. Sepp, *Reisebeschreibung*, p. 313.

4. Charlevoix, t. 1, p. 257.

desquels on opérait la sélection des meilleurs éléments pour l'école de plain-chant et de musique formant les membres du chœur et de l'orchestre. A l'arrivée du P. Sepp, on comptait trois mille musiciens dans l'ensemble des réductions. Les maîtres de chant et de musique étaient tous des Guaranis, comme les maîtres et les maîtresses d'école. Ils avaient été initiés à la composition et à la direction par des artistes jésuites, comme le P. Vassaux<sup>1</sup>. Les Pères conservèrent plus ou moins la fonction d'inspecteurs scolaires. Le P. Sepp mentionne dans son ordre du jour, après la visite des malades, la visite des écoles, des chœurs et des classes de musique.

Au-dessus de l'élite de fonctionnaires, d'administrateurs et de pédagogues « préparée dès l'enfance par une éducation appropriée », les jésuites envisageaient, semble-t-il, la création d'une élite de l'esprit et la sagesse. « Ils avaient, ainsi que le conseille Platon, mis à part ceux qui annonçaient du génie, afin de les initier dans les sciences et les lettres. Ces enfants choisis s'appelaient la Congrégation. Ils étaient élevés dans une espèce de séminaire et soumis à la rigidité du silence, de la retraite et des études des disciples de Pythagore. Il régnait entre eux une si grande émulation que la seule menace d'être renvoyé aux écoles communes jetait un élève dans le désespoir. C'était de cette troupe excellente que devaient sortir un jour les prêtres, les magistrats et les héros de la Patrie<sup>2</sup>. »

Quoiqu'il ne faille pas contester la réalité de certaines complaisances, puisqu'elles sont avouées par les Pères eux-mêmes, l'opinion de Huonder, selon laquelle les fils de caciques auraient été régulièrement favorisés, est à rejeter absolument. De façon générale, les capacités personnelles furent le critère unique pour la sélection des futurs fonctionnaires et magistrats.



L'égalité apparaît vraiment comme l'un des traits les plus frappants de la société établie au Paraguay. Égalité à la naissance et lors de la fondation du foyer, égalité des conditions de logement, égalité des chances à l'entrée dans la vie professionnelle et dans la vie civile, égalité dans les conditions de travail et les possibilités de loisirs. « En tout et pour tout régnait l'égalité la plus absolue<sup>3</sup>. » « Il n'y a point de distinction entre les états, et c'est la seule société sur

1. Voir chapitre « Les arts ». *Tienen sus maestros indios*, écrit Cardiel.

2. Rohrbacher, *Histoire de l'Église*, t. XIII, p. 61-63.

3. Moussy, t. III, p. 666. « Ni maîtres, ni esclaves » (Muratori, p. 149). « Ni mendiants, ni pauvres, ni parasites » (Charlevoix, t. II, p. 59). « Égalité en tout entre des hommes égaux » (Vanière, *Prædium rusticum*).

la terre où les hommes jouissent de cette égalité qui est le second des biens, car la liberté est le premier <sup>1</sup>. »

Même la plus haute fonction, celle de corregidor, n'échappait pas à cette loi fondamentale d'égalité et n'instituait aucun privilège de fortune ou de bien-être. « Les caciques, les capitaines, les magistrats et les principaux de chaque peuplade sont distingués du peuple; mais cette distinction n'est fondée ni sur des possessions plus amples ou plus stables, ni sur d'autres richesses qui proviennent du commerce ou de l'industrie. Ainsi elle n'ôte pas l'égalité, comme fait parmi nous celle qu'on met entre les nobles et les roturiers, les pauvres et les riches, les maîtres et les serviteurs. Distinctions odieuses par lesquelles une partie du genre humain devient pour l'autre un objet éternel ou de mépris ou d'envie <sup>2</sup>. »

Les marques d'honneur accordées aux chefs étaient essentiellement l'estime et l'affection des citoyens. Les conseillers occupaient des places réservées dans les cérémonies religieuses et civiles. Ceux qui avaient bien mérité de la communauté étaient parfois ensevelis à l'église.

L'égalité se remarquait extérieurement surtout dans l'habillement. Hommes et femmes recevaient en principe un habit chaque année, les enfants deux par an. Le tissu et la coupe étaient uniformes pour tous. Les hommes portaient « un pourpoint et des culottes à peu près comme les Espagnols et, par-dessus, un sarrau de toile blanche <sup>3</sup> ». Muratori parle d'un « justaucorps avec un haut-de-chausses à l'espagnole ». Le sarrau, selon lui, était fait « à peu près comme les anciennes chasubles ». C'était le « poncio » d'Amérique du Sud. L'habit des magistrats et des officiers était orné quelquefois de petits signes distinctifs qu'on ne précise pas. En dehors des voyages et de la mauvaise saison, les bas et les souliers ne paraissaient que comme tenue de chœur et de parade. Les corregidores, capitaines et notables, étaient chaussés « dans l'exercice de leurs fonctions ». Le reste du temps, ils allaient pieds nus comme tout le monde. L'usage était assez général en Amérique du Sud. Les soldats paraguayens combattirent pieds nus encore dans les guerres du Paraguay moderne. Les hommes allaient le plus souvent aussi nu-tête. Cardiel dit que les Guaranis portent la casquette ou

1. Raynal, *Histoire philosophique des deux Indes*, t. II, p. 304.

2. Muratori, *Relation*. La deuxième partie du texte est tirée de l'édition de 1754, selon citation de M. Brion, dans *La Légende dorée au delà des mers*. Elle a été prudemment supprimée dans l'édition de 1826 que nous utilisons. Par le même procédé, simple et délicat, le rapport de Florentin de Bourges a été « omis » dans une édition espagnole des *Lettres édifiantes*.

3. Charlevoix, t. I, p. 246.

le chapeau, mais plutôt rarement. Pour les hommes, les jésuites avaient introduit l'usage des cheveux courts afin de les distinguer plus facilement des femmes et des infidèles.

L'habillement des femmes consistait en une robe sans manches qui descendait jusqu'au talon, une ceinture et une tunique avec manches, nommée « *tipoi* ». « Les femmes ne quittent le *tipoi* que quand elles travaillent à la campagne. Et comme leurs cheveux longs et flottants ressemblent assez au voile des religieuses, on croit voir de loin des religieuses cultivant la terre. Les femmes indiennes se ceignent le front d'un bandeau fortement serré. Elles y attachent les fardeaux et les laissent poser sur leurs épaules <sup>1</sup>. »

Sans être vêtus luxueusement, ni avec recherche, les Guaranis étaient mieux mis que la plupart des Espagnols des colonies voisines. On n'aurait pu découvrir nulle part une seule personne tant soit peu déguenillée. Évidemment, les négligents et les incapables dépendaient plus étroitement de chaque distribution. Les jésuites recommandaient l'indulgence à leur égard et leur accordaient au besoin des distributions supplémentaires. Dans une lettre du Cabildo de San-Luis demandant le retour des jésuites, on lit : « Tout notre village... et surtout les pauvres vous adressent cette supplique. » Le gouverneur espagnol n'avait pas, en effet, le cœur des Pères jésuites envers les disgraciés.

L'esprit d'égalité n'empêchait nullement les différences raisonnables et naturelles. Le foyer, par exemple, était à l'image des époux qui le créaient. Là où présidaient le goût, le soin et l'économie, les tableaux, bibelots et souvenirs de famille étaient plus nombreux ou plus précieux, la garde-robe mieux fournie et mieux tenue, les outils conservés en meilleur état, les provisions utilisées plus judicieusement, tout l'ameublement enfin était plus confortable et plus avenant. Le choix des loisirs révélait aussi la qualité des personnes et leur genre d'occupation. On a pu voir que les Guaranis ne s'adonnaient pas tous à la peinture, à la musique, à la lecture ou à la traduction d'ouvrages de spiritualité.

Naturellement, cette égalité même, signe et condition de la fraternité, fut critiquée comme une erreur pernicieuse ou un calcul machiavélique des jésuites. On dépeignait les Guaranis « astreints à un communisme grossier, sous un régime où l'homme intelligent, laborieux et habile, n'était pas mieux récompensé qu'un maladroit ou un fainéant <sup>2</sup> ». Après l'expulsion des jésuites, Azara propagea largement ces reproches : « Personne, dit-il, ne pouvait tirer le

1. Muratori, *Relation*, p. 151.

2. Moussy, *Description*, t. III, p. 666.

moindre avantage de son talent ni de son activité, de son habileté ni de ses qualités. »

Du point de vue d'un monde individualiste et égoïste, où le profit matériel était le seul ressort, on ne comprenait rien à ce monde fondé sur la solidarité et le service mutuel. On savait qu'une élite civique et professionnelle existait, qu'elle se renouvelait sans cesse et s'étendait en se recrutant dans toute la population et non dans quelques familles privilégiées. On savait aussi que les responsabilités étaient confiées aux plus dignes et exercées plus honnêtement que partout ailleurs. Mais, du moment que les charges n'enrichissaient pas, on ne pouvait imaginer qu'elles fussent désirables, et le talent ne paraissait pas récompensé dès lors qu'il ne donnait pas le moyen de spolier le prochain ou de l'humilier...

\* \* \*

Ainsi le christianisme, réalisé socialement par les jésuites dans son principe premier de fraternité, avait éliminé spontanément le scandale de la misère entretenue à côté du luxe. « Il n'y avait pas de pauvres parmi eux <sup>1</sup>. » La parole de la Bible concernant les premiers chrétiens s'était trouvée appliquée à nouveau et, cette fois-ci, de façon organique et stable, en ce sens qu'aucune famille ni aucun individu ne se sentaient livrés à l'insécurité ou privés de moyens réguliers d'existence au sein de la société.

De ce seul fait, toute la vie sociale était marquée et imprégnée d'un caractère de cohésion, d'un esprit de paix et d'union que les descriptions les plus enthousiastes nous font sans doute encore mal concevoir. Les Guaranis, en tournée dans les bois, attiraient souvent des groupes de païens sauvages des environs et les décidaient à renoncer à leur vie errante en leur dépeignant, dit Charlevoix, « le plaisir qu'il y a de vivre en société ». Ils se sentaient entièrement à l'aise, heureux et libres, dans les cadres qui entouraient leur vie de travail, de famille et de loisirs.

« Une liberté bien réglée. » L'expression est de Muratori. Elle peut être retenue pour caractériser la vie sociale des Guaranis dans son ensemble. Liberté issue directement de l'ordre établi, qui protégeait les droits de chacun, liberté réelle plutôt que formelle comme celle qui est proclamée illusoirement dans une société d'où sont exclues les conditions premières de la liberté : l'égalité et la fraternité qui régnaient dans la République des jésuites.

1. *Actes des apôtres*, IV, 34.

## LA VIE RELIGIEUSE

*...ces mêmes Indiens que d'habiles docteurs prétendaient n'avoir pas assez de raison pour être reçus dans le sein de l'Église.*

CHARLEVOIX.

Le vieux prophète des Guaranis, Tamanduaré, grand ami de Dieu, avait été averti du déluge prochain. Avec quelques familles, il s'était réfugié au sommet d'un haut palmier, providentiellement chargé de fruits. Il avait ainsi survécu...

Plusieurs autres traditions guaranies présentaient des analogies avec les données bibliques. La croyance à l'immortalité était presque générale, sous des formes diverses. La notion du péché originel existait plus ou moins clairement. Une fois instruits de la religion chrétienne, les néophytes parvinrent à exprimer mieux leurs idées religieuses antérieures. Beaucoup de points vagues ou informulés se précisèrent. Charlevoix mentionne, sur le témoignage des premiers missionnaires : la Trinité, l'Incarnation du Fils et la virginité de sa mère, l'Ascension du prophète qui, pour finir, s'identifiait au soleil. « S'il n'y avait pas une si grande distance de lui à nous, on pourrait distinguer tous les traits de son visage dans le soleil. »

L'existence de ces croyances s'expliquait aux yeux des missionnaires par une autre tradition, rencontrée au Paraguay et au Brésil et transmise par le P. de Montoya : l'Amérique aurait été évangélisée par l'un des douze disciples de Jésus, Thomas, Pay Tuma ou Zuma, appelé aussi Pay Abara, c'est-à-dire Père qui vit dans le célibat. Pay Tuma avait prédit à ses fidèles Indiens que leurs descendants abandonneraient la vraie foi, mais qu'après plusieurs siècles, de nouveaux envoyés viendraient, armés d'une croix semblable à celle qu'il portait. Dans la région de Tuyati, les premiers missionnaires, portant une croix comme bâton, furent en effet reçus au nom de Pay Abara avec une joie extraordinaire, qui les remplit de surprise. « Il y a un grand chemin qui conduit du Brésil dans le Guayra, lequel, quoique très peu battu, ne se couvre jamais que de petites herbes, et les naturels du pays le nomment le chemin de

Pay Tuma<sup>1</sup>. » Saint Thomas l'incrédule aurait ainsi été le premier à croire à l'existence de l'Amérique. Pure légende ? Il est permis de le penser. Curieuse légende tout de même. Après avoir cité des témoignages précis de caciques païens connus et de jésuites tels que Cataldino et Maceta, Montoya et Mendoza, Charlevoix conclut que la chose ne paraît pas plus aisée à réfuter qu'à prouver.

Les réminiscences et les analogies dogmatiques ne manquent pas d'un certain intérêt. Du point de vue pratique, pour les missionnaires jésuites, elles ne supprimaient pas les solides obstacles qui s'opposaient à la conversion des Guaranis : l'immoralité, la polygamie des caciques, l'ivrognerie, la haine des Espagnols. Il convient de se souvenir ici de ce point de départ et des difficiles premiers pas pour apprécier le niveau atteint par les Guaranis dans le domaine religieux et moral.

Les coloniaux ont accusé les jésuites d'avoir « évangélisé » leurs néophytes avec l'aide des soldats espagnols. Le P. de Montoya a répondu lui-même : « Les soldats sont les missionnaires mêmes, qui affrontent tous les risques, y compris la mort<sup>2</sup>. » Au moment où paraissait son *Mémorial*, en 1643, seize missionnaires avaient déjà versé leur sang « pour une si noble cause ». Les faits rapportés dans l'histoire des fondations disent par ailleurs assez clairement de quelle façon les Guaranis furent conquis à l'Évangile. Ils ne se faisaient du reste pas faute de l'abandonner aussi librement qu'ils l'avaient accepté. Lors de la fondation de Lorette, par exemple, l'un des deux chefs, Michel Atiguaye, devint bientôt apostat, il trahit son peuple en s'alliant à d'autres tribus et persécuta féroce-ment les missionnaires, parce que la polygamie n'était pas admise. Grâce à la sagesse et à la bonté des Pères, le cacique mourut tout de même chrétiennement, dans des sentiments de sincère repentir. Le christianisme ne put être révélé dans son intégrité que progressivement. En prédication publique, on avait observé le silence pendant deux ans sur le sixième commandement. A Encarnacion, sous la menace des Paulistes, une apostasie passagère se produisit en 1630 encore. Deux ans plus tôt (15 novembre 1628), à la réduction de Tous-les-Saints, les Pères Gonzalez et Rodriguez avaient été massacrés par le traître Niezu.

La foi chrétienne s'implanta donc au prix de la sueur et du sang des missionnaires. Les autres explications sont superficielles ou fausses. Plus on étudie en détail l'histoire des premières années, plus on se trouve confondu en présence des efforts prodigieux, de la

1. Charlevoix, t. 1, p. 313.

2. *Mémorial*, § 21. Idem, *Conquista*, § 45. Dans d'autres missions, les Pères travaillèrent effectivement sous la protection des troupes espagnoles.

patience surhumaine, de l'oubli total de soi, de la résistance physique et de la sagesse des premiers missionnaires jésuites au Paraguay.

Châteaubriand, à la suite d'auteurs anciens du genre idyllique, a décrit dans le Génie du Christianisme les bons Pères voguant sur le Parana en chantant les louanges de Dieu. Les Indiens « descendaient de leurs montagnes et accouraient au bord des fleuves pour mieux écouter ces accents; plusieurs d'entre eux se jetaient dans les ondes et suivaient à la nage la nacelle enchantée. L'arc et la flèche échappaient à la main du sauvage, l'avant-goût des vertus sociales et les premières douceurs de l'humanité entraient dans son âme confuse ».

Les sauvages se montrèrent, il est vrai, très sensibles à la musique et au chant, et les jésuites ne négligèrent pas de profiter d'« un goût si marqué ». Mais les descriptions poétiques ne sont que de pures fantaisies si l'on n'a pas présentes à l'esprit les difficultés rencontrées, les luttes héroïques qui amenèrent et approfondirent la conversion des Guaranis. Une expédition heureuse ne faisait qu'inaugurer la peine du missionnaire. Il restait à construire l'église et les habitations. Il fallait labourer, il fallait surtout habituer les Guaranis à la vie sédentaire et régulière. Les nécessités les plus humbles absorbaient le Père. L'enseignement religieux n'obtenait que peu de place.

L'ex-jésuite Ibanez fait un grief à ses anciens confrères de ce qu'« ils ne parlaient que de vaches, de tanneries et de plantations de tabac ». Le P. Baucke, au prix de difficultés inouïes, avait initié ses hommes à l'agriculture. Un jour, il les vit enfin se mettre d'eux-mêmes à l'ouvrage. Il se jeta au pied d'un arbre et pleura de tout son cœur, las de s'occuper depuis si longtemps uniquement de choses matérielles, au lieu de pouvoir prêcher l'Évangile et baptiser. Ce fut l'épreuve habituelle des missionnaires, obligés de créer d'abord des hommes et des conditions de vie humaine, avant de créer des chrétiens et une société chrétienne. « Si le temporel va bien, écrivait le P. Cardiel, le spirituel va très bien. Si le temporel va mal, le spirituel va très mal<sup>1</sup>. » Les missionnaires d'autres Congrégations qui, en Amérique du Sud, crurent pouvoir établir des chrétientés en ignorant les dures contingences terrestres et matérielles, bâtirent invariablement sur le sable ou en l'air. Les jésuites, avec un sens spirituel et humain mieux éclairé, créèrent, degré par degré, un monde qui a pu être considéré comme « la parfaite image de la primitive Église<sup>2</sup> ». Le genre d'activité déployé par eux pouvait sembler

1. *Relacion de las misiones*, § 97.

2. Muratori, *Relation*, p. 75.

terre-à-terre. Mais, par l'exemple du dévouement effectif et de la bonté en acte, l'Évangile était prêché, il s'incarnait plus réellement et se transmettait plus fidèlement que par toute espèce de discours.

\* \* \*

Dès que cela fut possible, la prédication et les leçons méthodiques d'instruction religieuse eurent une place régulière assurée dans l'ensemble des occupations. Le P. Ripario écrit par exemple en 1637 que l'instruction religieuse est donnée deux jours par semaine à tout le peuple<sup>1</sup>.

Les Guaranis incultes de la première période ne manifestaient évidemment pas un intérêt ardent pour les vérités de la foi enseignées théoriquement. D'autre part, ces Indiens, dont on nous vante la simplicité d'esprit et la naïveté, n'étaient pas tellement portés à la crédulité. Lorsque les Pères parlaient du feu de l'enfer, « ils répondaient calmement qu'ils trouveraient bien le moyen de l'éteindre », ou bien ils disaient : « Je n'aurai plus froid<sup>2</sup> ! »

Au fur et à mesure que les Pères n'eurent plus à s'occuper aussi directement des tâches matérielles, ils purent se consacrer plus librement au ministère sacerdotal et au développement de la vie religieuse. « La prière, l'étude, l'administration des sacrements, l'instruction des enfants et la prédication les occupaient continuellement, et ils n'avaient d'autre relâche que les entretiens qu'ils avaient après le repas. » Tels étaient les travaux des Pères « pleins de vertu et de mérite » que Florentin de Bourges vit à l'œuvre à Saint-François-Xavier en 1712<sup>3</sup>.

Les jésuites rendirent la religion attrayante et les vérités spirituelles sensibles par la magnificence des églises et le faste de la liturgie. Les Guaranis païens, croyant en Dieu, l'avaient pratiquement oublié faute d'un culte organisé. Il parut vain de vouloir les hisser d'un coup aux formes de spiritualité en usage dans la Compagnie. Parlant du culte chez les Guaranis, Raynal écrit dans son Histoire philosophique des deux Indes : « Les jésuites ont rendu le culte agréable sans en faire une comédie indécente. Une musique qui plaît au cœur, des cantiques touchants, des peintures qui parlent

1. Lettre au Provincial de Milan, Pastells, doc. 590.

2. Muratori, *ibid.*, p. 289, et Charlevoix, t. 1, p. 161.

3. Le cas du P. Sepp s'affairant au four et au moulin, dans les ateliers, à l'école, au jardin, dans les estancias et dans les bois, paraît un peu extraordinaire à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Il s'explique sans doute par un besoin de tempérament, plus que par une nécessité réelle, excepté pour la période où le P. Sepp fonda la nouvelle réduction de San-Juan.

aux yeux, la majesté des cérémonies attirent les Indiens dans les églises où le plaisir se confond avec la piété<sup>1</sup>. »

Même en semaine, quatre servants de messe en habits de chœur entouraient le prêtre à l'autel. « Leur modestie, leur exactitude à pratiquer les cérémonies prescrites me ravissaient, écrit le P. Cattaneo. Vous eussiez cru voir au pied de chaque autel de petites statues que le même ressort faisait mouvoir. Mais rien ne me paraissait plus beau que de les voir servir tous ensemble à l'autel, lorsqu'on chantait la grand'messe. Tout annonçait en eux le respect et la dévotion, tout l'inspirait. »

Lorsque les enfants officiaient ainsi, avec tant de tranquillité, de recueillement et de grâce, leurs parents les reconnaissaient à peine, ils n'en croyaient pas leurs yeux, ils se sentaient extrêmement honorés.

Chaque jour aussi, l'orgue, la harpe et d'autres instruments accompagnaient les cantiques guaranis qu'on chantait pendant la messe.

Avant la messe, une petite instruction religieuse quotidienne était donnée aux enfants. « A huit heures, dit Florentin de Bourges, tous se rendent à l'église où, après avoir fait la prière du matin, ils récitent par cœur et à haute voix le catéchisme. Les garçons, placés dans le sanctuaire, commencent, et les filles, placées dans la nef, répètent ce que les garçons ont dit. J'étais attendri en voyant la modestie et la piété de ces jeunes enfants. » Hors le cas de mauvais temps ou de froid, prière du matin et catéchisme avaient lieu en plein air, devant l'église. On ouvrait ensuite les portes. Les garçons, suivis des fillettes, entraient en chantant les psaumes *Laudate Dominum* et *Benedicite* en guarani. Dom Joseph Peralta, O. P., évêque de Buenos-Aires, témoin de la scène au cours de sa tournée de confirmation, écrit dans une lettre au roi : « Ce qui me touchait surtout était de voir à la pointe du jour une nuée d'enfants des deux sexes, les filles séparées des garçons, entrer dans l'église pour chanter les louanges du Seigneur par des cantiques capables d'inspirer la plus tendre dévotion aux cœurs les plus durs. »

Entre temps, l'église s'emplissait peu à peu de femmes et d'hommes. « Une grande foule assiste à la messe en semaine. Dans certaines réductions, il est établi que tout le monde y vient comme aux jours de précepte... Celui qui manque est repris. Il est ordonné qu'on n'inflige pas de pénitence particulière, puisque la chose n'est pas de précepte<sup>2</sup>. »

1. Raynal, t. III, p. 305.

2. Cardiel, *Breve relacion*, ch. VII, n. 4. Cardiel mentionne le fouet des surveillants d'enfants à l'église. Cependant, dit-il, tout se passe avec « gran quietud y silencio ».

Après la messe, l'assistance priait encore un acte de contrition, chantait en guarani le psaume *Benedicite*, puis sortait dans le plus grand silence.

Le dimanche, tout le monde se rendait « de grand matin à l'église pour chanter la Doctrine chrétienne ». D'ordinaire, la grand'messe suivait immédiatement. L'officiant descendait d'abord dans la nef et aspergeait le peuple d'eau bénite, tandis qu'à l'orgue on chantait l'antienne : « Tu m'aspergeras, Seigneur, et je serai purifié. » L'orchestre se produisait à l'entrée et à l'Offertoire. Il accompagnait le chœur des chantres lorsque la composition de la messe le permettait. Des sonneries de trompettes et de tambours retentissaient à l'Évangile, au Sanctus et à l'Élévation. De la Septuagésime à Pâques, le chant grégorien était seul admis. Le reste du temps, on chantait plutôt des messes en musique, en variant de dimanche en dimanche. Le Pape Benoît XIV parla à plusieurs reprises avec les plus vifs éloges du culte dans les églises guaranies et le proposa comme modèle. Le bon ordre était assuré par toute une hiérarchie de clercs. « Il y a dans chaque réduction un premier sacristain et deux autres qui lui sont subordonnés, outre six clercs qui portent le rabat et l'habit long avec la queue traînante de trois ou quatre palmes, à la manière des prêtres espagnols... Toutes les places dont je viens de parler sont extrêmement recherchées, et ceux qui les obtiennent en remplissent les devoirs avec une exactitude admirable. Les novices des ordres les plus fervents n'ont pas l'air plus modeste et plus recueilli en servant à l'autel que les jeunes Indiens qui font l'office de clercs. Tout ce qui sert à l'office divin, le pavé même des églises, est entretenu avec la plus grande propreté<sup>1</sup>. »

Toute l'année, des fleurs fraîches ornaient les autels. Du feuillage et des guirlandes de fleurs naturelles couvraient les murs et entouraient les colonnes. « Aux jours les plus solennels, on brûle des parfums, on arrose le pavé d'eaux de senteur. » Charlevoix ajoute : « Cela ne coûte rien, parce qu'on a dans ce pays de la verdure et des fleurs pendant toute l'année; outre que les Indiens aiment beaucoup les bonnes odeurs. »

Les enfants occupaient les premières places à l'église. Les jeunes gens et les jeunes filles, les hommes et les femmes étaient séparés et groupés par catégories placées chacune sous la responsabilité de deux ou trois « zélateurs ». Rien n'égale, dit encore Charlevoix, « la modestie, la révérence, la tendre dévotion avec lesquelles ils assistent au divin mystère ».

À l'Évangile, un Père montait en chaire et expliquait le texte du jour. Le sermon était tantôt doctrinal, tantôt moral. Il était suivi

1. Muratori, *Relation*, p. 81.

avec une attention « au-dessus de tout ce qu'on peut dire ». Plus il était long, plus il était goûté, assure-t-on. Si le sujet était touchant, l'assistance pleurait à chaudes larmes. Après l'office, devant l'église, l'un des membres du Conseil reprenait à sa façon le thème de la prédication, suggérait des applications et encourageait la communauté à réaliser telle ou telle consigne. « Certains répètent le sermon à la lettre, écrit Cardiel, d'autres, en substance, et en y ajoutant les réflexions pieuses qui s'offrent à eux. Jamais la matière ne leur manque pour parler une demi-heure et plus <sup>1</sup>. »

Pendant le Carême, pour mieux atteindre toute la population, on prêchait en plein air, dans les principaux quartiers, jusqu'à deux ou trois fois par semaine. Le prédicateur racontait une histoire dont il tirait simplement la leçon. Faute de place également, pour toucher tout le monde, en certaines réductions, à Saint-François-Xavier par exemple, on célébrait régulièrement « trois messes hautes », l'une à six heures, la seconde à sept heures et demie et la troisième à neuf heures. « A chaque messe, il y a prédication. »

Comme dans les paroisses catholiques de notre temps, les vêpres ou le chapelet, dans l'après-midi ou dans la soirée, complétaient le programme des exercices religieux du dimanche.

L'aspect du culte variait de saison en saison selon le temps liturgique. A Noël, les réductions rivalisaient de soins et de générosité pour monter une crèche digne de l'Enfant Jésus. Au temps de la Passion, on représentait diverses scènes dans l'église même. Au soir du Jeudi-Saint, après le sermon de la Passion, la procession s'ouvrait par un groupe de trente à quarante enfants portant les instruments de la crucifixion. Au fur et à mesure qu'ils entraient à l'église, revenant du « patio » des Pères, ils chantaient en complainte : « Voici les clous avec lesquels Notre-Seigneur fut crucifié à cause de nos péchés. Ah ! Ah ! Mon Sauveur ! Mon Seigneur ! » Et ainsi pour chaque instrument du supplice. Certains néophytes se flagellaient alors jusqu'au sang. Les jésuites modéraient plutôt ces manifestations, assez fréquentes à l'époque chez les Espagnols eux-mêmes. Le Samedi-Saint avaient lieu la bénédiction du feu et les autres cérémonies encore en usage dans l'Église. La fête de Pâques éclatait comme une nouvelle résurrection au sortir d'une semaine sainte ainsi vécue. La joie était aussi sensible que l'avait été la peine <sup>2</sup>.

Les fêtes chômées étaient au nombre de dix seulement en vertu d'un privilège accordé par le pape Paul III. Les deux plus solennelles étaient la Fête-Dieu et la fête patronale.

1. *De moribus Guaraniarum*, cap. v, et *Breve relacion*, ch. vii, 47.

2. Cardiel, *De moribus*, cap. vi, et *Breve relacion*, ch. vii, n. 39-43.

Pour la fête du saint patron de la réduction, les réductions les plus proches étaient invitées et envoyaient de fortes délégations conduites par le corregidor. Muratori parle de cinq cents invités, tous à cheval, figurant dans le cortège qui défilait par les principales rues, dès la veille de la fête, pour se rendre aux premières vêpres solennelles. Après les vêpres, on faisait danser les enfants dans l'église ou sur la place. « A l'entrée de la nuit, toutes les rues sont illuminées. On allume des feux de joie et même quelquefois des feux d'artifice. » Les invités passaient la nuit au Collège et dans les maisons particulières. Les corregidores et officiers étaient reçus chez leurs pairs.

Le lendemain, à l'aube de la fête, « tous les habitants se rendent à l'église pour y participer aux divins sacrements ». Avant la grand' messe, le cortège se reformait comme la veille. A midi, un banquet officiel réunissait les conseillers, les capitaines et les notables locaux et invités, tandis que les musiciens et les simples fidèles étaient « répandus dans les différentes maisons de la peuplade », où on les « régalaient ». A l'issue du banquet, on s'entretenait et se récréait « jusqu'à l'heure des secondes vêpres » suivies de tournois. « Les tenants, tous bien montés et partagés en plusieurs quadrilles, s'avancent en bon ordre sous les enseignes des différentes peuplades dont les habitants se trouvent réunis pour cette fête. On rompt d'abord quelques lances, ensuite on court la bague..., etc. <sup>1</sup> »

La fête patronale était ainsi la grande journée de ferveur populaire et de liesse chrétienne, la rencontre où se nouaient les amitiés entre les réductions et entre les dirigeants des réductions.

La Fête-Dieu, quoique fort somptueuse elle aussi, était de caractère plus strictement religieux. La description donnée par les *Lettres édifiantes* et par Muratori, selon les indications des Pères, a été résumée par Charlevoix en une belle page qui se lit encore avec plaisir et édification :

« Rien n'est comparable à la procession du Saint-Sacrement, et l'on peut dire que, sans richesse et sans magnificence, elle forme un spectacle qui ne le cède en rien à tout ce qu'on voit ailleurs de plus riche et de plus magnifique. Don Antoine de Ulloa nous apprend en général qu'on y voit de fort belles danses, et beaucoup au-dessus de celles qui se font dans la province de Quito; que la pompe en égale celle des plus grandes villes, mais qu'on y remarque plus de décence et plus de dévotion. J'ai dit qu'on n'y voyait rien de précieux, mais toutes les beautés de la simple nature y sont ménagées avec une variété qui la représente dans tout son lustre. Elle y est même, si j'ose ainsi parler, toute vivante, car sur les fleurs et les

1. Muratori, *Relation*, p. 106.

branches d'arbre, qui composent les arcs de triomphe sous lesquels le Saint-Sacrement passe, on voit voltiger des oiseaux de toutes couleurs, qui sont attachés par les pattes à des fils si longs qu'ils paraissent avoir toute leur liberté et être venus d'eux-mêmes pour mêler leur gazouillement aux chants des musiciens et de tout le peuple, et bénir à leur manière celui dont la providence ne leur manque jamais.

« Toutes les rues sont tapissées de stores bien travaillés et séparés par des guirlandes, des festons et des tapis de verdure dans une très belle symétrie. D'espace en espace, on voit des lions et des tigres bien enchaînés, afin qu'ils ne troublent point la fête, et de très beaux poissons qui se jouent dans de grands bassins remplis d'eau. En un mot, toutes les espèces de créatures vivantes y assistent, comme par députation, pour y rendre hommage à l'Homme-Dieu dans son auguste sacrement, et reconnaître le souverain domaine que son Père lui a donné sur toutes les créatures vivantes. Partout où la procession passe, la terre est couverte de nattes et jonchée de fleurs et d'herbes odoriférantes. Tous, jusqu'aux petits enfants, travaillent à cette décoration, dans laquelle on fait aussi entrer les chairs des animaux nouvellement tués, toutes les choses dont on se régale dans les grandes réjouissances, les prémices de toutes les récoltes, pour les offrir au Seigneur, et les grains qu'on doit semer, afin qu'il y donne sa bénédiction. Le chant des oiseaux, le rugissement des lions, le frémissement des tigres, les voix des musiciens, le plain-chant du chœur, tout s'y fait entendre sans confusion et forme un concert qui est unique.

« Le grand étendard royal est porté derrière le Saint-Sacrement; le corregidor, le regidor et les alcades tiennent les cordons du dais. La milice à cheval et à pied, avec ses drapeaux et ses enseignes, y marche en bon ordre. Mais, quelque frappant que soit ce spectacle, la piété, la modestie, le respect, un air de sainteté répandu sur tous les visages, en font sans doute le plus grand relief, et le triomphe du Sauveur du monde n'est nulle part plus complet que dans ce pays sauvage où son nom n'était pas connu il n'y a guère qu'un siècle <sup>1</sup>. »

Les infidèles du voisinage, qui étaient aussi invités, se sentaient vivement touchés d'un si religieux spectacle. Il arrivait que des groupes entiers demandassent à être admis dans la réduction comme catéchumènes.

D'autres processions, celles de Saint-Marc, des Rogations et des stations du jubilé, se déroulaient plus simplement que celle de la Fête-Dieu, mais non moins pieusement. « A chaque croix qu'on

1. Charlevoix, t. 1, p. 258-259.

rencontre, la procession s'arrête. Les enfants chantent en musique quelque chose de la doctrine chrétienne. Le peuple répond en plain-chant. On ne sort de la réduction que pour entrer dans des avenues fort agréables, formées de pins, de palmiers et d'orangers bien alignés; elles s'étendent jusqu'aux chapelles où la procession doit se rendre. Elles la mettent à l'abri du vent et la garantissent des ardeurs du soleil. Ainsi, tout concourt à exciter la dévotion des fidèles dans ces pieuses cérémonies, sans que rien ne puisse la troubler <sup>1</sup>. »

\* \* \*

« Je serais infini, écrit Florentin de Bourges, si j'entrais dans le détail de toutes les saintes industries que le zèle du salut des âmes inspire à ces missionnaires. »

Toutes les dévotions particulières en usage dans l'Église avaient en effet été introduites et développées par les jésuites. Chaque samedi, on chantait en musique une messe en l'honneur de la Sainte Vierge. Pendant son séjour, Florentin de Bourges put voir toute la population se réunir chaque soir pour réciter le chapelet. « Il n'y a guère personne, dit-il, qui se dispense de cet exercice, et ceux que des raisons empêchent de venir à l'église ne manquent pas de le réciter dans leurs maisons. » Le chapelet était suivi des litanies de la Sainte Vierge. Les Pères portaient eux-mêmes constamment leur chapelet, comme un collier, sur leur soutane. Tous les néophytes, hommes et femmes, grands et petits, suivaient l'exemple. Le chapelet était « le meilleur compagnon de route » du Guarani en voyage <sup>2</sup>. Le culte de la Sainte Vierge florissait surtout parmi les jeunes filles de la Congrégation. Une cire précieuse « d'une blancheur qui n'a rien de pareil » brûlait sans cesse devant les images de la Sainte Vierge par les soins des fidèles dévoués, qui allaient la quérir au loin dans les forêts.

Les jeunes gens exemplaires de douze à trente ans étaient membres de la congrégation de l'archange saint Michel. On n'y recevait que ceux qui se distinguaient « par leur charité envers le prochain, par leur zèle pour le bon ordre et pour la conversion des infidèles et par leur assiduité à s'approcher des sacrements <sup>3</sup> ». « Lorsqu'ils tombent dans une faute considérable, on ne saurait les punir d'une manière plus sensible qu'en les renvoyant de la Congrégation <sup>4</sup>. »

1. Muratori, *Relation*, p. 86.

2. Sepp, *Reisebeschreibung*, p. 315 et 316, et Herran-Fernandez, *Historica rel.*, p. 75.

3. Charlevoix, t. 1, p. 256.

4. Muratori, *Relation*, p. 110.

Une seule intempérance grave suffisait pour que le coupable fût obligé de se retirer. L'alcoolisme fut extirpé principalement de cette façon. Le diplôme de membre de la Congrégation était un titre de gloire dans la famille. On le plaçait souvent dans le cercueil du congréganiste défunt.

Les diverses congrégations, de la Sainte Vierge et de Saint-Michel, du Rosaire et du Scapulaire, tenaient leurs réunions à tour de rôle, le dimanche après-midi. La spiritualité qu'on offrait là n'était nullement différente de celle qui soutenait la masse, mais seulement plus approfondie et plus directement orientée vers l'apostolat. C'est par l'action et le rayonnement de l'élite religieuse groupée dans les congrégations que s'explique le miracle de ces villes de cinq mille, dix mille habitants et plus, tenues en main, disciplinées et éduquées durant plus d'un siècle et demi sous la simple autorité morale de deux missionnaires désarmés, et, plus d'une fois, d'un seul missionnaire.

Par le culte solennel et par toutes les formes de piété collective, les néophytes accédèrent peu à peu à une vie intérieure personnelle. Leur passion pour la lecture spirituelle en est une preuve. On regrette vivement de n'avoir pas eu la bonne fortune de rencontrer la liste des ouvrages imprimés en guarani. L'œuvre en deux volumes du P. Escandon, *Araporu Aguiye baba*, « Sur le bon usage du temps », est citée parmi les plus en vogue. Elle ne nous est pas connue.

Le recueillement des Guaranis à l'église témoigne aussi de la qualité de leur piété. Tous les visiteurs en étaient frappés. « J'ai parcouru, dit le P. Peramas, une grande partie de l'Europe et de l'Amérique, mais nulle part je n'ai observé un si profond recueillement à l'église <sup>1</sup>. » Le P. Sepp faisait partie d'une équipe de nouveaux missionnaires qui fut reçue solennellement à Yapeyu en 1691. Il raconte que les femmes se trouvaient à l'arrivée du cortège prosternées devant le Saint-Sacrement. « Aucune ne se retourna, ni ne regarda de côté. On aurait dit des anges plus que des hommes. »

Les Pères donnaient eux-mêmes l'exemple du recueillement et de la prière. Le dimanche matin, par exemple, lorsque toute la population était déjà rassemblée sur la place, avant la messe solennelle, et que les conversations allaient leur train, les Pères restaient en oraison, chez eux, loin du bruit, jusqu'au signal de la cloche <sup>2</sup>.

Même au travail et dans la vie courante, un certain recueillement persistait. Muratori parle de « l'heureuse habitude qu'ils ont contractée de ne jamais perdre de vue, pour ainsi dire, la présence de Dieu et les devoirs de la religion ». La religion n'était pas séparée

1. *Katbolische Missionen*, 1894, p. 254.

2. Cardiel, *Breve relacion*, ch. VII, n. 44.

de la vie. Elle était la règle de la vie. Les nombreux cantiques à Dieu, à la Sainte Vierge et aux Saints, plaisaient vivement au peuple, qui les reprenait sans cesse, partout, dans les maisons, les ateliers, aux champs, en bateau. Le Chanoine Gay dit que les Guaranis priaient beaucoup : chez eux, en famille, en voyage, ils priaient toujours. On se rappelle que les agriculteurs portaient aux champs la statue de saint Isidore, leur patron, et travaillaient sous son regard. Dans chaque atelier, la statue du saint patron de la profession était honorée en bonne place.



Au-dessus de toutes les dévotions particulières, les sacrements restaient, aux yeux des jésuites, le moyen par excellence de transformation chrétienne. Ces symboles, institués pour nous rappeler et nous communiquer la présence et l'aide divines, contribuaient à élever les Guaranis au spirituel par le sensible, et à imprégner de foi et de religion les grandes phases de la vie.

Le baptême, porte d'entrée de la vie chrétienne, était accordé, comme aux premiers jours du christianisme, à tous ceux qui « croyaient », sans qu'une instruction détaillée fût exigée. On comptait par exemple quatre mille Indiens baptisés à Saint-François-Xavier, cinq mois seulement après la fondation de la réduction. Le P. Cataldino n'avait eu la vie sauve, en pénétrant dans cette peuplade, que grâce à un vieillard qui avait attendu ardemment le baptême depuis le passage des missionnaires franciscains du P. Bolanos. A San-Tomé, après six mois, toute la population, se montant à plusieurs milliers d'âmes, était également baptisée, « très contente et heureuse, dit le Chanoine Gay, obéissante et craignant Dieu ».

On reprochait violemment aux jésuites la facilité avec laquelle ils admettaient au baptême ces êtres que des théologiens très sérieux avaient déclarés inaptes<sup>1</sup>. La grâce du baptême n'en agissait pas moins bien dans les nouveaux chrétiens. « A peine régénérés en Jésus-Christ », il leur arrivait « de braver la mort pour lui gagner des adorateurs, de ne vouloir pas même se défendre quand ceux à qui ils voulaient faire part de leur bonheur ne leur répondaient qu'à coups de flèches, et d'envier le sort de ceux qui avaient répandu leur sang pour une si noble cause<sup>2</sup> ».

1. *Minime capaces... personæ miserabiles*. Les Indiens étaient incapables d'encourir des censures ecclésiastiques, faute de raison. (Concil. Lima, 1583). Le concile de Lima de 1552 avait cependant proclamé, avec quinze ans de retard, la bulle du pape Paul III contre l'esclavage.

2. Charlevoix, t. iv, p. 162.

Le baptême était administré aux catéchumènes et aux nouveaux le dimanche après-midi, « le plus solennellement possible, afin d'animer la foi du peuple et de lui inspirer du goût pour les saintes cérémonies de l'église ». Le rite était, soit celui de l'ancienne Église : trois immersions, des chants et la robe blanche de lin, soit le rite ordinaire par infusion. Le règlement fort paternaliste de 1689 porte que deux ou trois vieillards bien choisis seront désormais seuls parrains de tous les enfants d'une réduction ! Les prénoms de baptême étaient non pas des noms guaranis, mais des noms de saints, les plus usuels parmi les Espagnols.

La cérémonie de la confirmation donnait aux évêques d'Assomption et de Buenos-Airés l'occasion de visiter les réductions. Ils n'en abusaient pas. En 1670, Mgr de Guillestegui, évêque du Paraguay, visita en trois mois tout le territoire du Parana placé sous sa juridiction, et administra la confirmation à trente mille fidèles. Le 12 janvier 1683, l'évêque Antoine, de Buenos-Airés, écrit de même à Sa Majesté qu'il a visité, en 1681, six mois durant, les quinze réductions guaranies de son diocèse et confirmé plus de trente mille âmes, dont vingt-quatre mille enfants. L'évêque souligne que les réductions sont vraiment très peuplées et prospères, les églises spacieuses et magnifiques, les Indiens très bien instruits. « Je revins le cœur pénétré de la plus sensible dévotion, remerciant le Seigneur des bénédictions qu'il ne cesse de répandre sur ces peuples encore novices dans la foi, et faisant des réflexions bien tristes sur la grande différence qui se trouve entre eux et les anciens chrétiens, dont les exemples auraient dû leur servir de modèles <sup>1</sup>. »

En 1753, le pape Benoît XIV accorda au Supérieur des jésuites le droit d'administrer lui-même la confirmation dans la République Guaranie et de sous-déléguer un Père. Le voyage de Buenos-Airés à Yapeyu était long et dangereux, coûteux aussi pour les Guaranis qui en supportaient les frais. Le véritable motif du privilège résidait dans les difficultés périodiquement renaissantes entre les évêques, pour la plupart inféodés au système colonial, et les Pères de la République Guaranie.

Le confessionnal prenait beaucoup de temps aux missionnaires. Tous les fidèles se confessaient au moins à Pâques, à Noël, à la Pentecôte, le jour du Patron et pendant le jubilé que le Saint-Siège

1. Lettre de l'évêque Peralta, de Buenos-Ayres, et Pastells, t. III, doc. 1537 et 2283. La réception était touchante et grandiose. Voir Charlevoix, t. I, p. 249 à 254, et *Breve relacion*, ch. VII, n. 72. Hernandez a établi les dates des visites épiscopales : 1648, 1670, 1681, 1718, 1743, 1759 et 1764.

accordait chaque année. « Il n'y a guère de fidèles qui ne se confessent et communient tous les mois », dit même Florentin de Bourges. Les congréganistes se confessaient plus souvent, « même toutes les semaines ». L'usage existait de se confesser aussi avant de partir en voyage ou en expédition missionnaire. Le temps prévu pour la confession pascalle avait été prolongé. Il durait de la Septuagésime à l'octave de la Fête-Dieu. Pendant toute cette longue période, chaque Père entendait quarante à cinquante pénitents par jour. Les confessionnaires étaient heureusement spacieux et confortables. Deux ou trois jours avant toute fête religieuse quelque peu importante, les Pères étaient pris par les confessions. Le P. Sepp s'attardait régulièrement au confessionnal après sa messe quotidienne. Ses confrères des autres réductions faisaient sans doute de même.

Après l'absolution, le confesseur donnait une sorte de billet de confession, une petite tablette portant l'inscription « confession ». Les fidèles devaient apporter cette tablette pour la communion. Il était extrêmement rare qu'elle fût refusée. Cela pouvait arriver par exemple à un pénitent obstiné à ne pas se réconcilier.

Cardiel dit que les confessions des Guaranis étaient fort brèves. « On n'y rencontre ni complications, ni histoires... En bien des cas, il n'y a pas matière à confession. Quand le Père les questionne, ils répondent : Je suis venu afin que vous me donniez la bénédiction. » Selon d'autres Pères, les pénitents guaranis n'étaient pas si simples. Leurs confessions devenaient facilement « longues et embarrassantes » parce qu'ils avaient « une infinité de doutes à proposer ou de scrupules à lever ». « Ils ne se lassent point d'interroger le missionnaire avec une inquiétude scrupuleuse, pour savoir si telle ou telle chose est un péché. S'ils s'aperçoivent ensuite qu'ils ont offensé Dieu, en quelque manière que ce soit, ils quittent sur-le-champ leurs occupations les plus pressantes, ils courent à l'église pour s'y purifier par le sacrement de pénitence. Ils déclarent leur faute avec tant de douleur et de gémissements que le confesseur attendri ne peut s'empêcher de joindre ses larmes à celles du pénitent <sup>1</sup>. »

Les jésuites consacraient volontiers beaucoup de temps aux confessions, parce que c'était là qu'ils dirigeaient et formaient plus profondément et plus personnellement leurs fidèles, et spécialement l'élite. Grâce à la confiance absolue qu'ils avaient su gagner, leur influence était quasi sans limite. Les néophytes leur auraient raconté toute leur vie même en dehors de la confession. Cependant, « afin que les chrétiens aient la liberté de se confesser à des prêtres étrangers », les missionnaires des différentes réductions se rendaient

1. Muratori, *Relation*, p. 84.

quelquefois les uns chez les autres pour entendre les confessions. Cet échange était de règle durant le carême <sup>1</sup>.

On vit « souvent des hommes et quelquefois des femmes » faire l'aveu public de fautes graves qui n'avaient pas eu d'autre témoin que Dieu et demander qu'on leur fit subir la pénitence. « En quoi cependant, ajoute Charlevoix, on use de beaucoup de discrétion. On leur accorde même très difficilement, surtout aux personnes du sexe, la permission de faire de semblables aveux quand ils la demandent <sup>2</sup>. »

Les pénitences publiques imposées pour certaines fautes qui avaient causé du scandale n'étaient pas en relation avec le sacrement de pénitence. Elles intervenaient pour les délits publics, sur rapport du fiscal. Le coupable, revêtu d'un habit de pénitent, était conduit à l'église où il avouait sa faute. Il était ensuite fustigé sur la place, selon le tarif du code pénal. « Les coupables reçoivent toujours cette correction non seulement sans murmurer, mais encore avec action de grâces et la rechute est presque sans exemple. » Les jésuites durent employer ce moyen énergique d'amendement surtout dans les débuts, pour « déraciner du cœur des nouveaux convertis certains vices grossiers ». Florentin de Bourges put observer en 1712 que des fautes publiques et scandaleuses étaient punies efficacement par une simple réprimande en présence des autres fidèles. Après avoir vu un coupable puni, d'autres chrétiens se dénonçaient parfois d'eux-mêmes pour recevoir la même peine.

Le coupable puni et réconcilié baisait la main qui l'avait frappé en disant : « Dieu vous récompense de m'avoir soustrait par cette punition légère aux peines éternelles dont j'étais menacé. » Si la phrase n'est sans doute pas textuelle, elle exprime un sentiment qui était réel et sincère chez les Guaranis, tout pénétrés de foi et de crainte de Dieu. Lorsque, à la fin de la prédication, le prêtre invitait les fidèles à regretter leurs péchés et formulait à haute voix des sentiments de repentir, on entendait les assistants soupirer, sangloter et déclarer publiquement leurs péchés, « ce qu'ils auraient fait sans aucune réserve si on n'y avait pas mis ordre <sup>3</sup> ». On infligeait aussi comme pénitence des heures supplémentaires de travail. Pendant la grande pénitence officielle du carême, les chasses et les voyages étaient supprimés.

La réception de l'Eucharistie fut d'abord très restreinte et même absolument interdite par suite des préjugés du temps, que les jésuites ne pouvaient ou n'osaient surmonter. Le deuxième Provincial

1. Règlement de 1689, § 19.

2. Charlevoix, t. 1, p. 253.

3. Charlevoix, t. 1, p. 254. Muratori, p. 77. *Lettres édifiantes, passim.*

du Paraguay, Pierre de Onate, avait décidé que la communion sacramentelle ne serait introduite que sept ans après la fondation d'une réduction. Les néophytes guaranis furent admis à la Sainte Table pour la première fois en 1618. La règle des sept ans de stage subsista pour ceux qui étaient nés de parents païens. On ne les admettait qu' « après de grandes épreuves », lorsqu'ils étaient capables de « discerner, comme l'Apôtre l'ordonne, cette nourriture de l'âme » et qu'ils en témoignaient « une véritable faim ». Charlevoix raconte que certains néophytes passèrent jusqu'à deux jours sans prendre aucune nourriture afin d'être admis à la communion. « Vu ce que nous avons dit de leur voracité et de la facilité qu'ils ont à digérer, rien ne marquait mieux, ajoute-t-il, la véritable faim qu'ils avaient de cette manne céleste. »

Le jour de la première communion des enfants, les parents et les grands frères et sœurs communiaient également. Les enfants, couronnés de fleurs, portaient un cierge à la main. Un déjeuner en commun était offert après la cérémonie. Les communions générales des principales fêtes étaient soigneusement préparées. Pendant toute la semaine précédente, on y disposait la population « par tous les exercices de piété qui se pratiquent en ces occasions ». Grands et petits faisaient d'ordinaire une action de grâce prolongée après la communion et conservaient un recueillement visible au cours de la journée. On ne communiait pas d'ordinaire sans s'être confessé. Nombre de fidèles ne s'approchaient ainsi de la Sainte Table que quatre ou cinq fois dans l'année. Des congréganistes communiaient tous les mois, plusieurs le faisaient chaque semaine. « Je me suis trouvé dans une bourgade, une fête de Notre-Dame, écrit l'évêque de Buenos-Aires, Faxardo. J'y vis communier huit cents personnes. » Le règlement de 1689 ordonna que la communion fût portée aux malades publiquement deux fois par mois.

Le sens complet de la communion se trouvait réalisé dans la communauté guaranie comme il ne l'avait plus guère été depuis les premiers temps du christianisme. La parole de l'apôtre Paul aux Corinthiens retentit à travers les siècles dans toutes les églises comme un cinglant reproche : « Ce n'est pas manger le repas du Seigneur... L'un souffre de la faim, tandis que l'autre se gorge<sup>1</sup>. » Dans la République des jésuites, la vie réalisait ce que la communion signifiait comme repas d'amitié destiné à unir tous les frères dans le Christ.

Jésus lui-même, présent dans le tabernacle des églises, restait au long des journées le centre vivant qui attirait et unissait les cœurs. Personne ne passait devant l'église sans adorer le Seigneur

1. Première épître aux Corinthiens, XI, 20-21.

par une humble révérence. Même ceux qui étaient chargés de bois s'arrêtaient. « Les églises, dit Charlevoix, ne sont presque jamais sans un grand nombre de personnes qui passent en prière tout le temps qu'elles ont de libre. » L'évêque Faxardo, dans son rapport au roi, parle aussi de « l'amour tendre qu'ils témoignent à Jésus dans son auguste sacrement ». Tous les jeudis, on donnait la bénédiction du Saint-Sacrement. Florentin de Bourges écrit qu'« à voir le concours des fidèles qui s'y rendent, tous les jeudis de l'année sont autant de fêtes ».

Le sacrement de mariage était d'ordinaire administré le dimanche matin, avant l'office paroissial. On bénissait en même temps les fiançailles. Les infidèles étaient admis à la cérémonie, qui leur inspirait « beaucoup d'estime pour notre sainte religion ». Les hommes concevaient une haute idée de leur jeune épouse, qu'ils avaient connue « jeune fille pleine de pudeur et d'innocence » et qu'ils voyaient honorée dans le saint lieu. Grâce à la foi religieuse et à la pureté générale des mœurs, grâce à la maison des veuves qui protégeait aussi les épouses sans enfants, durant l'absence du mari, les cas d'infidélité étaient presque inexistant<sup>1</sup>.

Le P. de Montoya raconte dans la *Conquista espiritual* un petit fait bien propre à éclairer le lecteur sur le niveau moral atteint par les Guaranis. C'était dans la première période de la République. Au soir de son mariage, un jeune homme de la congrégation dit à son épouse, jeune fille pieuse, très pure également : « Sache que mon désir est de conserver la chasteté parfaite de mon corps, afin que mon âme se conserve aussi pure... Si tu acceptes que nous vivions jusqu'à la fin de notre vie comme de chastes frères, ce sera pour moi la plus grande preuve que tu m'aimes... Considère-le bien, cette vie est brève, l'autre vie est éternelle. Les joies charnelles sont passagères, leurs peines, sans fin. Et si le mariage est permis et bon, il est mieux, les Pères nous l'ont dit, de vivre dans la virginité. Je

1. Au sujet des polygames des premiers temps, le pape Urbain VIII avait décidé qu'ils avaient la liberté de retenir comme épouse celle de leurs femmes qui leur agréerait parce que, selon un rapport très fouillé du célèbre théologien jésuite, le Cardinal de Lugo, « il n'y avait point de mariage parmi les Indiens ». (Charlevoix, t. 1, p. 403-405). Il a été question ailleurs de la précocité des mariages et des coutumes relatives aux fréquentations et aux noces. Les premiers Pères avaient essayé de relever l'âge d'admission. Le règlement de 1689 ordonne que les jeunes gens aient atteint dix-sept ans pour se marier et les jeunes filles quinze ans. Cependant, à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, le P. Sepp bénissait encore des unions de jeunes gens de seize ans avec des jeunes filles de quatorze à quinze ans. Les promesses de mariage se publiaient trois fois, avec rappel des principaux empêchements. Une bulle papale avait accordé aux jésuites des réductions le privilège de marier sans dispense les consanguins au quatrième et au troisième degré.

sais bien que les Pères nous prêchent à tous que notre perfection se trouve dans le mariage, qui apaise l'appétit des plaisirs... Maintenant nous sommes mariés devant le monde, mais, dans le secret, nous sommes frère et sœur. » La jeune fille put déclarer que les sentiments ainsi exprimés étaient aussi les siens. Tous deux vécurent dans la virginité, sans que personne ne soupçonnât le fait. L'époux mourut le premier. L'épouse fit connaître son désir de rester seule, tout en étant prête à se remarier si le Père le conseillait <sup>1</sup>.

Quant au sacrement des malades, les Guaranis avaient grande crainte d'en être privés et n'attendaient jamais l'agonie pour le demander. Les infirmiers s'empresaient du reste chaque matin de signaler aux Pères les cas graves. Lors de son voyage d'arrivée, de Buenos-Aires à Yapeyu, le P. Cattaneo vit mourir de la petite vérole plusieurs dizaines de néophytes. « Dès qu'ils se sentaient frappés, écrit-il, ils demandaient les sacrements et ils les recevaient avec une dévotion admirable. Jamais il ne leur échappait un mot de plainte. On les entendait seulement prononcer d'une voix mourante les noms de Jésus et de Marie.

« J'administras un jour l'Extrême-Onction à un de nos Indiens qui était prêt à rendre l'âme. Un autre était couché auprès de lui, et il avait le visage caché sous sa couverture, suivant leur coutume. Il m'appela, et comme il savait un peu d'espagnol, il me demanda mon crucifix à baiser pour gagner l'indulgence plénière. Je le contentai sur-le-champ. Ce bon homme me remercia de la manière la plus expressive. Il me promit qu'il se souviendrait de moi dans le paradis. Enfin, il me dit tant de choses, toutes plus touchantes les unes que les autres, que j'en fus attendri jusqu'aux larmes. Ce bon Indien mourut quelques instants après, dans les plus grands sentiments de piété.

« Un autre Indien, homme d'âge et d'autorité parmi les siens, était à l'article de la mort. Il fit appeler tous les gens de sa balse, et leur dit d'une voix assez haute pour être entendu de tout le monde qu'il mourait très content, puisque c'était en conduisant des missionnaires dans son pays. Il conjura ses compatriotes de ne jamais abandonner les Pères, sous quelque prétexte que ce pût être. « Car, « dût-il vous en coûter la vie, ajouta-t-il, vous seriez du moins sûrs « de ne pas mourir sans sacrements. Et je puis vous assurer, d'après « ma propre expérience, que c'est la plus grande consolation que « puisse avoir un chrétien à son lit de mort. »  
« La plupart des néophytes faisaient de semblables discours avant que de mourir. Les autres Indiens en étaient vivement touchés <sup>2</sup>. »

1. Montoya, *Conquista*, § 48, dans Hernandez, t. II, p. 37 et 38.

2. P. Cattaneo, troisième lettre à son frère.

Les missionnaires racontent des séries de faits semblables et assurent que les Guaranis mouraient tous dans des sentiments de foi vraiment édifiants et sans aucune crainte. « Puissé-je mourir comme ceux-ci ! » s'écrie le P. Sepp.

Les corps des défunts, enveloppés d'un linceul blanc, étaient mis dans un cercueil et déposés devant la porte de l'église jusqu'à la sépulture qui avait lieu selon le rite commun. Il est question de lamentations de femmes à la clôture de la cérémonie. Le P. Sepp parle aussi d'ensevelissements le soir à 5 heures. Le règlement de 1689 supprima l'exposition à la porte de l'église et prescrivit aux Pères de se rendre à domicile pour la levée du corps. Lorsqu'il s'agissait d'un petit enfant « parti pour le ciel », aucun signe de tristesse n'apparaissait chez les assistants, pas même chez les parents, tant la foi était vive.

Il n'est nulle part fait mention d'honoraires de messe. Toute la cérémonie, messe, chants, sonneries de cloches, était gratuite. Le cercueil, pareil pour tous, était fourni par la communauté. Tous les lundis de l'année, une messe des morts était chantée à l'intention des défunts de la réduction. Elle était suivie d'un *Libera me* « à chacune des croix qui sont aux quatre coins du cimetière <sup>1</sup> ».

Le cimetière se trouvait « toujours assez près de l'église ». Il était divisé en quatre grands carrés, respectivement pour les hommes, les femmes, les fillettes et les garçons. Des palmiers et des cyprès « qui s'élevaient fort haut » l'entouraient, adossés à une muraille à hauteur d'appui. Il était coupé « de belles allées, bordées de citronniers et d'orangers ». L'allée centrale conduisait à une chapelle où on se rendait processionnellement le lundi après la messe des morts. Le tertre des tombes était tout à fait aplani, de sorte que le cimetière présentait l'aspect d'un parterre de fleurs. Les monuments, de pierre taillée ou de brique, portaient le nom du défunt et les dates. Quelques années après les ravages causés par les troupes hispano-portugaises, le Chanoine Gay découvrit de nombreuses tombes conservées, surmontées d'une inscription en guarani. En 1901 encore, M. Queirel a relevé des inscriptions comme celle-ci : *Juliana Aray, oma no à 19 noviembre, ano 1705* ; ou bien : *Atanasio Mba, racaya, ano 1760*.

Le sacrement de l'Ordre ne fut conféré à aucun Guarani pendant les 158 ans de vie chrétienne vécus sous la direction des Pères. Le P. Charles, S. J., dans un petit opuscule sur les réductions, explique le fait en disant qu'il était impossible de former les candidats dans un séminaire, ce séminaire n'existant pas. De plus, ajoute-t-il, les

1. Charlevoix, t. 1, p. 260.

mariages très précoces ne laissent pas aux vocations le temps de germer. Enfin, dans les débuts, la pauvreté des réductions eût été un obstacle. « Le prêtre indigène serait resté presque sans ressources <sup>1</sup>. » Selon Hernandez, les jeunes Guaranis auraient été tenus à l'écart du sacerdoce à cause de leurs tares morales et intellectuelles ! Il mentionne la polygamie, depuis longtemps extirpée, les « vices païens » des Guaranis, leur niveau intellectuel extrêmement bas, « sumamente bajo ».

Le jugement de Muratori est, en ce point, plus indépendant. « On nous représente assez communément les Indiens, écrit le savant italien, comme des gens incapables de s'appliquer aux sciences de pure spéculation. Je crains que cette peinture ne soit infidèle... On peut en juger par l'extrême facilité avec laquelle ils ont appris la musique et les autres arts que les missionnaires leur ont enseignés... Lorsqu'on a tant de dispositions pour les arts, est-il croyable qu'on soit sans esprit ? N'est-il pas plus vraisemblable que si les Indiens s'adonnaient aux sciences, leur esprit ne tarderait pas à se développer. Quelques-uns d'entre eux pourraient se rendre capables d'être reçus dans la Compagnie de Jésus. Le Paraguay en retirerait de grands avantages. Cette vaste partie de la vigne du Seigneur ne manquerait pas si souvent d'ouvriers. Puisque les missionnaires n'ont point encore pris ce parti, sans doute qu'ils en ont été empêchés par de fortes raisons. Qu'il me soit pourtant permis de le dire sur le témoignage de plusieurs relations estimées, les têtes indiennes valent bien les nôtres. Il ne manque à celles-là que de l'étude et de la culture <sup>2</sup>. »

Les délicates et fort claires suggestions inspirées à Muratori par son dévouement à la Compagnie ne furent malheureusement pas mises à profit. Quelques années après la publication du *Cristianesimo felice*, le P. Cardiel, fidèle à la position officielle, écrivait encore que les Guaranis n'étaient pas aptes à la prêtrise à cause de leur incapacité à garder la chasteté du célibat catholique : « *No son capaces de celibato*. » Et pourquoi la chasteté leur eût-elle été impossible ? A cause, dit Cardiel, de leur manque d'intelligence et de leur grossièreté <sup>3</sup>.

Ces injustices de jugement sont attristantes. L'apologétique sur le dos des Indiens ne valait pas grand'chose au XVIII<sup>e</sup> siècle, quoiqu'elle fût alors plus excusable, étant censée servir leurs intérêts en même temps que ceux de la Compagnie. Au XX<sup>e</sup> siècle, elle est détestable.

1. Charles, *Les réductions du Paraguay*, p. 30.

2. Muratori, *Relation*, p. 145 et 148.

3. « *Su corta capacidad y mucha materialidad* » (*Breve relacion*, ch. VII, n. 17).

Les Guaranis, qui commentaient avec aisance et ferveur, une demi-heure durant, le sermon du dimanche, devant toute la population, auraient pu donner, semble-t-il, de bons prédicateurs et de bons prêtres. Ils auraient pu s'instruire, apprendre le latin et suivre des cours de théologie aussi bien que les fils des conquérants et dans un esprit plus sacerdotal. Les jésuites du Paraguay et de la Plata avaient en mains des collèges et des séminaires. Ils dirigeaient de plus l'université de Cordoue. Il leur eût été loisible de donner à l'élite une formation supérieure, d'orienter en tout cas les meilleurs jeunes gens vers la prêtrise en les instruisant, sur place au besoin, si l'on craignait les réactions coloniales.

Pour ce qui est de la chasteté, le peuple qui connaissait des fiancés et des époux si généralement vertueux, aurait pu fournir des prêtres dont le clergé colonial n'aurait certes pas eu à rougir. Les Guaranis étaient parvenus à une maîtrise morale enviable. « Ce qui n'est point contesté aujourd'hui dans toute l'Amérique méridionale, écrivait Charlevoix, c'est qu'on n'aperçoit dans ces Indiens aucun reste de leur ancien caractère, qui les portait à la vengeance, à la cruauté, à l'indépendance et aux vices les plus grossiers. » « Il ne sort jamais de leur bouche une parole indécente. Ce qu'ils entendent et voient de plus capable de les scandaliser ne leur inspire qu'une plus grande horreur pour le vice <sup>1</sup>. »

Dans les villes espagnoles, on avait beau chercher à les entraîner, en leur présentant par exemple du vin avec insistance, ils restaient fermes. « Le vin est la meilleure des choses venues d'Espagne, disaient-ils volontiers, non sans ironie. C'est pour nous un poison ! »

Après le départ des jésuites, un Guarani, l'abbé Janvier Tubichapota, fut ordonné prêtre. Il avait suivi les cours de philosophie et de théologie au séminaire diocésain de Buenos-Aires <sup>2</sup>.

Les lois ne s'opposaient pas à l'ordination de prêtres indigènes. Philippe II (1588), Charles II (1697), Philippe V (1725) et Charles III (1766) avaient déclaré que les Indiens pouvaient accéder à toutes les charges et être ordonnés prêtres. Les préjugés se trouvèrent plus forts que les lois civiles et religieuses. Dans la mesure où on en était soi-même éventuellement libéré, on ne pouvait peut-être les braver sans aller au-devant de graves menaces. C'est par là, semble-t-il, qu'on réussirait, sinon à justifier, du moins à expliquer de la façon la plus heureuse une lacune infiniment regrettable. Si les Guaranis avaient possédé un clergé indigène, leur histoire ultérieure eût été toute différente sur le plan religieux, et probablement aussi sur le plan temporel.

1. Charlevoix, t. 1, p. 261-262.

2. Hernandez, t. 11, p. 40. Les franciscains n'élevèrent non plus aucun de leurs fidèles à la prêtrise.

Les femmes et les jeunes filles ne reçurent pas plus que les hommes la possibilité de se consacrer à Dieu dans un état à part. Elles en eussent été très dignes également. Charlevoix écrit : « On est venu à bout de leur inspirer une si grande horreur de l'impureté qu'elle les engage à se soumettre volontairement aux pénitences les plus humiliantes pour la moindre liberté qu'elles se sont permises en ce genre. On a souvent vu des jeunes filles se laisser tuer par des infidèles qui voulaient les suborner. Mais, pour plus grande sûreté, on n'a pas encore jugé à propos de les exhorter au célibat <sup>1</sup>. »

En pratique, on détournait les jeunes filles du célibat et on tenait fermée la voie à la vie religieuse. Le P. Charles S. J. reconnaît assez ouvertement que la ligne de conduite ainsi suivie ne mérite pas approbation. « Il semble bien, dit-il, qu'on aurait pu, qu'on aurait dû, en dépit du préjugé, fonder chez eux des instituts de religieuses indigènes. Les meilleures parmi les chrétiennes en avaient eu spontanément le désir et voulaient rester vierges. Dans les relations officielles du Paraguay, écrites par les missionnaires eux-mêmes, il semble parfois qu'on va assister à l'éclosion de la vie conventuelle chez ces sauvages ! C'est un samedi, après une longue séance au confessionnal. Le Père, sur le seuil de l'église, rencontre un petit groupe de deux ou trois chrétiennes particulièrement ferventes, qui s'approchent timidement. « Père, nous voudrions tant appartenir « à Dieu seul, ne pas nous marier, rester ensemble pour prier et pratiquer la vertu, ne point partager notre cœur et offrir à Jésus toute « notre vie. » Le Père, embarrassé, ému par ce discours, hésite à répondre. Ces enfants sont encore si jeunes, l'entreprise est tellement inouïe, les risques d'échec sont si grands et si désastreux. Il recommande la ferveur, il parle de bon exemple, il n'ose pas entr'ouvrir à ces âmes la voie royale des conseils évangéliques. Le préjugé de l'époque semblait intangible. On se scandalisait déjà dans tous les milieux jansénistes d'Europe du sans-gêne avec lequel les jésuites admettaient aux sacrements les enfants de païens, et des exégètes farouches commentaient avec des allusions transparentes la défense évangélique de donner les choses saintes à des chiens. Ces Indiennes, pures, chastes, sincères et dévouées, auraient voulu consacrer à l'Église et au Christ leur vie et leur cœur. Ce désir ne fut jamais exaucé. Le Paraguay se développa et se maintint pendant plus de cent cinquante ans, sans une religieuse, ni indigène, ni européenne <sup>2</sup>. »

\* \* \*

1. Charlevoix, t. 1, p. 257.

2. Charles, *Les réductions du Paraguay*, p. 28-30.

Les écrits des missionnaires répètent tous que la foi et la vertu des néophytes reçurent plus d'une fois la confirmation du miracle promise aux croyants dans l'Évangile. Les récits de faits plus ou moins extraordinaires se présentent même en si grande abondance que, par réaction, tel auteur catholique en a tout bonnement supprimé la moindre mention. Il convient pourtant de ne pas étouffer complètement le témoignage insistant d'hommes honnêtes, qui ne manquaient pas tous d'esprit critique.

Lorsque le P. Sepp raconte que la croix qui servait de bâton aux missionnaires les avait toujours sans exception préservés de la morsure des serpents qui infestaient les forêts, on peut le croire, même sans vouloir admettre qu'il y eût miracle. Lorsqu'un Indien, nommé Jacques, assailli par un tigre, s'écrie : « Jésus-Marie » et que le tigre à l'instant lâche sa proie, ne lui laissant que quelques égratignures au visage comme « signe du prodige et de la faveur divine », on a encore le droit de penser plus ou moins ce qu'on veut. Mais, lorsque le P. de Montoya lui-même, par exemple, raconte en détail la résurrection d'un mort, la droiture indiscutée du célèbre chef des réductions, témoin oculaire de l'événement, la solidité bien reconnue de son cerveau nous empêchent de rejeter sans autre son récit dans le domaine des fables<sup>1</sup>.

Le signe par excellence, qui doit permettre de discerner les vrais disciples du Christ est l'amour fraternel. Il se manifesta pour ainsi dire de façon permanente. « Les néophytes vivent entre eux comme de bons frères, et l'on pourrait bien leur appliquer ce que l'Écriture dit des premiers chrétiens : « Tous ceux qui croyaient en Jésus-Christ n'avaient qu'un cœur et qu'une âme. » Un homicide est une chose inouïe jusqu'à présent dans les peuplades chrétiennes du Paraguay. La discorde s'y montre rarement. « On n'y voit jamais ni procès, ni querelle. Le mien et le tien n'y sont pas même connus<sup>2</sup>. » L'entr'aide fraternelle était plus forte que la prévoyance individuelle et faisait fleurir la vertu d'imprévoyance. Elle procurait par surcroît une sécurité supérieure. En esprit de charité et de pénitence, les Guaranis offraient souvent des heures supplémentaires de travail.

1. *Conquista*, § 23. Le même miracle est raconté aussi en résumé par Charlevoix, t. 1, p. 291-293, sans référence à Montoya. — Dans la République Chiquite, la réduction de San-Raphael était décimée par la peste. Le petit nombre de ceux qui n'étaient pas frappés se réunit à l'église. « Dès qu'ils eurent conjuré le Seigneur, prosternés devant l'autel, tous les malades sans exception se trouvèrent guéris. » (Charlevoix, t. 1v, p. 184). Le fait se produisit en 1705. — Fernandez, p. 92, donne un touchant récit d'une apparition de la Sainte Vierge à Luc Xarupa, également chez les Chiquites, non chez les Guaranis.

2. Muratori, *Relation*, p. 93, et Charlevoix, t. 1, p. 247.

« Tous, ou presque tous, portent le dégagement des biens de la terre jusqu'ou il peut aller par le secours de la grâce. Ils n'ont rien qu'ils ne soient toujours prêts à sacrifier pour se soulager les uns les autres dans leurs besoins. »

Quelque chose de la bonté et de la douceur qui régnaient dans la République des jésuites a subsisté chez les descendants actuels des anciens néophytes. Au moment où je rédige ces pages, je rencontre par hasard un compatriote de Champéry qui vient de passer vingt-cinq ans en Argentine, aux confins du territoire des Missions. A la question : « Quel est le point qui vous a paru le plus remarquable dans le caractère des Guaranis que vous avez fréquentés ? », il me répond aussitôt : « Les Guaranis sont très hospitaliers. Ils ont le cœur sur la main et donnent avec plaisir le peu qu'ils possèdent. Ils sont toujours gais et aiment fort la danse. Je conserve un souvenir spécial d'un vieux Guarani de quatre-vingt-sept ans qui paraissait du reste n'en avoir que soixante. Il avait fait la guerre du Paraguay. Un jour qu'il était venu à parler de sa mère, il se mit à pleurer avec douceur un bon moment. Il dit à la fin : « Il n'existe plus de femmes du genre de ma mère et des femmes de ce temps-là. »

L'entraide de réduction à réduction s'exerçait aussi comme acte d'amitié. Elle n'était pas seulement administrative. « Si les habitants d'une peuplade ont fait une mauvaise récolte, les réductions voisines s'empressent de les soulager... Elles leur donnent de quoi subsister commodément jusqu'à l'année suivante et de quoi enseigner leurs terres <sup>1</sup>. » Lors de la fondation de San-Juan, sur la rive gauche de l'Uruguay, toutes les réductions voisines offrirent leurs services et envoyèrent des contingents d'hommes, de bœufs et de chevaux pour aider aux travaux. Une réduction éloignée de plus de cent lieues envoya aussi cent chevaux de trait.

C'est surtout par leur zèle missionnaire que le niveau de la charité chrétienne des Guaranis se révèle. « Il n'y a point d'affronts, de mauvais traitements auxquels ils ne s'exposassent volontiers dans l'espoir de convertir un infidèle. Quand ils peuvent en engager quelqu'un à venir voir la réduction, il y est reçu avec tous les témoignages de la joie la plus vive et la plus sensible. Plus il semble dépourvu d'humanité, plus on lui fait de caresses. On le loge, on le nourrit, on l'habille, chacun lui donne tout ce qu'il a de meilleur. On lui enseigne la doctrine chrétienne et les prières de l'Église. Et quand ensuite il se détermine à embrasser la foi, c'est le sujet d'une

1. Muratori, *ibid.*, p. 94.

réjouissance publique, à laquelle il n'y a personne dans la peuplade qui ne prenne une part très sensible <sup>1</sup>. »

Lorsque les Pères se rendaient en expédition missionnaire auprès des peuplades païennes, les meilleurs chrétiens les accompagnaient. Le P. Cavallero pénétra ainsi un jour sur le territoire des terribles Manacicas. « La crainte, avoue-t-il, me saisit à mon tour. J'étais pourtant ranimé par la présence d'un jeune néophyte qui était à mes côtés et qui, levant ses mains innocentes vers le ciel, offrait sans cesse à Dieu ses sueurs et ses peines, pour planter la foi chez ces infidèles, et son sang pour le verser à son service. » Un autre jour, le même Père évangélise les Purakis et essaie vainement de les émouvoir. Les auditeurs l'entourent, menaçants, et déjà saisissent leurs armes pour le frapper. C'est alors que le néophyte Izu qui l'accompagnait, « à la vue du péril que courait le missionnaire, s'avança jusqu'au milieu de ses compatriotes, et tout nouveau chrétien qu'il était, leur parla avec tant de force et d'énergie des grandeurs de Dieu, de la sainteté de sa loi et de la nécessité de l'embrasser pour être heureux, que ces cœurs barbares, touchés en même temps par la grâce, furent tout-à-coup changés <sup>2</sup> ». Il n'était pas rare que les Guaranis réussissent de la sorte là où le Père avait échoué.

La qualité de leur zèle apparaît dans le trait suivant, qui plaira aux trop rares adeptes de la non-violence, chère aux premiers chrétiens. On est en 1616. Le P. Cataldino, accompagné d'un groupe de disciples Guaranis, a accompli une marche d'un mois, pénible et aventureuse, à travers la forêt vierge. Tout à coup, il tombe sur une tribu sauvage de Piropois, qui se rassemble avec des cris de guerre et se porte en armes contre la petite troupe chrétienne, également armée à cause des bêtes sauvages. Les Guaranis déposent leurs armes à terre et calmement demandent une entrevue, en montrant leurs poitrines nues et leurs armes à terre. Ils expliquent que, pour eux, la mort sera une chance s'ils ne la reçoivent pas en combat sanglant, mais comme envoyés du Christ. Surpris, le chef de la tribu, Avencira, veut voir le missionnaire. Le P. Cataldino sut le conquérir et, malgré l'attentat manqué du sorcier du village durant la nuit suivante, il renvoya ses néophytes pour se confier à ses nouveaux amis, au milieu desquels il passa dix mois, vivant de façon primitive, d'une nourriture misérable, sans abri, tout dévoué à ses Indiens. Il ramena sept cents catéchumènes.

Le plus souvent, les Pères ne pouvaient quitter la réduction. Les Guaranis portaient seuls en mission. « Après s'être munis et fortifiés de la Sainte Eucharistie, après avoir reçu la bénédiction

1. Muratori, *Relation*, p. 94.

2. *Lettres édifiantes*, t. v.

de leur missionnaire et ses conseils, ils se mettaient gaiement en route... Ils entraient dans toutes les habitations indiennes qui se trouvaient sur leur chemin. Ils faisaient connaître aux infidèles le bonheur que l'on goûte au service du vrai Dieu et le plaisir qu'il y a de vivre en société. Ils expliquaient ensuite les principaux articles de la doctrine évangélique, et on en a vu revenir de ces courses avec plus de soixante familles de différentes nations, qui n'avaient aucune affinité avec eux, et qui se trouvaient bientôt comme naturalisées. » Non sans peine : bien souvent « la langue, les mœurs et le caractère des païens ainsi attirés n'avaient rien de commun avec ceux des Guaranis. Avant que de les apprivoiser et de leur faire comprendre ce qu'il fallait leur enseigner, il y avait bien des dégoûts à essayer et il fallait une grande patience; mais tous les néophytes, jusqu'aux femmes et aux enfants, partageaient ce travail avec les missionnaires ».

Dans le même esprit apostolique, tel cacique « s'occupait à traduire des prêches et des sermons, afin de mettre les nouveaux missionnaires en état d'exercer plus tôt les fonctions du ministère évangélique ». Deux réductions furent fondées grâce à un autre cacique « rempli d'esprit apostolique » et qui « ne cessait de parcourir tout un canton avec sa femme, baptisée aussi depuis très peu de temps ». Le cacique François Arayaz, de San-Tomé, entreprenait aussi chaque année une tournée fructueuse. Vraiment, le zèle s'exerçait « d'une manière presque incroyable et qui tenait du prodige ».

Les conquêtes se payaient. « Plusieurs de ces apôtres néophytes ont eu le bonheur de verser leur sang pour Jésus-Christ, et la nouvelle de leur mort n'excitait parmi leurs frères qu'une sainte émulation pour le martyre. » En 1726, le P. Herran écrivait : « Nous comptons déjà cent martyrs de la charité, qui ont donné leur vie pour la conversion des païens. » Trente Guaranis furent massacrés d'un seul coup par les Payaguas, avec les Pères Maco et de Silva. Les noms des Guaranis martyrs ne semblent malheureusement pas nous avoir été transmis aussi fidèlement que cela eût été possible et juste<sup>1</sup>. Conservons du moins quelques prénoms : François, « jeune homme d'une grande innocence de mœurs qui, après avoir vécu douze ans dans une des réductions du Parana, s'était offert de lui-même à suivre le missionnaire pour lui servir d'interprète ». Il fut massacré à coup de dard, alors qu'il accompagnait le Père de

1. A propos du martyre des Pères Gonzalez et Rodriguez, le 15 novembre 1628, on cite le nom de l'instigateur, Potivara, du chef du complot, Niezu, de deux exécuteurs, Carupé et Marangoa, mais le nom d'un vieillard catéchumène, mis à mort pour avoir protesté, est livré à l'oubli.

Blende; Anicet, tué par les Payaguas, dont il essayait de « gagner l'amitié par de petits présents » pour leur faire écouter la parole de Dieu; Bonaventure, sacristain du Père Lizardi, martyrisé avec celui-ci, et « une dame indienne » appelée Isabelle, à la réduction de Concepcion. Enfin, ne mérite-t-elle pas d'être retenue, même sans nom, l'histoire de ce petit enfant de cœur torturé pour n'avoir pas voulu abandonner aux païens une image de la Vierge? « Cet enfant, lorsqu'on fut obligé de faire retraite avec Tayaoba, se souvint qu'il avait oublié d'emporter une image de la Mère de Dieu dont il était chargé et, craignant qu'elle ne fût profanée par les Indiens, il courut sans rien dire pour la reprendre. Il la trouva entre les mains des Barbares qui commençaient à la mettre en pièces : il voulut la retirer, mais ils le saisirent lui-même et, après l'avoir gardé quelque temps et bien maltraité pour l'obliger à renoncer à sa religion, ils le traînèrent dans une cabane à l'écart où ils le tourmentèrent encore beaucoup puis l'égorèrent<sup>1</sup>. »

\* \* \*

Au moment de clore ces pages sur la vie religieuse dans la République Guaranic, on ne peut que partager le sentiment qu'éprouva Florentin de Bourges à la veille de quitter les réductions. « Pendant le temps que je demeurai à Buenos-Aires, écrit le sympathique capucin français, j'avais entendu faire de grands éloges de la mission du Paraguay, mais j'avoue que tout ce qu'on m'en avait dit de bien n'approche point de ce que j'en ai vu moi-même. Je ne sais pas qu'il y ait dans le monde chrétien de mission plus sainte. La modestie, la douceur, la foi, le désintéressement, l'union et la charité qui règnent parmi ces nouveaux fidèles me rappelaient sans cesse le souvenir de ces heureux temps de l'Église, où les chrétiens, détachés des choses de la terre, n'avaient tous qu'un cœur et qu'une âme et rendaient, par l'innocence de leurs mœurs, la religion qu'ils professaient respectable même aux gentils. J'aurais passé volontiers le reste de ma vie dans un lieu où Dieu est si bien servi. Je sentais même que ces grands exemples de vertu faisaient sur moi des impressions extraordinaires; mais les ordres de la Providence m'appelaient ailleurs<sup>2</sup>. »

Le peuple Guarani a écrit l'une des plus belles pages de l'histoire de l'Église. Il n'est même pas exagéré de penser avec Muratori que « la parfaite image de la primitive Église » était retracée au Paraguay.

1. *Lettres édifiantes*, t. v, *passim*. Charlevoix, t. II, IV et VI. Muratori, p. 128-130.

2. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 243.

Avant le savant italien, des évêques, des gouverneurs, des officiers et des voyageurs avaient dû remonter, comme Florentin de Bourges, à l'exemple des premiers chrétiens, pour découvrir un terme de comparaison à ce qu'ils avaient contemplé de leurs yeux dans les réductions, et qui leur paraissait unique et inégalé. « Il faut l'avoir vu pour le trouver vraisemblable », disait le gouverneur Dom Balthasar Garcia Ros, dans un procès-verbal adressé au roi d'Espagne. Muratori a du reste soin de rappeler que « les premiers chrétiens n'étaient pas tous irréprochables ». De plus, l'expérience de fraternité des premiers chrétiens s'était réduite à un généreux service d'entraide, basé sur le détachement personnel. Elle avait manqué d'une organisation adéquate pour subsister au milieu d'une société dont le système de production et de distribution était demeuré individualiste.

Les Guaranis n'étaient pas non plus tous irréprochables. Leur nature était la nature humaine. C'est bien pourquoi la réussite, de plus en plus totale, paraît à tant d'égards admirable.

D'autres peuples « primitifs » ont été évangélisés par des jésuites aussi dévoués et aussi intelligents que ceux du Paraguay. En Amérique même, sur les grands domaines de la Compagnie, des masses d'Indiens furent baptisés, instruits et dirigés par des Pères jouissant d'un pouvoir bien plus absolu que celui de leurs confrères des réductions. Le résultat ne fut pas obtenu du tout.

Il semble élémentaire d'observer, sur l'exemple de la République Guaranie, que pour réaliser une religion dont le principe essentiel est l'amour fraternel, on s'assure une condition de succès irremplaçable en inscrivant la fraternité de principe non seulement sur le papier, mais dans les institutions, et en particulier dans le système de propriété et de distribution des biens, ces misérables biens de la terre qui constitueront tout de même un jour la matière du jugement. Tant que la distribution des biens n'est pas du tout fraternelle, la fraternité est tout simplement verbale.

Le caractère fraternel des institutions guaranies, et, à la base, de leur régime de propriété, explique principalement la ferveur chrétienne unique qui régna durant plus d'un siècle et demi dans la République communiste des jésuites. L'homme n'était pas forcé d'être égoïste. Son intérêt personnel coïncidait normalement avec le bien de la communauté.

N'oblige-t-on pas au contraire l'homme à vivre en contradiction plus ou moins explicite et consciente avec sa foi aussi longtemps qu'est maintenu un régime de propriété fondé sur l'égoïsme individuel.

Hélas ! l'exemple vivant de la justice réalisée n'attire pas ceux qui ont établi leur prospérité sur l'abus et l'injustice. Il les exaspère plutôt. En conséquence...

...les environs de San-Nicolas sont couverts de magnifiques orangers qui forment un grand bois. Dans cette espèce de forêt, vivent une douzaine de familles indiennes. Il est impossible d'apercevoir de prime abord le sentier qui conduit à leurs cases, et nul ne penserait qu'il y a là des habitants. Mais, le dimanche, on voit sortir tout à coup en procession, du milieu des arbres, une cinquantaine de personnes qui se rendent dans l'édifice du Cabildo, où ces bonnes gens ont déposé toutes les statues et images qu'ils ont pu sauver des ruines de l'église, et qui sert par conséquent de chapelle. Ils y font ainsi leurs dévotions. Un bois impénétrable couvre l'emplacement de Yapeyu, l'ancienne capitale, véritable ville, facile à reconnaître à l'espace que couvrent ses ruines. Pour examiner les débris qui subsistent encore, il faut s'ouvrir un chemin avec le couteau de chasse, à travers les épais fourrés qui l'enveloppent. On reconnaît les murs de l'église, ceux du Collège, l'habitation des Pères, et des magasins. La file des maisons qui bordaient la place était abritée par une double galerie supportée par des piliers en bois d'Urunday, la meilleure essence de ces contrées. Des dés de grès rouge très bien travaillés supportaient ces piliers, dont quelques-uns sont encore debout, tandis que les autres gisent à demi brûlés sur le sol. Une demi-douzaine de familles vivent autour de ces ruines et déblaient de temps à autre un carré de bois pour y semer du maïs... A la magnifique église incendiée par Chagas, a succédé une misérable chaumière dont les murs sont en terre battue et dont la pauvreté intérieure est au-dessous de tout ce qu'on peut imaginer.



## QUATRIÈME PARTIE

### CHAPITRE XVI

## ASSAUTS DU MONDE COLONIAL

(1640-1750)

## MÉRITES DES JÉSUITES

Pendant que les communautés guaranies s'épanouissaient dans la paix et le bonheur, à la lumière de l'Évangile, les ténèbres s'épaississaient tout alentour. Pour combler le vide produit par l'extermination des Indiens, on avait développé l'importation des nègres. Ceux-ci se voyaient décimer de même d'année en année. Au moment de la ruine de la République Guaranie, en 1768, 1.400.000 esclaves noirs, dans les colonies européennes du nouveau monde, seront les restes de neuf millions de nègres importés d'Afrique pendant plus de deux siècles.

L'exploitation des esclaves et les désordres de la colonisation en général bénéficiaient d'appuis complices dans tous les milieux influents. Les ministres, les nobles, les gens d'Église mêmes s'étaient fait attribuer des centaines ou des milliers d'esclaves, souvent sans sortir d'Espagne. Ils avaient sur place des procureurs, qui devaient s'enrichir eux-mêmes et enrichir leurs maîtres.

La conscience commune était corrompue par le triomphe de la force. Le désordre était bien établi. On lit avec stupéfaction, sous la plume de l'honnête Muratori, au sujet de Las Casas, l'héroïque défenseur des Indiens, expulsé de son siège épiscopal : « Son zèle ardent ne lui laissait pas toute la liberté nécessaire pour voir d'un œil tranquille ce qui se passait. » Il faut parcourir l'ouvrage bouleversant de Marcel Brion, « *Las Casas, père des Indiens* », pour savoir ce que Las Casas n'avait pas réussi à considérer d'un œil tranquille.

Les jésuites eux-mêmes, ainsi que la plupart des autres clercs et religieux, avaient fini par admettre en pratique, sinon tout à fait en théorie, la légitimité de l'esclavage. Les Universités et les Collèges possédaient leurs esclaves. Ceux-ci étaient relativement

bien traités. On pouvait prétendre les maintenir en servitude pour les préserver d'un sort pire chez les colons.

Dans la Plata, après avoir réagi d'abord avec netteté contre l'esclavage, et s'être fait traiter d' « ennemis de la Patrie et de fléaux dévastateurs de la terre », les Pères « avaient senti leur conscience déchargée<sup>1</sup> ». Dès lors, ils collaboraient avec le monde colonial, auquel ils semblaient assez bien intégrés.

Au milieu de cet empire des ténèbres, la République Guaranie subsistait comme le résidu de la liberté des Indiens. Là, les jésuites n'avaient pas encore transigé. Ils paraissaient vouloir tenir ce suprême retranchement pour assurer l'honneur de l'Église et de l'Europe.

De leur côté, les coloniaux ne s'étaient jamais inclinés.

Si les anciens auteurs accordent une place si minime à la description des institutions et des mœurs guaranies, c'est qu'ils sont tout occupés du récit des luttes incessantes soutenues par les jésuites contre leurs ennemis et les ennemis de la République Guaranie. A la fin, la débâcle ne surviendra pas comme un accident fortuit. Elle sera l'aboutissement d'une longue guerre d'usure et d'une suite d'assauts ininterrompue.



Dès après la bataille de Mbororé (1641), qui avait débarrassé enfin les Guaranis des incursions meurtrières des Paulistes, les coloniaux, non contents d'avoir causé déjà la ruine de tout le Guayra, étaient revenus plusieurs fois à la charge pour faire annuler l'acte royal autorisant les Guaranis à importer et à fabriquer des armes à feu pour leur défense<sup>2</sup>. Tout au long du siècle, apparemment si paisible, qui s'écoule à partir de la défaite des Paulistes jusqu'au Traité des Limites, on voit se succéder et s'enchevêtrer les incidents, les entraves, commerciales et autres, au libre développement de la République Guaranie, les tentatives pour molester les Pères et ruiner leur œuvre. Les Pères, heureusement, savaient se défendre et protéger la paix de leurs Indiens<sup>3</sup>. La masse du peuple guarani ignore d'ordinaire tranquillement les menaces qui planaient sur elle.

1. Rapport du P. Torres au général Aquaviva, Pastells, t. 1, p. 146-151.

2. Voir en particulier Pastells, doc. 1654, 1660, 1671 et 1702.

3. Un exemple : *l'affaire des mille familles*. Pastells publie à son sujet une trentaine de documents (t. III, *passim*, n. 1729 à 2278). A suivre ces documents, on se fait une assez bonne idée de l'acharnement des coloniaux, comme de la patience et de l'intelligence qui durent être nécessaires aux jésuites pour déjouer jusqu'à la fin tant de honteuses manœuvres. Les coloniaux de Buenos-Ayres

Par contre, lors de conflits plus graves soulevés par certains évêques et gouverneurs qui prenaient trop passionnément à leur compte personnel les visées du monde colonial et sa haine envers la république libre des Guaranis, la prudence des jésuites ne put amortir tous les chocs.

Vis-à-vis des évêques, au point de vue du droit ecclésiastique, la situation des Missions guaranies n'était ni plus ni moins compliquée ou délicate que celle de n'importe quelle mission de religieux. Les réductions relevaient soit de l'évêché d'Assomption (région du Parana), soit de celui de Buenos-Aires (région de l'Uruguay). Il convient de se rappeler qu'en ce temps-là, la règle des privilèges particuliers et des exceptions spéciales était la seule qui fût absolument commune à tous les diocèses. Le Concile de Trente ne semblait pas avoir encore agi. En vertu donc d'un ancien privilège remontant à Pie V, les religieux jésuites pouvaient diriger leurs réductions avec une large autonomie à l'égard des évêques, en dépit des décisions contraires du Concile de Trente. Les décrets de Philippe IV (1550 et 1554), qui transformèrent les réductions en « doctrines » ou simples paroisses, n'eurent pratiquement pas d'effet.

Les visites épiscopales furent extrêmement rares. On en mentionne sept en cent cinquante-huit ans. Les jésuites admettaient l'inspection de l'évêque dans le domaine strict de l'administration paroissiale, mais ils s'opposaient de leur mieux à tout empiètement sur le domaine spirituel comme sur le domaine civil. Si l'on pense à la mentalité et aux préjugés de la plupart des évêques coloniaux de l'époque, la circonspection des Pères paraîtra cent fois justifiée. Il est dit dans le règlement de 1689, à propos des évêques en visite : « S'ils veulent enquêter au sujet de la vie et des mœurs, il faut conseiller à nos Indiens de ne leur prêter aucune aide. » Les difficultés courantes, plus ou moins sérieuses, survenues ainsi entre les évêques et les Pères des réductions ne nous retiendront pas.

s'étaient mis en tête d'obtenir du roi le transfert de mille familles guaranies, soi-disant pour la défense de leur ville, en réalité pour renouveler le cheptel humain des Espagnols de la capitale. Le premier document, en 1678, est une lettre du gouverneur au roi. Il apparaît que les choses ont déjà traîné suffisamment pour avoir eu le temps de s'embrouiller. Le 27 juillet 1681, le gouverneur donne aux jésuites l'ordre strict de diriger les mille familles sur Buenos-Ayres. Suivent, d'année en année, de nouveaux ordres du gouverneur, des lettres de justification du Supérieur, des cédulas royales, des recours à l'Audience, des tractations suivies d'un contrat en forme signé par le cacique de San-Cosmé et celui de Yapeyu, tout cela sans le moindre commencement d'exécution. Finalement, le gouverneur doit convenir que la vie « très policée et prospère » des Guaranis les rend incapables de s'adapter à l'existence qu'on leur destine. En 1691, les jésuites obtiennent un acte royal déclarant la question classée. Le conflit avait duré treize ans. Et ce n'était qu'un petit incident!

Charlevoix consacre plusieurs centaines de pages au seul Bernardin de Cardenas, évêque d'Assomption, qui fut, avec l'évêque de la Torre, le plus dangereux adversaire des jésuites et des réductions. De 1640 à 1661, les Pères vécurent en état d'alarme perpétuelle à cause de Cardenas. Cet homme prestigieux était plein de contradictions, disciple de saint François, « très zélé pour les missions » au dire d'un religieux de notre temps, « homme à visions et révélations, qu'il avait grand soin de publier lui-même, dit Charlevoix, en un mot le plus parfait et le plus dangereux extatique <sup>1</sup> ». En 1649, Cardenas, évêque, se fit élire gouverneur d'Assomption ! Les jésuites lui avaient résisté dès son accession à l'épiscopat, refusant même de reconnaître la validité de sa consécration, en arguant d'un vice de forme. Cardenas, gouverneur, les fit expulser d'Assomption à main armée. Leur Collège fut incendié par la foule. Tout cela, ajoute Charlevoix, aurait bien scandalisé la ville « si on n'y avait été prévenu que Cardenas ne faisait rien que par l'inspiration du Saint-Esprit ». Les Pères des réductions — encore faiblement armées à ce moment — virent arriver leur tour d'être aussi expulsés. Cardenas avait en effet promis aux habitants d'Assomption de leur attribuer vingt mille Guaranis de la République des jésuites. En 1648, les Pères avaient déjà été chassés des réductions de Santa-Maria-da-Fé et de San-Ignacio, proches d'Assomption. La population de ces deux réductions s'était enfuie dans les forêts pour échapper à l'esclavage. Le danger fut cependant provisoirement écarté de la République Guaranie, Cardenas ayant été condamné et excommunié par Rome au cours de l'année même où il avait fait chasser les jésuites d'Assomption.

Si incroyable que la chose paraisse, le même Cardenas fut ensuite nommé évêque de Popayan et put reprendre encore possession d'Assomption comme gouverneur, avec l'appui du clergé séculier et régulier et de plusieurs évêques. La lutte et les menaces reprirent de plus belle. Durant les vingt années que dura cette période dramatique, « toute l'Espagne et l'Europe entière étaient inondées de mémoires affreux contre ces missionnaires, mémoires que répandaient les partisans de Bernardin de Cardenas, évêque d'Assomption <sup>2</sup> ».

1. Schmidlin, p. 318, et Charlevoix, t. 1, p. 478.

2. Charlevoix, t. 1, p. 236. — La citation suivante, tirée de *l'Histoire de la Compagnie de Jésus*, par Créteineau-Joly (t. III, p. 333) rend le récit précédent moins unilatéral : « Il y eut cependant au Paraguay, ainsi qu'au Mexique et en Chine, quelques prélats qui, comme en Europe, se plaignirent de l'ambition et du désir d'envahissement dont la Compagnie était tourmentée. Ces prélats étaient vertueux et pleins de zèle (à la manière coloniale?). Ils combattirent pour

Dans la même période, l'évêque de Buenos-Aires, Dom Christophe Moncha, ne manifestait pas des sentiments plus rassurants pour les réductions de l'Uruguay soumises à sa juridiction. En 1657, sur la base d'un décret de Philippe IV, il ordonna même aux Pères de l'Uruguay d'évacuer tout simplement leurs réductions ! L'évêque invita en même temps les ecclésiastiques de son diocèse à se présenter pour être pourvus des paroisses guaranies. La perspective de s'enfoncer dans les forêts de l'Uruguay allécha peu de monde et, comme il était à prévoir que la mesure d'expulsion serait contestée et qu'on ne jouirait pas longtemps des bénéfices offerts, aucun prêtre ne s'annonça. Les choses en restèrent là.

La guerre se ralluma au sujet des dîmes, après la visite épiscopale de Dom Ascona Imberto, en 1681. Le conseil royal, à qui l'autorité ecclésiastique avait remis le droit de prélever les dîmes, voulut imposer les missions des jésuites, alors que les missions dirigées par d'autres religieux n'étaient pas inquiétées. En 1694, un édit royal condamna la République Guaranie à payer la dime et le tribut. Le coup fut cependant paré. Finalement, une cédula du 26 août 1748 imposa au titre des dîmes un impôt de cent pesos à chaque réduction.

De la part des gouverneurs, presque tous hostiles à la République Guaranie et aux jésuites<sup>1</sup>, les assauts les plus violents se produisirent au temps de Don José de Antequera. Ils se prolongèrent dans les années suivantes, marquées par les désordres de la Commune d'Assomption (1721-1735). Antequera peut être considéré comme le chef du premier parti d'indépendance fondé en Amérique du Sud. Le programme de libération n'était nullement antipathique, ni injuste. Son tort était de revendiquer la liberté des colons vis-à-

leurs prérogatives qu'ils craignaient de voir anéantir sous l'influence exercée par les jésuites. C'est à l'histoire qu'il appartient de prononcer, après l'Église, sur ces tristes démêlés. — Dans la mesure où la Compagnie, par ailleurs si méritante, s'était réellement laissé infecter par une certaine tendance à l'impérialisme spirituel, elle devait en être purifiée un siècle plus tard par l'épreuve la plus terrible de son histoire. A noter que les papes Clément VIII, Paul III et Urbain VIII soutinrent nettement les Pères du Paraguay, de même que saint Charles Borromée, « protecteur déclaré et bienfaiteur des réductions ».

1. La méfiance et l'hostilité des hauts fonctionnaires s'expliquaient en partie par certains privilèges dangereux que les jésuites avaient obtenus ou acceptés. Par exemple, ils pouvaient littéralement envoyer promener en Espagne un commissaire royal dont l'action leur paraissait mauvaise. Le P. Perlino, recteur du Collège de Buenos-Ayres, qui usa de ce privilège, fut, il est vrai, cassé de sa fonction par le P. Vitelleschi, Général de la Compagnie. (Charlevoix, t. 1, p. 318 et 319).

vis de l'Espagne en négligeant de prévoir la même liberté pour les Indiens. Les jésuites des villes espagnoles se déclarèrent d'emblée contre Antequera, parce que l'élection n'avait pas été régulière, et sans doute aussi par fidélité à l'ordre établi menacé par la nouvelle tendance. Quant aux Pères des réductions, le souci du salut de leurs communautés les obligea, en présence des menaces et de l'hostilité du parti d'Antequera, à soutenir la candidature d'un autre gouverneur, Don Balthasar Garcia Ros, tout dévoué à la Compagnie et dont l'élection aboutit par la voie légale. Antequera refusa de se soumettre. Il se savait soutenu par la population, ainsi que par la plupart des prêtres et des religieux, qui prêchaient en sa faveur du haut de la chaire. Don Balthasar Ros fut arrêté et les jésuites chassés une nouvelle fois d'Assomption (1724). Une petite armée guaranie, levée dans les quatre réductions les plus proches et campée sur la frontière, fut attirée dans un guet-apens, sur la rivière Tebiquari, et mise en pièces par les troupes d'Antequera. Six cents Guaranis périrent et cent cinquante furent faits prisonniers et réduits en esclavage. Antequera fit avancer son armée vers les quatre réductions qui durent être évacuées. Mais, apprenant que cinq mille Guaranis arrivaient de l'intérieur, il se retira. Après la bataille de Tebiquari, les autorités coloniales supérieures abandonnèrent le candidat des jésuites et nommèrent un nouveau gouverneur, qui ne réussit pas mieux à s'imposer contre Antequera. Le vice-roi fut alors obligé de se rendre compte de la portée révolutionnaire du mouvement d'Assomption, qu'on affectait de regarder comme une réaction de défense contre les jésuites et la République Guaranie menaçante ! Antequera, arrêté par hasard à la Plata, fut amené à Lima et condamné à mort. Toute la population de Lima prit parti pour lui. Un franciscain se plaça même sous l'échafaud à la place du condamné.

A la nouvelle de l'exécution d'Antequera (1731), la foule chassa une troisième fois les jésuites d'Assomption. La capitale du Paraguay s'organisa en « Commune » révolutionnaire. Corrientes se joignit au mouvement, en commençant par emprisonner son gouverneur. Dans le désordre, la première action envisagée par la Commune fut une attaque contre les réductions. Le plan des « Comuneros » était d'occuper les réductions de Santa-Maria, Santa-Rosa, Santiago et San-Ignacio-Guazu pour s'y retrancher derrière des marais infranchissables à la cavalerie. Les Guaranis, avertis, se mirent en état de défense. Le procureur des missions, le Père Herran, lança un rapport au vice-roi pour l'informer et lui donner confiance. Le vice-roi doutait de la possibilité de réduire les rebelles par la force. Deux mille comuneros s'avancèrent contre les premières positions des Guaranis, établies de nouveau sur le Tebiquari. Dans

la nuit du 15 mai 1743, les Guaranis passèrent la rivière, encerclèrent la cavalerie et firent prisonniers trois cents hommes. Les autres troupes s'enfuirent et furent poursuivies jusqu'aux portes d'Assomption.

Là-dessus, le roi nomma un nouveau gouverneur, Don Manuel, et mobilisa une armée à Buenos-Aires pour étouffer la rébellion. De leur côté, sept mille Guaranis se tinrent prêts à la frontière. Les comuneros intimidés reçurent Don Manuel comme gouverneur. « On était assez content de lui », mais le rétablissement des jésuites ayant été envisagé, Don Manuel fut assassiné. Après quelques désordres et pillages, le curé de la cathédrale et le chapitre restant partisans de la commune, un vieux père capucin, le Père Arregui, évêque de Buenos-Aires, âgé de quatre-vingt-deux ans, fut acclamé gouverneur. Les officiers suspects à la commune furent cassés, les nobles de plus en plus éliminés, leurs biens confisqués, jusqu'à ce qu'enfin le faible vieillard, effrayé, regagna son diocèse. Une nouvelle armée guaranie fut mobilisée. Douze mille hommes se trouvèrent aux frontières, prêts à marcher sur Assomption et à coopérer avec l'armée royale qui se mettait en branle de Buenos-Aires. Leur présence suffit. Ils n'eurent pas à tirer un coup de fusil et neuf mille furent licenciés presque aussitôt. Assomption se soumettait (1735). La République Guaranie put se croire hors de danger.

Dans les réductions, au sortir de cette période malheureuse, 5.309 veuves pleuraient leurs époux, morts au combat, prisonniers esclaves, ou tombés en masse victimes des épidémies de scarlatine, de petite vérole et de rougeole qui avaient sévi plusieurs années de suite dans l'armée guaranie et avaient causé bien plus de ravages que les batailles<sup>1</sup>. Malgré les mobilisations, les évacuations, les maladies et la disette même qui se fit sentir un temps au nord du Parana, on assure que le zèle des néophytes ne s'était pas ralenti, ni leur discipline relâchée.

\* \* \*

Le flot d'accusations répandu contre les jésuites du Paraguay depuis le temps de Cardenas ne tarit pas après la soumission forcée des partisans d'Antequera. Madrid ordonna en conséquence une enquête minutieuse, qui aboutit en 1743 à la publication du Grand Décret de Philippe V. L'inanité et le caractère calomnieux des griefs ressassés depuis un siècle étaient reconnus explicitement dans le décret. Pour les jésuites, c'était une victoire décisive sur le plan moral. Elle ne devait guère avoir de lendemain dans les faits.

1. Statistique de 1739, Hernandez, t. II, doc. n. 49.

De nouveaux pamphlets virent le jour en Europe et en Amérique, anonymes, grossiers et inefficaces tout d'abord, puis plus perfides, quand l'ex-jésuite Ibanez et le ministre franc-maçon du Portugal, Pombal, entrèrent en action. En Angleterre, en Espagne, en France et en d'autres pays, des collègues des loges et des « philosophes » amplifièrent la campagne. Nous la verrons parvenir à son vrai but : la suppression de la Compagnie de Jésus au Portugal, en Espagne et dans les colonies, puis dans tous les pays catholiques.

## LES JÉSUITES DES RÉDUCTIONS

### LACUNES ET MÉRITES — NOUVELLES FONDATIONS

Par suite du triomphe remporté au XVIII<sup>e</sup> siècle par les adversaires des jésuites, les Pères des réductions sont demeurés sous le coup des anciens préjugés victorieux. En dehors de leurs défenseurs attitrés, bien peu d'historiens leur rendent convenablement justice. Le véritable caractère de l'expérience guaranie s'en trouve faussé.

Quand on est contraint d'avouer par exemple que les jésuites ne méritent pas le reproche de s'être enrichis à la direction du commerce extérieur, on laisse planer l'idée que, du moins dans la seconde période, ils avaient perdu leur esprit apostolique et se laissaient simplement vivre sur leurs positions, dans le luxe et la paresse, en savourant le plaisir de dominer et d'avoir réussi. Il est surprenant de voir de graves auteurs tels que Schuster écrire encore au XX<sup>e</sup> siècle à propos des missionnaires du Paraguay, défenseurs de la liberté des Indiens, des phrases comme celle-ci : « Ces jésuites à qui rien n'était plus odieux que la liberté... » ! Les méthodes d'éducation appliquées dans les réductions sont aussi interprétées comme formant un ensemble soigneusement étudié pour maintenir indéfiniment les Guaranis au niveau d'un peuple mineur, incapable de se suffire à soi-même.

Contre la ténacité et l'injustice de plusieurs jugements ainsi maintenus à l'égard des Pères du Paraguay, la colère, assez compréhensible, et les dénégations massives à la manière de Hernandez n'ont eu aucun effet jusqu'ici. Les hommes ont de la peine à croire qu'une œuvre humaine complexe se fût maintenue si longtemps parfaite, sans ombre, et que toutes les critiques fussent dénuées de fondement. Commençons donc par avouer qu'il y eut des lacunes.

Chacun reconnaît qu'au moment de l'expulsion des jésuites, les Guaranis n'avaient pas atteint leur pleine majorité civique et intellectuelle. Sans diminuer les mérites des Pères, avec quelque chance

peut-être de les faire mieux reconnaître, il nous est possible, grâce à deux siècles de recul, d'indiquer ouvertement ce qui aurait pu hâter la maturité du peuple guarani. Il est permis de regretter que les jésuites des réductions n'aient pas tous entretenu, une fois la république établie, l'idéalisme éclairé et généreux des fondateurs, les Pères Cataldino et Maceta, qui proclamaient leur ambition de « faire des hommes », et qui organisaient de prime abord l'instruction publique généralisée. Le sentiment national, fort excité chez les Espagnols de l'époque, détermina trop souvent à l'égard des Indiens un esprit de supériorité peu propre à favoriser des méthodes d'éducation personalistes. Même de braves Pères non espagnols, comme le P. Sepp, arrivaient au Paraguay, à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, imbus de l'excellence de leur race et terriblement portés à traiter tous les Indiens avec une condescendance « charitable », en grands enfants incapables de prendre la responsabilité de leur personne. Le P. Sepp, au cours de son voyage de Buenos-Aires aux réductions, ne tenta-t-il pas bonnement de décider un Indien à lui vendre son petit garçon pour quelques aiguilles, des hameçons et un peu de tabac ! La mère s'opposant assez farouchement au marché, le P. Sepp jeta son dévolu sur la petite sœur du garçon. « Mais, conte le missionnaire, l'amour naturel résistait et l'esprit infernal attisait encore ce feu maternel, de sorte qu'au moment où... je pensais déjà tenir l'enfant en main, la mère me le refusa <sup>1</sup>. » C'était la mentalité générale du temps.

Inaugurant leur activité auprès des Guaranis avec des préjugés si profonds, les Pères ne s'en libéraient pas tous aisément. Leur comportement vis-à-vis des néophytes s'en ressentait. On l'a vu déjà à propos des jeunes gens et des jeunes filles, privés du droit de suivre une vocation sacerdotale ou religieuse. Par ailleurs, si les formes démocratiques restèrent bien en vigueur dans la vie économique et politique, selon la description développée tout au long des chapitres précédents, on découvre pourtant de nombreux indices révélant que les Pères n'entraient pas tous vraiment dans l'esprit du système établi, mais cherchaient plutôt à faire évoluer celui-ci dans un sens réactionnaire.

L'entier dépouillement et la simplicité toute fraternelle du P. Cataldino au milieu de ses Indiens subsistaient comme un idéal qui n'était pas toujours parfaitement respecté. Pour s'en tenir au P. Sepp, homme de nature simple et d'origine populaire, sept *boys* étaient à son service. Une heure avant l'aurore, le coq réveillait le sacristain, qui réveillait le boy François-Xavier, lequel réveillait

1. *Reisebeschreibung*, p. 185. — Le P. Sepp inscrivit en grandes lettres le mot *Germania* sur la croix qu'il dressa pour célébrer sa première messe là-bas.

le Père et allumait les bougies. Le règlement de 1689 avait autorisé les Pères à garder au maximum six garçons à leur service personnel. Cela pouvait être fort raisonnable, suivant les besoins de leur maison. Mais, on voit par l'exemple du P. Sepp et par d'autres détails significatifs que la fonction tournait un peu au genre « petit page »<sup>1</sup>.

Les méthodes de surveillance et de contrôle semblent aussi avoir été dictées assez souvent par une pédagogie peu confiante. Tel Père faisait grouper la population par quartier devant l'église, avant la messe du dimanche, pour le contrôle des présences. Tel autre conservait lui-même les clés des grands magasins. Il arriva que les enfants fussent incités à collaborer à la police des mœurs<sup>2</sup>.

Les Guaranis méritaient-ils d'être traités en mineurs ?

Hernandez l'affirme. Avant lui, les Pères des réductions avaient parlé à maintes reprises de « la faible compréhension » de ces « pauvres Indiens » qui n'ont « pas le moindre jugement »<sup>3</sup>. Charlevoix résume fidèlement leurs avis en répétant que « ces Indiens ont naturellement l'esprit fort bouché ». A la page suivante, on lit cependant que les Guaranis « réussissent comme par instinct dans tous les arts auxquels on les a appliqués ». De même, tous les missionnaires citent mille faits et force réparties spirituelles qui témoignent surabondamment de l'intelligence de ces Guaranis sans esprit. Après avoir considéré les dons variés que les Pères eux-mêmes reconnaissaient à leurs néophytes, Muratori concluait, comme il a été dit, que « les têtes indiennes valaient bien les nôtres » et qu'elles auraient pu fournir même des têtes de jésuites. Ce que Muratori déduisait comme nous d'une étude indirecte, le doyen Funes put l'observer directement : « Le talent d'imitation de ces Indiens était admirable en tous domaines et leur esprit d'invention brillant<sup>4</sup>. » Dans leur ardeur à découvrir le monde des arts et des

1. Les Pères ayant une vie surchargée, un service de lecture, justifié celui-ci, fonctionnait pendant les repas. Un garçon lisait au Père la Sainte Écriture en latin, ensuite la vie des saints en espagnol et enfin le Martyrologe. (Sepp, *ibid.*, p. 320 et 326).

2. Pastells, t. 1, p. 544; Cardiel, *passim*, et Ripario, cité dans *Paraguay. Hist.*

3. *Kein einziges Judicium, Mass oder Ziel.* (*Reissbeschreibung*, p. 231 et 291). — Il eût été profitable à plusieurs missionnaires de ce temps-là de pouvoir lire la récente Instruction de la Propagande pontificale recommandant d'éviter les jugements supérieurs et dédaigneux sur les peuples à évangéliser. (*A. A. Sedis*, t. XXXI, 1939, p. 269). — Les Guaranis n'étaient peut-être pas prédisposés à penser en termes scolastiques. Dès lors, décidait-on, ils n'étaient pas intelligents.

4. Cité par Paul Lafargue, *op. cit.*, p. 749. — Les Guaranis, qui ont survécu dans des conditions misérables, se présentent aujourd'hui plutôt comme des dégénérés. Cependant, leur intelligence n'a pas disparu. Schuster a étudié en 1910 une tribu dans la région du Parana. Ses observations rejoignent point par point celles

métiers, les « néophytes » manifestèrent une vivacité d'esprit et une richesse de nature exubérantes. Tel ce maître artisan et artiste du nom de Païca, qui fabriquait « toutes sortes d'instruments de musique et en jouait avec une dextérité admirable, qui gravait sur l'airain après l'avoir poli, faisait des sphères astronomiques, des orgues d'une invention nouvelle et une infinité d'autres ouvrages de cette nature <sup>1</sup> ».

Le rapide développement des Guaranis ne doit cependant pas faire oublier que leurs proches ancêtres rencontrés par les jésuites dans les pampas du Paraguay étaient vraiment à certains égards de grands enfants, dont les dons naturels n'étaient pas éveillés, et qui demandaient à être dirigés d'abord paternellement. Cela explique un certain paternalisme. Chacun, ou à peu près, s'accorde du reste à dire que les Jésuites « usèrent de leur autorité avec une douceur et une modération qu'on ne peut faire moins que d'admirer... S'ils considéraient leurs Indiens comme de grands enfants, ils les aimaient au moins, les soignaient et les traitaient comme tels. Mais les enfants arrivent à l'âge d'hommes et les nations grandissent comme eux. L'époque de la virilité serait arrivée pour les Guaranis, et leurs directeurs auraient su les conduire dans cette nouvelle phase de leur développement <sup>2</sup> ».

En fait, l'analyse du brusque et tragique dénouement de l'histoire guaranie nous amène à penser que les jésuites, comme de bons pères de famille absorbés par leurs soucis, ne remarquèrent pas assez tôt que leurs « grands enfants d'Indiens » se sentaient devenir adultes et aspiraient à une émancipation plus complète. Les simples citoyens guaranis, dans les assemblées politiques, de même que les conseillers, dans les séances hebdomadaires du Cabildo, faisaient preuve d'une sagesse que les Pères reconnaissent à l'occasion, et qui aurait dû leur donner confiance. Néanmoins, les Supérieurs trouvèrent plus simple de s'en tenir à ces conseils locaux ou communaux et de conserver pour eux-mêmes le monopole de la direction générale. Jusqu'à la fin, ils réussirent à surseoir toujours à la création d'une autorité fédérale indigène. Il n'est même pas question d'une réunion occasionnelle de tous les corregidores. Au moment du Traité des Limites et durant la guerre guaranitique, l'absence d'une telle autorité fédérale indigène aura des conséquences désastreuses, des Supérieurs lointains voulant imposer une ligne de conduite contraire à la volonté et aux droits du peuple guarani. Dans les

de Rengger, faites un siècle plus tôt. « En général, dit-il, les capacités des Guaranis me semblent avoir été absolument sous-estimées. » *Paraguay*, p. 282.

1. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 489 et 490.

2. Azara, *Description*, xiii, et Moussy, t. III, p. 718.

quelques années de sursis accordées ensuite, le paternalisme ancré empêchera encore toute réforme. Le désarroi moral causé par l'attitude des Supérieurs subsistera, et les Pères auront la stupeur et la douleur imméritée de voir, une année avant leur expulsion, les corregidors guaranis, réunis à Buenos-Aires, s'adresser par-dessus leur tête au roi d'Espagne pour exprimer leur désir d'une plus complète émancipation. Le paternalisme, si compréhensible au début, avait produit, en se maintenant et en se figeant, la déviation la plus grave et la plus néfaste. Les structures politiques établies par les Pères Cataldino et Maceta étaient excellentes et fort en avance sur le temps. Il aurait fallu les parfaire, les couronner par l'institution d'un Conseil général. Elles auraient dû aussi évoluer dans la ligne et l'esprit donnés par le génie des premiers missionnaires.

Si l'on déplore ici que le plein épanouissement d'un peuple si sympathique n'ait pas été recherché autant que cela eût été désirable et possible, si l'on constate avec regret que la République Guaranie resta privée d'une élite supérieure, soit civile, soit ecclésiastique, qui lui eût été si nécessaire par la suite, on pense avant tout aux conséquences du fait. Si l'on voulait au contraire établir les causes et les responsabilités, on se retournerait vers les coloniaux, qui ont déjà rempli de leurs exploits toute la première partie du présent chapitre. Ils sont eux-mêmes, bien plus que les jésuites, responsables de la seule déviation qui mérite absolument d'être retenue dans l'œuvre des jésuites. N'est-il pas admirable que les Pères, harcelés comme ils le furent sans cesse, aient pu réaliser ce qu'ils réalisèrent ? Leurs efforts éventuels de renouvellement et de perfectionnement se seraient trouvés d'avance paralysés par la menace du nouveau scandale que les coloniaux n'auraient pas manqué de faire éclater si, par exemple, les jeunes Guaranis avaient été envoyés à l'université de Cordoue, ou si l'on avait appris qu'un Conseil général était constitué.

Il reste que, si les Pères avaient été animés vraiment du désir d'élever les Guaranis à leur pleine maturité civique et culturelle, ils auraient probablement trouvé là, comme en d'autres domaines, des solutions discrètes et adaptées.

On retiendra aussi que le paternalisme plus ou moins accentué des Pères fut toujours pénétré d'un esprit de dévouement sincère et de bonté, qui ne permet pas du tout de le confondre avec le paternalisme généralement hypocrite et intéressé des classes dirigeantes capitalistes.

Au lieu de répéter aveuglément les énormités des coloniaux sur les satrapes jésuites tenant leurs Indiens prisonniers derrière des

remparts, il vaudrait mieux rechercher le témoignage de ceux qui ont le mieux connu les Pères et qui les ont vus vivre de près dans la vie quotidienne : les Guaranis eux-mêmes. Le « Pay abaré », le révérend Père, était aimé tendrement et, on peut le dire, unanimement. Même après les flottements survenus à la suite de la guerre guaranitique, l'attachement et la reconnaissance reprirent le dessus. Un aveu non suspect nous est fourni par le gouverneur général Carvalho de Mendoza écrivant à son frère, le marquis de Pombal, promoteur du décret de proscription de 1767 : « Il m'est impossible de soumettre ces Pères; leur politique et leur habileté défient tous mes efforts et la force de mes armes. Ils ont donné aux sauvages des coutumes et des habitudes qui les attachent à eux indissolublement <sup>1</sup>. » Presque un siècle après l'expulsion, Alcide d'Orbigny, qui vécut huit ans parmi les tribus guaranies, se rendit compte que leur gratitude demeurait intacte à l'égard des Pères : « Il n'est pas un vieillard, écrit-il, qui ne s'incline à leur nom seul; qui ne se rappelle avec une vive émotion ces temps heureux <sup>2</sup>. »

L'affection des Guaranis était à base de confiance et d'estime. Pendant un siècle et demi, ils avaient pu observer que les œuvres des Pères et leurs vertus correspondaient à leurs paroles. « La gravité, la conduite irréprochable des Pères » les frappait. « Jamais aucune femme ne mettait le pied dans le Collège. Les confessions n'étaient entendues qu'à l'église. On transportait les malades des deux sexes dans une infirmerie voisine du Collège, où ils recevaient les soins nécessaires et où les Pères allaient les visiter. Tout dans la bourgade se passait avec décence et majesté... (les Pères) vivaient sans aucune espèce de confortable et leurs Collèges que nous avons vus nous-mêmes ne différaient en rien des maisons des Indiens, si ce n'est par le nombre des pièces qui était plus considérable... Le seul luxe qu'ils se permettaient était celui d'un beau jardin, bien planté d'orangers, de vignes, de figuiers, de pêchers, de grenadiers, de goyaviers, de bananiers, et d'un potager où ils réunissaient presque tous les légumes d'Europe. Or, ce luxe était simple et peu coûteux. Tout propriétaire intelligent dans les Missions pourra se le donner à peu de frais <sup>3</sup>. »

1. Cité par Demersay, *Histoire du Paraguay*. Quelques années auparavant, des tracts contre les jésuites, le pape et le roi d'Espagne avaient été distribués aux Guaranis sans aucun résultat.

2. *Voyage dans l'Amérique méridionale*, t. II, p. 47.

3. Moussy, *Description*, t. III, p. 664 et 672. — Cardiel décrit la vie des Pères dans les réductions comme aussi régulière que celle des professeurs d'un collège. Leur lever était sonné à quatre heures en été, à cinq heures en hiver, à quatre heures trente en printemps et en automne. Onze fois par jour, la cloche leur donnait l'occasion de pratiquer l'obéissance. L'examen particulier même était rappelé

Les Guaranis discernaient la qualité supérieure de la personnalité des jésuites, la richesse de leur esprit, leurs capacités dans tous les domaines. Ils comprenaient que de tels hommes auraient pu mener une vie plus haute et se créer sans tant de peine une situation confortable, à la manière des autres Espagnols, au lieu de s'épuiser à leur service. Rien ne les émouvait autant, dit Cardiel, que de savoir qu'ils avaient quitté leur famille et leur patrie pour eux. Les conseillers qui commentaient le sermon sur la place après la messe du dimanche revenaient souvent sur cette idée dans leur conclusion. « Pour tout cela, disaient-ils, nous devons donc les respecter, les honorer et suivre leurs paroles. »

Dans les circonstances où ils se trouvèrent éprouvés, les jésuites bénéficièrent de la bonté et du dévouement de leurs Indiens. Lors des incursions des Paulistes et au cours des expéditions missionnaires vers les peuplades païennes, les Guaranis exposèrent souvent leur liberté et leur vie pour protéger les Pères. Le P. de Montoya nous a conservé le nom du néophyte Jean Guiray, qui le sauva un jour en se revêtant de sa soutane et de son chapeau pour attirer sur lui-même les flèches destinées au missionnaire. De façon générale, les Guaranis témoignaient aux Pères « une affection, un respect et une soumission qu'on trouve rarement à ce degré chez les enfants envers leurs propres parents <sup>1</sup> ».

Les Pères qui suscitèrent et entretenirent de tels sentiments étaient certes des êtres d'élite. Les religieux moins fervents demeuraient

à dix heures quinze par un coup de cloche donné par le sacristain. Même si les visiteurs étaient nombreux, on observait la règle avec exactitude pour leur édification. Le règlement de 1689 entre dans les moindres détails pour prévenir toute faiblesse et toute imprudence de la part des religieux. Un Père ne devait jamais parler à une femme hors de la présence de son confrère ou de deux paroissiens de toute confiance. Cardiel ajoute : « Jamais on ne visite une femme. Jamais on ne donne aucune chose à une femme de la main à la main. Si un Père veut donner un rosaire, une médaille, etc., il donnera l'objet à un Indien présent et celui-ci le transmettra à l'Indienne. » Les conversations inévitables avec les femmes devaient avoir lieu à l'église ou sur la place devant l'église. Selon Cardiel, les Pères ne faisaient même pas de visites aux familles à domicile et ne se rendaient dans les maisons que pour administrer les sacrements, accompagnés d'un Guarani portant la croix. Des détails de ce genre, que Cardiel observait peut-être avec son esprit plutôt pointilleux, Azara a pu déduire que les Pères vivaient dans une tour d'ivoire, mystérieux et invisibles. Mais les jésuites ne manquaient pas en général de bon sens et la prudence n'empêchait pas le ministère. Les visites à domicile en particulier se faisaient régulièrement. « *Ua uisitando tutte le case* », écrit le Père Ripario. (Pastells, t. 1, p. 544; *De moribus G.*, cap. v; *Breve rel.*, ch. vi, § 13-14, et Règlement de 1689.)

1. P. Oras, cité *Welt-Bott*, Teil 24, p. 132. — Autres exemples touchants dans Cattaneo, troisième lettre à son frère.

du reste plus volontiers dans les collèges des villes espagnoles. C'était la fleur de la jeunesse de la Compagnie qui était attirée de tous les pays d'Europe vers les célèbres Missions du Paraguay. Pour supposer que l'orgueil, la soif de dominer et la fainéantise l'envahissaient et la possédaient, il fallait la bassesse des coloniaux. L'enquête d'admission était sévère. On n'acceptait que les candidats qui se montraient « d'une patience invincible, d'une conduite ferme et même héroïque, d'un caractère sociable et cordial, de mœurs assurées et aguerris dans la pratique des vertus <sup>1</sup> ». Une santé de fer était nécessaire pour faire face à la tâche quotidienne, pour participer avec les néophytes aux expéditions apostoliques sous le soleil brûlant, se tailler un passage dans les forêts vierges, dormir dans un hamac ou sur le sol, vivre des mois durant d'un peu de maïs, dans l'insécurité.

Les meilleurs des hommes qui répondirent à ces conditions devaient donner et donnèrent en effet des héros et des saints. Au bout d'un siècle et demi, en 1764, vingt-neuf Pères avaient été mis à mort au cours de missions auprès des peuplades païennes des environs. Trois seulement, à notre connaissance, avaient été victimes de Guaranis apostats, dans la première période. Ce sont les Pères Roque Gonzalez, Alphonse Rodriguez et Juan del Castillo, martyrisés en 1628, en même temps que plusieurs néophytes. Ils ont été béatifiés par S. S. Pie XI en 1934 <sup>2</sup>.

D'autres Pères très nombreux, sans avoir été martyrisés, firent preuve, à la suite des Pères Cataldino et Maceta, d'un total oubli d'eux-mêmes et d'un dévouement héroïque. Paul Lafargue, par ailleurs violemment hostile à la Compagnie de Jésus, leur rend hommage : « Ils firent preuve, écrit-il, d'une prudence, d'une abnégation et d'un talent de chefs vraiment extraordinaires et dignes d'admiration. On ne peut assez admirer les Pères jésuites qui, sans famille, sans intérêt personnel, passèrent leur vie, ou du moins

1. La liste des cinquante jésuites proposés pour le Paraguay en 1680 ne présente que de jeunes hommes de vingt à trente-deux ans (Pastells, t. III, doc. 1954).

2. Voir récit détaillé du P. de Boroa, contemporain et ami des martyrs, Pastells, t. 1, p. 425. Relevons encore, parmi les autres religieux morts victimes de leur apostolat, le saint Père Baraze qui, après s'être dévoué aux Guaranis, alla évangéliser les Moxes et organisa chez eux un important groupe de réductions toutes pareilles à celles des Guaranis. Il fut massacré par les Baures après vingt-sept ans de travaux; le P. Cavallero « autre saint François-Xavier »; le P. de Mendoza, martyrisé en d'atroces tourments le 26 avril 1635; les PP. Diego et Alfaro, mis à mort par les Paulistes; le P. Lizardi, curé de San-Angel, tué par les Chiriguanes (1735); le P. Castanarez (1744), le P. Ripario, le P. Maco avec trente néophytes, le P. Blende, de Bruges (1717).

les plus précieuses années de leur vie, au milieu des Indiens, comme perdus dans un désert<sup>1</sup>. »

Plusieurs Pères s'acquirent de grands mérites dans le domaine scientifique. Dès le début, suivant leur méthode habituelle en mission, les jésuites s'étaient efforcés de recueillir tous les renseignements possibles sur le Guayra et l'Entre-Rios. « Pendant que les uns se livraient à la colonisation, d'autres s'occupaient des langues indiennes, de l'histoire naturelle, d'explorations... Les Pères jésuites avaient une prédilection toute spéciale pour la botanique, que ses rapports avec la connaissance des simples et avec la médecine rendent toujours plus attrayante. Aussi possédons-nous un certain nombre de catalogues fort intéressants sur les plantes médicinales dont ils avaient expérimenté l'usage. Il faut citer en première ligne celui du P. Montenegro (remplissant 357 pages, illustrées de 152 dessins) et celui du P. Asperger<sup>2</sup>. » Au siècle suivant, Bonpland

1. Paul Lafargue, *op. cit.*, p. 738. — Parmi les Français de grand mérite, retenir le P. Chomé qui, après avoir travaillé de 1730 à 1732 dans les réductions guaranies, se dévoua à l'évangélisation des féroces Chiriguanes. « Je me souviens, écrit le P. Chomé, qu'étant sur mon départ d'Europe et allant de Lille à Douai avec un de nos Pères, il me fit remarquer une vieille chaumière qui tombait en ruines et me dit en riant : « Telle sera aux Indes l'habitation du P. Chomé. » Je vous avoue que j'en serais très content si je la trouvais parmi mes chers Chiriguanes. » Le P. Chomé était un fort mathématicien et parlait onze langues européennes et indiennes. Il fut mis à mort par les Chiriguanes; le P. Hénard, de Toul, mourut en mission en 1637, « sans secours, couché sur la paille, mais bien consolé de finir sa vie comme le Sauveur du monde avait commencé la sienne »; le P. Rançonner, « né en Flandre d'un père franc-comtois », digne émule du P. Hénard; le P. du Toit, de Lille, connu sous le nom de *del Tecbo*, curé de Martires, puis Supérieur général, auteur d'une estimée *Histoire du Paraguay* (première période); le P. Bosquier, qui fonda Candelaria en 1616 avec le P. Ruyer; le P. Louis Arnot, curé de San-Tomé, dont le P. de Montoya fait un vif éloge dans une lettre de 1638 (biographie dans Pastels, t. II, p. 317-318), le P. Pons, le P. Bouchet, etc. Nombre de Pères français ne peuvent être repérés, parce qu'il était courant que les Pères étrangers dussent renoncer à leur nom pour adopter un nom espagnol. Le P. Noël Berchtold, de Lyon, s'appela par exemple Emmanuel Alvarez. La raison en était que, par suite de la méfiance espagnole, les ressortissants des nations maritimes n'obtenaient pas de papiers pour se rendre au Paraguay. — Le premier Père venu d'Allemagne fut le P. Sepp, Tyrolien, arrivé en 1696, avec son ami le P. Bohm, Bavaois. Apparemment, aucun Père suisse n'a travaillé chez les Guaranis. Le Frère Rupert Talhamer, botaniste, herboriste et infirmier à Candelaria, mourut à Lucerne en 1780. Le P. Peramas fait de lui de grands éloges. On trouve d'autres noms suisses, par exemple les Pères Balthazar, Segesser, Imhof, les Fribourgeois Magnin, Pettela et Vonderweid, mais le ministère de ces religieux s'exerça chez les Moxes, les Chiquites ou ailleurs. Les Frères italiens Brasanelli, Primoli et Blanqui se distinguèrent comme architectes et peintres.

2. Bourgade la Dardye, *op. cit.*, p. 17 et p. 111.

et d'autres naturalistes, après avoir travaillé des années, s'aperçurent que leur documentation ne faisait que doubler les données des Pères. Le P. Asperger, Hongrois, avait passé pour sa part quarante ans à étudier la flore du Paraguay, également cataloguée par son compatriote, le P. Serdahely. En 1860, Martin de Moussy put encore examiner à Itaqui un volumineux recueil laissé par Asperger. Chaque plante était dessinée, le nom guarani et espagnol indiqué, avec les propriétés. Le P. Asperger resta fidèle au Paraguay après l'expulsion. Azara dit qu'il ne mourut qu'à cent douze ans.

Les grammaires et dictionnaires guaranis publiés par Montoya et ses confrères sont demeurés la base de tous les travaux ultérieurs. Les Pères enseignaient le guarani à l'université de Cordoue. Par eux, cette langue indienne avait été élevée à la dignité de langue écrite et imprimée.

Le P. Quiroga, auteur de la *Description du Rio Paraguay*, fut le premier géographe du Paraguay. Charlevoix raconte par le détail les voyages d'exploration des Pères de Arcé, Blende, Yegros, etc., pour tracer des cartes ou établir une communication directe de la Plata au Pérou par le Rio Paraguay, la République Guaranie et la République Chiquite. On voit que des voyages de 900 à 1100 lieues n'effrayaient pas ces intrépides propagateurs de la religion chrétienne.

Les explorateurs ouvraient la voie aux missionnaires chargés d'établir de nouveaux centres de missions parmi les nations indiennes encore libres. A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au XVIII<sup>e</sup> siècle surgissent de toutes parts d'importants groupes de réductions fondées sur le modèle des communautés guaranies. Ces réductions nouvelles étaient peu connues. Les Pères n'en parlaient guère. Ils étaient devenus à juste titre prudents. Quelques rapides indications sur les principales filiales de la République Guaranie démontrent amplement que le zèle des jésuites du Paraguay n'était pas éteint.

**LA RÉPUBLIQUE CHIQUITE.** Située au nord de la République Guaranie, dans le sud-est de la Bolivie actuelle, la République Chiquite s'étendait sur environ cent lieues du nord au sud et comprenait vingt réductions fondées de 1691 à 1722 et 1745, principalement par le P. de Arcé, accompagné d'apôtres guaranis. La population dépassait quarante-six mille habitants en 1726 et aurait, dit-on, doublé par la suite. La République Chiquite ne connut ni la prospérité brillante de la République Guaranie, ni ses malheurs. Charlevoix écrit cependant à son sujet : « Elle ne diffère en rien de celle des Guaranis qui lui a servi de modèle. » La ferveur religieuse égalait celle des Guaranis. Les Chiquites tinrent à assurer eux-mêmes l'entretien des Pères et refusèrent l'offre d'une pension royale. Avec le temps ils acceptèrent un vague rattachement à la

Couronne d'Espagne. Après l'expulsion des Pères, le rattachement se transforma en sujétion<sup>1</sup>.

**LA RÉPUBLIQUE DES MOXES**, fondée vers 1670 au nord de la Bolivie, engloba seize réductions de Moxes et de Baures. Elle comptait plus de trente mille habitants avant 1700, alors qu'elle ne comprenait encore que huit à neuf réductions. On note que les rues sont tirées au cordeau, les terres communes, avec des lots distribués périodiquement, le niveau social aussi élevé que chez les Guaranis ou même plus élevé; il y existe des peintres de très grand talent. L'apôtre des Moxes avait été le P. Baraze, massacré par les Baures. Le P. Baraze avait baptisé de sa main plus de quarante mille Baures et Moxes<sup>2</sup>.

**GROUPE DES PAMPAS**. Au moment de l'expulsion des Pères, un groupe « fort peuplé » était en plein développement dans la Cordillère des Andes vers la « Terre Magellanique ». Il se déroulait là comme une course de vitesse entre les conquérants esclavagistes et les missionnaires chrétiens. Autour des années 1750, les troupes coloniales, sous prétexte d'étendre la vraie foi parmi les païens et d'assurer la sécurité des colonies, attaquaient sans scrupule, dans cette région éloignée, et détruisaient des réductions qui ne le cédaient « presque point ni pour le nombre ni pour la ferveur à aucune des plus belles du Paraguay ».

**LE GROUPE DU CHACO**, fondé à l'ouest du Parana, dès 1693, comptait en 1767 quinze réductions de Mocabis et d'Abipones<sup>3</sup>.

Des groupes moins importants étaient également organisés chez les Chiriguanes (quatre réductions), chez les Zamucos, sur les bords du Mamore, parmi les Tobatines, etc. Des réductions de relai rapprochaient les divers groupes. Les trois réductions de Taruma furent ainsi créées au XVIII<sup>e</sup> siècle au nord de la République Guaranie comme jalons vers la République Chiquite.

L'ensemble des groupes épars tendait à former une vaste chrétienté, un monde homogène, chrétien dans sa structure et ses institutions aussi bien que par la foi de ses membres. Le système

1. Charlevoix, t. 1, p. 268 et *passim*. *Lettres édifiantes*, t. v. Moussy, *Description*, t. II et III, *passim*. Plattner, *P. Martin Schmid aus Barr*, Lucerne, 1944, et les récits des voyageurs français d'Orbigny et Castelnau, qui visitèrent les Chiquites en 1831 et 1845. — Sept des anciennes réductions Chiquites subsistent, « déchues de leur ancienne splendeur ».

2. *Lettres édifiantes*, t. v, p. 44-91. Muratori et Charlevoix, *passim*. *Lettres des Pères Jean Dez et Nyel*, 1705.

3. Nous n'insistons pas sur ce groupe car il ne semble pas avoir joui d'une véritable indépendance vis-à-vis de l'Espagne. Quant aux anciennes missions du Tucuman, elles avaient été dès le début inféodées au régime colonial et soumises mêmes à la commende.

social uniforme rendait encore plus sensible son caractère propre et autonome en face des colonies individualistes et esclavagistes. Lorsqu'on étudie sur la carte l'étendue et la situation des principales républiques, on comprend que les adversaires clairvoyants en fussent venus à accuser les Pères de préparer une puissante fédération indigène ou même un empire indien. Il est permis de regretter que, si tel avait été le projet, il n'ait pu être complètement réalisé. Les républiques indiennes des jésuites étaient foncièrement pacifiques et inoffensives. Il ne serait pas fâcheux pour l'honneur des nations européennes, que l'un ou l'autre peuple indien eût survécu en sauvegardant sa personnalité et sa liberté.

Sur le plan religieux, le désastre amené par l'expulsion des jésuites n'a jamais été réparé. Les Indiens sont retombés à un niveau spirituel misérable. Les métis et les descendants des colons demeurent aussi chargés de l'héritage du passé...

\* \* \*

Sur les mérites des jésuites du Paraguay comme apôtres de la civilisation et du christianisme, voici pour terminer une petite gerbe de témoignages intéressants recueillis chez des contemporains célèbres qui n'avaient aucune sympathie particulière pour la Compagnie de Jésus.

*C'est là que la religion est aimable et c'est d'abord dans ses ministres qu'elle s'y fait aimer. Rien n'égale la pureté des mœurs, le zèle doux et tendre, les soins paternels des jésuites du Paraguay. Chaque pasteur est véritablement le père, comme le guide de ses paroissiens. On n'y sent point son autorité parce qu'il n'ordonne, ne défend et ne punit que ce que punit, défend et ordonne la religion qu'ils adorent et chérissent tous comme lui-même.*

RAYNAL <sup>1</sup>.

*Il est glorieux pour elle (la Compagnie de Jésus) d'avoir été la première qui ait montré dans ces contrées l'idée de la religion jointe à celle de l'humanité ; en réparant les dévastations des Espagnols, elle a commencé à guérir une des plus grandes plaies qu'ait reçues le genre humain.*

MONTESQUIEU <sup>2</sup>.

*L'établissement du christianisme dans le Paraguay par les seuls jésuites espagnols paraît à quelques égards le triomphe de l'humanité.*

VOLTAIRE <sup>3</sup>.

1. *Histoire philosophique des deux Indes*, t. III, p. 305.
2. *Esprit des lois*, livre IV, chap. vi.
3. *Essai sur les mœurs*. Œuvres, vol. x, p. 59.

*Rien n'a apporté au christianisme plus d'honneur que d'avoir « moralisé » ces peuples et d'avoir établi un État sans autre arme que la vertu.*

BUFFON.

*Souverains dans ce vaste pays, ils y rendent heureux, à ce qu'on assure, les peuples qui leur obéissent et qu'ils sont venus à bout de soumettre sans employer la violence.*

D'ALEMBERT. <sup>1</sup>

L'élite intellectuelle du temps, malgré son aversion pour les jésuites, discernait la haute valeur humaine de l'œuvre réalisée au Paraguay comme aussi la mauvaise foi des pamphlets qui l'attaquaient. Les Encyclopédistes, tout en s'acharnant contre les jésuites, s'inclinèrent en général devant les Pères du Paraguay.

Plus près de nous, un historien protestant très objectif, et renseigné de première main sur la République Guaranie, Sir Woodbine Parish, porte un jugement tout aussi favorable : « Jamais n'exista communauté plus inoffensive. Les Missions étaient une expérience sur une grande échelle, basée sur l'esprit le plus pur du christianisme, dans le but d'instruire et de rendre utiles des peuplades sauvages qui autrement eussent été exterminées comme le fut si misérablement le reste des indigènes tant par la guerre que par la servitude... Les Indiens avaient la plus vive affection pour les jésuites qu'ils considéraient comme leurs pères; et leurs plaintes furent déchirantes et sincères quand on les leur arracha... Le vrai crime des jésuites, si ç'en fut un, consista dans le pouvoir et l'influence morale dont ils disposèrent par l'effet naturel de leurs connaissances et de leur sagesse bien supérieure à celles du temps où ils vécurent <sup>2</sup>. »

En notre siècle enfin, un autre Anglais, qui prépara son ouvrage au Paraguay même, en fouillant à loisir la littérature du sujet, le socialiste Cunningham Graham, s'est prononcé de la façon suivante : « Le seul point que je trouve intéressant d'élucider est celui-ci : que fut le régime des jésuites pour les Indiens eux-mêmes ? Les rendit-il heureux, plus heureux ou moins heureux que ceux qui étaient gouvernés par les Espagnols ?... Or, que les jésuites aient rendu les Indiens heureux, le fait est certain <sup>3</sup>. » Cunningham Graham

1. On trouve d'autres textes non moins élogieux, chez Rousseau, Diderot, Lessing, Wieland, A. de Haller, Jean de Muller, Robertson, etc.

2. Woodbine Parish, *Buenos-Ayres et les provinces de la Plata*, 1838, trad. espagnole, Justo Maeso, Buenos-Ayres, 1852.

3. Cunningham Graham, *A vanished Arcadia*, 1901, cité Hernandez, t. II, p. 476. — Muni de la documentation de C. Graham, Paul Lafargue n'aurait certes pas répété que « les hommes comme les animaux étaient maintenus prisonniers

s'était entretenu souvent avec des vieillards guaranis qui lui racontèrent des histoires entendues dans leur jeunesse. Ces hommes « conservaient l'illusion que les Missions au temps des jésuites avaient été un paradis ».

En somme, l'évêque de Buenos-Aires, Pierre Fajardo, était assez proche de la vérité lorsqu'il écrivait à Philippe V : « Ces saints missionnaires n'ont d'autres ennemis que ceux que leur valent leurs vertus et leurs actions qui me paraissent héroïques. » Plus précisément, on ne pardonnait pas aux jésuites d'avoir réussi à maintenir envers et contre tout l'autonomie de leurs réductions. « Les autres Ordres, trop faibles en face des cupidités espagnoles, ne les combattaient qu'avec la prière, lorsqu'il s'agissait d'y mettre un terme par la constance de leur énergie <sup>1</sup>. » Dans la République Guaranie, la République Chiquite et leurs autres fondations, la prière des jésuites mûrissait en dévouement effectif et efficace au service de la liberté des Indiens. Là était la vraie source de la haine des coloniaux. Quelques années avant le dénouement, Charlevoix l'indiquait déjà : « La haine invétérée qui règne contre ces Pères dans ces Provinces n'a point d'autre motif que le fait qu'on n'a pu ruiner leurs réductions <sup>2</sup>. »

Le Traité des Limites allait enfin apporter un assouvissement à cette haine.

dans les missions », ni d'autres inventions des pamphlétaires coloniaux. Lafargue a du reste deviné malgré tout la vraie qualité des jésuites du Paraguay : « L'on ne peut s'empêcher d'admirer, écrit-il, la haute intelligence politique, l'abnégation et le courage des missionnaires, leur talent dans la conduite et l'éducation des hommes, leur inlassable ténacité » (*ibid.*, p. 721).

1. Créteineau-Joly, *ibid.*, t. III, p. 341.

2. Charlevoix, *ibid.*, t. V, p. 273.



## TRAITÉ DES LIMITES ET GUERRE GUARANITIQUE

### EXPULSION DES JÉSUITES

En 1750, la République Guaranie semblait avoir atteint son plus haut point de splendeur. Depuis dix ans, la population augmentait de nouveau régulièrement, comblant les vides causés par les épidémies. Le souvenir des angoisses et des malheurs du temps d'Antequera était oublié. Les arts et les métiers, déjà florissants, connaissaient un nouvel essor. Une vie sociale toujours plus intense se manifestait partout. Les jésuites étaient fiers de leur œuvre et se laissaient aller à en glorifier hautement Dieu dans leurs écrits, comptant, non sans imprudence peut-être, sur l'appui du Roi qui, par la *Cedula Grande* de 1743, venait de reconnaître leur loyalisme et leur dévouement à la Couronne.

« Des ordres qui, sur ces entrefaites, arrivèrent de la cour d'Espagne et dont ceux qui en étaient chargés ne crurent pas devoir suspendre l'exécution, firent appréhender aux missionnaires, accoutumés depuis près de deux siècles à louer et bénir les miséricordes du Seigneur sur tant d'Indiens devenus ses plus fervents adorateurs, de se voir réduits à adorer la profondeur de ses jugements. » Cette mystérieuse déclaration clôt le vingt-deuxième et dernier livre de l'*Histoire du Paraguay* de Charlevoix.

Que se passait-il pour que l'historien jésuite interrompît ainsi brusquement et curieusement sa monumentale œuvre de défense ?

Depuis longtemps les Portugais convoitaient la possession de l'Uruguay supérieur et du vaste et riche territoire des Missions orientales. Les incursions des Paulistes leur avaient préparé la voie en provoquant l'évacuation du Guayra. L'espoir subsistait de trouver

de l'or dans les réductions. D'autre part, le Portugal détenait de nouveau en face de Buenos-Aires la colonie de San-Sacramento d'où il avait été chassé deux fois déjà par les Espagnols et les Guaranis. Il y favorisait une contrebande fructueuse au détriment des marchands de Séville. Ceux-ci conservaient en effet un monopole insensé qui faisait passer les produits d'Espagne destinés à la Plata... par le Pérou ! Lorsque l'Espagne, sous la pression de ses marchands, réclama une fois de plus l'évacuation de San-Sacramento, le marquis de Pombal, ministre du cabinet de Lisbonne, saisit l'occasion et demanda en échange la cession des territoires visés comprenant les sept réductions sises sur la rive gauche de l'Uruguay. Il lui plaisait de porter en même temps un coup aux jésuites. Les négociateurs espagnols, pleins d'arrière-pensées, acceptèrent ce marché de dupes, désavantageux à tout point de vue pour leur pays, en affectant de considérer le sacrifice comme fictif, la suzeraineté de l'Espagne sur les réductions étant « pour ainsi dire nominale ». On dit que la reine d'Espagne, dona Barbara de Bragance, restée sans enfants, usa de son influence en faveur du Portugal, sa première patrie. L'ambassadeur d'Angleterre à Lisbonne, Keene, intervint aussi activement.

Le Traité fut signé à Madrid le 13 janvier 1750.

L'article 16 disait : « Quant aux bourgs et villages que cède Sa Majesté catholique sur la rive orientale de l'Uruguay, les missionnaires en sortiront avec leurs meubles et effets, emmenant avec eux les Indiens pour les établir sur d'autres terres appartenant à l'Espagne. Lesdits Indiens pourront également emporter leurs biens, meubles et demi-meubles (troupeaux), les armes, poudre et munitions qu'ils posséderaient. Les bourgs et villages se livreront sous la forme voulue à la Couronne de Portugal, avec toutes leurs maisons et édifices et la propriété foncière du terrain. »

Ainsi, pour une affaire de marchands, l'Espagne cédait au Portugal tout l'espace compris entre la Sierra de Herval, l'Uruguay et l'Ibucuy. Le Traité n'apportait pas de remède efficace à la contrebande, bien au contraire : les Portugais auraient le moyen de la pratiquer à l'aise dans le cours supérieur des fleuves, dont ils obtenaient le contrôle. Selon l'expression de Mably, on avait fermé une fenêtre (San-Sacramento) pour se garantir des voleurs, et ouvert toutes les portes.

Pour les Guaranis des sept réductions condamnées, c'était la spoliation, la ruine et le malheur, la destruction du travail de plusieurs générations, la déportation de plus de trente mille personnes, selon les chiffres les plus modestes. Si l'on considère la carte, il apparaît que la République Guaranie allait être amputée de la moitié de son territoire contenant les estancias, les yerbales et forêts les

plus riches et les plus vastes, propriété des onze réductions des deux rives de l'Uruguay.

Pour les jésuites, le piège était féroce ment tendu. Il était à prévoir que les Guaranis réagiraient. Si les Pères les soutenaient, ils seraient rebelles. S'ils se désolidarisait de leurs fidèles, ils perdraient leur confiance.

Dès qu'il fut connu, le Traité, négocié en grand secret, provoqua un étonnement universel. Le vice-roi des Indes, les Audiences de Chuquisaca et Lima, plusieurs évêques protestèrent au nom des intérêts de l'Espagne. Ce fut en vain. On rappela au roi les services rendus par les Guaranis : ils avaient servi très souvent de rempart aux colonies espagnoles de la Plata contre les incursions des barbares; ils avaient permis de rétablir l'autorité de la Couronne sur le Paraguay révolté au temps de la Commune; un siècle plus tôt, en 1644, le gouverneur du Paraguay, Don G. de Hinosrosa, avait eu la vie sauve en se réfugiant dans les réductions. Son rapport à Madrid avait établi que l'Espagne était redevable aux Guaranis de la conservation du Paraguay. Les Guaranis avaient même en quelque sorte sauvé toute la Plata lorsqu'ils avaient mis, en 1702, leurs moyens de navigation à la disposition du gouverneur pour transporter d'urgence une armée espagnole de Corrientes à Buenos-Aires assiégée par les Anglais<sup>1</sup>.

Tout fut inutile. Les rois n'avaient pas la faiblesse de se croire liés par les services reçus. Les jésuites et leurs défenseurs rappelèrent aussi que les Guaranis n'avaient jamais été vaincus par les armées espagnoles, leur territoire n'avait été conquis par personne, ils étaient libres, et le seul contrat qui les liait au roi garantissait précisément leur liberté contre le monde colonial, au nom de la Couronne d'Espagne. Ce rattachement à la Couronne ne donnait aucun droit de disposer de la terre des Guaranis. Autant de vains arguments. Les idées absolutistes du temps dispensaient le prince de se soucier hors de propos des questions de droit.

Dérision suprême, le roi envoya ou du moins promit d'envoyer un dédommagement total de cinquante-deux mille pesos. « Geste magnanime », ose écrire Schuster. — Les seuls biens immeubles de S. Nicolas, taxés par les officiers espagnols eux-mêmes, en présence du P. Cardiel, furent évalués à huit cent mille pesos; l'église de

1. Même service en 1667 et 1671. Services reconnus par décret royal de 1716. Voir également Rodero, *Lettres édifiantes*, t. v, p. 351-384. Les milices avaient aussi préservé Assomption d'une destruction certaine en 1734-1736, lorsque les Guaycurus et les Mocovis, profitant des désordres du Paraguay, s'étaient avancés jusqu'aux portes de la ville.

S. Miguel à un million de pesos, par l'ingénieur en chef de l'armée espagnole<sup>1</sup>.

Par les interventions plus ou moins sincères et pressantes de divers hauts personnages diplomatiques, les jésuites obtinrent seulement un délai pour la livraison des territoires. Le délai servit soit à préparer les Guaranis à un départ volontaire, soit à organiser la résistance. Les Pères des réductions avaient reçu du Général de la Compagnie, Ignace Visconti, « l'ordre strict de se soumettre à l'inévitable et d'amener les Indiens à l'obéissance<sup>2</sup> ».

Comment les Guaranis allaient-ils réagir ? De leur attitude dépendait le jugement des philosophes, du roi, du pape, et par conséquent le sort même de la Compagnie. On peut dire que toute l'Europe éclairée attendit l'issue avec un intérêt passionné. Le texte où Raynal définissait les éléments du problème du point de vue des philosophes est révélateur. « La philosophie qui voit, écrivait-il, autrement que le vulgaire attend, pour juger ces législateurs, que la conduite des habitants du Paraguay parle et dépose en leur faveur ou contre eux. Si ces peuples se soumettent à l'Espagne qui n'a ni droit ni forces à leur opposer, on dira que les jésuites se sont plus occupés d'inspirer l'obéissance aux hommes que de les éclairer sur les principes d'équité naturelle dont ces sauvages étaient si près; qu'en les pliant à la soumission par l'ignorance, s'ils les ont rendus d'abord plus heureux qu'ils n'étaient, c'est en se réservant le droit d'en faire un jour les instruments de leurs volontés arbitraires. Mais si ces peuples, armés, disciplinés, repoussent les barbares oppresseurs de leur patrie, s'ils vengent ces immenses contrées de

1. Deux officiers français y virent encore un candélabre d'argent massif à trente branches, garni d'or, suspendu à la voûte par une chaîne d'argent. — Ferdinand VI prétendit ensuite avoir été trompé par certains écrits missionnaires parlant des « pauvres bourgades » guaranies. Il avait pris les sept réductions pour de petits hameaux tout semblables à trois misérables amas de seize à dix-huit huttes de paille qu'on connaissait dans le voisinage de Buenos-Ayres. Cardiel admet l'explication et affirme que le roi *tan bueno* avait agi en toute bonne foi!

Il est dit au même paragraphe que si le roi avait jugé nécessaire de prononcer la déportation, c'était parce qu'il eût été trop dangereux d'abandonner au Portugal une population de plus de trente mille âmes, réservoir d'hommes où la nation concurrente aurait trop facilement pu recruter des troupes contre les colonies espagnoles. — Les théologiens consultés déclarèrent tous que la déportation était licite. Leur avis fut aussi influencé, dit Cardiel, par l'idée insuffisante qu'ils se faisaient des réductions. (*Breve relacion*, ch. VIII, § 78-80.)

2. Ant. Huonder, S. J., dans *Kirchenlexicon*, 1895, art. *Paraguay*. — Dans une autre lettre, expédiée pour plus de sûreté en quatre exemplaires, il est dit que le Général se fera « un devoir de vaincre les obstacles qui le retiennent à Rome et d'accourir en ces vastes contrées pour favoriser par sa présence la prompte exécution des volontés royales ».

l'effusion de sang dont l'Espagne s'est enivrée, les philosophes diront que les jésuites ont travaillé au bonheur du genre humain avec le désintéressement de la vertu, qu'ils n'ont dominé les habitants du Paraguay que pour les instruire, qu'en leur donnant une religion, ils leur ont laissé les notions fondamentales de la justice qui sont les premières lois de la vraie religion <sup>1</sup>. »

Le P. Altamirano fut délégué par le Général comme Visiteur, muni d'amples pouvoirs pour diriger et activer le transfert des populations. Peu avant son arrivée, alors que les troupes coloniales étaient prêtes à entrer dans la République, les Pères avaient obtenu un nouveau sursis pour achever les récoltes. Le P. Altamirano arriva à San-Tomé en septembre 1752. Ses premiers avis, assez tranchants, furent très mal reçus. Les Guaranis lui signifèrent si fermement qu'il avait, lui, à quitter la réduction au plus tôt, et non pas eux, qu'il crut prudent de retourner à Buenos-Aires. De là, il expédia trois délégués, les P. Fernandez, Ballester et Agostino, qui ne semblent pas avoir eu plus de chance. Les P. Fernandez et Ballester disparaissent en effet définitivement de la scène à peine nommés. Quant au P. Agostino, on ne le retrouve qu'une année plus tard, le 13 août 1753, à San-Tomé, au moment où les soldats guaranis l'empêchent d'aller plus loin. Peu après, comme il a tout de même réussi à s'avancer jusqu'à Concepcion, des soldats guaranis le refoulent, un jour de fête, sous les yeux de tous les fidèles réunis. Il envoie alors au curé de Santa-Maria une lettre très aigre au sujet des confrères « expulsés » par les Guaranis. La lettre ne peut être acheminée que jusqu'à San-Nicolas où le P. Charles la reçoit le 7 septembre. Le corregidor de San-Luis, Michel Javat, survenant à la tête d'une petite troupe, s'en empare et la fait brûler sur la place en présence de tout le peuple. Les tentatives de persuasion des Pères avaient donc échoué. L'attitude décidée prise par San-Tomé, San-Luis et San-Nicolas fit impression sur les réductions voisines. L'esprit de résistance gagna du terrain.

Entre temps, les commissaires espagnols et portugais avaient perdu patience. Sans attendre le résultat des démarches entreprises par les trois Pères, ils s'étaient présentés le 28 février déjà à la frontière guaranie, au passage de Ste-Thècle gardé par un petit fort. Ils avaient été repoussés et avaient dû rentrer à la Colonia et Montevideo. A la suite de cet échec, le général portugais Gomez Freire écrivait le 24 mars 1753 au marquis de Valdelirios : « Je crois que Votre Excellence, après avoir pris connaissance de la présente et du rapport du P. Altamirano, se laissera enfin persuader que les Pères sont des rebelles. Si ces « saints Pères » ne sont pas chassés

1. *Histoire des deux Indes*, t. III, p. 320.

du pays, nous ne rencontrerons que rébellion, insolences et déconvenues. » En août, les commissaires étaient revenus à la charge au même passage, accompagnés du P. Altamirano. Le cacique de San-Miguel, José Tirayu, dit Sépé, leur avait brusquement barré la route à la tête d'une troupe et leur avait déclaré : « Le territoire dont vous prétendez disposer n'appartient qu'à Dieu et à Saint Michel. » Puis, le commissaire espagnol demandant comment il se faisait que l'on n'exécutât pas les ordres du roi : « Je ne connais que ceux du Père Supérieur et du curé. » Effrayés de cette démonstration et du nombre des Guaranis qui grossissait à chaque instant, les commissaires s'étaient retirés « en toute hâte », les Espagnols à Buenos-Aires et les Portugais à la Colonia.

Le reste de l'année se passa en négociations entre les officiers espagnols et portugais en vue de mener les opérations militaires en commun. Pendant que duraient les négociations, le Provincial du Paraguay renonça officiellement aux sept réductions de l'Uruguay et annonça que les jésuites quitteraient aussi sans hésiter toutes les autres réductions, s'il le fallait pour faire taire les accusations de rébellion. Là-dessus, le P. Altamirano et le marquis de Valdelirios se firent forts de réduire à eux seuls toute résistance. Altamirano, arrivant de Buenos-Aires, s'installa à San-Borja, la plus rapprochée des réductions condamnées, et invita de façon très raide les curés, ses confrères, à hâter enfin l'évacuation de leurs bourgs. Les Indiens se soulevèrent alors en masse. Même ceux qui semblaient s'être laissés d'abord persuader refusèrent d'obéir. Le corregidor de San-Miguel, Sépé, prit la tête de la résistance et proclama que tout le peuple préférerait la mort sur le sol de la patrie à un exil sans terme, « loin du tombeau des aïeux ». Avec les hommes de sa réduction, il marcha contre San-Borja. Altamirano, accusé d'être un Portugais déguisé, prit peur et s'enfuit encore une fois à Buenos-Aires. Bientôt après, les commissaires tentèrent à nouveau de pénétrer pacifiquement dans la République Guaranie pour procéder à la démarcation des frontières selon le Traité. Le P. Laurent Balda, curé de San-Miguel, en fut averti de San-Borja par son confrère, le P. Taddée Hennis, jésuite allemand. Au premier avis reçu, Sépé partit à la tête de six cents hommes, rencontra les commissaires sur la rivière Ibucuy, et les força encore à se retirer. Une lettre de Sépé, signée par les corregidores voisins, fut adressée au Gouverneur de Buenos-Aires : « Comment, disaient les chefs guaranis, la volonté de Dieu pourrait-elle être que vous preniez et ruiniez tout ce qui nous appartient ? Ce que nous possédons est exclusivement le fruit de nos fatigues, et notre roi ne nous a pas donné la moindre chose... Nous ne sommes pas seulement les sept peuples de la rive gauche, mais douze autres réductions sont décidées à se sacrifier avec nous dès

que vous chercherez à vous emparer de nos terres. Seigneur Gouverneur, si vous ne voulez pas entendre nos raisons, nous nous remettrons dans les mains de Dieu... Nous devons envoyer nos lettres à tous les pays afin que les infidèles restent au courant de notre triste situation. Ils s'inquiètent du reste de vos démarches. »

Dans un autre document en langue guaranie, les anciens crimes des Portugais sont d'abord rappelés fermement, de même que les services rendus au roi d'Espagne. « Et malgré tout cela, continue le document, on nous dit qu'il faut abandonner nos terres, nos cultures, nos maisons et notre sol même. Cela n'est pas un ordre de Dieu mais du démon... Nous n'avons donc pas à croire que notre bon roi l'exige sans autre motif que les services à lui rendus en toute occasion. On peut bien nous dire : « Vous autres Indiens, donnez vos terres et tout ce que vous avez aux Portugais. » Nous ne le croyons pas et cela ne sera jamais. Pourquoi notre roi ne donne-t-il pas aux Portugais Buenos-Aires, Santa-Fé, Corrientes et le Paraguay ? Seulement, il fait porter cet ordre contre les pauvres Indiens... Nous ne voulons pas donner ces terres, quoique vous ayez dit que nous étions d'accord de le faire. Si pourtant ils veulent parler avec nous, qu'ils se présentent au nombre de cinq Castellans. Le Père ne leur fera rien. Il sait leur langue et servira d'interprète <sup>1</sup>. »

Les lettres des corregidores auraient produit à coup sûr leur effet d'intimidation si le Gouverneur de Buenos-Aires avait pu croire que les troupes coloniales auraient affaire effectivement aux forces guaranies unies. Malheureusement, il était averti par ailleurs que la chose n'était pas à craindre, les réductions du nord étant maintenues à l'écart du drame.

Les opérations militaires commencèrent au printemps suivant, en avril 1754. Les Espagnols et les Portugais n'étaient pas parvenus à s'entendre pour une action combinée. Ils marchaient en ordre séparé, avançant du reste de directions opposées. Du côté guarani, des troupes avaient été levées dans les quatre réductions immédiatement menacées, San-Miguel, San-Lorenzo, San-Juan et San-Luis. Cardiel note que la résistance s'organisa d'abord en ordre dispersé, par réduction, sans subordination à un général. L'autorité plus étendue de Nicolas Languiru, qui devait succéder à Sépé, ne s'établit que peu à peu, grâce à son ardeur personnelle et à son dévouement.

Ayant remarqué les préparatifs d'invasion à la frontière portugaise, les Guaranis passèrent à l'attaque. Ils mirent le siège devant la petite forteresse de « Jesus-Maria » avec deux canons. L'assaut vigoureusement mené échoua. Les Portugais furent cependant bloqués. Isolés et sans vivres, ils se retirèrent par surprise et la place

1. Traduit en annexe à la *Relazione breve* de Lugano, p. 42, 47 et 48.

fut occupée par les Guaranis. D'autres escarmouches suivirent. Un deuxième fort portugais, sur le Pardo, attaqué à l'aide de quatre canons, ne put être emporté. Cependant, les troupes portugaises étaient harcelées et ne voyaient pas apparaître les Espagnols. Une cinquantaine de prisonniers guaranis faits sur le Prado avaient déclaré qu'à San-Miguel seulement on avait encore quinze canons. Le 14 novembre 1754, un armistice en forme fut signé et juré sur l'Évangile par le général Gomez Freire di Andrade et ses lieutenants d'une part, et, du côté guarani, par les caciques Christoforo Acatu, Barthélémy Candiu et Giacomo Pindo, de San-Luis et San-Angel.

Les Espagnols n'avaient pas trahi leurs amis portugais. Partis de Rio Grande de San Pedro, ils avaient d'abord fait reculer les Guaranis dans un premier combat près de Rio-Dayman, non loin de la ville actuelle de Salto. Mais, comme ils approchaient de Ste-Thècle, ils s'étaient vus arrêtés par des forces supérieures. Les Guaranis avaient par ailleurs pratiqué la terre brûlée « avec une discipline qui n'était certes pas le fait de leur ignorance », dit l'auteur de la *Relazione Breve*. Une véritable grève et un boycottage de grand style avaient été déclanchés dès le début, lorsque les commissaires avaient voulu quitter le Rio Negro. Les ouvriers indiens de Para, capitale de la province, avaient disparu. On avait dû réquisitionner de force des rameurs. Partout, dans les grands espaces du sud, les Indiens avaient abandonné leurs demeures et emporté toutes les provisions. On peut lire dans une lettre de l'évêque de Para à la cour de Lisbonne : « L'insoumission des missionnaires alla jusqu'à défendre expressément de planter des arbres à pain dans tous les villages des bords du Tapajoz. Ils défendirent aux Indiens de vendre quoi que ce fût aux blancs. » Le général espagnol Adonaegi, gouverneur de Montevideo, fort opposé à cette guerre, avait mené les opérations plutôt mollement. Lassé lui aussi de se voir harcelé par les guérillas, il s'était retiré du côté de Buenos-Aires.

Plus d'une année se passa ensuite en négociations diverses et en récriminations de la part des Portugais qui prétendaient n'avoir pas été secondés par les Espagnols. Ce répit fut utilisé par les Guaranis pour perfectionner leur armement avec les moyens à leur disposition. Le métal leur faisant défaut et l'importation étant devenue impossible, ils construisirent des pièces de canon en bois dur d'urundi ou de bambou géant, cerclées de cuir de taureau. Les jésuites mirent plus que jamais tout en œuvre pour faire annuler l'odieux Traité et cesser cette guerre honteuse contre un pacifique peuple chrétien. Mais le Portugal insistait avec acharnement pour obtenir enfin l'exécution des promesses espagnoles.

Au début de 1756, les rois d'Espagne et de Portugal donnèrent l'ordre de poursuivre les hostilités. De leur propre chef, les deux

généraux avaient déjà décidé de coordonner cette fois leurs mouvements et, le 16 janvier, ils entraient en campagne. Comme effectifs, il est question de trois régiments espagnols et de quelque milliers de Portugais. Cette armée relativement peu nombreuse est décrite comme une véritable troupe d'assaut, supérieurement équipée et armée pour l'époque. L'honneur colonial ne voulait ni ne pouvait supporter la répétition d'un échec comme celui de 1753-1754. Les Espagnols, sous le commandement de Viana, attaquaient du sud-ouest en direction de San-Borja, les Portugais, de l'est, visant San-Miguel. Les Guaranis tirèrent le meilleur parti de tous les passages des bois et des montagnes. Leurs guérillas menèrent la vie dure aux armées en marche. Les premiers passages furent tout de même forcés. Les assaillants subirent de « lourdes pertes » en se heurtant à « une véritable forteresse indienne munie de canons ». Les Guaranis durent pourtant reculer. Ils occupèrent une nouvelle ligne de défense en terrain montagneux dont la conquête épuisa tellement l'armée ennemie qu'elle dut interrompre sa marche pendant plusieurs semaines. Il lui fallut le secours d'une nouvelle armée de renfort pour assurer les positions conquises. Au cours des opérations, les Guaranis attaquèrent et firent prisonnier un corps de cavalerie tout entier. Eux-mêmes, « malgré les talents de leur brave chef, Sépé Tirayu » subirent des pertes sérieuses. Martin de Moussy dit qu'« à leur infériorité sous le rapport de l'armement et de l'instruction militaire, ils suppléaient par la ténacité ». Sépé fut tué dans un combat contre l'armée de Viana. Nicolas Languiru, corregidor de Concepcion, l'empereur inventé par la légende, lui succéda et se fortifia sur la colline de Caybaté, près de la réduction de San-Juan. Un combat acharné et désastreux pour les Guaranis se déroula sur cette colline le 10 février 1756. Languiru périt avec mille deux cents de ses braves compagnons. Quelques canons furent pris. Les envahisseurs ne firent que cent vingt-sept prisonniers.

Par une lettre écrite cinq jours avant la terrible bataille par le majordome de San-Xavier, on voit que les réductions de la rive droite les plus proches étaient alertées. Elles transmettaient des informations sur les mouvements des armées ennemies et s'efforçaient de soutenir le moral des réductions attaquées : « S'il vous manque quelque chose, écrivez immédiatement au Père curé et, tous les jours, envoyez le rapport de toutes les nouvelles et cela sans faute. » On lit aussi le respect et la reconnaissance des braves Guaranis pour les Pères restés fidèles, « le bon Père Tedeu et le bon Père Michel qui célèbrent tous les jours la messe et l'appliquent pour vous autres... Ils vous envoient à tous beaucoup de salutations. Recevez aussi les mêmes salutations de nous tous, les habitants de San-Xavier. Que Dieu, notre Seigneur, la Vierge

très Sainte et Saint Michel soient vos compagnons. Amen. En cette réduction de San-Xavier, le 5 février 1756, le majordome, Valentin Barrigna ». Les sentiments ainsi exprimés laissent voir clairement que les réductions du Parana, aussi bien que les réductions voisines de l'Entre-Rios, auraient de grand cœur uni toutes leurs forces, si elles n'avaient pas été désorientées et trompées par les informations et les consignes reçues.

Après le coup dur de Caybaté, les milices des réductions orientales réussirent encore à se retrancher et à tenir jusqu'au 22 mars. La supériorité de l'artillerie adverse les força à battre en retraite. L'armée hispano-portugaise ne fut cependant pas en mesure d'exploiter aussitôt son succès. Ce ne fut que le 3 mai qu'elle osa aller de l'avant vers les réductions. Selon la *Relazione Breve*, elle rencontra encore une armée guaranie de plus de trois mille hommes qui recula en faisant des escarmouches. A ce point de son rapport, le général Gomez Freire dit que la tactique des Guaranis était telle que, si vraiment elle ne leur était pas dictée directement par les jésuites, il fallait croire qu'au lieu de la doctrine chrétienne, ceux-ci leur avaient enseigné l'art militaire.

Le 16 mai, les envahisseurs entraient à San-Miguel. Les habitants y avaient mis le feu et avaient disparu dans les montagnes avec leur curé, le Père Laurent Balda. Dans son rapport du 26 juin à la cour de Lisbonne, le général portugais écrit à ce sujet : « Les jours précédents, soit le 13 et le 14 mai, il avait plu abondamment et l'eau ne put éteindre l'incendie que nous voyions faire rage dans cette réduction. Le 16, à notre entrée, ordre fut donné de lutter contre le feu qui avait déjà détruit les bâtiments les plus considérables et avait atteint la sacristie. » L'église, « certes magnifique » fut protégée. Pour empêcher les Guaranis de détruire pareillement San-Lorenzo situé à deux lieues, Gomez Freire procéda par surprise. Il expédia immédiatement dans la nuit un détachement de six cents Espagnols et deux cents Portugais pourvus de quatre canons. A la pointe du jour, les huit cents hommes entraient bravement à San-Lorenzo... où ne se trouvaient plus que quelques familles avec trois jésuites, le P. Lamp, curé, le P. Tedes et un Frère, qui furent faits prisonniers. San-Juan et San-Angel, qui avaient été également évacués, furent occupés de même. Les troupes d'invasion n'arrivèrent pourtant à San-Nicolas, la dernière des sept réductions, que vers la fin de l'année. Une troupe de trois cents cavaliers y rencontra encore une arrière-garde qui lui tua son capitaine et quelques soldats.

Les hommes de la région évacuée capables de porter les armes s'étaient pour la plupart regroupés dans les bois, principalement du côté du l'Uruguay. Ils enlevaient des soldats isolés et parfois des

détachements entiers. Ils coupaient les vivres aux envahisseurs. Leur armée, renforcée par des contingents venus de l'Entre-Rios, se monta bientôt à quatorze mille hommes, qui passèrent sur la rive droite pour bénéficier de la protection du fleuve. Les Pères suggérèrent ce mouvement de repli, comme ils avaient inspiré la tactique d'évacuation des réductions après l'échec de la résistance à la frontière, pour éviter de plus grandes effusions de sang et parce qu'ils espéraient que les troupes hispano-portugaises ne chercheraient pas à aller plus loin.

Par l'occupation des localités de la rive gauche de l'Uruguay, le Traité était en effet exécuté pour l'essentiel et l'offensive en resta là. Les Espagnols étaient du reste écœurés, dit-on, du rôle qu'on leur faisait jouer dans une guerre qu'ils sentaient contraire aux intérêts de leur pays. Ils ne tenaient nullement à introduire les Portugais plus avant dans la direction d'Assomption. Les Portugais, de leur côté, ne tenaient pas plus que les Espagnols à affronter le gros des forces guaranics, qui se seraient trouvées bientôt doublées si on avait voulu passer sur l'autre rive.

Les commissaires espagnols chargés du signalement des frontières traînèrent de nouveau de leur mieux en longueur, tant et si bien que le général Freire, lassé de les attendre, abandonna la partie et se replia sur la forteresse de Rio-Pardo « avec ses troupes bien réduites » et un certain nombre de Guaranis voués à l'esclavage. Une partie des habitants regagna ses foyers plus ou moins dévastés. Les sept réductions restèrent ainsi nominalement au Portugal, sans être évacuées par les Guaranis.

Quelques années plus tard, les jésuites réussirent à persuader le plus grand nombre des Guaranis d'abandonner la rive gauche. La préoccupation majeure des jésuites était d'éviter de nouvelles complications. Les directives des supérieurs demeuraient strictes : l'injuste Traité ne devait plus être discuté, il devait être exécuté. Cretineau-Joly explique et apprécie comme suit leur attitude : « Ils connaissaient les sourdes manœuvres auxquelles la Compagnie était en butte. Ils n'ignoraient pas que des coalitions de préjugés ou de haines se formaient contre elle; ils crurent les conjurer en se faisant les auxiliaires des cabinets de Lisbonne et de Madrid qui trafiquaient des néophytes comme d'un bétail. Cette condescendance fut un tort qui, au lieu de les préserver, hâta leur chute... Pombal sentit que de pareils adversaires étaient vaincus d'avance. Il se servit d'eux pour désorganiser les réductions et pour les écraser... Ils avaient la clef de l'échange immoral proposé par la cour de Lisbonne. Ils entraient dans cette funeste voie des concessions qui n'a jamais sauvé personne et qui a perdu plus d'une juste cause en jetant un vernis de déshonneur sur ses derniers moments. » Pombal dénonça

cependant les jésuites comme des rebelles excitant ouvertement les peuples à l'insurrection. « Les jésuites, continue leur historien, n'eurent pas l'heureuse pensée d'être si noblement coupables<sup>1</sup>. »

Exprimé de la sorte, le jugement comporte une généralisation qui est certainement injuste. Tous les Pères évidemment s'étaient efforcés au début « par des raisonnements et des prédications, par les larmes et les menaces » d'amener la population à un départ pacifique, sinon volontaire. A ne regarder que le résultat, il peut se soutenir que la soumission pure et simple au Traité eût été en fait le moindre mal pour les Guaranis. Du moment pourtant que ceux-ci se refusaient absolument à une telle soumission, on devait leur reconnaître le droit de légitime défense et, comme autorité supérieure du pays, favoriser, coordonner ou du moins ne pas entraver la défense. La configuration du territoire de la République Guaranie avec les grands marais de l'ouest, le Parana et l'Uruguay, se prêtait admirablement à une résistance indéfinie. Une mobilisation générale, de l'avis de tous les contemporains, aurait permis de battre n'importe quelle armée coloniale. On ne peut donc que déplorer les consignes qui réussirent à briser la solidarité des Guaranis. Plusieurs Pères des sept réductions attaquées entrèrent dans les vues des supérieurs égarés, tel le Père Cardiel, curé de San-Nicolas. « Nous avons tellement souffert en cette occasion, écrit-il, à cause de leur résistance. » Certains Pères restèrent avec leurs fidèles par pure contrainte, parce que, au moment où ils s'apprétaient à les abandonner, des chefs guaranis les arrêtèrent en les menaçant de mort. Le P. Miguel Palacios et le P. de Herrera trop ardents à prêcher la soumission faillirent réellement perdre la vie en 1753 de la main des Guaranis.

Cependant, il semble heureusement que la majorité des Pères des réductions orientales, devant la légitime réaction des habitants, n'aient pas hésité à suivre la voie la plus héroïque. Tout en se compromettant le moins possible aux yeux des Espagnols et de leurs supérieurs, ils firent cause commune avec leurs fidèles injustement attaqués. A l'exemple du P. Laurent Balda, curé de San-Miguel, ils apportèrent tout leur appui aux Guaranis, ils animèrent la résistance et ne reculèrent pas devant l'incendie de leurs propres maisons. Ces vrais fils du vrai Saint Ignace de Loyola, soumis d'abord à leur conscience, furent déclarés traîtres à la patrie et coupables de lèse-majesté. Onze d'entre eux, parmi les plus compromis, furent

1. *Histoire de la Compagnie de Jésus*, t. v, p. 172-173. Autres détails sur la guerre guaranitique dans Hernandez I et II, *passim*; d'Orbigny, *Voyage dans les Deux-Amériques*; Moussy, *Description*, t. III; Escandon, *Transmigracion*; Anonyme, *Relazione breve*; Cardiel, *Breve relacion*, ch. v et VIII.

portés sur une liste noire. Le général Cevallos reçut l'ordre de les amener de force en Espagne. Pourquoi faut-il que des « apologistes » se soient mis en tête de défendre ces fidèles pasteurs du « crime de complicité » dans la guerre de défense la plus juste qui ait jamais été soutenue<sup>1</sup> ? C'est se fatiguer à blanchir ceux qui précisément n'en ont nul besoin. On réfute ainsi laborieusement les accusations négligeables ou flatteuses d'Altamirano ou de Pombal, et l'on calomnie en réalité la Compagnie tout entière en faisant croire que tous les Pères se seraient rendus complices du honteux marchandage des cours royales et de l'abus de force qui plongea dans le deuil et la désolation des milliers de paisibles familles chrétiennes. L'erreur imputable à quelques supérieurs placés dans une situation tragique n'a pas à être rejetée sur les religieux irréprochables et héroïques. Elle ne peut faire non plus que l'œuvre magnifique réalisée par les missionnaires n'ait pas existé ou doive craindre la lumière du plein jour.

\* \* \*

Au lendemain de la guerre guaranitique, si peu glorieuse pour le Portugal, Pombal se laissa posséder tout à fait par la haine des jésuites. La résistance des Guaranis avait réduit pratiquement à néant le fameux Traité. Pour une conquête illusoire, le Portugal avait dépensé vingt-six millions de cruzades<sup>2</sup>. L'affront était cuisant et les jésuites devaient l'expier. La rage de Pombal se déchargea d'abord dans la *Relação abbreviada da Republica de los Jesuitas*. Des œuvres d'apparence savante et des pamphlets vulgaires vinrent de nouveau à la rescousse au Portugal, en Angleterre, en France et en Espagne. Les auteurs s'adressaient aux rois, aux évêques et au Pape lui-même. Les Pères étaient traités d'intrigants, de religieux en révolte contre tout pouvoir, parce qu'ils avaient soutenu le droit des Guaranis. La campagne réussit si bien qu'en 1759 déjà Pombal osa expulser les jésuites de tous les domaines de la Couronne portugaise. L'espoir de rentrer en possession des réductions orientales sembla alors perdu à tout jamais.

L'horizon s'éclaircit pourtant bientôt. Le 10 août de la même année, Ferdinand VI d'Espagne mourait et les jésuites purent croire qu'ils seraient mieux soutenus par son frère, Charles III qui,

1. Encore en 1912, tout un ouvrage — Haskemeyer, *Victimas da calomnia*, Petropolis — a été publié pour laver les jésuites de ce « crime ». — Outre le P. Balda, « una delle teste più tenaci », dit la *Relazione breve*, on peut citer encore parmi les Pères « qui donnèrent le plus de scandale » en demeurant fidèles aux Guaranis, les Pères Meisserburg, Eckart, Hunderfund, Della Croce, Gorzaga.

2. 156 millions de francs or; selon d'autres auteurs, 60 millions de cruzades.

à peine monté sur le trône en 1761, dénonça en effet le Traité de 1750. Les habitants des réductions de l'Uruguay rentrèrent chez eux par milliers. Chaque réduction de l'Entre-Rios avait hébergé deux cent cinquante à trois cents familles de réfugiés. Un rapport de l'évêque de la Torre en 1761 dit que, à part les sept réductions atteintes par la guerre, la République se trouvait à ce moment-là dans un état florissant.

L'éclaircie fut de courte durée. En 1762, la Compagnie était supprimée en France. Partout des ennemis passionnés, solidaires de l'exploitation coloniale et plus ou moins imbus de l'esprit encyclopédique, continuaient d'exploiter contre les jésuites la guerre guaranitique. On prétendait qu'elle avait révélé la vérité de toutes les anciennes accusations. Il était clair, disait-on, que les réductions indépendantes étaient un danger permanent pour l'empire colonial. On oubliait quel avait été l'agresseur et que les réductions n'avaient jamais attaqué personne. On oubliait aussi que, somme toute, la résistance guaranie, loin de nuire à l'Espagne, avait finalement sauvé pour la Couronne un vaste et riche territoire qui constituait, aux mains des Jésuites, le meilleur rempart contre les traditionnelles visées portugaises sur le Paraguay et les mines d'or de Potosi. Les passions parlaient plus fort que l'intérêt. L'impérialisme secret de la Compagnie ne faisait pas de doute, ajoutait-on. Le P. d'Aguilar, Provincial, n'avait-il pas avoué imprudemment dans un rapport au roi qu'on ne pourrait rien opposer aux troupes guaranies et que les villes espagnoles elles-mêmes « ne seraient pas en sûreté si on les poussait à bout <sup>1</sup> ». L'aveu était là, la République Guaranie pouvait braver « les meilleures troupes espagnoles et portugaises ». Si les Jésuites ne s'étaient pas décidés à engager à fond les forces guaranies en 1753-1756, c'était qu'à leurs yeux le temps travaillait en leur faveur. Ils attendaient que leurs autres républiques fussent plus fortes. Mieux valait donc résoudre radicalement pendant qu'on en avait le moyen un problème qui empoisonnait la vie coloniale. Depuis un siècle et demi, l'ensemble de la société espagnole, complice d'une injustice profitable, vivant des revenus coloniaux, éprouvait aussi un sentiment de malaise, sa conscience était gênée et humiliée par l'existence de cette république chrétienne d'Indiens libres, vertueux et heureux. Une accusation vivante restait dressée en face des exploités installés, aussi longtemps que la petite république n'était pas abattue. Le scandale devait disparaître. Les assauts manqués au temps de Cardenas et

1. « Que pourrait-on opposer à vingt mille Indiens qui... », etc. Il s'agissait alors, en 1734, dans la pensée du P. d'Aguilar, de donner confiance à un roi défaitiste contre la Commune révoltée.

d'Antequera et en tant d'autres occasions avaient accumulé des rancunes tenaces contre les jésuites trop adroits à parer les coups. La richesse et la puissance de certaines maisons de la Compagnie excitaient aussi la malveillance. Pour leur part, les colons d'Amérique du Sud en voulaient encore aux jésuites de ce qu'ils avaient pris le parti de la métropole contre les mouvements d'émancipation. La Couronne de son côté ne conservait aucune reconnaissance et peu de confiance à des missionnaires qui avaient osé enfreindre ses décisions souveraines. Les épreuves et les injustices imposées aux missionnaires ne permettaient plus d'en attendre d'autre dévouement que celui qui serait dicté par la nécessité. Plus profondément, on avait déjà fait trop de mal aux Pères et à leurs néophytes : il fallait aller jusqu'au bout.

La collaboration de principe et de fait accordée largement par les jésuites au monde colonial aurait dû neutraliser les attaques, les limiter du moins aux territoires des réductions libres; et en effet, pour l'honneur de la Compagnie de Jésus, la République Guaranie constitua toujours pendant ce siècle critique le terrain d'attaque de prédilection de tous les adversaires. Cependant, pour d'autres motifs qui sortent de notre cadre, la Compagnie était visée en elle-même et les milieux les plus divers entretenaient contre elle la jalousie, la suspicion et la haine.

Le 27 mars 1767, le roi d'Espagne Charles III signa le décret de bannissement des membres de la Compagnie de Jésus. Les ordres, contresignés par le ministre d'Aranda, furent expédiés partout munis de trois sceaux. A la seconde enveloppe, on lisait : « Sous peine de mort, vous n'ouvrirez ce paquet que le 2 avril 1767, au déclin du jour. » La lettre du roi contenait l'ordre de se transporter sur-le-champ avec main forte aux maisons des jésuites pour les emmener prisonniers. Les jésuites des villes espagnoles de l'Amérique ne se virent arrêtés que le 12 juillet. Ils furent embarqués pour l'Europe. Les riches collègues furent transmis à d'autres religieux, l'université de Cordoue fut confiée aux Dominicains.

Quant aux Pères de la République Guaranie, ils purent continuer tranquillement leur ministère jusqu'au mois d'août de l'année suivante. Le marquis de Bucareli, gouverneur de Buenos-Aires, avait fait comprendre que l'humiliante expérience de 1750-1756 risquait de se renouveler et qu'il valait mieux prendre son temps et préparer le terrain de façon à éviter une nouvelle guerre. Les jésuites, atterrés par la suppression de leur Ordre, n'avaient nullement l'intention de résister. Le danger d'une résistance de leur part fut agité utilement pour voiler les grosses difficultés auxquelles il fallut faire face afin de mettre sur pied une administration civile et ecclésiastique capable de remplacer les Pères.

Dès le printemps 1767, Bucareli avait demandé au Supérieur Général des réductions, le P. Balda, de lui envoyer les corregidors. Le 22 juillet, le Supérieur assura Bucareli que l'ordre serait exécuté. Aux mois d'août et septembre, les corregidors guaranis arrivèrent à Buenos-Aires. Ils furent reçus avec des marques de déférence et d'amitié. On les traita en tout comme des *caballeros* ou nobles espagnols. Les conférences commencèrent entre le gouverneur et les corregidors avec l'aide de l'interprète Lucas Cano, à qui nous devons un mémoire des événements. Bucareli sut mettre les corregidors en confiance. Il les fit parler. Il leur exposa le programme conçu par lui pour le développement de la nation guaranie. Les Guaranis allaient jouir de tous les droits et libertés des citoyens espagnols. Toutes les carrières leur seraient ouvertes. Bucareli promit même d'établir à Candelaria une université où les fils des corregidors et autres notables recevraient la formation utile pour faire carrière dans les administrations civiles et dans l'armée, ou pour accéder au sacerdoce et devenir curés. La perspective de ce suprême honneur toucha particulièrement les corregidors. Entre les conférences, des cérémonies et des invitations furent organisées. Le 4 novembre, par exemple, à la cathédrale de Buenos-Aires, les représentants guaranis se trouvèrent à l'honneur lors d'un office pontifical. Après l'office, ils participèrent à un banquet officiel à la table du gouverneur, aux côtés de la noblesse de la ville et des chanoines de la cathédrale. Bucareli influença aussi certains corregidors par des offres de privilèges personnels.

Le jeu réussit. La chose qui eût été la plus inconcevable autrefois se produisit : les chefs guaranis se laissèrent retourner et firent confiance aux Espagnols, dont ils s'étaient toujours méfiés à peu près autant que des Portugais, et qui les avaient du reste vendus par le Traité de 1750. Oubliant l'esprit de farouche indépendance de leur peuple, les corregidors acceptèrent le bâton de commandant espagnol si dédaigneusement repoussé par les anciens caciques. Bien plus, ils rédigèrent une lettre au roi d'Espagne, Charles III, où ils ne se contentaient pas de remercier chaleureusement Sa Majesté des projets établis à l'intention de leur peuple; en substance, les corregidors se félicitaient de pouvoir sortir bientôt de l'état inférieur où ils avaient végété sous la direction des jésuites, ils exprimaient l'espoir de voir leurs fils exercer le ministère sacerdotal dans leur patrie, remplir les fonctions civiques et même être appelés à la Cour de Madrid.

On voit que l'esprit avait fort évolué en quelques années. Au sortir de la guerre guaranitique, les Pères avaient bien essayé de reconquérir leur pleine autorité morale. On avait nommé Supérieur Général le P. Balda, un authentique « résistant » qui avait

marqué son entière solidarité avec le peuple guarani. Le désarroi moral n'avait cependant pas été surmonté. L'ensemble du peuple, conscient de son droit et de la force dont il aurait pu disposer, restait profondément blessé de l'abus d'autorité qui avait amorti, dispersé et plus ou moins anihilé ses réactions de défense. Il n'avait pu encore oublier les directives des Pères et leurs conséquences. Le P. Cardiel, curé de San-Nicolas, note que la discipline n'était plus la même en ces dernières années, quoique la vie économique fût de nouveau prospère et que les sept réductions frappées par la guerre eussent retrouvé une honnête aisance, qui n'égalait cependant pas l'ancienne.

L'attitude des corregidores à Buenos-Aires n'exprima évidemment, et de façon décevante, qu'un aspect accidentel des sentiments du peuple guarani. Au moment de la séparation, qui fut déchirante en bien des réductions, dans les années suivantes et jusqu'à nos jours, les témoignages de la reconnaissance accumulée dans le cœur des braves Indiens au cours de cent cinquante-huit ans de vie commune démontrent assez que les jésuites ne s'étaient pas dévoués pour des ingrats.

Un rapport de Bucareli accompagna à Madrid la lettre des corregidores, appuyée encore par des déclarations des évêques de la Plata, Illana et de la Torre, déclarations défavorables aux Jésuites.

Le 2 janvier 1768, fut promulgué le décret spécial de Charles III expulsant les jésuites des trois provinces du Paraguay, de la Plata et du Tucuman, en application de la Pragmatique Sanction de 1767 : « Si, après l'embarquement, il existait encore un seul jésuite, même malade ou moribond, dans votre département, vous serez puni de mort. Moi, le roi. » Le 7 juin, Bucareli expédia un ordre scellé à ouvrir le 21 juillet. Le 22 juillet apparurent partout à l'improviste des escadrons de cavalerie chargés d'emmener de force les jésuites. Le P. Peramas dit que l'année de répit avait été employée par les Pères, d'entente avec les corregidores, à disposer les Guaranis à la soumission et à la résignation, en les persuadant de l'impossibilité d'une résistance victorieuse. Un écrivain protestant, Mannsfield, admire « l'abnégation fantastique » de la Compagnie qui, sans un semblant de résistance, abandonne le vaste empire détenu au Paraguay. Il faut dire que les Pères du Paraguay savaient leurs confrères déjà en prison et la Compagnie supprimée dans tout l'empire, comme au Portugal et en France. Les Pères accueillirent presque avec joie l'injustice et la persécution qui les unissaient à leurs confrères et résolvaient devant leur conscience et devant l'histoire la contradiction où ils se débattaient depuis 1750. Songeant aux chances incontestables d'une résistance, Créteineau-Joly parle de « glorieuse et funeste abnégation ».

Cent cinquante missionnaires furent arrêtés dans les trois provinces et dirigés sur Corrientes, Santa-Fé, Cordoue, Montevideo et Buenos-Aires. En l'absence d'un récit particulier de l'arrestation des Pères des réductions guaranies, on peut supposer que, pour simplifier les choses et prévenir des incidents, les missionnaires avaient rejoint d'eux-mêmes par petits groupes leurs confrères des villes espagnoles voisines<sup>1</sup>. Le 3 août, tous les jésuites étaient expulsés des colonies espagnoles. Suivant les directives du roi, la manière aurait dû être douce. Elle fut brutale, comme il était à prévoir du moment que la peine de mort sanctionnait toute négligence. Les vieillards, les malades et les moribonds, sans distinction de nationalité, furent entassés sur des charrettes et traînés sur les routes, par une chaleur torride, ne recevant qu'un seul repas par jour. Sans le moindre jugement, tous les Pères furent soumis comme des criminels à un emprisonnement sévère, sans la moindre communication avec l'extérieur, puis laissés en souffrance des mois durant dans l'entrepont des navires de guerre. Il faut lire à ce sujet le journal du P. Peramas<sup>2</sup>. Un célèbre voyageur français, Bougainville, qui se trouvait par hasard à Buenos-Aires en 1768, fut témoin des événements. Il dit que la peine de mort menaçait toute personne qui aurait communiqué avec les Pères. Des personnes pieuses, à Buenos-Aires et à Cordoue, perdirent la raison devant l'horreur des traitements infligés à de saints religieux. Bougainville aborda des corregidores guaranis et interrogea cent témoins unanimes, dont le général Viana lui-même. Il sut dégager de tous les bruits hostiles qui circulaient dans la foule passionnée un jugement assez serein et bienveillant : « Si, dans ce corps (la Compagnie de Jésus) il se trouvait quelques intrigants, la majorité, religieux de bonne foi qui ne voyaient dans l'institut que la piété de son fondateur, servent en esprit et en vérité le Dieu auquel ils se sont consacrés<sup>3</sup>. »

Des différentes colonies espagnoles, 2337 jésuites furent ramenés en Espagne dans les années 1767 à 1769, sans compter plus de deux cents Pères et Frères morts par suite des mauvais traitements subis. Les Pères du Paraguay, comme les autres, restèrent en prison un an, deux ans, trois ans et plus, sans jugement. Des navires chargés

1. De la part des jésuites, un travail plus fouillé reste à faire sur la difficile période 1750-1768, à propos de laquelle on a observé jusqu'ici la plus grande réserve. Des rapports étaient régulièrement envoyés à Rome. Leurs données pourraient éventuellement modifier certaines perspectives.

2. Publié par le P. Huonder, dans *Katbolische Missionen* de 1900.

3. *Voyage autour du monde, 1771*. - Le ch. VIII est consacré à la République Guaranie.

de déportés ne purent même accoster en Espagne et furent refoulés vers l'Italie. Ils passèrent des semaines « à courir des bordées en vue de la côte des états pontificaux ». Beaucoup d'entre eux périrent. Finalement, la Corse eut l'honneur d'accueillir les vénérables proscrits. Sismondi, dans l'*Histoire des Français*, parle avec un respect sans mélange de l'attitude des jésuites dans le malheur.

On sait que, sous la pression des Bourbons, des philosophes et de l'opinion de divers milieux influents, Clément XIV, élu sur promesse plus ou moins formelle de supprimer les jésuites, les supprima en effet le 21 juillet 1773 par le Bref *Dominus ac Redemptor*. Sans examiner ici les causes d'ordre général qui provoquèrent la suppression provisoire de la Compagnie, il convient de rappeler encore que la République Guaranie avait été toujours une pièce maîtresse de la campagne antijésuitique qui devait aboutir au Bref de Clément XIV. Ce fait est hautement honorable pour la Compagnie de Jésus persécutée.

Au Paraguay, les troupes qui remplacèrent d'abord les jésuites se déshonorèrent par des actes de vandalisme qui semblent avoir été commandés et exécutés méthodiquement si l'on en juge par le sort qui fut partout réservé aux bibliothèques fondées par les missionnaires. « Ces collections magnifiques, dit un voyageur protestant, eurent le même sort que la fameuse bibliothèque d'Alexandrie. Ce n'est pas un païen comme Omar, ce ne sont pas les sauvages du Gran Chaco qui les détruisirent, mais des chrétiens, des frères en esprit de ce Théodose qui fit anéantir la bibliothèque d'Alexandrie. Ils firent des cartouches avec une grande partie des écrits des jésuites ou s'en servirent pour faire cuire des biscuits, pour fabriquer des lanternes, et moi, comme l'historien Orose, je ne trouvai plus que les armoires vides de la bibliothèque. »

Le rideau tombe ainsi sur une scène qui éclaire cruellement pour les vainqueurs le triomphe remporté sur les jésuites et sur leur République.



## TRAGIQUE ÉPILOGUE

Au lendemain du départ des jésuites, le marquis de Bucareli reçut l'intéressant document que voici, écrit en guarani.

*Lettre de la municipalité de la Mission de San Luis de Gonzaga, au gouverneur de Buenos-Aires.*

Nous, la municipalité (cabildo), et tous les caciques et Indiens, femmes et enfants de San-Luis, demandons à Dieu qu'il tienne en sa sainte garde Votre Excellence qui est notre père.

Le corregidor Santiago Peredo, et D. Pantaleon Coyuari, avec l'affection qu'ils nous portent, nous ont écrit pour nous demander certains oiseaux qu'ils désirent envoyer au roi, et nous regrettons vivement de ne pouvoir nous les procurer, car ces oiseaux vivent dans les bois où Dieu les a créés, et ils s'éloignent de nous, de façon que nous ne pouvons les atteindre. Mais nous n'en sommes pas moins les sujets de Dieu et du roi, et toujours heureux de complaire aux désirs de ses ministres en tout ce qu'ils nous demandent. En effet, n'est-il pas vrai que nous sommes allés trois fois jusqu'à la Colonia pour offrir nos secours ? N'est-il pas vrai que nous travaillons pour payer le tribut ? Et maintenant nous prions Dieu que le plus beau de tous les oiseaux, le Saint-Esprit, descende sur le roi et l'éclaire, et que son saint ange gardien l'accompagne.

Pleins de confiance en Votre Excellence nous venons, en toute humilité et les larmes aux yeux, la supplier de permettre aux enfants de saint Ignace, aux Pères de la Compagnie de Jésus, de continuer à résider parmi nous et de rester toujours ici. Pour l'amour de Dieu, nous supplions Votre Excellence de vouloir bien demander cela au roi. Tout notre village, hommes, femmes et enfants, et surtout les pauvres, vous adressent cette supplique, le visage baigné de larmes. Quant aux moines et aux prêtres que l'on nous a envoyés pour remplacer les Pères de la Compagnie de Jésus, nous n'en voulons point. L'apôtre saint Thomas, ministre de Dieu, a lui-même évangélisé nos ancêtres dans ces mêmes contrées. Ces moines et ces prêtres ne nous donnent aucun soin, tandis que les fils de saint

Ignace étaient pleins de bonté pour nous. Ce sont eux qui, dès le principe, ont eu soin de nos pères, les ont instruits, les ont baptisés, et les ont sauvés pour Dieu et pour le roi. Mais quant à ces moines et à ces clercs, nous n'en voulons en aucune façon.

Les Pères de la Compagnie de Jésus savaient être indulgents pour nos faiblesses, et nous étions heureux sous leur direction par l'amour que nous portions à Dieu et au roi. Si Votre Excellence, bon seigneur gouverneur, veut prêter l'oreille à notre supplique, et nous accorder ce que nous demandons, nous payerons un tribut plus considérable en herbe-maté. Nous ne sommes pas des esclaves et nous voulons faire voir que nous n'aimons pas la coutume espagnole qui veut chacun pour soi, au lieu de s'entr'aider mutuellement dans ses travaux quotidiens.

Ceci est la vérité simple et nue, et nous la faisons connaître à Votre Excellence afin qu'elle y fasse attention, sinon cette Mission se perdra comme les autres. Nous serons perdus pour Dieu et pour le roi; nous tomberons sous l'influence du démon, et où trouverons-nous alors du secours à l'heure de notre mort? Nos enfants qui sont à présent dans les campagnes et dans les villages, si, à leur retour, ils ne rencontrent plus les fils de saint Ignace, s'enfuiront dans les bois pour y faire le mal. Déjà il paraît que les gens de San-Joaquin, San-Estislao, San-Fernando et Timbo, sont perdus; nous le savons très bien, et nous le disons à Votre Excellence. Les municipalités elles-mêmes ne sont plus capables de les rappeler sous l'autorité de Dieu et du roi, comme ils y étaient auparavant.

Ainsi donc, bon gouverneur, accordez-nous ce que nous vous demandons, et que Dieu vous aide et vous garde.

Voilà ce que nous vous disons, au nom du peuple de San-Luis, aujourd'hui, 28 février 1768.

Vos humbles serviteurs et enfants.

Signé : les membres du cabildo de la Mission San-Luis <sup>1</sup>.

A travers l'originale fraîcheur de cette lettre où transparait la qualité d'âme atteinte par les anciens barbares « anthropophages », on découvre que le peuple guarani ne partagea pas la confiance

1. Le texte guarani a été publié par Woodbine Parish, dans *Buenos-Ayres et les provinces de la Plata*, et traduit en français par Martin de Moussy, *Description*, t. III, p. 677-679. — On s'explique que les jésuites aient quitté San-Luis quelques mois avant l'expulsion générale par le fait que San-Luis était l'une des sept réductions auxquelles le Provincial avait renoncé en faveur de l'Espagne, ou plus simplement encore en supposant que les départs furent échelonnés de région en région, de façon à éviter une réaction massive de la population.

naïve ou intéressée que les corregidores avaient accordée à l'ordre nouveau. Les plus sombres pressentiments que les Guaranis pouvaient concevoir à ce moment devaient cependant rester en-dessous des malheurs qui s'apprétaient à fondre sur leurs réductions.

## L'ADMINISTRATION COLONIALE

Le marquis de Bucareli avait été à vrai dire à peu près sincère dans ses promesses. Il se flattait, avec ses administrateurs civils, de faire le bonheur des Guaranis mieux que les Pères. Son ambition était de créer un système solide et durable. Il tenait à remporter devant le monde une victoire morale sur les détestés jésuites. Ses instructions et programmes ne manquent du reste pas d'intelligence<sup>1</sup>.

Malheureusement les réformes les plus progressistes en apparence étaient faussées d'avance et rendues inopérantes ou malfaisantes par l'esprit colonial et commercial qui pénétrait tout.

En soi, il était par exemple intéressant pour les Guaranis de connaître l'espagnol, rendu obligatoire. En pratique, étant donné les procédés des marchands coloniaux, il était avantageux de l'ignorer tout à fait et de vivre à l'abri d'une frontière fermée, sans jouir de la liberté du commerce accordée par l'*Instruccion*. Bucareli décréta du reste la liberté du commerce extérieur, mais interdit le commerce intérieur, très intense et essentiellement sain, qui prospérait de réduction à réduction. On n'en proclama pas moins que le but du nouveau système était d'« assurer la prospérité du peuple guarani par l'agriculture, le commerce et la langue espagnole ».

En soi, c'était aussi un progrès de distinguer et de libérer mieux le pouvoir civil du pouvoir ecclésiastique. En pratique, le Conseil de chaque réduction était plus libre sous l'autorité d'un pouvoir théocratique que sous le contrôle d'un pouvoir civil étranger, asservi aux marchands. Il faut dire que, sur ce point, Bucareli s'efforça de prévenir les abus les plus dangereux en interdisant aux administrateurs locaux toute espèce de commerce, en les chargeant de la surveillance des marchés, et en prévoyant qu'aucune décision tant soit peu importante ne serait valide sans l'accord du Conseil indigène. Dans la pratique, ces directives de principe, insuffisamment définies, ne donnèrent que des confusions et des conflits, toujours

1. Principalement l'*Instruccion* du 23 août 1768 aux deux gouverneurs nommés pour remplacer l'ancien Supérieur, et l'*Adicion* de 1770, qui établit un seul gouverneur à Candelaria et quatre départements. Le système de Bucareli ne fut approuvé officiellement par Charles III qu'en 1778.

résolus contrairement aux droits théoriques du Conseil. Les administrateurs étaient pour la plupart originaires de Corrientes, Villarrica, Assomption et autres villes voisines. Ils tournèrent l'interdiction en faisant venir des gens de leur parenté, à qui le commerce n'était pas interdit. D'autres Espagnols accoururent en foule dès que la frontière fut ouverte, dans ce pays aux richesses réputées fabuleuses. Les instructions du ministre d'Aranda recommandèrent de fixer des colons dans les réductions pour empêcher l'isolement des administrateurs. Selon la coutume, les commerçants de passage durent être hébergés gratuitement des semaines durant. Ils prirent l'habitude de séjourner dans les réductions non seulement les deux mois prévus par la loi, mais presque toute l'année, démoralisant la population et la pillant, pratiquant le commerce clandestin, souvent avec la complicité de l'administrateur. Des festins entre Espagnols étaient organisés aux frais de la communauté. L'alcool servit comme principale denrée d'échange et contribua plus que toute autre chose à avilir le peuple<sup>1</sup>. Par des actes plus ou moins légaux, les plus belles terres furent accaparées. Les plantations furent exploitées et saccagées. Les estancias et les magasins furent confiés par contrat à des parents d'administrateurs et directement volés.

Pour expliquer comment le pillage put s'effectuer au milieu d'un peuple qui avait pourtant montré sa capacité de réaction, il faut noter que toutes les armes avaient été soigneusement enlevées par les dragons. Le sabre même était interdit. De plus, Bucareli avait établi la peine de mort et la mutilation inconnues au temps des jésuites. A Buenos-Aires, en 1768, on avait ameuté la population contre les jésuites en lui montrant quelques Guaranis qui se plaignaient de la sévérité des Pères. Or, avec le nouveau régime, la bastonnade devint si habituelle que les Guaranis finirent par s'y montrer « comme indifférents ». Ainsi, les beaux principes formels de « *libertad de los Indios* » ne s'incarnèrent pas de façon agréable pour les Guaranis.

Dès les premières années, les désertions en masse s'organisèrent. Les Abipones, convertis par les Guaranis et établis dans les réductions du nord, avaient quitté leurs réductions aussitôt après le départ des jésuites pour se retirer au Chaco où ils reprirent peu à peu leur vie de brigands. La négligence et le sabotage s'installèrent, conséquences du système de travail forcé.

En 1769 déjà, soit un an après l'expulsion des Pères, l'administrateur régional Sanginès se vit contraint de donner l'alarme. Les administrateurs locaux furent cassés en série. Les remplaçants ne connaissaient pas la langue guaranie et ne purent empêcher le

1. Rapport du vice-roi, marquis de Loreto, Hernandez, t. II, p. 207.

désordre de continuer, désordre inhérent au système établi dans toute l'Amérique pour le profit des colons, pour l'enrichissement individuel sordide et mesquin, au détriment même des intérêts nationaux et de toute espèce de politique coloniale. Dans un tel monde, il était impossible de former un corps d'administrateurs qui ne fussent pas des profiteurs. Ils s'avéra très vite qu'on ne pouvait espérer sauver que les apparences et pour peu de temps. Quelques hommes sincères s'employèrent de leur mieux à freiner la liquidation en multipliant les rapports au gouverneur et à Madrid même.

Deux ans après le bannissement des jésuites, Lucas Cano, l'interprète des conférences des corregidores à Buenos-Aires, fit la visite d'un certain nombre de réductions, à nouveau comme interprète, lors d'une enquête qui devait amener la mise à pied d'une nouvelle série d'administrateurs. Il note à Itapua le 3 novembre 1769 que, au dire des Guaranis, leur situation matérielle a déjà sérieusement empiré depuis le départ des Pères. Le cheptel même, autrefois surabondant, se faisait rare<sup>1</sup>. La ruine s'accéléra les années suivantes. En 1773, l'administrateur de Trinidad, Bernardo Hidalgo, nommé un an plus tôt, écrivait qu'il avait trouvé sa réduction dépeuplée, les estancias désertes, les magasins dépouillés, les ateliers presque abandonnés. En 1774, ce fut l'administrateur général lui-même, Lazcano, qui révéla la désagrégation de toutes les réductions. De 1788 à 1795, un essai de réorganisation fut tenté selon de nouvelles directives concernant surtout le commerce. Le personnel, corrompu et profiteur, fit échouer l'effort. En 1791, l'administrateur général Diego Cassero décrit l'état d'abandon, les scandales répétés, la ruine qui se dessine partout. Quinze ou vingt ans plus tard, le Dr Rengger, de passage dans la contrée, observe un appauvrissement général : « Actuellement, dans des prairies immenses qui grouillaient de troupeaux, on ne découvre plus une pièce de bétail. » Pour tirer un profit immédiat de la prise des réductions, les autorités espagnoles mirent ouvertement aux enchères les estancias, mais, à cause des difficultés d'exploitation, les acquéreurs ne se présentèrent pas. Comme de vrais pillards qu'ils étaient, les colons ne songeaient pas d'abord à se charger de gérer des entreprises. L'aubaine de gros troupeaux à vendre sur-le-champ leur suffisait. En 1820, Rengger vécut de nouveau quelque temps dans les parages. La situation s'était en quelque sorte stabilisée : on exploitait les restes. « La classe supérieure des habitants de cette région (Santa-Maria),

1. Quatre ans après le bannissement des jésuites, le nombre de bœufs était tombé de 787.722 (grandes estancias non comprises) à 184.192. Les chevaux et les moutons avaient diminué à peu près dans la même proportion (documents dans Demersay, *Histoire du Paraguay*, p. 304).

comme les administrateurs et propriétaires d'estancias, n'a pas beaucoup à faire. Ils passent souvent huit jours de suite et la plus grande partie de la nuit en compagnie, au jeu. L'ecclésiastique du lieu ne manque jamais à ces réunions <sup>1</sup>. »

Peu avant de visiter Santa-Maria, Rengger avait vécu déjà deux mois chez un Monsieur de Espindola, qui s'était rendu possesseur d'une petite estancia guaranie, à deux heures de Santa-Rosa. Là aussi, il avait observé les dévastations, l'anéantissement du cheptel, la dispersion des Guaranis et l'invasion des Blancs. Après avoir rappelé que les premiers administrateurs étaient tout simplement de francs voleurs, Rengger dit que les nouveaux « s'entendent à remplir leurs poches aussi bien que leurs prédécesseurs ».

L'État avait pour sa part tiré fort peu de revenus de son administration, malgré les réclamations réitérées et énergiques du gouverneur et de Madrid.

Il va de soi que les belles promesses faites à Buenos-Aires à Messieurs les corregidores ne se réalisèrent jamais. Non seulement l'université de Candelaria ne fut pas fondée, mais les écoles primaires et professionnelles si florissantes du temps des jésuites tombèrent en décadence, de même que les écoles de musique <sup>2</sup>. En 1776, neuf réductions seulement possédaient encore des classes régulières. La langue espagnole ne s'implanta jamais et son enseignement fut abandonné. Par crainte que le peuple ne fût trop éclairé, on détruisit aussi les trois ou quatre imprimeries que les jésuites avaient installées. Au lieu de pouvoir s'instruire, les enfants devaient travailler et produire. « Habités par la Mission maternelle à un travail modéré, à une table abondante, à des heures de joyeux délassément, les enfants firent triste mine lorsque la « royale marâtre espagnole » les laissa aller en guenilles, leur rationna la nourriture, les surchargea de travail et mesura les heures de détente. » Ainsi parle le protestant Bach.

Les adultes, proclamés citoyens et déclarés éligibles à toutes les charges de la métropole et des colonies, furent soumis à un véritable régime de travaux forcés. Les lots avaient été plus ou moins

1. Rengger, *Reise nach Paraguay*, p. 461. — Un voyageur français, Augustin de Saint-Hilaire, confirme les observations de Rengger. Sa conclusion d'ensemble est que les jésuites furent remplacés par des hommes qui ne virent dans les Guaranis « que les instruments d'une rapide fortune ». (*Aperçu d'un voyage dans l'intérieur du Brésil*, p. 69). Doblas, également témoin oculaire, parle de vrai pillage du revenu et des propriétés. (*Memoria*, p. 27). Voir Hernandez, t. II, p. 237.

2. Des franciscains et des Pères de la Merci avaient d'abord été chargés de diriger les écoles. Dès 1770, les instituteurs laïques s'en occupèrent seuls. En 1795, le rapport d'Alvear dit que les maîtres sont d'une ignorance crasse (Hernandez, t. II, p. 244).

restaurés. Avec le nouveau régime, ils auraient présenté un certain intérêt pour les Guaranis, du moment que les revenus communs étaient pour la plus grande partie volés. Les deux jours que les règlements de Bucareli réservaient au travail sur le lot étaient refusés selon le bon plaisir de l'administrateur. Les instructions de Bucareli prévoyaient aussi que les colons pourraient utiliser les Guaranis comme journaliers, contre juste salaire. Ceux qui se rendirent au Paraguay, à Corrientes ou à Buenos-Aires dans l'espoir d'être mieux traités furent mis au régime ordinaire des Indiens. Ils tombèrent en un esclavage plus ou moins tempéré. Les femmes se virent également chargées sensiblement plus qu'au temps des Jésuites. On leur distribuait dix onces à filer. Elles devaient rapporter trois onces de fil. « Des châtimens corporels punissaient le non-accomplissement de cette tâche. »

Beaucoup de Guaranis s'habituerent à vivre à la campagne dans des huttes. Ils y étaient plus libres et moins exploités que dans les localités où on leur faisait payer la location des maisons ! Les églises si magnifiques autrefois, les collèges, les ateliers et les maisons d'habitation commencèrent ainsi à tomber en ruines. Vingt-cinq ans après l'expulsion des Pères, Azara trouva les constructions dans un état de complet abandon et en partie démolies.

Des suppliques au roi furent encore expédiées à plusieurs reprises par les Guaranis pour demander le retour des Jésuites. Des révoltes se produisirent. Il arriva que des administrateurs ou des curés furent chassés. Ces mouvements isolés furent étouffés.

La décadence continua, voilée par une apparence d'ordre et par les vieilles habitudes qu'on avait adroitement maintenues. Chaque matin, les cloches et les tambours donnaient encore le signal du lever. Après la messe en musique, les groupes de travailleurs s'en allaient aux champs au son de la flûte et du tambour. Mais ces habitudes, autrefois si chères aux Guaranis, ne leur faisaient guère illusion sur leur situation nouvelle.

Bien avant les guerres du XIX<sup>e</sup> siècle, dès les premières années du nouveau régime, le chiffre de la population s'était partout effondré. Évasions en masse, razzias des Portugais et épidémies concoururent à dépeupler le pays, avec la misère produite par l'exploitation coloniale<sup>1</sup>.

\* \* \*

1. En 1772 on ne comptait plus que 80.952 Guaranis dans les réductions. En 1785 : 70.000; en 1797 : 54.380; en 1801 : 42.885. Chiffres fournis par d'Orbigny, selon Doblas, sous-gouverneur des Missions. Le rapport d'Alvear, en 1795, fait mention d'épidémies catastrophiques (Hernandez, t. II, p. 244). — Yapeyu avait encore 5.500 habitants en 1790.

Quant au système lui-même de propriété commune établi par les Jésuites, Bucareli le dépeint dans ses rapports à Charles III comme un régime esclavagiste organisé pour l'enrichissement de la Compagnie. Les commissaires chargés de la démarcation s'étaient aussi prononcés pour l'abolition de la propriété commune. On devait, selon leur rapport, distribuer à chaque Guarani un certain nombre de vaches, chevaux et mulets, un champ, etc. Madrid avait toujours poussé dans le même sens. Pendant des années encore, des projets de réforme furent présentés successivement par Ibanez, Lopez, Azara, Doblas, Avilès, Charles IV. Tous s'accordaient sur ce point : il fallait abolir le communisme. Le communisme subsista néanmoins. L'effort des administrateurs, absorbé par les tâches courantes, étouffé dans le désordre, se trouva impuissant devant une transformation d'une telle envergure. Il n'y eut pas d'autre distribution aux particuliers que celle de certaines plantations et estancias. Les heureux bénéficiaires des distributions furent comme on l'a vu des Espagnols et non des Guaranis. Les estancias qui échappèrent à la spoliation, les cultures, le cheptel, les ateliers, tout resta propriété commune. Ainsi que l'écrit Martin de Moussy, « ce régime étrange, ce communisme tant critiqué, avec un semblant de raison peut-être, la meilleure preuve qu'il convenait aux Indiens, c'est que les successeurs des Jésuites se virent forcés de le continuer presque jusqu'à l'époque actuelle et que sa destruction, non préparée par des mesures intelligentes et paternelles, n'a eu d'autre résultat que de jeter les Indiens dans la misère. A l'heure qu'il est, leurs derniers héritiers regrettent amèrement ce régime, imparfait sans doute, mais si bien approprié à leurs instincts et à leurs mœurs<sup>1</sup> ».

La communauté continua donc de fournir aux familles des rations de viande, de sel, de maté, des étoffes de plus en plus rationnées. Les vivres, que l'on distribuait en quantité insuffisante, étaient souvent de mauvaise qualité. « L'intendant recevait les produits que lui envoyaient les administrateurs particuliers par des barques appartenant aux réductions. C'était, comme toujours, du maté, du tabac, du coton en rame, de la mélasse, des cuirs et des crins, de la graisse, etc. Il devait les négocier et, sur le produit de ces ventes, déduire la capitation, les dîmes, les appointements des curés, administrateurs, etc., qui étaient de 600 à 800 piastres annuelles, acheter certains objets d'importation indispensables, et mettre le reste au trésor<sup>2</sup>. » Les administrateurs s'arrangeaient comme il a été dit pour qu'il n'y eût pas de reste.

1. *Description*, t. III, p. 717-718.

2. Moussy, *ibid.*, p. 680-681.

Une trentaine d'années après l'expulsion des Jésuites, un gouverneur, D. Bernardo Delasco, entreprit avec plus de décision de supprimer le communisme, soi-disant pour ranimer l'économie du pays, en vérité pour exproprier plus complètement les Guaranis, sous l'apparence du commerce libre des terres. La résistance de la population, puis les changements politiques survenus à Buenos-Aires firent encore échouer la réforme. Les terres des Guaranis n'en continuèrent pas moins de se voir grignoter par les colons sous la protection des administrateurs.

Les Guaranis étaient attachés au régime communiste. Après les bouleversements du XIX<sup>e</sup> siècle, ils le conserveront ou le remettront en vigueur chaque fois que la possibilité se présentera. Rengger put l'observer, ateliers et habitations demeuraient propriété de la communauté. Les Guaranis continuaient de cultiver en commun la canne à sucre, le maïs, les bananes, le manioc, etc. La forme de communauté tendait à redevenir plus primitive, quoiqu'une certaine spécialisation des fonctions fût maintenue. Par exemple, dans une maison, « une femme filait, une autre tissait, une autre encore fabriquait des hamacs ».

Au lendemain de la destruction de l'Entre-Rios, les rescapés se réorganisèrent sous la direction de trois caciques assistés d'un conseil, tout à fait selon les traditions reçues des Jésuites. La population de cette colonie était évaluée à 10.000 personnes entre 1820 et 1827. La communauté des biens y fut intégralement restaurée.

Dans les réductions échues au Paraguay moderne, le régime communiste fut officiellement aboli en 1848 par le dictateur Lopez. Les Guaranis qui subsistaient encore dans cette région furent à ce moment légalement dépouillés de leurs bâtiments et de leurs biens. On les laissa végéter sur des réserves établies à la manière nord-américaine.

En 1851, des chercheurs de yerbaes qui s'étaient aventurés très haut sur le cours du Parana, découvrirent encore à dix lieues au nord de l'Iguazu, au berceau même des réductions du Guayra une colonie de trois cents familles guaranies qui avaient sauvé leur liberté en remontant le fleuve sur des canots. Sans aucun animal domestique, réduits absolument à l'agriculture la plus primitive, ces réfugiés vivaient paisiblement, comme des frères, « continuant avec beaucoup d'exactitude les pratiques religieuses qu'ils avaient apprises dans les Missions telles que le baptême, le mariage, les prières du matin et du soir, la célébration du dimanche <sup>1</sup>.

\* \* \*

1. Moussy, t. III, p. 691.

On devine aisément que la décadence sociale et économique provoquée par l'exploitation coloniale à partir de 1768 s'accompagna d'une décadence parallèle de la vie religieuse. Dès le premier jour, des dissensions survenues entre les religieux successeurs des Jésuites, franciscains, dominicains et Pères de la Merci, avaient produit le plus fâcheux effet sur les consciences guaranies. Les premiers successeurs des Jésuites ne connaissaient pas en général la langue guaranie. Leur préparation était à tous points de vue insuffisante. Les circonstances de leur arrivée ne contribuèrent pas à les rendre sympathiques. La foi des Guaranis était cependant trop vive, trop éclairée et éprouvée déjà, pour se laisser ébranler aussitôt. Les religieux, malgré leur médiocrité et les limites imposées à leur influence, rendirent du reste certainement la vie plus humaine et moins dure dans les réductions. Dix ans après le départ des Jésuites, la pratique religieuse pouvait encore être considérée comme fervente. Faisant allusion aux exemples malheureux des administrateurs et des religieux toujours en lutte, le marquis de Loreto écrivait en 1788 : « Les prières continuelles que ces pauvres innocents récitent tous les jours à l'église préservent seules ces villages d'être engloutis <sup>1</sup>. »

Dès ce temps-là pourtant on signale que bien des Guaranis se laissent aller à un certain relâchement moral et religieux. Le dimanche, pendant la messe, ils demeurent facilement chez eux à la campagne. La misère et le chaos engendrés par les guerres du XIX<sup>e</sup> siècle devaient accélérer le mouvement de désagrégation et de déchristianisation.

En 1800, à la veille du déclanchement des hostilités, après trente-deux ans d'exploitation coloniale effrénée, on peut dire que la vie économique sociale et religieuse des florissantes communautés guaranies manifeste un caractère général de torpeur. Chaque réduction dépérit dans un isolement complet.

## LES RÉDUCTIONS SACCAGÉES ET RASÉES

Les désordres préluant à l'émancipation des colonies d'Amérique au début du XIX<sup>e</sup> siècle auraient pu fournir aux Guaranis une occasion inespérée de se ressaisir. Il leur eût suffi à ce moment de disposer d'une force même très réduite pour réussir à imposer leur neutralité et à retrouver une existence autonome. Mais l'administration coloniale avait déjà trop épuisé le pays. Elle avait détruit

1. Hernandez, t. II, p. 198. — L'administrateur ordonnait le fouet parce que l'on obéissait au curé et vice-versa. Bonpland remarque de même que l'entente fait toujours défaut entre administrateur et curé.

trop méthodiquement toute cohésion entre les diverses régions. Au lieu d'amener la libération des réductions, les guerres d'indépendance provoquèrent leur ruine totale. Les trois grandes régions, Uruguay, Entre-Rios et Parana, furent entraînées et utilisées respectivement par leurs voisins les plus proches. Chacune suivit un destin particulier.

#### *Les réductions de l'Uruguay.*

Une guerre avait éclaté en 1801 entre l'Espagne et le Portugal sous l'influence de Napoléon. Elle s'était terminée en quelques jours. Le gouverneur portugais de Rio-Grande n'en partit pas moins en campagne pour occuper les sept réductions de la rive gauche de l'Uruguay, auxquelles le Portugal n'avait pas renoncé depuis le traité de 1750. Le terrain avait été bien préparé. Après de petites incursions en 1770, 1775 et 1777, les Portugais avaient en effet changé de tactique et s'étaient mis à flatter les Guaranis des réductions convoitées. Ils les sollicitaient à désertir pour se rendre au Brésil où ils leur promettaient de meilleurs traitements et moins de travail. Au cours de la campagne ils recueillirent le fruit de leur diplomatie. Les Guaranis, dégoûtés de l'administration espagnole, adoptèrent une attitude passive. Les Espagnols, trop peu nombreux, ne purent résister quelque peu sérieusement qu'à San Miguel et à San Nicolas. De juillet à décembre, les Portugais occupèrent tout le territoire de la rive gauche de l'Uruguay. L'Espagne protesta. On parla. D'autres problèmes surgirent ailleurs et les sept réductions orientales restèrent aux Portugais. L'état de la population empira encore. Les nouveaux maîtres transformèrent les réductions en forteresses et les habitants en soldats, en vue d'une attaque contre les colonies espagnoles.

A partir de 1810, date où fut lancée à Buenos-Aires la Déclaration d'indépendance, les réductions orientales, comme du reste aussi celles de la rive droite de l'Uruguay, se trouvèrent mêlées à toutes les guerres civiles et étrangères des nouveaux états en formation. Les Guaranis passèrent alors du calme le plus profond à la vie mouvementée des camps et des batailles. S'il faut en croire Martin de Moussy, peu à peu, suivant les ordres des chefs qui les commandaient, leur douceur se changea en férocité. La population des réductions orientales souffrit surtout des exactions du général Chagas pendant la guerre de 1816 à 1818.

La ruine survint en 1828, au cours d'une vaste action de représailles entreprise contre les Portugais devenus les Brésiliens. Le colonel Rivera, officier rallié à Buenos-Aires, après avoir été d'abord au service du Brésil, entreprit de son propre chef, dit-on, pour faire

du zèle, une razzia monstre qui devait lui procurer des soldats, tout en privant le Brésil du réservoir d'hommes que constituait cette région encore relativement peuplée. Les faibles contingents brésiliens prirent la fuite et les Guaranis ne se défendirent pas, croyant à un simple changement de maître. La population tout entière fut emmenée. Les hommes valides furent incorporés dans les troupes de Rivera. Les familles formèrent un immense convoi. Sur des charrettes, on emporta les statues des saints, les ornements et les cloches des églises.

Les déportés furent éparpillés et ne laissèrent pas de traces à l'exception de quelques milliers qui formèrent deux bourgs sur le Cuareiru. Seule des réductions de la rive gauche, San-Borja échappa à la destruction complète. Le naturaliste français Bonpland qui y vécut de 1829 à 1853 note que les murs des édifices « forment des ruines majestueuses ». Le curé de San-Borja était en ces mêmes années un Français, l'abbé Pierre Gay, qui fournit à Martin de Moussy les renseignements grâce auxquels celui-ci put composer le récit des événements. En 1855, les Guaranis étaient presque éliminés de San-Borja. Il n'y restait que 130 hommes de race guaranie dont 38 invalides. C'était là, sur la rive gauche de l'Uruguay, les seuls survivants des réductions orientales qui comptaient plus de 30.000 âmes 70 ans auparavant.

Hernandez a passé dans la région des réductions orientales en 1912. San-Borja, San-Angel et San-Luis sont de petites cités modernes sans caractère propre, édifiées sur l'emplacement ancien ou dans le proche voisinage. Tout le pays se repeuple.

### *Entre-Rios.*

Le sort des quinze réductions « occidentales », situées entre l'Uruguay et le Parana, sembla d'abord devoir être moins lamentable que celui des réductions orientales. Une année après la proclamation d'indépendance, soit en 1811, l'Argentine et le Paraguay avaient signé un accord au sujet de leurs frontières. Les cinq réductions les plus proches du Parana étaient revenues au Paraguay, les dix autres à l'Argentine.

A ne considérer que les détails apparents, on pourrait dire que le malheur s'abattit sur l'Entre-Rios parce qu'un Guarani de la région, Andrecito Tacuary, était fils adoptif du général José Artigas, chef de l'État provisoire de « la Bande orientale », insurgé contre Buenos-Aires. Le général Artigas fut mis en déroute sur le Cuareiru, le 4 janvier 1817 par le marquis d'Alegreté. Poursuivi d'autre part par les Portugais, Artigas se réfugia dans l'Entre-Rios où il avait

de nombreux partisans, grâce précisément à son fils adoptif Andre-cito. Celui-ci avait été lui-même battu quelque temps plus tôt, non sans avoir d'abord mis en déroute la cavalerie portugaise accourue au secours du général Chagas qui assiégeait San-Borja.

L'intention d'Artigas était de se reconstituer une armée dans les Missions. La conséquence fut terrible. Voici la suite des événements selon Martin de Moussy, le premier historien de la ruine des réductions : « Le marquis d'Alegreté, soupçonnant les intentions de José Artigas, prit un parti extrême. Il était gouverneur et capitaine général de la province de Rio-Grande; le général Chaga était par conséquent sous ses ordres. Il lui ordonna de passer immédiatement l'Uruguay, de détruire complètement tous les bourgs des Missions occidentales et d'en enlever la population pour la répartir dans les Missions brésiliennes. Rien ne devait rester sur pied, ni églises, ni habitations, ni chapelles, ni estancias, rien enfin de ce qui pouvait servir un jour à grouper de nouveau cette population qu'on allait livrer ainsi à toutes les horreurs d'une extermination calculée.

« Il faut, dit un écrivain brésilien qui fit toutes les guerres de cette époque, reculer bien avant dans l'histoire pour trouver des exemples d'ordres semblables. Les résultats de l'exécution ne pouvaient manquer d'être, comme ils le furent en effet, barbares, inhumains, impolitiques et antichrétiens. La guerre, affreuse par elle-même, est un des plus grands fléaux de l'humanité, alors même qu'elle est quelquefois nécessaire; mais envahir un territoire étranger, dévaster, saccager des villages sans armes, réduire en cendres les temples et les maisons, forcer les habitants à assister à ces actes d'horreur et les transporter violemment après dans un autre pays, c'est le propre des nations barbares. C'est ce qui arriva dans les Missions occidentales par suite des ordres du marquis d'Alegreté, gouverneur et capitaine général de la capitainerie de Rio-Grande do Sul.

« En effet, continue Martin de Moussy, le général Chagas se montra l'exécuteur fidèle et consciencieux de ces féroces mesures. Le 17 janvier 1817, il passe l'Uruguay, au paso d'Itaqui, à la tête de deux mille hommes de bonnes troupes. Il prend la Cruz qui ne fait pas de résistance, puisque tous les Indiens valides s'étaient enfuis, et en fait son quartier général. De là, il envoie le major Gama avec trois cents hommes de cavalerie pour détruire Yapeyu que sa population avait abandonné. Gama fit cette opération tout à son aise et ne laissa rien debout de cette ancienne capitale des Missions. A son retour, il eut quelques engagements avec Andre-cito, mais fut secouru à temps par Chagas. D. Luis Carvalho fut chargé de détruire Santo-Tomé, San-José, Apostoles, Martires et

San-Carlos, et s'en acquitta aussi bien que Gama. Il paraît cependant qu'Andrecito le prévint à San-José et put en sauver la population, quoiqu'il n'eût cependant que fort peu de monde, puisque le reste de ses troupes était plus loin dans l'Entre-Rios avec José Artigas, qui non découragé par sa défaite voulait, comme il le fit en effet, recommencer la guerre contre les Portugais. Un autre lieutenant de Chagas, Cardoso, détruisit Concepcion, Santa-Maria la Mayor et San-Xavier.

Enfin, pour s'assurer que cette besogne avait été bien faite, Chagas lui-même remonta le long de l'Uruguay jusqu'aux bourgs du Parana, achevant de ruiner tout ce qui avait échappé à ses lieutenants. Sa cavalerie, lancée dans tous les sens, ne laissa rien debout. « Naturellement des atrocités furent commises; le meurtre et le viol étaient à l'ordre du jour, aussi bien que l'immoralité et le sacrilège. On vit un lieutenant de cavalerie, un certain Louis Maira, Indien du Brésil, étrangler des enfants et s'en vanter. La religion catholique était profanée et foulée aux pieds par des hommes qui se disaient catholiques. »

Pour que l'on puisse mieux juger de la conduite de Chagas, voici ce qu'il écrivait lui-même de Santo-Tomé, en date du 13 février, au marquis d'Alegreté : « Nous avons détruit et saccagé les sept bourgs de la rive occidentale de l'Uruguay; saccagé seulement ceux d'Apostoles, San-José et San-Carlos. Nous avons parcouru et dévasté toute la campagne adjacente à ces bourgs, dans un rayon de 50 lieues, sans compter que notre corps de cavalerie, aux ordres de Carvalho, en a fait 80 à la poursuite des insurgés. On a pillé et apporté de cet autre côté du fleuve, 50 arrobes d'argent (575 kgs), de beaux et bons ornements d'église, recueilli d'excellentes cloches, 3.000 chevaux, autant de juments, 1.130.000 reis d'argent monnayé. » Dans un autre rapport, il évaluait le nombre des morts à 3.190, celui des prisonniers à 360. On voit que la guerre que l'on faisait à ces pauvres Indiens, tout aussi bons, si ce n'est meilleurs chrétiens que les Portugais, était d'extermination. Il disait, encore plus loin, leur avoir pris 5 canons, 1.600 fusils, 15.000 chevaux, etc.

La destruction consommée, Chagas donna ordre que tout ce qui restait de cette population fût transporté sur le territoire portugais, et y repassa lui-même avec ses soldats. Ils emmenèrent d'immenses troupeaux de bétail et plusieurs chariots chargés des dépouilles des églises. Soixante-cinq arrobes portugaises de vases sacrés, chandeliers, lustres, couronnes, etc., en argent, furent les trophées de cette mémorable expédition. Ces objets précieux, restes de l'ancienne richesse des Missions, furent envoyés à Porto-Alegre, et de là à Rio-de-Janeiro où l'on peut encore en voir une partie à la

chapelle impériale. Quant aux cloches, aux tableaux, aux statues des saints, tout cela fut porté à San-Borja.

Toutes ces horreurs indignèrent jusqu'aux Portugais eux-mêmes. Le père Martinho Cespedes, vieillard de soixante-dix ans, et curé de San-Borja, ne voulut jamais consentir depuis à confesser aucun soldat ni personne qui eût pris part à la destruction des Missions. Lorsqu'on lui objectait que les inférieurs n'étaient point responsables des ordres de leurs supérieurs, lorsqu'ils les avaient exécutés : « Non, non, mon ami, répondait-il, le vrai chrétien préfère plutôt la mort que de profaner les reliques sacrées de notre Rédempteur. »

On raconte que, lors de l'enlèvement de la population de la Cruz, car Chagas en l'évacuant eut bien soin de lui faire subir le sort commun, le vieux Père franciscain Pedro, curé de cette Mission, âgé de plus de cent ans, homme universellement respecté pour son âge et pour ses vertus, fut transporté avec ses ouailles, de l'autre côté de l'Uruguay. Assis sur la rive du grand fleuve, il vit les flammes, s'élevant du lieu où il avait vécu tant d'années, dévorer lentement l'église et les maisons. Alors, entouré des pauvres Indiennes en pleurs, des vieillards et des enfants qui avaient survécu, le vieux prêtre se leva, et, les mains étendues vers le ciel, le visage baigné de larmes : « O mon Dieu, s'écria-t-il, jusqu'où donc a monté la malice humaine, que je voie aujourd'hui votre temple auguste brûlé, les reliques de vos saints profanées, les champs de vos serviteurs dévastés, leurs asiles en flammes, eux-mêmes tombés sous le glaive assassin ! O mon Dieu, pardonnez à ces hommes, pardonnez-leur, Seigneur, car ils ne savent ce qu'ils font. » Un prêtre brésilien, D. José Coelho, recueillit ce vénérable vieillard dans sa maison où il vécut encore quelque temps, sans pouvoir se consoler du désastre des Missions.

Tels furent les événements qui signalèrent les premiers mois de l'année 1817. L'expédition de Chagas fut un acte de férocité pur et simple, puisqu'il n'y eut pas de résistance et qu'elle se réduisit, en somme, à voler des bestiaux, à piller des églises, à arracher de force à ses foyers une population de femmes, d'enfants et de vieillards, puisque tous les hommes susceptibles de porter les armes étaient avec Artigas ou s'étaient enfuis.

Les Portugais retirés, les Indiens revinrent visiter les ruines de leur patrie, et jurèrent de la venger. Andrecito profita de cette exaspération pour les animer davantage; après avoir essayé d'abord, mais infructueusement, avec le peu de monde qu'il avait, de résister à Chagas, il avait couru de l'autre côté des lagunes, chercher des renforts, avec lesquels il revint occuper les Missions, et fixer son quartier général dans les ruines d'Apostoles. Dès que Chagas en eut des nouvelles, il se hâta de repasser l'Uruguay au paso de San

Lucas à la tête de sept cents hommes, et vint l'y attaquer. Mais Andrecito s'était bien retranché dans les ruines; Chagas fut repoussé avec perte (juillet 1817) et rentra au Brésil.

Resté maître du territoire des Missions, Andrecito y rappela un bon nombre d'Indiens, et, l'année suivante, il redevint si menaçant que Chagas crut devoir entrer une troisième fois dans le pays. Fier de son succès d'Apostoles, Andrecito s'était cantonné dans San-Carlos, qui offrait encore quelque abri. Chagas occupa facilement la place et les maisons, mais le général indien s'était surtout fortifié dans l'église et le collège; il y avait tous ses soldats et leurs familles, très décidés à vendre chèrement leur vie. Le mur avait été percé de meurtrières pour le feu de la mousqueterie; les hommes étaient hardis et exercés. Aussi les Portugais perdirent-ils beaucoup de monde dans une première attaque; mais à la faveur d'un ouragan du sud, ils trouvèrent moyen de mettre le feu à ce qui restait du toit de l'église et du collège, en même temps qu'ils enfonçaient les portes à coups de canon. Les Indiens firent alors une sortie désespérée et réussirent à percer la ligne portugaise, mais beaucoup restèrent sur la place; pressé par l'incendie, le reste capitula. Trois cents personnes de tout âge et de tout sexe moururent dans cette attaque, soit brûlées, soit massacrées. Les Portugais firent prisonniers trois cent vingt-trois hommes, et deux cent quatre-vingt-dix femmes et enfants. Dans tout ce combat, les Indiens avaient montré un acharnement et une ténacité incroyables; deux fois ils étaient parvenus à éteindre l'incendie que rallumait sans cesse la tempête, et, sans les éléments conjurés contre eux, ils eussent certainement repoussé Chagas. Les prisonniers furent acheminés sur San-Borja, et l'on détruisit ce qui restait de San-Carlos (29 mars 1818). Le 7 avril, la colonne de Chagas put faire la même opération à Apostoles où quelques familles s'étaient rétablies. On n'y laissa pas pierre sur pierre. De là, Chagas, son œuvre accomplie, repassa une dernière fois au Brésil<sup>1</sup>.

Malgré ce nouveau et dur revers, Andrecito ne perdit pas courage. Ayant réussi à piller un arsenal portugais, il repartit en guerre l'année suivante. Par sa tactique et sa ruse, il infligea aux Portugais une cuisante défaite à San-Nicolas. Fait prisonnier ensuite par un pur hasard, on dit qu'il fut empoisonné par les Portugais qui le craignaient. « Andres Tacuary disparu, les Indiens ne remuèrent plus. »

Les familles qui restaient se dispersèrent à Corrientes et au Brésil. Un certain nombre demeurèrent pourtant dans la région où ils formèrent trois communautés nouvelles qui comptèrent au total

1. Martin de Moussy, *Description*, t. III, p. 686-689.

une dizaine de milliers de personnes. Ces communautés, organisées en tous points sur le modèle des anciennes réductions, eurent encore chacune une histoire particulière pleine de relief.

En terminant, désignons, à la suite de Rengger et Longchamp, les responsables les plus odieux de toutes les horreurs commises dans l'Entre-Rios, les hommes d'affaires et marchands de Buenos-Aires, « Anglais, Français et Américains du Nord » qui fomentèrent les troubles « uniquement pour satisfaire leur cupidité ». En pourvoyant Artigas d'armes et de munitions, « ils fondèrent leur fortune sur la destruction de vingt mille familles <sup>1</sup> ».

L'Entre-Rios fut groupé par l'Argentine en trois départements : Restauracion, la Cruz et San-Tomé. En 1859, le gouvernement mit en vente tout le territoire à vil prix pour y implanter des colons. Ce fut vers la même date que Martin de Moussy visita la région. Une forêt impénétrable enveloppait les ruines imposantes de Yapeyu. Quelques colons français nettoyaient les décombres et s'installaient. A la Cruz, à sept heures au-dessus de Yapeyu, M. de Moussy rencontra encore quelques Guaranis. Un cadran solaire marquait les heures au sommet d'une élégante colonne de marbre rouge par hasard épargnée. A San-José, à Martires et à Apostoles, le voyageur ne put admirer que le paysage, vraiment magnifique. A San Carlos les jaguars habitaient seuls. Santa-Maria-Mayor et San-Javier étaient dépeuplées. A Concepcion, les murailles de quelques maisons restaient debout, envahies par une puissante végétation. Tout le long du chemin, d'une réduction à l'autre, on rencontrait des débris d'anciens oratoires. A San-Tomé, une partie des murs latéraux de l'église existait encore. « Une foule de cactus et de lianes ont pris racine sur ces murailles. Leurs formes étranges et si différentes des plantes européennes donnent à ces ruines un aspect tout à fait extraordinaire. Les murailles du collège existent également, ainsi qu'une partie des piliers qui supportaient la galerie intérieure; ils sont en grès rouge parfaitement bien travaillé. On voit que ce bâtiment était construit avec plus de luxe que les autres. Quelques débris de sculptures gisant sur le sol attestent un art assez avancé. Nous remarquâmes surtout une tête d'ange sculptée dans un bloc de grès d'un grain très fin et qui est réellement d'un bon travail. L'intérieur de ces ruines sert de cimetière aux habitants du village de l'Hormiguero et des environs... Le grand autel existe, il est bon, très curieusement sculpté et encastré dans la muraille du chevet de l'édifice de telle façon qu'il faut à peu près tout mettre à bas pour l'extraire. Il est question d'enlever cette belle pièce pour la porter dans la nouvelle église de San-Borja. »

1. Rengger et Longchamp, *Essai sur la révolution du Paraguay*, p. 43..

Considérant l'exubérance de la nature et l'agrément que les lieux conservaient malgré tout, M. de Moussy ajoute : « L'heureuse situation de cette région réellement privilégiée et si justement appréciée jadis par les Jésuites, ses ressources, ses richesses, lorsque la population aura pu y revenir, lui donnent tous les éléments nécessaires pour constituer un jour une des parties les plus florissantes de la Confédération argentine <sup>1</sup>. »

Les prévisions de M. de Moussy se réalisent de plus en plus. Des localités nouvelles relativement importantes ont poussé sur les ruines mêmes de plusieurs des anciennes réductions. San-Tomé, la Cruz sont des villes. Yapeyu revit. Nos compatriotes, M. et Mme Ad. Ferrière visitèrent la région en 1930. Ils résument leurs impressions en une ligne : « Le territoire de Misiones est la perle de l'Argentine. » Les Ferrière passèrent en particulier une demi-journée à San-Ignacio-Mini, où ils étaient parvenus en auto par « des pistes cahotantes s'il en fut. » Les restes de l'église et du collège doivent être impressionnants : « Les ruines de la cathédrale, écrit Ferrière, des couvents et des cloîtres, aujourd'hui enfouies parmi les orangers et envahies par la végétation, témoignent de la grandeur de l'art colonial espagnol <sup>2</sup>. »

À propos des vestiges des réductions subsistant dans la même région de l'Entre-Rios, Schuster notait en 1929 : « Les Jésuites firent preuve d'une telle grandeur de vues dans leurs erreurs mêmes qu'il nous est vraiment impossible encore aujourd'hui, en face des nombreuses ruines, à Jesus, à Trinidad, San-Ignacio-Mini, Apostoles, etc., de réprimer une certaine admiration pour l'œuvre gigantesque accomplie <sup>3</sup>. »

Grâce à l'initiative de Queirel, l'auteur de « *Ruinas de Misiones* », dont les études nous ont permis de décrire le plan d'une réduction, le gouvernement d'Argentine protège depuis le début du siècle les ruines des réductions.

#### *Les réductions du Parana.*

Le premier Président du Paraguay, le Dr Francia — ancien élève des jésuites — qui exerça la dictature de 1811 à 1840, avait signé avec l'Argentine, au moment de la proclamation d'indépendance, un traité par lequel le Paraguay obtenait les cinq réductions les plus proches au sud du Parana, les huit qui se trouvaient sur la rive

1. *Description*, t. III, p. 704-705, 710 et 150.

2. Ferrière, *De l'Équateur aux Pampas*, p. 229.

3. Schuster, *Paraguay, Land, Volk, Geschichte*, p. 190.

droite du fleuve et les trois réductions de Taruma, situées en prolongation vers le nord.

Lorsqu'il apprit que le marquis d'Alegreté avait fait raser dans l'Entre-Rios les dix réductions voisines, Francia, afin d'éviter à coup sûr toute complication de frontière, fit de même évacuer et brûler les cinq réductions de la rive gauche (1817). Les habitants vécurent toutes les horreurs décrites à propos de la dévastation de l'Entre-Rios. La destruction se fit avec un soin consciencieux : « On reconnaît à peine les ruines », observe Martin de Moussy. Le territoire revint à l'Argentine en 1881.

Restaient les réductions situées au nord du Parana, seules survivantes des réductions guaranies. Elles furent gouvernées par un majordome, selon un système qui était à peu près la continuation de celui de Bucareli. Les abus s'aggravèrent. La décadence suivit son cours. Une insurrection se produisit à Belen et à Santa Rosa en 1832. Elle fut écrasée. Les Guaranis du Parana furent sacrifiés en masse, comme les autres Paraguayens, par Lopez, le successeur de Francia, dans la guerre désespérée soutenue contre les grandes nations voisines. Lopez proclama en 1848 les réductions « cités libres », en même temps qu'il abolit le communisme. Le dictateur s'empara au nom de l'État de tout le sol cultivé, des bâtiments, des églises et des estancias. Chaque famille reçut deux ou trois vaches, une provision de grains pour les prochaines semailles et un lot de terrain. Les instruments aratoires furent laissés en prêt. On réussit ainsi à élever les Guaranis à la dignité de propriétaires privés et à les exproprier du même coup presque complètement. Les lots attribués se trouvaient par hasard à une distance de plusieurs lieues des localités. Selon les expériences faites au temps de Bucareli, on prévoyait que les Indiens y construiraient des huttes et s'y retireraient tout à fait. Cela arriva en effet. Les colons purent envahir les réductions et s'y trouver chez eux à bon marché.

Lorsque M. de Moussy passa à Encarnacion en 1860, la paisible cité guaranie était devenue une « ville de guerre ». Le bâtiment du Cabildo abritait la douane et la salle de danse pour les bals que donnait le commandant de la place. L'église, qui était magnifique, avait été démolie « sur le rapport d'un commandant inepte et brutal ». Au début du xx<sup>e</sup> siècle, des mesures furent prises pour la protection de quelques édifices du temps des jésuites encore habités et en bon état. Encarnacion est aujourd'hui le chef-lieu du département du même nom et compte plus de 20.000 habitants. Ce sont en grande partie des métis. Les principales localités du département sont d'anciennes réductions guaranies, San Cosmé, Jesus, Trinidad. Les réductions du département voisin de Misiones ont suivi la même évolution. Elles ont perdu leur cachet et sont de petites villes modernes :

San Ignacio-Guazu, Santa Maria, Santa Rosa. La somptueuse église de Santa Rosa décrite par M. de Moussy n'existe plus. Elle a été incendiée en 1883. Plus au nord, San Estanislao, l'une des trois petites réductions de Taruma, est aussi classée parmi les villes.

Ainsi la vie n'a pas quitté ces territoires défrichés par les missionnaires jésuites. Le paysage, marqué par le majestueux Parana, conserve toute sa beauté. Martin de Moussy décrit le chemin délicieux qui le conduisit d'une réduction à l'autre, serpentant à travers des vallées ombrées. « Il est difficile, dit-il, de voir un pays plus agréable et plus séduisant. » Pourtant, avec sa population trop mélangée, cette région relativement épargnée évoque mal les temps anciens.

C'est encore dans les ruines de l'Entre-Rios que les souvenirs revivent de la façon la plus pure et la plus suggestive. C'est là, et aussi parmi les Guaranis retournés à la vie sauvage, que les voyageurs ont recueilli les images les plus émouvantes, les dernières scènes qui nous rattachent de façon vraiment authentique aux Guaranis des réductions. Retenons-en ici quelques-unes, avant que la civilisation argentine en pleine expansion ne les ait tout à fait submergées.

Un dimanche à la Cruz, par exemple. Le curé était mort depuis un an et n'avait pu être remplacé. Un jeune sacristain guarani célébrait l'office du soir. Une vieille Indienne conduisait le chant, qu'accompagnaient deux guitares, une flûte et deux violons. L'attitude dévote et recueillie du petit nombre d'Indiens et de métis qui remplissaient l'église frappa Martin de Moussy, témoin de la scène, qui ajoute : « En songeant à la prospérité passée de la Cruz et à sa misère actuelle, à la foi et à la résignation de ces pauvres gens, les larmes nous vinrent aux yeux. » (1856.)

Le Dr Rengger rencontra un jour trois jeunes Guaranis de la tribu des Caayaguas. L'un d'eux portait au cou un chapelet et lui dit être chrétien. Le chef de la tribu appelé aussi « Père », se trouvait par hasard dans les environs. Il reçut le visiteur en lui présentant d'abord une croix et en lui demandant : « Es-tu paisible ? » « Ma réponse affirmative, raconte Rengger, fut accompagnée d'un présent que je lui fis d'un collier de verre. Il ne fit que peu d'attention à cette espèce de largesse et se mit à marcher avec nous en me tenant un long discours, toutefois sans me regarder, si ce n'est de temps en temps du coin de l'œil. Il s'arrêtait quelquefois, sans doute pour laisser à mon interprète le temps de me traduire ses paroles dont le sens peut se résumer comme suit : « Vous êtes des Blancs, Dieu vous a donné tout le pouvoir, toutes les richesses de la terre,

jusqu'au pays même qui nous appartient. Vous avez de belles maisons, des troupeaux dont vous vous nourrissez et des esclaves qui vous servent. Nous autres Indiens, au contraire, sommes pauvres, sans habits, sans maisons, forcés de parcourir les forêts pour ne pas mourir de faim et réduits à y vivre pendant que vous occupez le beau pays qui était à nous. Il est donc tout naturel que tu partages avec nous tes richesses et que tu nous fasses des présents pour réparer cette grande injustice; car nous valons autant que vous. »

Des gens de la même tribu racontèrent une autre fois à Rengger qu'ils avaient parmi eux depuis un temps fort ancien un Jésuite. « Ils l'appellent leur Père et leur Conseiller... Il est si vieux et si épuisé qu'ils doivent tous les jours le transporter dehors au soleil pour le réchauffer. » Ce bon vieux et vénérable Père, retiré dans les forêts, partageant jusqu'au bout le sort de ses enfants, choyé par eux, avait su ignorer paisiblement tous les décrets d'expulsion et tous les brefs de suppression. Cinquante ou soixante ans après le départ de ses confrères, il était là-bas, célébrant le Saint Sacrifice, absolvant les péchés et réchauffant son corps au soleil. Les Guaranis respectaient sa sagesse, ils aimaient sa douce sérénité incapable de reproche. Pour eux-mêmes cependant, ils semblaient cultiver plutôt le ressentiment.

Au cours d'une soirée de fête, plusieurs hommes entourèrent Rengger et lui adressèrent de nouveau de vifs reproches sur les usurpations et la tyrannie des Blancs. Notre docteur suisse s'avisait de leur faire dire que malgré sa couleur blanche il n'était pas Espagnol, mais qu'il appartenait « à une nation qui vivait comme eux dans les montagnes et au milieu des forêts ». L'un d'eux lui répondit de suite : « Eh bien, si tu es notre frère, partage avec nous ce que tu possèdes <sup>1</sup>. »

Plusieurs autres traits dénotent chez les Guaranis, dépouillés et pourchassés, une âme fière et désabusée.

Des Salésiens établis à Assomption reprirent contact en 1895 avec les Guaranis, qui n'avaient plus connu depuis longtemps que des représentants trop imparfaits de la religion chrétienne prêchée par les Jésuites. Des germes de foi subsistaient. Le Père Frey vit en 1909 à San-Luis et à San-Borja des descendants des anciens néophytes qui exécutaient encore chaque année fidèlement le chant de la Passion. A partir de 1910, quelques missionnaires allemands du « Verbe Divin » s'occupèrent des Guaranis. Ils rencontrèrent une méfiance profonde. Dès lors, selon les observations de voyageurs

1. Rengger, *Reise nach Paraguay*, p. 114, 129, 333-334. « Ils vivent, autant que j'ai pu m'en assurer, en monogamie » (p. 133).

récemment rentrés en Suisse, le niveau intellectuel, moral et religieux ne s'est guère relevé. Les Guaranis vivaient en 1910 et vivent encore généralement dans des conditions inférieures et indignes.

Avé-Lallemant vit un enfant guarani qui attendait midi devant le cadran solaire d'un ancien collège. C'était le jour de Pâques. A midi, l'enfant se pendit à la cloche et sonna l'Alleluia, écho des joyeuses Pâques d'antan, prélude aux Pâques plus belles de l'avenir, en des républiques qui ne seront pas, comme la République Guaranie, trop tôt venues au monde.

## CONCLUSION

Selon les perspectives bourgeoises, le régime communiste en vigueur dans la République Guaranie ne représentait qu'une étape transitoire vers le système de propriété individualiste conçu comme le régime idéal et définitif, l'aboutissement ultime de toutes les formes d'organisation sociale. L'expérience guaranie n'offrirait ainsi qu'un intérêt rétrospectif. Les historiens qui adoptent ce point de vue se bornent, en guise de conclusion, à diverses remarques de détail.

Certains auteurs ont été frappés et déconcertés par les désastres qui marquèrent la fin de l'expérience au point d'en oublier la teneur de l'expérience elle-même. C'est de la liquidation qu'ils tirent leurs leçons. Si la société réalisée par les jésuites avait mérité de vivre, pourquoi, se demandent ces bons esprits, la Providence lui aurait-elle réservé un tel sort ? Avec une naïveté suspecte, Bach répond pour sa part que Dieu voulut simplement humilier la superbe des jésuites et indirectement celle de l'Église. Tant pis pour les Guaranis ! La conclusion à tirer de l'aventure serait donc que le christianisme n'a pas à rechercher de réalisation temporelle. Sauvez-vous personnellement par la foi en vivant au milieu d'un monde de péché, mais ne tentez pas de transformer ce monde, ni de réaliser une société fraternelle : malgré les paroles du *Pater*, le règne de Dieu n'arrivera pas et sa volonté ne sera pas faite sur la terre comme au ciel... Les circonstances de la liquidation devraient plutôt suggérer des réflexions sur l'injustice du sort actuel des Guaranis, comme des Indiens en général et des Noirs dans les deux Amériques et sur les tâches qui s'imposent à ceux qui ont pris là-bas la succession des coloniaux responsables de la destruction de toutes les communautés chrétiennes indigènes et de l'extermination de tant de millions d'hommes. Il y a, par exemple, sans doute une certaine présomption et inconscience à imaginer que la vie des Églises puisse être saine et continuer de « prospérer » sans que les crimes passés, base de la situation présente, soient d'abord reniés par une action éclairée et généreuse de relèvement et d'amour. Quant aux jésuites qu'on soupçonne d'avoir provoqué la colère de Dieu sur les Guaranis, il reste que leur expulsion « providentielle » marqua en quelque sorte dans tout le Nouveau Monde pour les victimes de la colonisation européenne le coup suprême, la ruine de leur dernière chance de subsister comme peuples libres.

L'histoire de la République Guaranie nous a fait apparaître particulièrement les crimes des coloniaux espagnols et portugais. Il serait contraire à la vérité et gravement inéquitable à l'égard des peuples espagnol et portugais de laisser les lecteurs mal informés de l'histoire générale du Nouveau Monde emporter l'impression que les coloniaux de la péninsule auraient eu le monopole de la cruauté, ou que l'Amérique latine devrait se sentir couverte de confusion devant l'Amérique du Nord. L'écrasement des Indiens fut bien plus systématique et aussi impitoyable dans le Nord que dans le Sud. Les Anglais, les Hollandais, les Suédois et les Allemands tiraient sur les Indiens et sur les jésuites comme sur les ours. Les communautés chrétiennes établies dans le Maryland par les jésuites furent anéanties par de pieux sectaires anglais. Les jésuites français avaient constitué une Église florissante parmi les Hurons. Elle fut détruite et les Hurons exterminés par les Iroquois : ceux-ci avaient été mis en campagne par les Anglais. Encore en 1836, les Chérokees, formant une population très civilisée, imprimant un journal en leur langue propre, virent leurs missionnaires jetés en prison et furent eux-mêmes dépouillés, refoulés au delà du Mississipi et traités comme les Guaranis des réductions orientales. Dans l'Amérique du Sud même, après le traité d'Utrecht, les Anglais avaient obtenu en 1713 le monopole de la fourniture des esclaves noirs aux colonies espagnoles et l'on se souvient que l'ambassadeur d'Angleterre, Keene, eut un rôle très actif dans la préparation du traité de 1750 et de l'expulsion des jésuites. Ces faits, cueillis au hasard, sont cités ici sans plus de satisfaction que ne furent cités les crimes des colons espagnols : simplement afin que l'on n'aille plus tirer de l'issue tragique de l'expérience guaranie une conclusion fantaisiste sur les prétendus jugements de Dieu ou une conclusion pharisaïque sur la perversité de l'Espagne « catholique ».

Il est au demeurant plus convenable de conclure sur l'expérience elle-même dont l'issue accidentelle, produite de l'extérieur par les coloniaux, ne réduit en rien la portée, pas plus que leurs attaques ne réussirent à l'empêcher de se développer, heureuse et paisible, durant cent cinquante-huit ans.

Les principaux résultats atteints sur le plan social se trouvent résumés dans le tableau que dressa le philosophe Raynal, à la veille de la guerre guaranitique : « Un gouvernement où personne n'est oisif, où personne n'est excédé de travail, où la nourriture est saine, abondante, égale pour tous les citoyens, qui sont commodément logés, commodément vêtus; où les vieillards, les veuves, les orphelins, les malades ont des secours inconnus sur le reste de la terre,

où tout le monde se marie par choix, sans intérêt, où la multitude des enfants est une consolation, sans pouvoir être une charge; où rien n'irrite les passions factices, ni ne contrarie les passions réglées par la nature et la raison; où l'on jouit des avantages du commerce sans être exposé à la contagion des vices du luxe; où des magasins abondants, des secours gratuits entre des nations confédérées par la fraternité d'une même religion, sont une ressource assurée contre la disette; où la vengeance publique n'a jamais été dans la triste nécessité de condamner un seul criminel à la mort... C'est là ce doux empire de l'opinion, le seul peut-être qu'il soit permis à des hommes d'exercer sur des hommes parce qu'il rend heureux les peuples qui s'y abandonnent. Tel est sans doute celui des jésuites au Paraguay, puisque des nations entières sont venues d'elles-mêmes s'incorporer à leur gouvernement et qu'on n'a pas vu une seule de leurs peuplades secouer le joug. On n'oserait dire que cinquante jésuites ont pu forcer à l'esclavage deux cent mille Indiens qui pouvaient ou massacrer leurs pasteurs, ou s'enfuir dans les déserts<sup>1</sup>. »

Tandis que l'Europe ne possédait encore en ce temps-là que des constitutions barbares, créées par empirisme et imposées par la force pour sanctionner des privilèges, les institutions guaranies découlaient d'un principe unique, la solidarité fraternelle de tous les membres du corps social. L'ordre établi comportait une discipline, égale pour tous, il ne brimait pas l'homme. Il réalisait plutôt la vraie liberté, dans le sens où il est juste de dire avec Montesquieu qu'elle « consiste dans la sécurité de chaque citoyen et dans la conscience qu'il en a ». La mise en œuvre de la liberté n'était peut-être pas méthodiquement développée dans tous les domaines, mais, grâce à l'organisation démocratique de la propriété et du travail, grâce à la décentralisation administrative qui faisait de chaque réduction une sorte de petite république autonome dans le cadre des lois générales, on peut dire que les Guaranis vécurent réellement dans un sentiment de liberté autant que de sécurité. La République Guaranie nous présente en somme un système de communauté intermédiaire entre le communisme primitif et le communisme évolué, le communisme personnaliste que nous entrevoyons au delà du capitalisme.

Le mode de production dominant était de type artisanal. A l'exception de quelques branches d'industrie, comme la tannerie, la fonderie, la briqueterie ou la construction navale, on peut dire que les moyens techniques à disposition postulaient aussi bien une production individuelle qu'une production collective. Pourtant,

1. Raynal, *Histoire philosophique des Indes*, t. III, p. 305 et 308.

la seule activité productrice exercée de façon individuelle fut le filage, confié aux femmes à domicile, sans la moindre entorse du reste au principe de propriété commune. Dans l'agriculture, l'artisanat et l'industrie, tout le travail fut organisé en commun sur de vastes cultures ou dans de grands ateliers. Le fait ne cadre pas avec la théorie de certains économistes de notre temps qui pensent être meilleurs marxistes en accordant, pour l'établissement d'une propriété collective et pour l'avènement du communisme, une primauté absolue et une influence quasi exclusive aux modes collectifs de production introduits par le machinisme. Dans le cas de la République Guaranie, ce fut la propriété commune établie a priori dès le début qui influença plutôt les modes de production et détermina les relations sociales. Le machinisme et la concentration industrielle inclinent spontanément, il est vrai, à la propriété collective. Karl Marx n'a pas eu tort de le souligner. Mais vouloir fonder le communisme principalement sur un mode de production serait donner une base fragile au communisme. Imaginer aussi que le chemin normal ou le chemin le plus rapide vers une socialisation authentique doit passer dans tous les pays, pour toutes les branches économiques, par la phase de la concentration capitaliste, c'est imaginer le pire. Cela est licite, mais il ne faut pas vouloir que le pire se réalise à tout prix partout. Karl Marx n'a pas commis cette erreur. Dans la préface à la traduction russe du Manifeste communiste, il écrivait en 1882 : « En Russie, à côté d'un capitalisme qui se développe avec une hâte fébrile, à côté de la propriété foncière bourgeoise à peine constituée, nous trouvons un communisme rural de la terre qui occupe plus de la moitié du territoire. Maintenant, la communauté paysanne russe, le mir, où se retrouve, dans une forme à vrai dire très décomposée, la primitive communauté rurale du sol, permet-elle de passer directement à une forme communiste supérieure de la propriété foncière ? Ou bien lui faudra-t-il subir d'abord la dissolution qui apparaît dans le développement historique de l'Occident ? Voilà la question. La seule réponse qu'on y puisse faire aujourd'hui est celle-ci : « S'il arrive que la révolution russe donne le signal d'une révolution ouvrière en Occident de façon que les deux révolutions se complètent, le communisme foncier de la Russie actuelle, le mir russe actuel pourra être le point de départ d'une évolution communiste. » Tout en appuyant comme il convenait sur l'importance des conditions de production pour la transformation économique et sur les chances offertes par les conditions capitalistes, Marx ne voyait donc pas dans ces conditions la base unique, déterminante ou indispensable pour l'établissement du communisme. Il croyait l'idée communiste capable de prendre l'initiative, de remettre en branle un système

arrêté tel que le mir et de s'adapter aux divers degrés de l'évolution humaine à partir même des plus primitifs.

De fait, la République Guaranie permet d'observer que le communisme le plus intégral, maintenu sans atténuation, put accompagner et soutenir durant un siècle et demi un progrès constant et rapide dans tous les domaines. D'une agriculture rudimentaire, on avait passé à la culture industrielle la plus perfectionnée à l'époque. L'artisanat et les arts avaient fleuri, puis, dès la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, l'industrie, en plein essor au moment de l'agression hispano-portugaise. Les mœurs s'étaient transformées. La vie sociale et religieuse avait atteint une harmonie et une plénitude partout ailleurs inconnues. La République Guaranie réalisait au fur et à mesure de l'introduction de nouveaux progrès techniques et culturels « une forme supérieure de communisme ».

Il avait suffi de placer sans restriction à la base de la société le principe de communauté pour que chaque progrès fût mis de prime abord au service du bien commun et que la constitution de privilèges fût prévenue.

C'était la communauté des biens qui sauvegardait ainsi la solidarité tout en procurant la sécurité. La prospérité matérielle, comme la ferveur religieuse et l'atmosphère d'amitié s'y trouvaient liées. La communauté, partout manifestée, imprégnait les esprits. Il semble bien que, grâce à elle, dans les aspects variés de la vie sociale, le peuple guarani ait respiré le bonheur et la paix comme aucun autre peuple jusqu'à lui. Par là s'explique l'échec des missionnaires qui s'efforcèrent d'exciter le goût de l'intérêt individuel : l'individu se trouvait inséré dans un milieu si homogène que l'idée de vouloir mener un jeu séparé le déconcertait et le choquait. Il vivait dans la communauté et par elle.

Comparée aux autres expériences sociales, qui ont eu cependant le temps de faire leurs preuves bien plus à loisir, la République Guaranie indique que, si les conditions économiques sont essentiellement variables, le principe de communauté fraternelle peut être, à travers toutes les variations, la base la plus stable, la plus saine et la plus féconde. A vrai dire, dès qu'on veut bien y réfléchir en se dépouillant des préjugés égoïstes, le principe de communauté fraternelle n'apparaît-il pas comme la base naturelle de toute société qui se veut vraiment et pleinement humaine ?

\* \*

Les fondateurs de la République Guaranie, les Pères Cataldino et Maceta avaient été fort conscients des origines auxquelles ils entendaient se rattacher lorsqu'ils formèrent « le projet d'une

république chrétienne qui ramenât dans cette barbarie les plus beaux jours du christianisme naissant » (Charlevoix). L'idéal de communauté fraternelle entrevu à l'aube du christianisme avait pu être trahi et renié massivement. Il n'avait jamais été étouffé, ni oublié. Dans les siècles les plus ténébreux de l'histoire de l'Église, des voix très humbles, quelquefois très éloquentes, avaient maintenu le principe : la communauté nous est plus naturelle, elle nous convient mieux. « Tout vient de la terre, nous venons tous d'un seul homme, nous avons tous le même séjour. Il est des choses qui nous sont communes, les bains, les villes, les places et les promenades publiques. Or, vous remarquerez que par rapport à ces biens communs, il n'existe aucune contestation, la paix est complète. Quelqu'un au contraire tente-t-il d'usurper un bien et de se l'approprier, aussitôt des querelles, comme si la nature se révoltait de ce que nous tâchons de diviser des choses que Dieu lui-même unit; et c'est là le résultat de nos efforts, quand nous voulons avoir ces biens en propre, quand nous avons à la bouche ces deux mots insipides, le tien, le mien. Otez-les, plus de luttes, plus d'inimitiés... La communauté nous convient beaucoup mieux et se trouve bien mieux dans la nature que la propriété... Dieu nous a donné les premiers biens en commun pour que nous sachions mettre en commun les seconds <sup>1</sup>. »

Au Moyen Âge, les mouvements communistes ne furent pas tous conduits par des hérétiques. Il arriva que des théologiens censeurs se virent eux-mêmes condamnés par l'autorité ecclésiastique pour avoir voulu condamner les novateurs sur le seul fait de leur communisme. Ainsi fut censuré le dominicain saxon, Mathieu Grabeen, qui avait déclaré illégitime pour des laïques et réservé aux religieux le régime de communauté des biens et du travail qui se répandait dans le peuple à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, en particulier dans le diocèse d'Utrecht. Le théologien dut se rétracter.

Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque fut créée la République Garantie, l'idée d'une organisation générale de la société sur la base de la communauté était dans l'air. On en était revenu des petites expériences communautaires isolées et perdues au milieu d'une société individualiste. C'était la vogue des utopies communistes à base d'humanisme chrétien. L'Utopie de Thomas More et la Cité du Soleil de Campanella ne furent que les deux plus célèbres. Selon le Manifeste communiste, les descriptions imaginaires de la société future surgissent en un temps où la réalisation est encore lointaine. Elles sont un « premier et instinctif effort vers une transformation universelle de la société ». Grâce au terrain vierge découvert en

1. S. Jean Chrysostome, t. XIX, hom. 12; I<sup>re</sup> ép. Tim.

Amérique parmi les Guaranis, l'idée s'était réalisée aussitôt. Nous ignorons du reste, malgré les spéculations de Franz Schmid, dans quelle mesure les fondateurs de la République Guaranie furent influencés par les conceptions du temps.

Le seul point qui ressorte clairement des déclarations des premiers missionnaires, reprises par le P. de Montoya, les *Lettres édifiantes* et Charlevoix, c'est que les missionnaires du Paraguay, à travers l'idéal de communauté transmis de siècle en siècle, avaient voulu se référer aux premières communautés chrétiennes quant à l'esprit de fraternité, tout en créant non plus simplement des associations d'entraide à base de détachement personnel, mais une société complète, outillée pour produire et répartir les biens, capable par son organisation de s'assurer la durée qui avait manqué aux premières communautés. Ce fut ainsi en puisant leurs lumières dans le message de l'Évangile que les Pères de la Compagnie de Jésus réussirent à bâtir, par des moyens exclusivement pacifiques, sans recours à la violence, une société de structure fraternelle, la première que l'histoire connaisse.

Du même coup, les Pères avaient incarné dans une première forme les virtualités sociales de l'Évangile. Ils avaient aussi anticipé l'application des principes fondamentaux des encycliques pontificales, en laissant au régime capitaliste l'honneur d'exiger en série ces interventions doctrinales. Quant aux postulats particuliers et aux consignes de détail par lesquels les papes se sont efforcés de corriger le capitalisme et d'établir la paix entre les classes de la société, ils se trouvaient acquis d'avance, dépassés ou rendus superflus par les institutions et l'ordre social et économique de la République Guaranie.

Le savant Muratori résumait son appréciation sur la société créée par les jésuites dans le titre même de sa relation : *Il Cristianesimo felice nel Paraguay*. « Le Christianisme heureux au Paraguay. » Réalisé non plus seulement dans les individus, mais socialement, selon un système cohérent, le christianisme avait formé une société humaine heureuse.

\* \* \*

Aujourd'hui, parmi nous autres chrétiens, il reste admis que les biens créés par Dieu pour tous devraient être mis équitablement à la disposition de tous. On admet même que c'est là le principe suprême de toute sociologie chrétienne ou simplement humaine. En fait, notre saint patron Thomas More pourrait toujours maintenir son jugement sur l'ordre établi : « Lorsque j'envisage et observe les républiques aujourd'hui les plus florissantes,

je n'y vois, Dieu me pardonne ! qu'une certaine conspiration des riches faisant au mieux leurs affaires sous le nom et le titre fastueux de république. Les conjurés cherchent par toutes les ruses et par tous les moyens possibles à atteindre ce double but : premièrement, s'assurer la possession certaine et indéfinie d'une fortune plus ou moins mal acquise; secondement, abuser de la misère des pauvres, abuser de leurs personnes, et acheter au plus bas prix possible leur industrie et leurs labeurs. Et ces machinations décrétées par les riches au nom de l'État, et par conséquent au nom même des pauvres, sont devenues des lois. »

C'est la communauté qui répond idéalement au suprême principe de la sociologie, tandis que le communisme, tel qu'il apparaît déjà en ses lignes essentielles dans l'expérience guaranie, se présente comme système technique appliquant l'idée de façon cohérente.

La communauté est à la mode parmi nous. Le communisme est en horreur. Pour éviter son instauration, mille réformes ont été proposées depuis un siècle, toutes aptes en général à perpétuer le désordre plus qu'à l'ébranler. Le terme de communauté lui-même couvre souvent des projets d'organisation économique à base de propriété individuelle. Nous avons marché à reculons depuis le temps où les aristocrates de l'Union de Fribourg concluaient à l'inefficacité foncière de toute réforme au sein du régime capitaliste. Aujourd'hui, on croit volontiers que notre rôle providentiel serait de rechercher, sous le couvert de formules audacieuses, « révolutionnaires », des solutions modérées. Il devrait nous suffire de représenter une force modératrice plutôt qu'animatrice et créatrice. Que les autres portent le feu ! Nous suivrons prudemment.

Le communisme appliqué par les jésuites dans la République Guaranie n'était pas modéré. Un communisme fondé sur des raisons essentiellement économiques pourrait être plus facilement modéré dans le sens bourgeois, par exemple en admettant de fortes inégalités de revenus. Dans la République Guaranie, les conditions de vie correspondaient en principe au genre d'activité, sans plus. Du point de vue fraternel qui dominait, un surplus eût semblé un abus, tandis qu'avec des conceptions avant tout économiques, on croira pouvoir accorder des revenus privilégiés, dépassant les possibilités raisonnables de consommation et l'on voudra justifier une telle forme d'exploitation par la nécessité de stimuler la production ou de hâter la formation d'une élite attachée au régime. Dans leur société communiste, les Incas avaient de la sorte créé des classes privilégiées solidement attachées au régime. Mais, par ce système de castes, la classe travailleuse se dépersonnalisa dans une sécurité servile. De leur côté les classes dirigeantes dégénérent normalement, de sorte que la société incaïque s'effondra sans résistance.

Hors de toute fausse modération bourgeoise, le respect spiritualiste de la personne doit entretenir et entretiendra mieux que tout autre principe la liberté et l'égalité, la démocratie vivante et la « révolution permanente ».

Il arrive aussi que, par logique, on accepte spéculativement l'éventualité de la réalisation d'une formule communiste radicale. « L'homme n'en serait que plus libre, déclare-t-on, et ce serait sans doute l'indice d'un progrès moral » (P. Tonneau). Mais, on se résigne alors avec une sorte de soulagement à voir le travail accompli par d'autres, comme s'il était impossible de le mener à bien honnêtement, avec ou sans emploi de la force. Le communiste devient « le délégué politique du chrétien à la violence », pendant que le chrétien, du moins « quand il a les mains pures comme un saint, représente son frère communiste auprès de Dieu par la prière et le sacrifice ». Le P. Émile Rideau qui s'exprime ainsi dans son récent ouvrage, « Séduction communiste et réflexion chrétienne », s'empresse, il est vrai, d'ajouter un appel à « l'ensemble des chrétiens » qui doivent « encourir le risque d'un engagement révolutionnaire en consentant à l'Évangile de pauvreté et de justice ». Mais, comme il est à prévoir que l'Évangile de pauvreté et de justice restera pour quelque temps encore l'apanage des mêmes saints aux mains pures, on se trouve, par de telles vues, réduit à penser que l'intention est de fermer pratiquement la voie à l'engagement politique du citoyen chrétien au service de la « révolution », jugée cependant nécessaire. La noblesse du but est reconnue, mais la crainte paralyse de voir un courant matérialiste conserver la prépondérance.

On reculait de même devant le spectre de la révolution bourgeoise, parce que la démocratie, c'était alors le régicide, les sans-culottes et le culte de la déesse Raison. Les mots eux-mêmes de démocratie et de république semblaient maudits. Près d'un siècle après la Révolution, on attendait encore ou l'on feignait d'attendre une autorisation du Saint Père pour se rallier, quitte à se refuser de plus belle lorsque la consigne du ralliement arriva. Maintenant, on reconnaît dans la poussée démocratique bourgeoise « une manifestation temporelle de l'inspiration évangélique ». Chacun se déclare loyal républicain. L'opposition marquée naguère par les chrétiens est considérée comme « la plus absurde des contradictions historiques <sup>1</sup> ». Hélas ! les adhésions tardives les plus sincères et les plus unanimes mettront encore du temps à réparer les conséquences du retard.

Si les répercussions d'un premier refus opposé à la démocratie politique ne sont pas éteintes après bientôt deux siècles, quel sombre

1. J. Maritain, dans *Nova et Vetera*, 1944, p. 239.

et long enchaînement d'absurdes contradictions ne risque-t-il pas de sortir d'un refus de la démocratie économique et sociale, dont la démocratie politique ou bourgeoise n'était que l'aspect formel et superficiel.

Mais le communisme est-il la démocratie ? Ne méprise-t-il pas cyniquement les libertés essentielles de la personne ? « Et, sans doute, dit K. Marx, il s'agit d'abolir la personnalité, l'indépendance et la liberté bourgeoises. Dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, explique-t-il, on entend par la liberté, la liberté du commerce, celle d'acheter et de vendre. Mais s'il n'y a plus de maquignonage d'aucune sorte, il n'y a plus non plus de liberté du maquignonage. Toute la phraséologie du libre maquignonage n'a de sens que par opposition au maquignonage entravé, à la bourgeoisie asservie du Moyen Age. Elle n'a plus de sens devant l'abolition communiste de tout maquignonage, de toutes les conditions de la production et de la distribution bourgeoises elles-mêmes. » (Manifeste).

Certes, l'amoralisme d'éléments influents du mouvement communiste contemporain n'est pas rassurant et pose de difficiles et graves problèmes à la prudence des citoyens. Il forme l'un des termes de « l'absurde contradiction historique » qu'il faudra inévitablement résoudre. Mais, c'est adopter l'attitude la plus sûrement stérile et néfaste que de vouloir maintenir l'état de choses qui fut à l'origine du mal et rester paralysé dans les données actuelles. L'opportunisme n'est pas plus fécond ni plus éclairé en préconisant un ralliement progressif, suivant l'assagissement du monstre. Prudence mineure, oubli de l'essentiel, adhésion honteuse, par tactique, alors qu'il s'agit du sort et de l'avenir de l'humanité. Comment pourrions-nous réaliser une humanité fraternelle sans une foi préalable, sans une adhésion spontanée et non forcée ? Et quelle funeste inconséquence d'étouffer son adhésion ou de la taire parce que d'autres, avec une inconséquence égale, proclament leur espoir de réaliser une société structurellement analogue au nom d'une philosophie purement pragmatique.

Celui qui croit vraiment à la possibilité d'une humanité unie et fraternelle, quoique sans doute toujours imparfaite et exposée aux rechutes, celui-là veut aussi une société de structure fraternelle qui permet seule à cette humanité nouvelle de se réaliser organiquement au fur et à mesure que la solidarité pratique pénètre les institutions et s'étend pour aboutir à son terme, la socialisation de tous les moyens humains au service de chaque personne. L'ère de la socialisation intégrale sera *l'ère de la personne* (Teilhard de Chardin) si son avènement est l'effet de l'amour. A défaut d'amour, l'instinct d'association de notre race suffit pour nous conduire à la termitière,

qui, comme on le sait, forme bien aussi une sorte de société communiste, mais non une société sans classes, le point de vue matérialiste de la production ayant triomphé chez les termites au détriment de l'égalité et du respect de l'individu.

Si faible que soit l'influence de chacun, il dépend tout de même de nous tous sans exception que ceci ne soit pas et que cela soit.

Pour notre petite part personnelle, nous avouons candidement qu'en rassemblant et en ordonnant notre documentation sur l'expérience guaranie, nous avons été plus d'une fois soutenu par la pensée que cet exemple humble mais très pur d'une république communiste pré-marxiste pourrait aider des esprits sincères à échapper à la hantise créée par l'athéisme de Marx, pour remonter à la lointaine et première origine de l'idéal de notre temps et redécouvrir le vrai et noble sens naturel du mot communisme, mot qu'on ne réussira sans doute pas mieux à éliminer que celui de démocratie, car il exprime trop bien, il exprime étymologiquement ce qu'il veut dire, ce à quoi l'humanité aspire à travers les impuretés qui depuis un siècle troublent le courant. Les impuretés furent soulevées parce que l'eau était dormante sur un fond d'injustice. Mieux valait un torrent boueux qu'une eau croupissante. Les torrents se purifient en suivant leur cours. Si le courant marxiste, à peine né, se détourna, apparemment et, plus ou moins, réellement, de la lumière qui l'avait fait naître, au moment de s'enfoncer en terre pour frayer le passage, il reconnut et indiqua lui-même la source de son élan. L'Adresse inaugurale du premier congrès de la Première internationale communiste reste une proclamation émouvante : « Toutes les sociétés ou individus y adhérant (à la Première internationale) reconnaîtront, y est-il dit, comme base de leur conduite envers les hommes, la vérité, la morale, la justice, sans distinction de couleur, de croyance ou de nation. » Selon l'analyse de Lénine lui-même dans « Les trois sources et les trois parties intégrantes du marxisme », l'élément spécifique du communisme n'a été apporté ni par la philosophie allemande, ni par l'économie politique anglaise, mais par le socialisme français. Or celui-ci était tout pénétré d'un esprit fraternel dont il connaissait et respectait la source. L'espoir de voir sourdre et reflleurir la lumière et l'esprit que le courant marxiste a enfermés dans ses flancs, est donc un espoir fondé en bonne dialectique.

\* \* \*

Thomas More terminait son Utopie par ces mots libres d'illusion : « Il y a chez les Utopiens, une foule de choses que je souhaite voir établies dans nos cités. Je le souhaite plus que je ne l'espère. »

En notre temps, de tous les pays de la terre, les aspirations sociales des penseurs soucieux du bien de l'humanité, celles des hommes d'action les plus généreux et les aspirations des peuples eux-mêmes convergent de plus en plus vers un but identique, celui-là même qu'exprimait récemment un éminent chef d'État, le premier président de l'Inde libre, Jawaharlal Nehru : « Notre but final ne peut être qu'une société sans classes, avec une justice et des possibilités économiques égales pour tous; une société organisée sur une base planifiée, pour l'élévation de l'humanité à un niveau supérieur de bien-être et de culture, par le développement des valeurs spirituelles de coopération, de désintéressement, de service, de désir de bien faire, de bonne volonté et d'amour mutuel; finalement, un ordre mondial. »

Combien d'erreurs, d'échecs, de souffrances, de reculs, de succès passagers ou partiels jalonnent-ils encore la marche vers le but ? Du moins, au xx<sup>e</sup> siècle, nous trouvons-nous engagés sur la voie par des expériences d'envergure et par un mouvement général de pensée et d'action, de sorte que les utopistes ne sont plus ceux qui regardent vers l'avenir; les utopistes sont désormais ceux qui espèrent assurer le salut de la personne humaine en prolongeant l'existence d'une société barbare et mesquine dont la caractéristique était de légaliser l'expropriation de la masse du peuple par les plus forts, les plus rusés, les plus chanceux, les plus travailleurs et les plus voleurs.

Dans la direction d'une société fraternelle sans classes et sans privilèges, hiérarchisée selon les capacités et les services personnels, la République Guaranie aura été la première réalisation. Au point où son développement fut interrompu, elle se trouvait à plusieurs égards inférieure à nos conceptions actuelles et à nos vœux. Il est vraisemblable pourtant que durant les siècles prochains, des sociétés communistes plus évoluées et plus complexes dégèneront pour n'avoir pas réussi à appliquer de façon aussi intégrale les principes fondamentaux de toute société humaine.

C'est dire que l'intérêt manifesté dès le xviii<sup>e</sup> siècle à l'égard de la République Guaranie en tant qu'expérience sociale, restera justifié. Puisse-t-il être une voie ouverte à l'esprit de bienveillance, de douceur et de paix qui rayonnait des communautés guaranies. La force nécessaire pour la conquête de la justice ne se priverait pas impunément de la lumière des vertus fraternelles.

Bibliographie<sup>1</sup>

- ANONYME, *Relazione breve della Republica che i religiosi gesuiti hanno stabilita...*, Lugano, 1759, 133 p., contient trad. italienne de la « Relação abbreviada » de Pombal, différents documents traduits du guarani et le Bref « Immensa Pastorum » de Benoît XIV sur le régime colonial.
- ANONYME, *Histoire de Nicolas I<sup>er</sup>, roi du Paraguay et empereur des Mamelucs*, 1756. — « Ce pamphlet ridicule montre à quel point de frénésie les calomnieux stipendiés par Pombal pouvaient se hausser. » (P. Charles, S. J.)
- AZARA, DON FÉLIX DE, *Voyage dans l'Amérique méridionale*, Paris, 1809.
- BACH, MORITZ, *Die Jesuiten und ihre Mission-Chiquitos in Süd-Amerika*, Leipzig, 1843.
- BERTONI, M. S., *La Civilizacion Guarani*, Puerto-Bertoni, 1922.
- BONPLAND, AIMÉ, *Manuscrits*. Archives du Collège Salvator, Buenos-Ayres. — Bonpland, naturaliste français, grand voyageur, envoyé en mission scientifique en Amérique du Sud par le Muséum d'Histoire naturelle de France, se fixa pour études dans les Missions guaranies récemment ruinées par les Portugais, fut enlevé par la police du Dr. Francia, interné neuf ans à Santa-Maria da Fé, rendu à la liberté en 1830, se fixa dans la réduction de San-Borja où il passa treize ans. Ami et collaborateur du Chanoine Gay, curé de San-Borja. Il termina ses jours à Sta-Ana en 1858. Comme botaniste, vérifia les travaux du P. Asperger. Des extraits de ses manuscrits sont publiés dans Hernandez. M. de Moussy utilisa les écrits de Bonpland, dont la plupart s'égarèrent par la suite. Bonpland a laissé une description des réductions. Son jugement, formé sur le témoignage des Guaranis, est tout à fait favorable aux jésuites.
- BOURGADE LA DARDYE, *Le Paraguay*, Plon-Nourrit, 1889. — Destiné aux émigrants français.
- BOURGOING, *Les missions de l'Amérique*, 1654.
- CARDIEL, P. JOSÉ, S. J., *Breve relacion de las Misiones del Paraguay*. — Écrit à Bologne en 1770, publié intégralement dans Hernandez, t. II, p. 514 à 614. Idem, *De moribus Guaraniorum*. — En appendice dans l'*Historia paraguayensis* de Muriel.
- Idem, *Declaracion de la Verdad... Misiones del Paraguay*. — Écrit en 1758, publié par Hernandez, Buenos-Ayres, en 1900.
- CASTELNAU, FRANCIS DE, *Expédition dans les parties centrales de l'Amérique du Sud* (de 1842 à 1847), Paris, 1851, 3 tomes. — Castelnau a visité en 1845 les Chiquites, dont les réductions existaient encore.
- CHARLES, PIERRE, S. J., *Les réductions du Paraguay*, Louvain, 1926, 38 pages. — Traite également des Chiquites et des autres groupes de réductions.

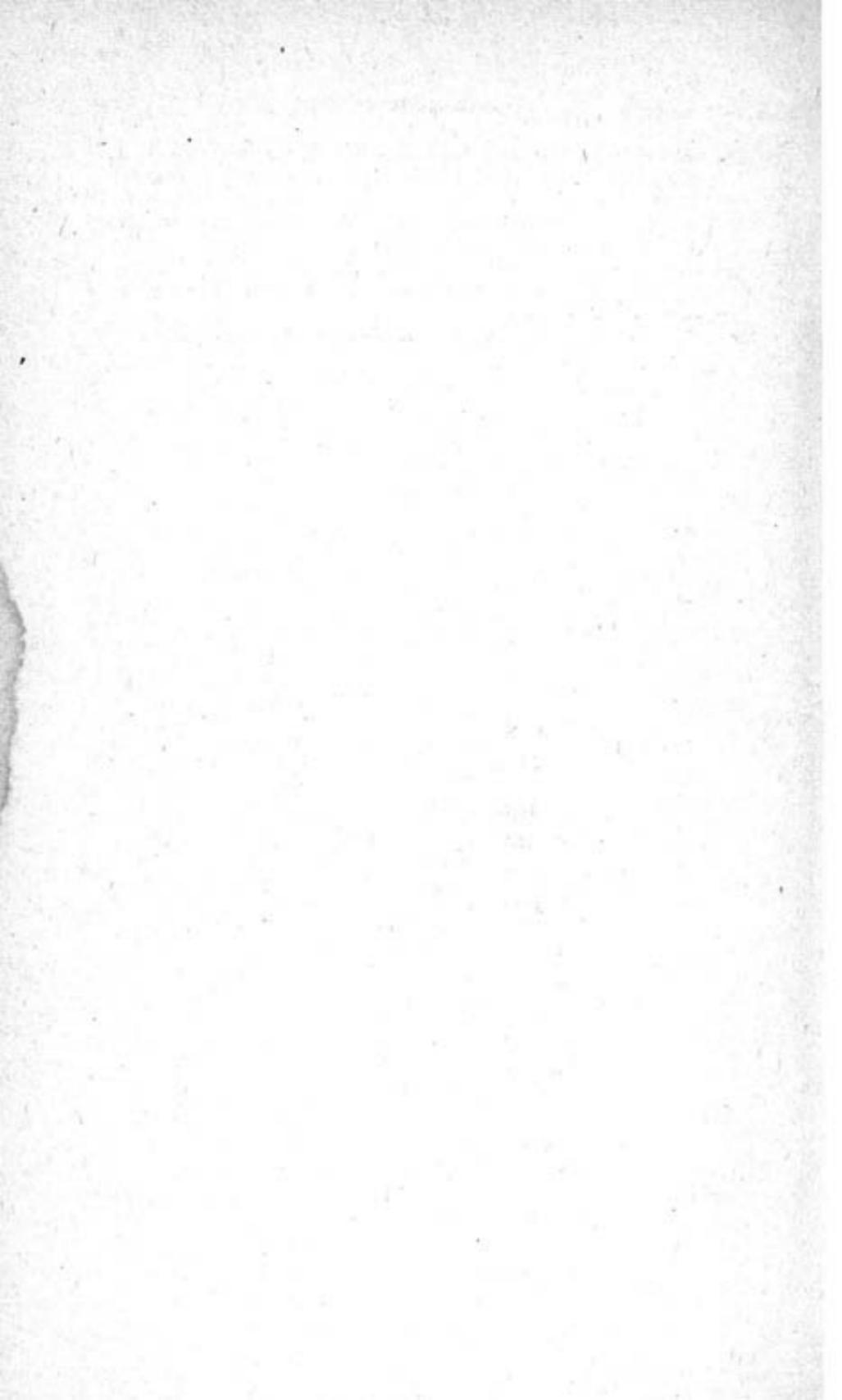
1. Dans l'intention de faciliter de futures recherches, nous citons, en plus des ouvrages utilisés, quelques travaux de moindre importance que nous n'avons pas abordés directement.

- CHARLEVOIX, PIERRE-FR.-XAVIER de, S. J. *Histoire du Paraguay*, Paris, 1747, 6 vol., 2.608 p.; 670 p. de documents espagnols et français. — Ouvrage traduit en espagnol, en italien et en allemand. (Nos références à Charlevoix I se rapportent à l'édition en 3 vol. de 1756.)
- CUNINGHAM, GRAHAM, *A vanished Arcadia*, 1901.
- DEMERSAY, DR. ALFRED, *Histoire physique, économique et politique du Paraguay et des Établissements des jésuites*, 2 vol., Paris, 1860. — La partie historique qui devait former un troisième volume n'a pas paru.
- DOBLAS, GONZAGO DE, *Memoria sobre la provincia de Misiones de Indios Guaranis*. — Inséré dans Pedro de Angelis, *Collecion de Obras y Documentos*, extraits des archives et bibliothèques de la Plata, 1834-1837, 6 vol. in-fol. Doblás fut lieutenant du gouverneur de Concepcion durant dix ans, après l'expulsion des jésuites.
- DOEBLIN, ALFRED, *Le tigre bleu*. — Traduit de l'allemand, éd. Calmann-Levy; roman.
- DOMINGUEZ, DR. LUIS, *Historia Argentina*, 1861, nombreuses rééditions. Rend hommage à l'héroïsme et à la sainteté des jésuites.
- DU GRATY, *La République du Paraguay*, Bruxelles, 1862 (?).
- FASSBINDER, MARIA, *Der « Jesuitenstaat » in Paraguay*, Halle, 1926, 161 p.
- FERNANDEZ, P. JUAN, S. J., *Relacion historial de las Misiones*, 1726. — Publié également en latin par le P. Herran. Le merveilleux surabonde. Concerne principalement les Chiquites.
- FERRIERE, IS., *De l'Équateur aux Pampas*, Neuchâtel, 1934.
- FLORENTIN DE BOURGES, O. F. M., *Voyage aux Indes orientales par le Paraguay, le Chili et le Pérou*. — Publié par les Pères jésuites, vol. v, des *Lettres édifiantes*. Le P. Bouchet, S. J., transmet le texte de Pondichéry où Florentin de Bourges venait d'arriver (14 février 1716). « C'est son original même que je vous envoie », dit le Père Bouchet dans l'Introduction où il souligne le caractère de stricte exactitude du récit : l'auteur n'a rien voulu avancer « dont il ne se soit instruit par ses propres yeux ». Le récit de Florentin de Bourges constitue un témoignage particulièrement précieux, il est à peu près le seul témoignage contemporain vraiment direct, indépendant et spontané. Le P. Florentin de Bourges, capucin, était parvenu dans les réductions tout à fait par hasard, après avoir erré un mois dans la forêt, ayant été abandonné par ses guides, alors qu'il se rendait à Cordoue. Il séjourna en particulier dix-sept jours à S.-François-Xavier et s'arrêta aussi à San-Nicola et Concepcion. — Traduction espagnole, 1755, *Cartas edif.* T. IX.
- FUNES, DON GREGORIO, doyen de la cathédrale de Cordoue, *Ensayo de la Historia civil do Paraguay, Buenos-Ayres y Tucuman*, 3 T. Buenos-Ayres, 1815-1817. — Le doyen Funes a utilisé largement Charlevoix.
- GARSCH, BRUNO, *Der Einfluss der Jesuiten Missionen auf den Wandel der Naturlandschaft zur Kulturlandschaft...*, Breslau, 1934, 150 p.
- GAY, JUAN, *Historia da Republica Jesuitica do Paraguay*, Rio de Janeiro, 1863, 484 p. et 64 p. de notes. — Écrit en portugais par l'auteur, le chanoine Gay, prêtre français devenu vicaire puis curé de San-Borja après l'expulsion des jésuites.
- HERNANDEZ, PABLO, S. J., *Organizacion social de las doctrinas guaranies*, Barcelone, 1913, 2 vol. de 608 et 740 p.; 300 p. sont consacrées à la publication de 72 documents.

- HUONDER, P., S. J., *Deutsche Jesuitenmissionare des 17. und 18. Jabrbund.*, Freiburg, 1899, 1 vol.
- IBANEZ, *Reyno Jesuitico del Paraguay*, 1770. — Traduit en plusieurs langues. L'auteur, ex-jésuite, ordonna à son lit de mort de récupérer et de brûler le manuscrit de son pamphlet où les calomnies abondent à côté de renseignements objectifs tirés du *Libro de Ordenes* et d'observations personnelles faites au cours d'une visite à travers quelques réductions guaranies.
- Katbolische Missionen*, Die, Monatschrift, Freiburg, 1876, 1892, 1894 et 1897. — Étude P. Huonder, S. J., selon Peramas, Gay, etc.
- KOBLER, A., S. J., *Pater Baucke, ein Jesuit in Paraguay*, Regensburg; *Der christl. Kommunismus in den Red.*, article des Kath. Stud., n. 11. 8, Würzburg, 1876.
- LAFARGUE, PAUL, *Die Niederlassungen der Jesuiten in Paraguay*. — Quatre chapitres dans « Geschichte des Sozialismus in Einzel-Darstellungen », de Bernstein, Kautski, Lafargue et Plechanow, Stuttgart, 1895. — Travail hâtif. Au lieu de renouveler le sujet dans le sens marxiste, le gendre de Marx s'est contenté de démarquer la thèse des coloniaux antijésuitiques en reproduisant leurs plus fortes énormités. Les quelques passages où Lafargue s'est donné le loisir de penser par lui-même sont intéressants et souvent élogieux pour les Pères. Le texte original a dû être écrit en français. Nos citations sont traduites du texte allemand.
- Lettres édifiantes et curieuses*, écrites des Missions étrangères. Revue internationale des missions de la Compagnie de Jésus. — Concernant les réductions guaranies, on y trouve des lettres des Pères Rodero, Cattaneo, Sepp, Labbe, de Pères flamands et de nombreux Pères espagnols. Nous citons selon l'édition de Lyon, 1819.
- Litteræ annuæ Soc. Jesu*, Pragay, 1581-1654.
- LOZANO, PEDRO, S. J., *Historia de la Compania de Jesus en la Provincia del Paraguay*, Madrid, 1754, 2 T. fol. — Écrit sur les données du Père Fernandez.
- Idem, *Historia de las revoluciones del Paraguay*. — Édité à Buenos-Ayres, en 1905, 2 T. — Concerne les troubles de la Commune d'Assomption de 1721-1735.
- LUGONES, LEOPOLDO, *El Imperio jesuitico*, Buenos-Ayres, 1906, 3 vol. illustrés. La cinquième partie sur « la politique des Pères » est tendancieuse. La septième partie est consacrée aux ruines.
- MIGRAZ, JOZSEF, *Jezsuitak korzasasaga. Paraguay ban 1609-1768*.
- MONTOYA, P. ANT. RUIZ DE, *Conquista espiritual... del Paraguay*, Madrid, 1639.
- Idem, *Mémorial*, Madrid, 1643. — Le célèbre Supérieur des Missions réfute les neuf principales calomnies des esclavagistes.
- MOUSSY, DR. MARTIN DE, *Description géographique et statistique de la Confédération Argentine*, Paris, 1860-1864, 3 vol., 1993 pages. — La partie intitulée « Mémoire sur la ruine des missions des jésuites » fut publiée en espagnol en 1852.
- MURATORI, *Relation des missions du Paraguay*, Paris, 1826 (1<sup>re</sup> édition française : 1754). Traduit de l'italien : « Il cristianesimo felice nelle missioni de' Padri della Compagnia di Gesù nel Paraguay », Napoli 1743. Tableau quelque peu idéalisé, publié à la suite des attaques du gouverneur Barua, selon le

- rapport du P. d'Aguilar, l'histoire de Fernandez et autres écrits missionnaires.
- MURIEL, P., S. J., *Historia Paraq.*, Venise, 1779. — Traduction de Charlevoix augmentée d'un supplément et de remarques.
- O'NEILL, *Golden years on the Paraguay* (?).
- ORBIGNY, ALCINE D', *Voyage dans l'Amérique méridionale*, Paris, 1839-1844, 3 vol. — Voir vol. II et III, 1<sup>re</sup> partie.
- Idem, *Voyage pittoresque dans les deux Amériques*, Paris, 1836. — Le savant naturaliste français, auteur du *Traité de « L'Homme américain »*, rend ouvertement hommage aux jésuites.
- PARISH, WOODBINE, Consul de Grande-Bretagne à Buenos-Ayres, *Buenos-Ayres et les provinces de la Plata*.
- PASTELLS, PABLO, S. J., *Historia de la Compania de Jesu en la provincia del Paraguay*, Madrid, 4 vol. parus successivement à partir de 1912. — Pièces d'archives classées et résumées. Une faible partie seulement concerne la République Guaranie.
- PERAMAS, S. J., *De vita et moribus tredecim virorum paraguaycorum*, Faenza, 1793. (L'un des treize est le P. Martin Schmid, missionnaire suisse chez les Chiquites auquel le P. Plattner a consacré un petit volume, Lucerne, 1944.)
- QUEIREL, JUAN, *Misiones*, Buenos-Ayres, 1897.
- Idem. *Las Ruinas de Misiones*, Buenos-Ayres, 1901. — Brochure reproduite en partie dans Hernandez, T. 2, doc. 68.
- RASTOUL, ARMAND, *Une organisation socialiste chrétienne, Les jésuites au Paraguay*, Paris, 1909, 61 p. — Bon résumé général, comprend la République Guaranie, les Chiquites et les groupes secondaires.
- RECUEIL des ordres donnés pour le bannissement des religieux de la Compagnie de Jésus d'Espagne, des isles adjacentes, etc.*, Paris, 1767.
- RENGGER, Dr., *Reise nach Paraguay*, Aarau, 1835, 150 p. en français et 350 p. en allemand. Le Dr. Rengger, de Baden, accomplit son voyage au Paraguay de 1818 à 1826 en compagnie de son ami, le Vaudois Longchamp qui collabora à la rédaction.
- RENGGER et LONGCHAMP, *Essai historique sur la révolution du Paraguay et le gouvernement dictatorial du Dr. Francia*, Paris, 1827.
- SAINT-HILAIRE, AUG. DE, *Aperçu d'un voyage dans l'intérieur du Brésil*, 1823.
- Idem, *Voyage au Rio-Grande do Sul*, 1887. — Posthume, plus riche de renseignements.
- SCHIRMBECK, P. ADAM, S. J., *Messis Paraguariensis*, Munich, 1649. — Années 1638-1643.
- SCHMID, FRANZ, *Der Christlich-Soziale Staat der Jesuiten in Paraguay*, Volksvereinverlag. M.-Gladbach, 1913.
- SCHUSTER, ADOLF, *Paraguay*, Stuttgart, 1929.
- SEPP, P. ANTON, S. J., *Reisebeschreibung... und kurzer Bericht der denkwürdigsten Sachen...*, etc., Nürnberg, 1697.
- Idem, *Fortsetzung der Beschreibung...*, etc. — Aussi en latin : *Continuatio*, 1710
- TECHO, NICOLA DEL (du Toict), *Historia provinciae paraguayae soc. Jesu*, Liège, 1673. — Le P. du Toict, originaire de Lille, fut supérieur général de la République Guaranie. Anecdotique; traduit en espagnol.

- TESCHAUER, KARL, *Historia do Rio Grande do Sul*, 2 vol. Porto Allegre, 1921.  
— Sur le Rio Grande do Sul (Missions orientales), voir l'histoire générale d'Astrain, III-VII.
- VOGT, Fr. O. P., *Estudios historicos : La civilizacion de los Guaranies en los siglos XVII y XVIII*, Buenos-Ayres, 1903.
- Idem, *Die Guarani-Tupi Volker*, Buenos-Ayres, 1919.
- XARQUE, Dr. FRANCISCO, *Insignes misioneros de la Compania de Jesus en la provincia del Paraguay*.
- Idem, *Vida prodigiosa... del venerabile P. Ant. Ruiz de Montoya*, Saragosse, 1662.



## TABLE DES MATIÈRES

	Page
Préface.....	5
Introduction .....	9
<i>Première partie</i>	
I. Les Guaranis avant l'arrivée des jésuites .....	19
II. Fondations .....	25
III. Ravages des Paulistes — Grandes migrations .....	41
<i>Deuxième partie</i>	
IV. Situation, Aspect des réductions — Population.....	59
V. Organisation politique .....	75
VI. L'armée.....	83
VII. Relations avec la Couronne d'Espagne.....	89
<i>Troisième partie</i>	
VIII. L'agriculture .....	101
IX. L'artisanat et l'industrie .....	111
X. Les arts .....	119
XI. Le commerce et la monnaie.....	127
XII. Le régime de propriété.....	139
XIII. Le travail et la répartition du revenu.....	157
XIV. La vie sociale .....	165
XV. La vie religieuse .....	183
<i>Quatrième partie</i>	
XVI. Assauts du monde colonial (1640-1750).....	213
Mérites des jésuites .....	220
XVII. Traité des Limites et guerre guaranitique .....	235
Expulsion des jésuites .....	247
XVIII. Tragique épilogue.....	255
Conclusion .....	277
Bibliographie .....	289

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
LE 25 AVRIL 1949 SUR LES  
PRESSES DE L'IMPRIMERIE  
LETOUZEY ET ANÉ A GENTILLY  
DÉPOT LÉGAL 2<sup>e</sup> TRIM. 1949  
ÉDIT. N<sup>o</sup> 1652. IMPRIM. N<sup>o</sup> 57.



BASES DE L'HUMANISME

M.-R. MAYEUX

**L'ORGANISATION  
SUPRANATIONALE DE LA PAIX**

---

H. DESROCHES — M. BARDY, etc.

**INSPIRATION RELIGIEUSE  
et STRUCTURES TEMPORELLES**

VIE OUVRIÈRE ET SOCIALE

JOSEPH HOURS

**PETITE HISTOIRE  
DU MOUVEMENT OUVRIER**

---

ALBERT DOMINIQUE

**SÈVES INDOMPTABLES**

(La Révolution de 1848 en Europe)

---

---

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, Avenue de la Sœur-Rosalie - PARIS (13<sup>e</sup>)

